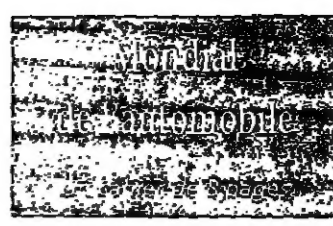


سكنا من المجلد



# Le Monde



CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16076 - 7 F. JEUDI 3 OCTOBRE 1996 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Un rapport remis à M. Toubon préconise un secret total de l'instruction

LE PROFESSEUR DE DROIT Michèle-Laurie Rasset a remis mardi 1<sup>er</sup> octobre à Jacques Toubon, garde des sceaux, un rapport sur la réforme de la procédure pénale. M<sup>me</sup> Rasset préconise notamment de renforcer le secret de l'instruction en interdisant la publication de toute pièce d'un dossier en cours d'instruction. Elle propose aussi de réformer le régime de prescription des abus de biens sociaux, de manière, dit-elle, à « consacrer la jurisprudence ». Disposant de ce rapport et de celui du sénateur (RPR) de l'Oise, Philippe Marché, consacré au droit des sociétés, le garde des sceaux va devoir trancher. Le débat est décisif : la possibilité pour les juges de pouvoir continuer leur travail de mise au jour des affaires politico-financières en dépend, ainsi que le simple maintien, pour la presse, du droit de travailler librement.

Lire page 6

## Le premier ministre propose aux Français « une nouvelle démocratie » pour l'an 2000

M. Chirac tente d'apaiser la querelle avec l'Italie sur la monnaie européenne

LE PREMIER MINISTRE pouvait compter, mercredi 2 octobre à l'Assemblée nationale, sur le vote de la « confiance » par la majorité, invitée à approuver, pour la troisième fois depuis mai 1995, une déclaration de politique générale. Alain Juppé devait justifier ses choix budgétaires et ouvrir le débat sur « une nouvelle démocratie pour les citoyens de l'an 2000 ». Le président de la République et le premier ministre entendent consacrer les formations de la majorité à réfléchir sur la vie politique et sur la réforme de l'Etat.



Une évolution des modes de scrutin est, notamment, à l'ordre du jour, sinon pour les élections législatives - cette perspective est mal reçue dans les rangs de la majorité -, du moins pour les élections régionales. Le gouvernement envisage un système destiné à favoriser l'émergence de majorités régionales grâce à une « prime » aux listes arrivées en tête dans les départements, et à les consolider en instituant un équivalent du « 49-3 » (adoption d'un projet sans vote) pour les budgets.

de manœuvre du gouvernement sont étroites dans la perspective de la monnaie unique européenne, pour laquelle la France doit être prête en 1998. A la veille du sommet franco-italien, organisé jeudi à Naples, l'Union monétaire était, à nouveau, à l'origine d'une querelle entre Paris et Rome sur la lire. En dénonçant, lundi et mardi dans le Pas-de-Calais, les dévaluations compétitives de la lire, « plus dommageables que les exportations d'Asie du Sud-Est », Jacques Chirac a provoqué la colère du premier ministre italien. Romano Prodi y a vu une attaque injuste due, selon lui, à « la terreur que suscite le dynamisme de l'industrie italienne ». Les critiques contre la lire sont d'autant plus injustifiées, à son avis, que l'Italie vient de présenter un budget d'austérité. Dès mardi après-midi, M. Chirac est revenu sur ses propos et, dans la soirée, il a téléphoné à M. Prodi pour lui faire part « de [son] appréciation positive des efforts faits par le gouvernement italien pour se conformer aux critères de Maastricht ».

Lire pages 2 et 6

## Le Proche-Orient et le Likoud

Les points de vue de l'historien Zeev Sternhell et du président de la branche française du Likoud, Itzhak Rabinbaum, alors que se termine le sommet de Washington.

p. 4 et 12

## L'énigme Olof Palme

Les justes suédoise et sud-africaine restent prudentes après les révélations sur l'implication des services secrets du régime d'apartheid dans l'assassinat d'Olof Palme, en 1986.

p. 5

## L'exclusion en débat

Sept associations de solidarité dénoncent les « insuffisances » de l'avant-projet de loi sur l'exclusion.

p. 9

## Le TGV français bousculé

Le TGV pendulaire italien menace le TGV français. Dans le même temps, Paris revient à la baisse son programme. Premier trajet touché : Paris-Strasbourg.

p. 14 et notre éditorial page 13

## Eurotunnel : le nouveau pacte

L'accord entre les banques créancières et le concessionnaire sauve de la faillite 750 000 petits actionnaires.

p. 14

## Le flic des mines

La France a annoncé, au cours d'une communication au conseil des ministres, la restriction de l'utilisation des mines antipersonnel.

p. 32

Abonnement : 3 200 F (France); 4 000 F (Europe); 5 000 F (Amérique); 6 000 F (Afrique); 7 000 F (Asie); 8 000 F (Océanie); 9 000 F (Autres); 10 000 F (Inde); 11 000 F (Japon); 12 000 F (Corée); 13 000 F (Taïwan); 14 000 F (Hong Kong); 15 000 F (Singapour); 16 000 F (Malaisie); 17 000 F (Indonésie); 18 000 F (Philippines); 19 000 F (Thaïlande); 20 000 F (Vietnam); 21 000 F (Laos); 22 000 F (Cambodge); 23 000 F (Myanmar); 24 000 F (Birmanie); 25 000 F (Népal); 26 000 F (Bhoutan); 27 000 F (Sri Lanka); 28 000 F (Maldives); 29 000 F (Soudan); 30 000 F (Soudan du Sud); 31 000 F (Éthiopie); 32 000 F (Ouganda); 33 000 F (Kenya); 34 000 F (Tanzanie); 35 000 F (Zambie); 36 000 F (Zimbabwe); 37 000 F (Botswana); 38 000 F (Namibie); 39 000 F (Angola); 40 000 F (Mozambique); 41 000 F (Mali); 42 000 F (Niger); 43 000 F (Chad); 44 000 F (Libye); 45 000 F (Algérie); 46 000 F (Maroc); 47 000 F (Tunisie); 48 000 F (Égypte); 49 000 F (Liban); 50 000 F (Syrie); 51 000 F (Jordanie); 52 000 F (Israël); 53 000 F (Palestine); 54 000 F (Irak); 55 000 F (Arabie saoudite); 56 000 F (Yémén); 57 000 F (Oman); 58 000 F (Émirats arabes unis); 59 000 F (Qatar); 60 000 F (Bahreïn); 61 000 F (Koweït); 62 000 F (Arabie saoudite); 63 000 F (Yémén); 64 000 F (Oman); 65 000 F (Émirats arabes unis); 66 000 F (Qatar); 67 000 F (Bahreïn); 68 000 F (Koweït); 69 000 F (Arabie saoudite); 70 000 F (Yémén); 71 000 F (Oman); 72 000 F (Émirats arabes unis); 73 000 F (Qatar); 74 000 F (Bahreïn); 75 000 F (Koweït); 76 000 F (Arabie saoudite); 77 000 F (Yémén); 78 000 F (Oman); 79 000 F (Émirats arabes unis); 80 000 F (Qatar); 81 000 F (Bahreïn); 82 000 F (Koweït); 83 000 F (Arabie saoudite); 84 000 F (Yémén); 85 000 F (Oman); 86 000 F (Émirats arabes unis); 87 000 F (Qatar); 88 000 F (Bahreïn); 89 000 F (Koweït); 90 000 F (Arabie saoudite); 91 000 F (Yémén); 92 000 F (Oman); 93 000 F (Émirats arabes unis); 94 000 F (Qatar); 95 000 F (Bahreïn); 96 000 F (Koweït); 97 000 F (Arabie saoudite); 98 000 F (Yémén); 99 000 F (Oman); 100 000 F (Émirats arabes unis).

M 0147-1003-7,90 F

## Le scorbut, maladie des pauvres, est de retour

ELÉAU OUBILÉ, le scorbut est de retour en France. Onze cas de cette maladie carencielle ont été diagnostiqués ces derniers temps dans le service de médecine interne de l'hôpital Jean-Verdier, à Bondy (Seine-Saint-Denis). Dans le même département, quatre cas supplémentaires, dont deux ont fait l'objet d'investigations médicales approfondies, ont été identifiés par des spécialistes de l'hôpital Avicenne, de Bobigny.

L'affaire vient d'être révélée par les docteurs Olivier Fain et Michel Thomas (hôpital Jean-Verdier). Ces médecins précisent que « le nombre de cas est probablement sous-estimé du fait de la méconnaissance des signes cliniques d'appel ». En d'autres termes, aucun praticien français ne songe plus aujourd'hui à évoquer un diagnostic de scorbut. D'autres médecins, proches des plus démunis, ont observé le même phénomène dans plusieurs villes de province. Et si cette maladie devait, demain, être soumise à une déclaration obligatoire, on observerait une augmentation notable du nombre des cas officiellement recensés. Selon

certaines observations médicales, plusieurs centaines de personnes en souffrent aujourd'hui dans l'Hexagone. Associé dans l'imaginaire collectif aux bouches édentées des marins au long cours, le scorbut se caractérise par une fatigue importante, une anémie, des œdèmes, des ecchymoses, une infection des gencives, une chute des dents et des cheveux. Il provoque aussi des hémorragies nasales ou digestives et peut atteindre gravement les articulations et le squelette osseux. Certains troubles psychiatriques (comme des syndromes dépressifs ou des tableaux hypocondriaques) peuvent compliquer et aggraver la situation. S'il n'est ni prévenu ni traité, le scorbut peut avoir des conséquences mortelles.

## La France boude Internet

LA FRANCE est-elle en train de rater son entrée dans l'ère des réseaux ? C'est la question que pose le Commissariat général au Plan. Dans un rapport, Thierry Miletto constate la sous-utilisation des moyens de communication et préconise de lever les obstacles techniques et économiques pour en stimuler le développement. Internet, auquel seulement 1 % des foyers français sont raccordés, pourrait bénéficier de telles mesures. En tout cas, l'importance des enjeux rend urgente la définition d'une stratégie pour que la France ne perde pas l'une des premières batailles technologiques du XXI<sup>e</sup> siècle.

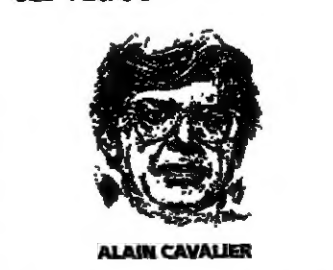
Lire page 32 et notre analyse page 13

## Quand le dollar découvre l'euro

LA FUTURE monnaie européenne vient de faire une entrée remarquée sur la scène financière mondiale. L'euro aura tenu en effet la vedette des traditionnelles réunions monétaires automnales de Washington. Partout ou presque sur les bords du Potomac, l'euro s'est imposé.

Dans les salons feutrés de Blair House, il a occupé, samedi 28 septembre, l'essentiel des discussions entre les ministres des finances du G7. Les « think tanks », ces groupes locaux de réflexion, comme l'American Enterprise Institute ou l'European Institute, lui ont consacré leurs travaux. Dans les sous-sols des grands hôtels de la capitale fédérale américaine, son nom s'échappait souvent des discrètes conversations entre banquiers.

## « Rencontre » en vidéo



ON NE PEUT imaginer films plus antinomiques. D'un côté, *La Rencontre* d'Alain Cavalier, une histoire d'amour tournée en vidéo. Budget zéro. Il sort dans une salle. Superbe. De l'autre, *Independence Day*, 75 millions de dollars, 535 salles. Spectaculaire. Outre ces deux films : *Party d'Oliveira*, le remarquable *Au loin s'en vont les nuages* du Finlandais Kaurismäki et *Le Roi des Aulnes* de Schlöndorff.

Lire pages 26 à 28

International	2	Aujourd'hui	72
France	5	Agenda	75
Société	8	Annuaire	76
Cronique	10	Météorologie	75
Horaires	11	Mots croisés	76
Entreprises	14	Culture	76
Finances	18	Communication	30
Annuaire descriptif	20	Radio-Télévision	31

LE DROIT DANS SA PLUS SIMPLE EXPRESSION.

— EDITIONS —  
— LEGISLATIVES —

CONVENTIONS COLLECTIVES FISCAL ÉPARGNE ET PRODUITS FINANCIERS



**EUROPE** A la veille du sommet franco-italien de Naples, les déclarations du président de la République, Jacques Chirac, mardi 1<sup>er</sup> octobre, sur les difficultés

d'adhésion de la lire à la monnaie unique, ont provoqué une vive réaction de Rome, et obligé le chef de l'Etat français à rectifier ses propos quelques heures plus

tard. Les marchés financiers italiens ont vivement réagi, et la lire a subi d'importantes secousses tout au long de la journée de mardi. ● LE GOUVERNEMENT BELGE a,

de son côté, présenté un projet de budget destiné à lui permettre de faire partie du peloton de tête des participants à la monnaie unique européenne en 1999. ● A BONN,

les dirigeants allemands sont en train d'accepter que le passage à l'euro ne s'accompagne pas d'une avancée spectaculaire de l'Union politique dans tous les domaines.

## Paris et Rome se querellent sur l'euro à la veille du sommet de Naples

La tension entre la France et l'Italie, provoquée par les déclarations de Jacques Chirac sur l'adhésion de la lire à l'Union monétaire, intervient alors que les capitales européennes adoptent, les unes après les autres, des budgets rigoureux pour être au rendez-vous de 1999

ROME

correspondance

Décidément, Naples semble porter malheur aux rapports France-Italie. En novembre 1995, le sommet annuel fut annulé à la dernière minute par la France à la suite des critiques italiennes contre les essais nucléaires de Mururoa. Le nouveau sommet, qui doit se tenir jeudi et vendredi, également à Naples, a aussi failli être annulé, les Italiens ayant mal pris la mise en cause de la politique monétaire italienne par Jacques Chirac lors de son voyage dans le Pas-de-Calais. Le chef de l'Etat français avait sévèrement critiqué, mardi matin

1<sup>er</sup> octobre, à Arras, lors d'une table ronde sur l'emploi, la sous-évaluation de la lire et émis des doutes quant à la capacité de l'Italie à entrer parmi les premiers dans l'Union monétaire européenne.

La crise diplomatique a été évitée de justesse. Dans l'après-midi, Jacques Chirac rectifiait le tir. Auparavant, l'ambassadeur de France, Jean-Bernard Mérimée, avait été convoqué de toute urgence au Palazzo Chigi. Et le président du conseil italien, Romano Prodi, avait réagi lui-même avec vivacité. « Nous leur en ferons voir de toutes les couleurs », avait-il affirmé. En fait, a affirmé Romano

Prodi, « les observations de ces derniers jours proviennent de la terreur que suscite le dynamisme de l'industrie italienne ». Les déclarations du président Chirac sur la dévaluation de la lire, s'indignait-on à Rome, étaient peut-être vraies il y a un an et demi mais plus aujourd'hui après la reprise et la réévaluation effective de la lire face aux autres monnaies européennes.

SOUPLAISSE

Il faut dire que la susceptibilité des Italiens avait déjà subi quelques attaques ces derniers jours. Vendredi 27 septembre, le gouvernement de Romano Prodi avait adopté une loi de finances dont l'objectif était de « mener l'Italie en Europe ». A la place du projet initial, qui prévoyait une réduction du déficit public de 32 500 milliards de lire (soit plus de 100 milliards de francs), Rome avait voulu montrer sa volonté de rentrer dans les paramètres de Maastricht en annonçant son intention de réduire ses dépenses du double, soit plus de 62 500 milliards de lire (environ 200 milliards de francs). Cette décision avait été présentée comme la preuve que l'Italie s'était résolument engagée dans la voie du redressement pour pouvoir participer à la monnaie unique.

Ce fut donc avec surprise que,



lundi 30 septembre, arrivèrent coup sur coup deux nouvelles qui relançaient immédiatement le débat : lors d'une conférence de presse, le ministre italien du Trésor, Carlo Ciampi, affirmait que « certains pays européens auraient souhaité que l'Italie ne soit pas parmi les premiers à adhérer à la monnaie unique ». Mais surtout, dans

une interview au Financial Times, le chef du gouvernement espagnol, José María Aznar, révélait qu'au cours du récent sommet italo-espagnol, qui s'est tenu à Valence en septembre, Romano Prodi lui avait proposé une démarche commune pour tenter d'obtenir de leurs partenaires européens qu'ils acceptent plus de souplesse dans

l'application des critères fixés par le traité de Maastricht pour l'entrée dans la troisième phase de l'Union économique et monétaire.

Selon la presse italienne, le gouvernement italien aurait espéré, à la rentrée de septembre, compter sur une possible flexibilité, mais aurait dû faire marche arrière en prenant connaissance des engagements annoncés par la plupart de ses partenaires, y compris les Espagnols. Il se serait ainsi trouvé contraint de mettre les bouchées doubles en établissant sa nouvelle loi de finances.

Le 6 septembre, avant le sommet de Valence, Romano Prodi avait écrit au président Chirac et au chancelier Kohl pour leur expliquer que l'Italie allait faire les efforts nécessaires pour être dans le premier cercle des pays à adhérer à la monnaie unique car il ne concevait pas qu'une nation fondatrice de l'Europe n'en fasse pas partie. De sources françaises, on affirme que la lettre se concluait par une menace à peine voilée à l'encontre des Français et des Allemands de dévaluer massivement la lire si l'Italie n'adhérait pas à la monnaie unique avec les premiers monnaies. Cette menace expliquerait-elle la réaction de Jacques Chirac ?

Salvatore Aloise

### Le revirement de Jacques Chirac sur la lire

Lors de son déplacement dans le Pas-de-Calais, Jacques Chirac a affirmé, mardi 1<sup>er</sup> octobre à Arras, que la France serait « extrêmement vigilante pour éviter les dévaluations compétitives » au sein de l'Union européenne. Il a émis des doutes sur la possibilité pour la lire italienne de rejoindre la monnaie unique européenne dès 1999. « Il est tout à fait évident que l'évolution de la lire italienne est tout à fait incompatible, a-t-il dit, même si on a enregistré un petit redressement ces derniers temps, avec un Marché commun européen. » Quelques heures plus tard, M. Chirac a estimé que « la politique déterminée du gouvernement italien va dans le bon sens » en matière économique, et il a « souhaité ardemment » que la lire puisse faire partie de « la première vague » des pays adhérant à l'euro. « Je crois que le gouvernement italien est tout à fait déterminé à tout faire pour être dans la première vague d'adhésions à l'euro. » Puis Jacques Chirac a téléphoné au président du Conseil italien pour lui confirmer ces derniers propos. (AFP)

### La devise italienne subit d'importantes secousses

LES PETITES PHRASES de M. Chirac au sujet de la participation, dès le 1<sup>er</sup> janvier 1999, de l'Italie à la zone monétaire européenne commune ont eu, mardi 1<sup>er</sup> octobre, d'importantes répercussions sur les marchés financiers italiens. Dans la matinée, déstabilisés par les propos tenus, à Arras, par le chef de l'Etat français (lire ci-dessus), les cours des emprunts d'Etat italien avaient fortement baissé. Dans le même temps, la Bourse de Milan et la monnaie italienne avaient cédé du terrain. La lire avait franchi la barre des 1 000 liras pour 1 deutschemark, à 1 002 liras pour 1 mark. Dans l'après-midi, après que M. Chirac eut corrigé le tir, les marchés italiens se sont fortement redressés. La lire italienne s'est reprise, pour sa part, jusqu'à coter 996 liras pour 1 deutschemark. Seule la Bourse de Milan est restée dans le rouge, en baisse de 1 % en clôture. Mercredi matin, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes, la lire restait ferme, s'échangeant à 997,48 liras pour 1 mark.

Cet incident a été interprété par certains analystes comme une tentative de pression de Paris sur Rome pour que la lire fasse son retour dans le SME au cours le plus élevé possible. Il a aussi révélé l'hypersensibilité

des opérateurs intervenant sur les marchés financiers italiens au début de la monnaie unique. A la veille du week-end, ils avaient accueilli très favorablement l'annonce, par le gouvernement, d'un projet de budget très rigoureux et d'un « impôt sur l'euro », destinés à qualifier l'Italie dès le premier tour de la monnaie unique (Le Monde daté 29-30 septembre).

Dans cette hypothèse, certains gestionnaires choisissent de placer massivement leurs capitaux en Italie, mieux rémunérés que dans le reste de l'Europe et qui présentent d'importantes plus-values potentielles. Les dépôts à court terme en liras offrent un rendement proche de 8 % contre 3 % seulement pour ceux libellés en deutschemarks. De la même façon, dans le cas où l'Italie adhérerait à l'euro dès le 1<sup>er</sup> janvier 1999, les taux des emprunts italiens descendraient alors au niveau de ceux observés en Allemagne, provoquant une envolée des cours des titres. Ce mouvement de convergence a déjà permis à l'écart de taux à long terme entre l'Italie et l'Allemagne de revenir de 5 %, en début d'année, à moins de 2,5 % lors des dernières cotations.

Pierre-Antoine Delhommais

### « Je ne connais pas ce M. Veltroni... »

Au cours de la conférence de presse présidentielle du 1<sup>er</sup> octobre, dans l'après-midi à Arras, un journaliste de RTL interroge Jacques Chirac sur les propos qu'il a tenus dans la matinée à propos de la politique budgétaire italienne.

A l'appui de sa question, le rédacteur cite une phrase de Walter Veltroni, vice-président du conseil italien, qui demande publiquement au chef de l'Etat de revenir sur ses déclarations. « Je ne connais pas ce M. Veltroni... », répond le président de la République avant de tenter de calmer la polémique politique suscitée par ses propos sur l'adhésion de l'Italie à l'Union monétaire européenne.

### Les Allemands moins ambitieux sur l'Europe politique

BONN

de notre correspondant

Ainsi qu'on le constate outre-Rhin, l'opinion publique « n'est plus aussi enthousiaste qu'avant » en matière d'intégration européenne. Cette observation d'un haut fonctionnaire allemand explique sans doute pourquoi, à l'approche des échéances finales de la conférence intergouvernementale européenne (CIG), le gouvernement de Bonn ne développe pas de « grand dessein » concernant le renforcement des institutions communautaires. Devenus très prudents sur la définition de leurs objectifs pour l'après-Maastricht, les dirigeants allemands sont en train d'accepter que le passage à la monnaie unique – sans doute en 1999 – ne s'accompagne pas d'une avancée spectaculaire de l'Union politique dans tous les domaines.

La stabilité à long terme de l'euro, c'est désormais décidé, sera garantie par un « pacte de stabilité ». Maintenant qu'ils sont délivrés de cette préoccupation, les dirigeants allemands n'abandonnent pas toujours le reste des grands dossiers européens avec l'entraîn qui leur est coutumier. Leur absence d'ambition est particulièrement sensible dans le domaine de la lutte contre le chômage. Bonn ne veut pas, contrairement à certains de ses partenaires, notamment les Scandinaves, qu'un chapitre sur l'emploi soit inclus dans le futur traité.

Ce dernier, qui sera vraisemblablement adopté sous la présidence néerlandaise de l'Union européenne en juin 1997, doit surtout permettre, selon l'idée qu'on en a à Bonn, une plus grande efficacité des institutions européennes en vue de l'élargissement de l'Union aux pays d'Europe centrale et orientale. « Flexibilité », tel est le mot-clé à Bonn comme à Paris. Difficile à traduire dans la réalité des institutions européennes, il consiste à permettre dans tous les domaines des « coopérations renforcées » entre les Etats membres.

L'enjeu que constitue la mise en place d'une véritable politique étrangère et de sécurité commune européenne (PESC) illustre les hésitations allemandes. Paris et Bonn n'ont pas encore réussi à s'entendre sur la définition du rôle et des compétences d'un « secrétaire général » – ou d'un « haut représentant » – chargé de donner à la

diplomatie européenne un visage et une voix. La diplomatie allemande entend tout faire pour limiter les pouvoirs de ce « Monsieur PESC », qui risquerait, s'il avait un poids politique trop grand, de faire ombre aux ministères nationaux. « Nous ne voulons pas d'une figure qui soit libre de faire ce qui lui plaît », dit une source diplomatique allemande.

« PRAGMATISME »

Dans un premier temps, Bonn était favorable à l'extension systématique du vote à la majorité en matière de politique étrangère, estimant qu'un tel cadre institutionnel déboucherait mécaniquement sur un renforcement du consensus européen. Ce n'est plus le cas désormais, tant il est vrai que le « pragmatisme » est à l'ordre du jour. Certes, les dirigeants allemands n'ont jamais été favorables à l'idée de confier au vote majoritaire l'envoi de troupes pour une intervention militaire extérieure. Mais il y a plus : on parle désormais, à Bonn, de la nécessité « d'établir une liste de sujets sur lesquels le conseil européen continuera à se prononcer à l'unanimité ». « Les décisions de principe auront lieu par consensus, leur application pourra faire l'objet d'un vote à la majorité qualifiée », ajoute une autre source bonnoise.

De plus en plus, on constate que l'extension du vote à la majorité et l'adoption du principe communautaire (droit d'initiative de la commission, rôle accru du Parlement européen) se heurtent, en Allemagne aussi, à la volonté des différents ministères fédéraux de ne pas sacrifier leurs compétences sur l'autel européen. C'est vrai en matière de fiscalité, mais aussi en matière de politique intérieure (politique d'immigration notamment) ou d'agriculture. La réforme des institutions européennes débouchera d'autant moins sur un saut qualitatif majeur que tout accroissement des compétences de l'Union se heurte, dans les Länder allemands, à une levée de boucliers antifédéraliste. La Bavière, notamment, plaide de plus en plus pour une « renationalisation » de la politique agricole commune, au nom d'une défense systématique du principe de « subsidiarité ».

Lucas Delattre

### Le premier ministre belge présente un budget « maastrichtien »

BRUXELLES

de notre correspondant

Objectif euro. Jean-Luc Dehaene, le premier ministre belge, était visiblement satisfait, mardi 1<sup>er</sup> octobre, de présenter devant les députés un projet de budget pour 1997 permettant à son pays de faire partie du peloton de tête des participants à la monnaie unique européenne en 1999. Le déficit public du Royaume, naguère réputé pour son ampleur, ne devrait pas dépasser en 1997 2,9 % du produit intérieur brut, contre 3,3 % en 1996.

Les détails de ce budget et les mesures d'économies indispensables pour atteindre « l'objectif 3 % » en matière de déficit avaient fait, depuis la rentrée de septembre, l'objet de longues négociations entre les quatre partis de

la majorité (chrétiens-sociaux et socialistes flamands et francophones). Le compromis établi prévoit un effort d'économie global de 79,7 milliards de francs belges (11 milliards de francs). Cette somme sera atteinte par une réduction des dépenses primaires de l'Etat, de celles de la sécurité sociale, d'un réaménagement du système des retraites, et par l'augmentation de taxes fiscales et parafiscales.

Le budget de la défense et celui des relations extérieures sont les plus touchés par ces mesures d'austérité, ce qui a amené le ministre des armées Jean-Pol Poncelet (Parti social-chrétien) à prévenir ses collègues que l'on atteignait ici le point de rupture avec l'institution militaire. Un ensemble de mesures de diminution des dépenses de santé et des allocations familiales, touchant notamment les dépenses pharmaceutiques et d'hospitalisation, devrait rapporter environ 4 milliards de francs.

Mais la mesure la plus importante pour l'avenir, la seule qui peut être qualifiée de structurelle dans ce budget, est relative à la réforme du régime des retraites. Elle met fin au régime de faveur dont bénéficiaient jusque-là les femmes dans l'ouverture de leurs droits à la pension. Par étapes, entre 1997 et 2009, le régime de retraites des femmes dans le sec-

teur privé va être aligné sur celui de leurs collègues masculins, portant l'âge de l'arrêt d'activité de soixante à soixante-cinq ans, la base de la pension étant calculée sur une carrière complète de quarante-cinq ans au lieu de quarante actuellement. Peu sensibles sur le budget de 1997, ces mesures devraient donner leur plein rendement entre 2005 et 2009, avec des économies de plus de 6 milliards en année pleine.

MÉTHODES ÉProuvées

En matière de recettes nouvelles, le gouvernement de M. Dehaene n'a pas fait montre d'une originalité foudroyante. Comme il n'était pas question d'augmenter une fiscalité directe sur des ménages belges déjà plus lourdement ponctionnés que la plupart de leurs homologues européens, on a fait appel aux méthodes éprouvées d'augmentation des taxes sur les carburants, l'alcool et le tabac. Le consommateur de bière belge paiera son demi 16 centimes plus cher et les amateurs d'alcool forts devront dépenser 2 francs de plus par litre d'alcool dépassant 40 degrés, une mesure qui n'est pas du goût des professionnels du secteur qui ont dû déjà faire face à une diminution de la consommation consécutive au passage à 0,5 pour mille du taux d'alcoolémie autorisé au volant. Tous les carburants, à l'ex-

ception du diesel, augmenteront de 32 centimes au cours du mois d'octobre, amenant le prix de l'essence belge au niveau de celui pratiqué par ses plus proches voisins, à l'exception du Luxembourg.

Enfin, viennent diverses mesures destinées à lutter contre la fraude fiscale, dont la principale, la taxation des titres au porteur, satisfait aux vœux du Parti socialiste de voir l'austérité s'appliquer aussi aux revenus du capital. Il y aura tout de même quelques heurtés à la lecture du budget 1997, et ils seront flamands : les producteurs de fleurs coupées, nombreux en Flandre, ont obtenu que la TVA sur leurs produits soit réduite de 20 à 6 %.

Tout serait, au bout du compte, sans nuages dans le ciel d'une Belgique entrant dans la monnaie unique avec les lauriers de la vertu budgétaire, s'il n'y avait le lancinant problème de la dette publique accumulée, qui s'élevait en 1996 à 130,4 % du PIB alors que le traité de Maastricht fixe la barre à 60 %. Jean-Luc Dehaene, s'appuyant sur le traité qui stipule que ce dernier critère peut être réexaminé si la dette diminue « à un rythme satisfaisant », espère que le passage en 1997 de la dette à 127 % du PIB sera de nature à satisfaire les censeurs de l'euro.

Luc Rosenzweig

GAO XINGJIAN

LA MONTAGNE DE L'ÂME

193 F / 672 pages

l'aube

l'éditeur qui aime ses livres

مكتبة النخيل



## Les confessions de M. Kohl sur la réunification de l'Allemagne

Le chancelier fait paraître un livre de souvenirs

**BONN**  
de notre correspondant  
Les réticences de François Mitterrand devant la réunification allemande, voire certaines maladroites, ne sont un secret pour personne. Qu'elles aient été largement inspirées par les conseils de prudence du Quai d'Orsay est un sujet de débat pour historiens. « Le président français n'a pas eu, d'abord, de stratégie claire sur la question allemande, mais il a suivi l'influence de son ministre des affaires étrangères Roland Dumas. Or la diplomatie française et la classe politique n'estimaient pas que l'unification allemande était souhaitable, à la différence de ce que pensaient les citoyens ordinaires en France. » Ainsi s'exprime le chancelier Helmut Kohl dans un livre de souvenirs, publié mardi 1<sup>er</sup> octobre, qui porte sur la période de l'unification (1989-1990).  
Je voulais l'unité de l'Allemagne : tel est le titre de l'ouvrage, réalisé sous la forme d'un long entretien de quatre cent quatre-vingt-huit pages avec deux journalistes du quotidien populaire Bild Zeitung, Kai Diekmann et Ralf Georg Reuth. Inutile d'y rechercher des révélations fracassantes. Le livre, néanmoins, est riche de détails inédits : le chancelier explique ainsi que la Stasi et le KGB ont tenté de provoquer une intervention militaire soviétique en RDA juste après la chute du mur de Berlin : « Mikhail Gorbatchev avait été désigné. Il m'a demandé si c'était vrai que la foule cherchait à prendre d'assaut des casernes soviétiques... »  
L'ATTITUDE FRANÇAISE  
Dans l'ensemble, les passages les plus intéressants du livre sont ceux qui sont consacrés à l'attitude des principaux partenaires de l'Allemagne dans les semaines et les mois qui suivirent la chute du mur de Berlin. Description du sommet européen de Strasbourg, en décembre 1989 : « Je n'avais jamais connu une atmosphère aussi glaciale lors d'un sommet européen (...). J'ai eu l'impression de faire face à un tribunal. » La scène se passe quelques jours après que le chancelier ait présenté, sans prévenir, son « plan en dix points » évoquant la mise en place de « structures confédérales » entre la RFA et la RDA. Le ministre des affaires

## Tony Blair se pose en futur chef du gouvernement britannique

Le Parti travailliste, réuni en congrès à Blackpool, a refait l'unité autour de son leader

**BLACKPOOL**  
de notre envoyé spécial  
C'est une sorte de manifestation à l'américaine qui a été organisée mardi 1<sup>er</sup> octobre à Blackpool pour Tony Blair par le Parti travailliste. Rien n'a été négligé pour donner l'apparence de l'unité retrouvée autour du candidat donné largement gagnant dans tous les sondages.  
Il s'agissait de penser les blessures, de chauffer les militants, de les remobiliser pour « descendre dans la rue », faire campagne pour le travaillisme nouveau après dix-sept années de traversée du désert et un été de cafouillages internes qui ont laissé des traces dans les sondages : selon le quotidien Daily Telegraph, l'avance du Labour sur les tories a fondu de six points (elle n'en reste pas moins de vingt-sept points).  
Il fallait surtout rassurer une opinion qui, même si elle est en majorité prête à voter pour le Labour, n'est toujours pas intimement convaincue par son programme ou par son chef. Une manifestation d'unité et de discipline était indispensable, alors que les conservateurs, la semaine prochaine à Bournemouth, devraient se déchirer à belles dents sur l'Europe. Et les syndicats, rebelles en septembre, sont rentrés dans le rang.  
Avec le lyrisme d'un prédicateur en chaire, Tony Blair a évoqué « une nouvelle vision », l'arrivée d'un « âge de la réussite » dans une « société décente » pour tous. Il a comparé ses aspirations et la moralité qui, selon lui, caractérise son parti à la corruption rampante des conservateurs et a promis de « nettoyer le financement des partis politiques ». Il ne pouvait pas être mieux servi que par le scandale sur lequel revenait le Guardian de mardi qui lui a offert, à la une, les détails scabreux des enveloppes bourrées de billets de 50 livres remises par l'homme d'affaires égyptien Al-Fayed au député et ancien ministre tory Neil Hamilton, pour poser en son nom des questions à la Chambre des communes. M. Hamilton vient de retirer sa plainte contre le quotidien sous prétexte que le procès lui coûtait trop cher.  
La « morale » travailliste repose sur une priorité, l'éducation, et sur quelques promesses au dos d'un programme format carte de téléphone : limitation des classes à trente élèves pour les cinq à sept ans, punitions rapides des jeunes délinquants récidivistes, réduction des listes d'attente dans les hôpitaux, emplois pour 250 000 jeunes.

Blair. Ce dernier, se posant en futur chef du gouvernement, à sept mois de la date probable des élections, a présenté un programme qui fait de l'éducation une priorité. Il a aussi réaffirmé ses positions sur l'Europe, notamment sa prudence à l'égard de la monnaie unique.

basses technologies sur lesquels le Thatcherisme a fondé ses succès initiaux.

Mais il a aussi tendu la main à ceux qui ont longtemps voté conservateur : hier, M. Blair disait que le Labour était devenu « le parti du business », il est aujourd'hui celui des petites et moyennes entreprises. « Sa véritable mission n'est pas d'entraver l'initiative des gens, mais de les aider à aller de l'avant » en « donnant à chacun sa chance ». Il a promis à tous « une nouvelle ère de relations sociales justes et sans favoritisme pour employeurs et employés... Nous sommes tous du même côté, nous formons tous la même équipe ».

**« SUPER-PUISANCE DE TALENT »**  
Volant aux torières leurs chevaux de bataille, il s'est voulu le défenseur de la famille, de la loi et de l'ordre et celui de l'orthodoxie financière. Ainsi a-t-il promis l'interdiction de la possession d'armes réclamer par beaucoup après le massacre perpétré au début de l'année dans une école écossaise.

« Le Labour est de retour » et l'Angleterre grâce à lui retrouvera enfin son rôle de « super-puissance de talent », a-t-il lancé, ce qui lui a valu une ovation de six minutes. Il reste à M. Blair à gagner son pari afin que, l'automne prochain, le congrès du Labour ne soit plus celui d'un parti d'opposition mais celui de la formation au pouvoir.

Patrice de Beer

## Le Royaume-Uni achète des hélicoptères franco-allemands

Le MINISTRE britannique de la défense a annoncé, mardi 1<sup>er</sup> octobre, qu'il avait décidé d'acquiescer des hélicoptères européens - de préférence à des concurrents américains - pour équiper une école de pilotage de la Royal Air Force, située à Shawbury. Le choix de Londres s'est porté sur l'hélicoptère monotorbène AS-350 Ecureuil, conçu par le groupe franco-allemand Eurocopter, au détriment du Bell-206 américain.  
Un consortium britannique, formé des sociétés FR Aviation, Bris-

ton Helicopters et Serco Defence, achètera à Eurocopter trente-huit Ecureuil, ce qui doit permettre d'instruire quelque deux cent trente élèves pilotes par an à partir d'avril 1997. Le même groupe a prévu de compléter la flotte avec neuf hélicoptères birotorbes Bell-412, qui ont été préférés au birotorbe franco-allemand BK-117. Le montant de la transaction n'est pas précisé. Le ministre délégué aux forces armées britanniques, Nicholas Soames, a cependant indiqué que le fournisseur européen avait été retenu en raison de conditions économiques meilleures, le Royaume-Uni étant attaché à une politique de « value for money » (rapport qualité-prix).  
Sur ce point, M. Soames s'est contenté d'expliquer que, de la sorte, la Grande-Bretagne économiserait quelque 77 millions de livres (soit l'équivalent de 620 millions de francs) sur environ quinze ans.  
C'est en moins d'un trimestre la troisième décision favorable à l'Europe que Londres vient de prendre. Fin juillet dernier, en effet, le Royaume-Uni a déjà annoncé qu'il construirait un missile de croisière, le Storm Shadow, avec Matra et qu'il autoriserait British Aerospace (BAE) à fusionner ses activités de missiles avec le groupe français. Quelques jours après, la Grande-Bretagne décidait de se joindre à l'agence franco-allemande de l'armement à l'occasion d'un projet tripartite de blindé léger destiné à accompagner la progression de l'infanterie.

Jacques Isnard

## Amnesty International dénonce la torture en Turquie

**ISTANBUL**  
de notre correspondant  
Torture systématique, disparitions, exécutions extrajudiciaires : le rapport publié, mardi 1<sup>er</sup> octobre, par Amnesty International (AI) sur la situation en Turquie se lit comme un véritable catalogue de violations des droits de l'homme. Plus de 1 000 civils, souvent des Kurdes, ont été tués dans des circonstances mystérieuses par des groupes vraisemblablement affiliés aux forces de sécurité, une centaine de prisonniers ont disparu en cours de détention entre 1993 et 1995, et le conflit qui fait rage dans le Sud-Est anatolien a fait plus de 20 000 victimes depuis 1984.  
Mettant en avant « l'inquiétude et l'impatience grandissantes face aux promesses non tenues des gouvernements turcs successifs », le secrétaire général de l'organisation, Pierre Sané, a donné le signal de départ d'une campagne qui va mobiliser les membres d'Amnesty dans le monde entier pendant plusieurs mois. Il a précisé que l'offensive n'était pas dirigée « contre la Turquie », mais qu'elle était au contraire « pour les droits de l'homme pour tous en Turquie ». Le gouvernement turc, qui avait refusé de recevoir la délégation de l'organisation, a immédiatement protesté de son innocence dans un communiqué du ministère des affaires étrangères, accusant le rapport d'être « partiel et tendancieux ».

## Le président russe Boris Eltsine serait inopérable

QUELLE EST aujourd'hui l'espérance de vie de Boris Eltsine ? Après un silence de plusieurs années, puis une série de déclarations depuis l'été 1995 minimisant la gravité des accidents cardiaques dont il était victime, l'entourage du président russe organise depuis peu la diffusion de multiples informations médicales, souvent contradictoires, qui ne permettent, en aucune manière, de connaître la vérité sur l'état de santé de M. Eltsine. Il est clair, et les chirurgiens moscovites le confirment volontiers en privé, que les informations officielles ne correspondent qu'à une petite partie de la réalité.  
ne pourra au mieux atteindre que 27 à 30 % avant l'intervention ce qui est notablement insuffisant pour tenter cette dernière.  
La thèse jusqu'à présent développée par le Kremlin pour justifier le report de l'intervention chirurgicale se fondait sur la nécessité de « préparer » le président russe. Cette explication laissait les spécialistes occidentaux de chirurgie cardiaque fort dubitatifs d'autant que l'on évoquait dans le même temps des accidents hémorragiques, des lésions ulcéreuses du tube digestif. Dans l'entourage

faire opérer à Moscou, ne souhaitent plus prendre le risque de diriger une telle intervention, ne serait-ce qu'à cause de la très forte pression psychologique à laquelle ils seraient soumis. En laissant publier des informations plus précises ils semblent préparer le terrain à un transfert officiel de ce dernier vers une unité chirurgicale de renom international, américaine ou française. Ils donnent également du crédit à l'hypothèse d'une greffe cardiaque.

Jean-Yves Nau

JEAN-BAPTISTE HARANG

Gros chagrin  
roman

JEAN-BAPTISTE HARANG

Brassat



Nicole Pope



## Bill Clinton a réussi à organiser un entretien de trois heures entre M. Nétanyahou et M. Arafat

« C'est un bon début » a simplement commenté le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher

La première journée du sommet israélo-palestinien organisé par le président Bill Clinton pour sauver le processus de paix, aura permis, mardi

7<sup>o</sup> octobre, une reprise du dialogue entre le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou et le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat.

Après un tête-à-tête de trois quarts d'heure, ces derniers ont été rejoints par deux collaborateurs. Le sommet devait se terminer mercredi.

**WASHINGTON**

Est-il possible et réaliste d'envisager de nouvelles concessions mutuelles, compte tenu du climat de méfiance qui s'est instauré entre Israéliens et Palestiniens et des pressions que font peser, sur Yasser Arafat et Benjamin Nétanyahou, leurs opinions publiques respectives, encore traumatisées par les 83 morts (dont 67 Palestiniens) de la semaine dernière ? Personne, à l'issue des discussions qui ont eu lieu mardi 1<sup>er</sup> octobre à la Maison Blanche, ne s'est avancé sur ce que pourrait être le résultat final du sommet, convoqué à la hâte par Bill Clinton, et qui devait continuer mercredi.

Un premier objectif semble en tout cas avoir été atteint. MM. Nétanyahou et Arafat ont renoué, de façon spectaculaire, le dialogue israélo-palestinien, ce qui, sans constituer un antidote à la violence, représente un premier déblocage de la situation. La poignée de main de deux hommes qui, quelques heures plus tôt, s'accusaient encore des pires intentions, est apparue presque miraculeuse, en tous cas de bon augure pour la suite de la rencontre. Celle-ci s'est déroulée dans un climat qualifié de « cordial » par la Maison Blanche.

**DISCRÉTION**

Le président de l'Autorité palestinienne et le chef du gouvernement israélien se sont d'abord rencontrés dans le « bureau ovale » présidentiel, en compagnie de Bill Clinton et du roi Hussein de Jordanie, avec qui ils ont commencé le déjeuner. Le président américain et le monarque hachémite se sont ensuite discrètement écartés pour les laisser en tête-à-tête, avec l'assistance d'un interprète. Quarante-cinq minutes plus tard, ils ont été rejoints par deux proches collaborateurs, Mahmoud Abbas, numéro deux de l'OLP, et Itzhak Mordechai.

confident de M. Nétanyahou. En tout, près de trois heures de discussions bilatérales, dont, mardi soir, rien, sur le fond, n'avait filtré. Même discrétion après les entretiens que MM. Arafat et Nétanyahou ont eus, séparément, avec M. Clinton et le secrétaire d'Etat, Warren Christopher.

Les Américains ont cependant insisté sur les progrès accomplis

chéologique qui a servi de détendeur à la récente flambée de violence. Ce refus de discuter équivalait à un rejet de la proposition du roi Hussein prévoyant la formation d'une commission internationale d'experts sur cette question.

La position d'Israël quant au retour de Tsaïhal de la ville d'Hébron, en Cisjordanie, demeure

peuvent éventuellement se contenter d'un tel résultat du sommet de Washington, il est douteux qu'Israéliens et Palestiniens puissent en faire autant.

Le chef de l'Autorité palestinienne peut difficilement revenir les mains vides et expliquer à la population palestinienne qu'il a obtenu de M. Nétanyahou des engagements ayant déjà fait l'objet d'un accord avec son prédécesseur, Shimon Pérès. De son côté, s'il accepte de nouvelles concessions, le premier ministre israélien risque de s'aliéner le soutien des partis nationalistes et religieux qui l'ont porté au pouvoir. C'est parce qu'il ne voulait pas cautionner un sommet ravalé au rang de simple événement médiatique, que le président égyptien, Hosni Moubarak, a décliné l'invitation du président américain.

Bob Doie, rival de Bill Clinton dans la course à la présidence, qui devait rencontrer mercredi M. Nétanyahou, a estimé que les États-Unis ne devaient pas « demander à leurs amis israéliens de faire des concessions pour ramener l'ordre ». Il a accusé le chef de la Maison Blanche de rechercher avant tout un bénéfice de politique intérieure. Les critiques du candidat républicain auraient été plus pertinentes si la démarche de Bill Clinton était exempte de risques politiques. Or, ces risques n'étaient toujours pas écartés après la première journée de discussions israélo-palestiniennes.

Les États-Unis ont prévu d'organiser une conférence de presse mercredi après-midi à la Maison Blanche. Le porte-parole du département d'Etat a affirmé que « sur la base des entretiens de mardi, M. Christopher pense que les choses se passent bien, que c'est un bon début, mais que nous ne sommes en aucune manière au bout du chemin ».

Laurent Zecchini

### Jacques Chirac réclame des « initiatives fortes »

Jacques Chirac a déclaré, mardi 1<sup>er</sup> octobre, qu'il « souhaitait ardemment » la réussite de la rencontre de Washington et jugé utile que soient prises « des initiatives fortes » pour relancer le processus de paix. Le président français a indiqué qu'il n'envisageait « pas du tout » de renoncer à son voyage au Proche-Orient, prévu dans la deuxième moitié du mois d'octobre. « Il faudrait des circonstances exceptionnelles (...) pour que je remette mon voyage en question », a-t-il dit. « La haine a refait son apparition (...) Nous sommes aujourd'hui à un moment où tous les dangers sont possibles. Il est tout à fait nécessaire qu'il y ait une désescalade, ce qui suppose des signes forts », a-t-il déclaré, citant « la tenue des engagements sur Hébron et la fermeture du tunnel sous les Lieux Saints » à Jérusalem. « La relance du processus de paix suppose, selon M. Chirac, de trouver une solution à tous les problèmes, dans l'esprit des accords de Madrid, d'Oslo, de Taba » qu'« il faut respecter ».

pour « rétablir la confiance » entre les parties, tout en mettant en garde contre le danger qui consisterait à nourrir trop d'espérances, ou au contraire à minimiser l'enjeu du sommet de Washington. « Le processus de paix (au Proche-Orient) est en état de crise », avait souligné M. Christopher. « Personne ne veut revenir en arrière », a assuré pour sa part M. Clinton, pour qui le simple fait que ces entretiens aient lieu, montre « une commune volonté de mettre fin à la violence et de remettre le processus de paix sur les rails ».

Le premier ministre israélien a manifesté les mêmes dispositions d'esprit, tout en réaffirmant implicitement son refus de négocier à propos du tunnel de l'Esplanade des mosquées (C'est l'ouverture d'un nouvel accès à ce tunnel ar-

tout aussi intransigeante. Bien qu'il se fût déclaré, dans la soirée, « plus optimiste » que lors de son arrivée à Washington, Nathan Chicharansky, le ministre israélien du commerce, a affirmé qu'il était « impossible » pour le gouvernement israélien de fixer une date ferme pour ce redéploiement militaire, comme l'auraient voulu les Américains. Le redéploiement à Hébron aurait dû avoir lieu au mois de mars.

**MAIGRE RÉSULTAT**

En dépit du climat relativement prometteur de leurs premiers entretiens, la marge de manœuvre de MM. Nétanyahou et Arafat paraît donc limitée. « On se rencontre, on arrive de se battre, on commence à parler », a dit Nicholas Burns, porte-parole du département d'Etat. Si les Américains

## L'Union européenne invite Israël à respecter les obligations du processus de paix

**LUXEMBOURG**

(Union européenne)

de notre correspondant

En dépit des efforts déployés par certains États membres, en particulier l'Allemagne, pour ménager Israël et ne pas gêner le médiateur américain, la déclaration publiée par les ministres des affaires étrangères des Quinze, mardi 1<sup>er</sup> octobre, à Luxembourg, apparaît clairement comme une condamnation de la politique menée, depuis son élection, par Benjamin Nétanyahou. Les récents incidents, souligne l'Union européenne (UE), « ont été précipités par la frustration et l'exaspération » en « l'absence de tout réel progrès dans le processus de paix », ainsi que par « la crainte des Palestiniens que leur position à Jérusalem soit davantage mise en péril ». Pour

restaurer le calme, Israël est invité à « rétablir les choses à Jérusalem dans leur état original », autrement dit à fermer l'accès litigieux au tunnel archéologique.

**ARAFAT À PARIS**

Le gouvernement de M. Nétanyahou est aussi invité à donner une suite concrète à son engagement à continuer le processus de paix et à en remplir les obligations, en particulier le redéploiement de l'armée israélienne à Hébron et la libération des prisonniers palestiniens. L'UE insiste sur la nécessité d'éviter toute mesure qui préjudicierait au résultat final des négociations de paix, faisant référence à « l'annexion de territoires, la destruction de maisons, la construction de nouvelles colonies ou le dévelop-

pement de colonies existantes ». « Il est urgent d'agir parce que la situation est critique, marquée par des événements d'une gravité inégale depuis trente ans », a déclaré le chef de la diplomatie française. L'Europe est pleinement disponible pour contribuer à l'indispensable relance du processus de paix, a ajouté Hervé de Charette, qui a annoncé que, à son retour de Washington, Yasser Arafat s'arrêterait vendredi à Paris pour rencontrer le président Jacques Chirac. Klaus Kinkel, le ministre allemand, a jugé que l'Europe devait limiter ses ambitions au seul « volet économique ». « Il faut, a-t-il dit, accepter que les États-Unis jouent le rôle politique le plus important ».

Ph. L.

## Les affrontements pèsent sur l'économie israélienne

**LES AFFRONTEMENTS** sanglants qui ont eu lieu à Jérusalem et dans les territoires occupés commencent à avoir des répercussions sur l'économie de l'Etat juif.

Secteur très sensible au climat sécuritaire dans la région, le tourisme était déjà mal en point. Les attentats en février et mars 1995 lui avaient fait perdre des centaines de millions de dollars de recettes. Les émeutes récentes vont l'atteindre plus profondément. Au lendemain de l'annulation, en début de semaine par le ministère israélien du tourisme, d'une campagne publicitaire à grande échelle (30 millions de francs de budget) destinée à séduire une clientèle européenne, les firmes hôtelières cotées à la Bourse de Tel-Aviv sont en chute libre.

La société Africa-Israel Hotels a perdu, mardi 1<sup>er</sup> octobre, 10 % de sa valeur (maximum autorisé) dans un

contexte de baisse généralisée des valeurs. L'indice Mishtanim des cent plus importantes firmes cotées a encore cédé 1,41 % mardi. En milieu de semaine dernière, après les violences en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, la Bourse avait abandonné près de 7 % en deux séances, soit la plus importante dégringolade depuis la défaite du socialiste Shimon Pérès devant l'actuel premier ministre, Benjamin Nétanyahou, fin mai.

**DÉVALUATION RAMPANTE**

Le shekel, la monnaie israélienne, subit également le contrecoup des événements. S'il a légèrement regagné du terrain mardi contre le dollar et retrouvé son niveau de la fin de la semaine dernière, ce gain est loin d'effacer les pertes subies depuis l'arrivée au pouvoir de M. Nétanyahou. Au cours du seul mois de septembre, la monnaie israélienne s'est

dépréciée de 2,2 % face au billet vert. Cette dévaluation rampante est diversement appréciée. Si elle peut favoriser les exportations d'Israël (un pays dont l'économie est d'ores et déjà très tournée vers les marchés extérieurs), en rendant les produits meilleur marché, elle risque d'altérer un regain d'inflation alors que le gouvernement a déjà porté de 8 % à 12 % ses prévisions d'inflation pour l'année.

La dégradation du climat n'est pas de nature à attirer les investisseurs étrangers. « A l'heure actuelle, nous n'avons guère envie de mettre de l'argent dans l'économie (Israélienne) », a reconnu Jonathan Kolber, le directeur de Claridge Israel, l'une des principales firmes d'investissements étrangers, cité par Reuters.

Les « dividendes de la paix » commencent à pointer à se faire sentir sur l'économie israélienne.

Avec la signature des accords avec les Palestiniens, les exportations israéliennes ont doublé. Des marchés nouveaux, notamment en Asie et - surtout - dans le monde arabe, se sont ouverts aux produits d'Israël. Et les investissements étrangers se sont considérablement développés. Leur flux est de l'ordre de 2 milliards de dollars (10 milliards de francs) alors qu'il ne dépassait pas 500 millions avant l'accord avec les Palestiniens.

Un retour en arrière est-il acquis ? « Israël est à un carrefour, note un investisseur étranger. Le pays doit choisir où il veut aller : l'une des routes conduit au Japon, l'autre à la Bosnie ». Et, même si les discussions de Washington aboutissent à débâcler la situation, « il faudra du temps pour ramener la confiance », note le directeur de Claridge Israel.

Jean-Pierre Thuquet

## Les Quinze portent plainte contre Washington devant l'OMC

**LUXEMBOURG.** Les ministres des affaires étrangères des Quinze ont confirmé leur volonté de s'opposer avec détermination à la mise en œuvre des deux lois adoptées par les États-Unis, afin de sanctionner les entreprises étrangères commerçant avec Cuba (la loi Helms-Burton) ou investissant en Iran et en Libye (loi D'Amato-Kennedy). L'Union européenne entend faire condamner ces deux textes, comme illégaux, par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En ce concerne la loi Helms-Burton, la procédure de règlement amiable des différends, prévue par l'OMC a déjà eu lieu avec les Américains et n'a rien donné. Les ministres européens, sont donc passés à la phase suivante et ont décidé, mardi 1<sup>er</sup> octobre, de demander la constitution immédiate d'un « panel », c'est-à-dire d'une instance d'arbitrage. L'Union qui n'a pas estimé opportun d'attendre l'élection présidentielle américaine, le 5 novembre, pour engager la phase contentieuse, prépare également des mesures de représailles. Charles Barshefsky, responsable du commerce américain, a dénoncé mardi la décision de l'UE qui, selon elle, ne peut que « faire monter inutilement les tensions ». Nicholas Burns, porte-parole du Département d'Etat, a jugé « malheureuse » et décevante la décision des Quinze. « Nous aurions de loin préféré une solution bilatérale, UE-USA et un dialogue suivi », a-t-il déclaré. (Corresp.)

## Levée des sanctions de l'ONU contre Belgrade

**NEW YORK.** Le Conseil de sécurité des Nations unies a levé officiellement, mardi 1<sup>er</sup> octobre, les sanctions commerciales imposées en 1992 aux Républiques yougoslaves de Serbie et du Monténégro pour leur rôle dans la guerre en Bosnie. Les sanctions contre la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro) et contre les Serbes de Bosnie, ont été suspendues en novembre par le Conseil de sécurité après la conclusion de l'accord de Dayton. Le Conseil avait alors précisé que les sanctions seraient complètement levées après les élections en Bosnie qui se sont tenues le 14 septembre. La résolution a été approuvée à l'unanimité des quinze membres du Conseil. A la demande des États-Unis, elle affirme que le Conseil envisagera une réimposition des sanctions si la Yougoslavie et les Serbes de Bosnie ne remplissent pas les engagements pris dans le cadre de l'accord de Dayton. (Reuters.)

**EUROPE**

■ **RÉPUBLIQUE TCHÈQUE :** sous la pression de l'opposition social-démocrate, la chambre des députés a voté, mardi 1<sup>er</sup> octobre, pour la formation d'une commission parlementaire chargée d'enquêter sur la faillite, en août, de la banque Křesťanská Banka (KřB) qui a provoqué une crise politico-financière à quelques semaines des élections sénatoriales. Le secteur bancaire a été frappé, au cours de ces dernières années, par le naufrage de dix autres établissements entraînant des pertes estimées entre 1,5 et 2,6 milliards de dollars. (AFP)

■ **BIÉLORUSSIE :** les dirigeants de plus de vingt partis politiques de Biélorussie ont demandé, mardi 1<sup>er</sup> octobre, au Parlement d'entamer les procédures de destitution à l'encontre du président Alexandre Loukachenko. Ces formations ont apporté leur soutien au Parlement dans sa lutte contre les dérives « autoritaires » du président. Celui-ci entend organiser, le 7 novembre, un référendum sur une nouvelle constitution qui élargirait ses prérogatives. (AFP)

**AMÉRIQUES**

■ **ÉTATS-UNIS/IRAK :** plus de quinze mille soldats américains pourraient avoir été contaminés lors de la destruction, par l'armée américaine, d'un dépôt d'armes chimiques en Irak à la fin de la guerre du Golfe, en 1991, a indiqué mardi 1<sup>er</sup> octobre le Pentagone. « Je pense que nous devons raisonner en terme de nombres importants, plus de 15 000 certainement », a admis le porte-parole du Pentagone, Kenneth Bacon. (AFP)

**PROCHE-ORIENT**

■ **ÉGYPTE :** la conférence économique sur le Proche-Orient, prévue du 12 au 14 novembre au Caire, aura lieu comme prévu malgré la crise actuelle a déclaré, mardi 1<sup>er</sup> octobre, le président Hosni Moubarak. « Nous allons organiser le sommet économique. C'est dans notre intérêt », a-t-il estimé. Cette conférence est la troisième du genre après celles de Casablanca en 1994 et d'Amman, en 1995. (Reuters)

■ **YÉMEN-ERYTHRIE :** Sanaa et Asmara sont parvenues à un accord sur « l'ensemble des dispositions du compromis d'arbitrage instituant un tribunal d'arbitrage pour régler leur différend » sur les îles de la mer Rouge a annoncé, mardi 1<sup>er</sup> octobre, le ministre français des affaires étrangères. Paris a joué les intermédiaires entre les deux parties pour parvenir à ce « compromis ». (AFP)

**AFRIQUE**

■ **AFRIQUE DU SUD :** les députés du parti nationaliste zoulou Inkatha sont officiellement revenus, mardi 1<sup>er</sup> octobre, siéger à l'Assemblée constituante qu'ils boycottaient depuis dix-huit mois. Ils ont toutefois affirmé leur intention de rouvrir le débat sur les problèmes qui avaient conduit au boycottage. L'Inkatha réclame notamment plus de pouvoir pour les régions, en particulier celle du KwaZulu-Natal qu'il domine. (AFP)

**ASIE**

■ **INDE :** la Conférence Nationale, le plus ancien parti politique du Cachemire, a remporté les premières élections provinciales organisées depuis près de dix ans dans cette région en proie à une insurrection séparatiste ont indiqué, mercredi 2 octobre, des responsables électoraux. La Conférence Nationale est favorable au maintien du Cachemire au sein de l'Union indienne mais réclame davantage d'autonomie pour cette région, ce dont New Delhi a accepté le principe. (AFP)

■ **AFGHANISTAN :** le commandant Abdur Razaq a lancé un ultimatum, mardi 1<sup>er</sup> octobre, au commandant Massoud, principal chef militaire du régime déchu, lui intimant « de se rendre ou d'être éliminé ». Depuis deux jours, la vallée du Panjshir, au nord-est de Kaboul, fait l'objet de combats entre les Talibans et les forces du commandant Massoud qui s'y sont retranchés. (Reuters)

**ÉCONOMIE**

■ **BOSNIE :** un programme de soutien à la reconstruction économique, ouvrant la voie à un rééchelonnement de la dette extérieure (qui s'élève à 2 milliards de dollars), devrait « être signé rapidement » avec le FMI, a indiqué mardi 1<sup>er</sup> octobre à Washington le premier ministre bosnien Hasan Muratovic. (AFP)

■ **ALLEMAGNE :** les pays voulant participer à l'euro ne doivent pas user de « trucs comptables », a estimé publiquement Günther Palm, l'un des membres du conseil central de la Bundesbank. M. Palm faisait allusion notamment à l'apport de 37,5 milliards de francs provenant de France Télécom et intégré au budget 1997. (AFP)

■ **IRAK :** l'ONU et la Banque Nationale de Paris (BNP) ont reçu l'autorisation du Trésor fédéral américain d'ouvrir un compte séquestre aux États-Unis pour gérer les fonds de l'arrangement « pétrole contre nourriture » avec l'Irak a indiqué, mardi 1<sup>er</sup> octobre, le porte-parole du secrétaire général des Nations unies. (AFP)

مكتبة التحصيل



## Hongkong est pris dans la tourmente de la crise entre la Chine et le Japon

La poussée de fièvre nationaliste dans le territoire, née du conflit sino-japonais sur les îles Diaoyu (Senkaku), inquiète les investisseurs

**HONGKONG, PÉKIN**  
de nos correspondants

Lé réveil d'un nationalisme ambigu à Hongkong, alors que se joue l'ultime acte de la présence coloniale britannique, prend des proportions de psychodrame depuis la mort d'un des activistes dédies à manifester leur hostilité à la présence japonaise sur les îles Diaoyu (Senkaku en japonais). L'accident dans lequel David Chan Yuk-cheung s'est noyé alors qu'il participait à une « expédition » navale symbolique à proximité de l'archipel, le 25 septembre, ne pouvait qu'amplifier un mouvement d'agitation anti-japonaise qui se nourrit d'une réelle ferveur populaire.

Les veillées funéraires et marches de protestation qui ont suivi, ces derniers jours, regroupaient au moins autant de participants que les manifestations tenues annuellement dans la colonie pour commémorer le massacre de Tiananmen de 1989, à Pékin.

Cette poussée de fièvre nationaliste suscite des inquiétudes dans les milieux d'affaires de Hongkong, qui voyaient dans l'apollisme de la population une des forces du territoire. Leur crainte porte en particulier sur un repli des japonais, à la fois premiers investisseurs et premiers clients de Hongkong, pouvant entraîner une fuite de capitaux ou une crise dans la distribution.

Depuis l'accident, des groupes de touristes japonais ont annulé leur voyage dans le territoire, indiquant qu'ils ne veulent pas aller à Hong Kong Tourist Association, organisme officiel. Ils soulignent cependant qu'il ne s'agit pas, pour le moment, d'un mouvement massif. Ces annulations n'en sont pas moins préoccupantes pour une agglomération dont 20 % des visiteurs viennent du Japon et y dépensent sensiblement plus que la moyenne des touristes.

Ce malaise relativise l'optimisme dont auraient voulu faire preuve Londres et Pékin sur l'ac-

calmie constatée dans leurs relations, alors que Hongkong entre dans la dernière ligne droite de la transition, menant au 1<sup>er</sup> juillet 1997. Cette accalmie se manifestait, en particulier, à la « une » des quotidiens, par une étonnante photographie représentant le gouverneur sortant, Chris Patten, et le « pro-consul » continental, Zhou Nan, triquant sous les drapeaux des deux pays, lors d'une réception donnée en l'honneur de la fête nationale continentale, le 1<sup>er</sup> octobre.

### SOIF DE COMPROMIS

Venant après les bordées d'insultes dont le dernier gouverneur colonial a été gratifié par Pékin ces dernières années, le toast de M. Zhou, se réjouissant d'un regain de « coopération », avait de quoi surprendre, même si, au niveau gouvernemental, un compromis est finalement intervenu sur l'un des derniers points d'achoppement de la transition, la cérémonie de passation des pouvoirs. La Chine a accepté que M. Patten y soit présent en officiant. On jouera le God Save the Queen une dernière fois, juste avant minuit le 30 juin. S'il n'y avait eu, ce sera le tour de l'hymne national chinois. Puis les Anglais se retireront.

Un des motifs de satisfaction du représentant chinois est d'assister aux multiples « retournements de veste », prélude au changement de souveraineté, parmi les personnalités en vue. Christine Loh, un membre du conseil législatif (Legco), ou ministre mis en place par les Britanniques qui avait été promise par M. Patten pour ses vues libérales, critiques envers Pékin, s'est soudain trouvée habitée d'une soif de compromis vis-à-vis du continent. Sa conversion a provoqué en retour la rupture d'Emily Lau avec ce mouvement dont elle était une des figures de proue. M<sup>me</sup> Lau a fondé une coalition informelle de rétifs aux oukazes de Pékin. L'ancien bloc libéral se retrouve ainsi scindé.

A Pékin, le 1<sup>er</sup> octobre a été l'occasion de nouvelles exhortations officielles à faire de la Chine « une force invincible » et à redoubler de « patriotisme ». Toutefois, les commentaires gouvernementaux s'efforcent de détourner l'attention de la crise diplomatique autour des îles Diaoyu-Senkaku, de crainte que l'émotion anti-japonaise n'échappe à tout contrôle.

Le premier ministre Li Peng a, certes, critiqué les « incidents répétés » provoqués par les ultranationalistes nippons sur l'archipel, mais n'a pas réitéré ses attaques contre le gouvernement japonais. Utile à Pékin pour affirmer son autorité, la crise ne doit cependant pas, à ses yeux, déborder sur une agitation qui se retournerait contre son régime. Ainsi, deux dissidents connus, Liu Xiaobo et Wang Xizhe, ont envoyé une lettre aux autorités leur reprochant leur manque de pugnacité face à Tokyo. On est, depuis, sans nouvelle des deux contestataires.

Valérie Brunschwig  
et Francis Deron

## Scepticisme en Afrique du Sud après les révélations sur l'assassinat d'Olof Palme

Les enquêteurs suédois restent également prudents

Prudence et scepticisme ont succédé, en Afrique du Sud, à l'effervescence causée, les jours précédents, par les révélations sur l'implication des services spé-

ciaux du régime de l'apartheid dans l'assassinat - jamais élucidé - du premier ministre suédois Olof Palme, en 1986.

### JOHANNESBURG

de nos correspondants

Les interrogations se multiplient tant sur les affirmations que sur les motivations de deux anciens membres des services de sécurité, Eugène De Kock et Dirk Coetzee, qui ont affirmé, la semaine dernière, que ces services étaient impliqués dans l'assassinat d'Olof Palme, un des soutiens les plus importants du mouvement anti-apartheid sur la scène internationale. Les déclarations de MM. De Kock et Coetzee, responsables de l'unité de police chargée de la « sale guerre » contre le Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela, s'inscrivent dans le cadre d'un grand « déballage » qui, pour ces deux hommes comme pour d'autres, pourrait permettre d'échapper à des poursuites judiciaires ou d'atténuer les peines qu'ils encourrent.

Pour divers crimes, M. De Kock comparait devant la Cour suprême de Pretoria et risque la prison à vie. A l'approche du verdict, il n'a eu de cesse de s'attirer les bonnes grâces du nouveau pouvoir en mettant en cause toute la hiérarchie policière et

politique de l'apartheid, et a annoncé son intention de déposer une demande d'amnistie auprès de la Commission vérité et réconciliation, chargée d'examiner les crimes commis au temps de l'apartheid.

### INFORMATIONS « INVÉRIFIABLES »

M. Coetzee a, lui, déjà déposé une telle demande. Il est un repent de longue date, puisqu'il est passé au service de l'ANC dès la fin des années 80. Mais des poursuites pour le meurtre d'un avocat noir anti-apartheid pèsent toujours sur lui. Si les révélations des deux anciens policiers sont intéressées, elles sont aussi assez vagues. M. De Kock s'est contenté d'évoquer l'implication, dans l'assassinat d'Olof Palme, d'un agent des services secrets de l'époque, Craig Williamson. Il n'a guère été plus précis, indiquant qu'il avait déjà donné à la justice, voici quelques mois, des informations, mais, depuis, aucune suite ne semble avoir été donnée.

Les révélations de M. Coetzee sont plus détaillées. Mais il a lui-même reconnu que ses informations n'étaient pas de première

main. Toutes ces déclarations suscitent la plus grande circonspection chez les magistrats suédois chargés de l'enquête sur l'assassinat d'Olof Palme. Ils soulignent que la piste sud-africaine a déjà été explorée sans résultat et qu'elle est loin d'être privilégiée parmi les nombreuses autres hypothèses.

Les informations provenant d'Afrique du Sud sont « invérifiables » et « contradictoires », a affirmé le procureur de l'Etat, Jan Danielsson. La justice sud-africaine, de son côté, a annoncé qu'elle allait quand même enquêter sur les dernières révélations, sachant que la liquidation des adversaires de l'apartheid faisait partie des méthodes des anciens services de sécurité. D'autre part l'ANC a appelé, mardi 1<sup>er</sup> octobre, le Parti national, au pouvoir durant l'apartheid, à fournir des éclaircissements sur le rôle éventuel de l'ancien régime dans l'assassinat d'Olof Palme et aussi celui de Dulcie September, représentante à Paris du mouvement de Nelson Mandela, en 1986.

Frédéric Chambon

## Selon un rapport de l'OCDE, le respect des normes sociales ne freine pas les exportations

**FAUT-IL CONDITIONNER** la libéralisation des échanges entre les pays industrialisés et les pays en développement au respect par ces derniers des « droits fondamentaux des travailleurs », dont notamment la liberté syndicale, l'abolition du travail forcé ou le refus d'exploitation des enfants ? Si l'idée est soutenue en France et aux Etats-Unis depuis le cycle de l'Uruguay, d'autres n'y voient que protectionnisme camouflé. Certains pays profitent-ils de formes de concurrence illégitimes ? La réponse de l'OCDE, dans un rapport publié en vue d'un séminaire avec des pays d'Amérique latine et d'Asie, les 3 et 4 octobre, renvoie les adversaires dos à dos.

Pour les économistes du château de la Muette, les pays ne respectant pas les « normes sociales fondamentales » qui correspondent aux « conventions de base » de l'Organisation internationale du travail (OIT) ne paraissent pas obtenir de meilleurs résultats à l'exportation. Pour cette raison même, ils feraient mieux de les respecter. Selon cette étude, l'Indonésie, l'Egypte, la Syrie ou la Tanzanie, où la liberté syndicale n'existe pas, la Chine, où de surcroît toute grève est interdite, n'ont tiré aucun avantage compétitif par rapport à des pays plus « libéraux », à commencer par ceux de l'OCDE. Et ce, même dans des secteurs précis comme le textile. En outre, dans la majorité des cas, affirment les experts, l'étendue des droits sociaux ne joue pas de rôle décisif dans les décisions d'implantation des multinationales : d'autres avantages - fiscaux par exemple - comptent tout autant.

Globalement, les politiques

d'« ouverture » ne se sont pas traduites par une dégradation des normes sociales, notamment de la liberté syndicale. Au contraire, il semble y avoir « un lien positif » entre l'une et l'autre : souvent, la libéralisation est allée de pair dans les deux domaines.

### UN COÛT RELATIVISÉ

L'OCDE va ainsi à l'encontre des positions d'organisations comme la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) qui dénoncent le coût de la « mondialisation ». Les auteurs reconnaissent pourtant que certains pays restreignent les droits des travailleurs (droit de grève et/ou droit syndical) dans des secteurs orientés vers l'exportation, comme l'électronique en Malaisie, ou plus souvent encore dans les « zones franches », notamment au Bangladesh, au Sri Lanka, au Pakistan, en Jamaïque, au Panama ou en République dominicaine, et cela afin de séduire les investisseurs. Mais les coûts (faible productivité, risques de tensions sociales) peuvent l'emporter sur les gains.

De façon générale, « les discriminations dans l'emploi réduisent sans ambiguïté l'efficacité économique ». A contrario, l'établissement de libertés syndicales ne semble pas réduire durablement les performances économiques et commerciales. Reste à en convaincre les Etats concernés. Les auteurs paraissent sceptiques sur la plupart des systèmes actuels d'incitation. Pourtant, ils reconnaissent que les « forces du marché » ne suffiront pas. Quelle solution trouver ?

Guy Herzlich

### RÉSULTATS SEMESTRIELS 1996

## CIC Union Européenne de CIC

### GROUPE CIC

**FORTE PROGRESSION DES RÉSULTATS AU 30 JUIN 1996**

### RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE CIC

#### UNE ACTIVITÉ COMMERCIALE SOUTENUE

- Croissance des encours de crédits (+6,7%) liée à l'augmentation des crédits à l'habitat (+6,4%) et à la consommation (+8,3%) des particuliers, ainsi qu'à l'augmentation des crédits aux entreprises et notamment aux PME (+8,7%).
- Hausse sensible des dépôts (+9,7%), la progression de l'épargne à régime spécial (+26,7%) et des dépôts à vue (+15,4%) compensant le recul des comptes à terme lié à la baisse des taux.
- Progression des commissions (+11,9%), en raison d'une augmentation des commissions de bancassurance et des commissions de gestion. Les commissions représentent 55% du produit net bancaire.

#### DES RÉSULTATS EN FORTE AUGMENTATION

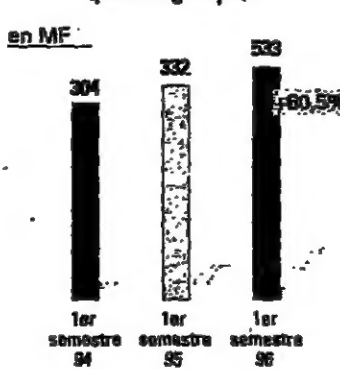
- Hausse du Produit Net Bancaire à 8 562 MF, soit +5%.
- Maîtrise des frais de fonctionnement à 6 474 MF, soit +0,6%.
- Progression sensible du résultat brut d'exploitation à 2 088 MF, soit +21,5%.
- Dotation nette aux provisions à 1 286 MF, qui permet de porter le taux de couverture global des créances douteuses de 58 à 61,7%.
- Augmentation du résultat ordinaire avant impôt et FRBG à 926 MF, soit +57,2%.
- Augmentation du résultat net consolidé de 332 MF à 535 MF, soit +60,5%.

#### DES PERSPECTIVES CONFORMES AU PLAN DE MARCHÉ DU GROUPE

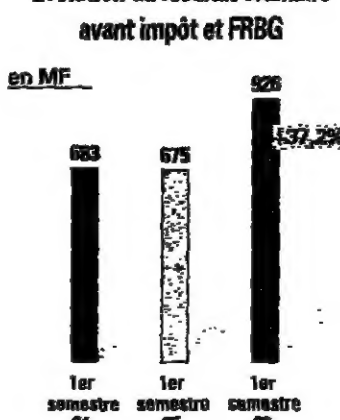
Le dynamisme commercial du groupe CIC, fondé sur la forte implication locale de son réseau de banques régionales et la mobilisation de tous ses collaborateurs, explique la nouvelle amélioration des performances financières au cours du premier semestre.

Dans un contexte économique encore incertain, les tendances actuellement constatées au niveau de l'activité, jointes à la poursuite des efforts de productivité et de maîtrise des risques, devraient permettre d'obtenir un résultat net consolidé pour l'ensemble de l'année 1996 en nette progression sur celui de l'exercice 1995, conformément aux prévisions.

Evolution du résultat net consolidé (part du groupe)



Evolution du résultat ordinaire avant impôt et FRBG



MF 95/96	1 <sup>er</sup> SEMESTRE 1994	1 <sup>er</sup> SEMESTRE 1995	1 <sup>er</sup> SEMESTRE 1996	VARIATION	1995
<b>PNB</b>	8 145 (6 734)	8 158 (6 437)	8 562 (6 474)	+5% +0,6%	18 581 (12 808)
<b>RBE</b>	1 811	1 719	2 088	+21,5%	5 665
<b>Dotations nettes aux provisions clientèle</b>	(1 186)	(880)	(1 286)	+30%	(2 438)
<b>Résultat ordinaire avant impôt et FRBG</b>	683	675	926	+57,2%	1 145
<b>Résultat ordinaire avant impôt</b>	683	628	705	+12%	1 009
<b>Résultat net (part du groupe)</b>	504	532	535	+60,5%	625

### CIC Union Européenne de CIC

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CIC ET DE L'UNION EUROPÉENNE  
Banque régie par la loi du 24 janvier 1984  
4, rue Gallien 75107 Paris Cedex 02 - Tél. : (1) 42 66 70 00



**PARLEMENT** Alain Juppé devait demander un vote de l'Assemblée nationale, mercredi 2 octobre, sur une déclaration de politique générale aux termes de l'article 49, ali-

née 1 de la Constitution. Le premier ministre prévoyait d'expliquer sa politique économique et ses objectifs de redressement de la Sécurité sociale. Il devait surtout mettre à

l'ordre du jour, sous l'appellation de « nouvelle démocratie », une réflexion sur les règles de la vie politique et la réforme de l'Etat. LA MAJORITÉ devait apporter un sou-

tien sans surprise à M. Juppé, même si elle s'interrogeait sur certains projets gouvernementaux. François Léotard a demandé à l'UDF de se tenir prête à l'éventualité d'élections

législatives anticipées. ● **ACHEVANT** sa visite dans le Pas-de-Calais, mardi, Jacques Chirac a renouvelé son appel au gouvernement à faire preuve de « pédagogie ».

## Alain Juppé engage le débat sur une « nouvelle démocratie »

Devant les députés, dont il devait solliciter un vote de « confiance », le premier ministre prévoyait de justifier ses choix budgétaires et d'ouvrir une réflexion sur la modernisation de la vie politique et la réforme de l'Etat

A DEUX EXCEPTIONS connues à l'avance - Jean-Louis Beaumont (UDF, Val-de-Marne) et Bruno Retailleau (non inscrit, Vendée) - les députés de la majorité devaient accorder leur confiance, mercredi 2 octobre, au premier ministre qui la leur réclame, en vertu de l'article 49 alinéa 1 de la Constitution. A la veille du scrutin, aucun autre élu de droite, en dehors de ses deux dissidents, n'avait fait connaître son intention de marquer sa défiance à l'égard d'Alain Juppé. Les sénateurs de la majorité devaient, également, renouveler leur soutien au chef du gouvernement après avoir entendu sa déclaration de politique générale lue, au Palais du Luxembourg, par le ministre de la Justice, Jacques Toubon.

Au Palais-Bourbon, il était prévu que M. Juppé fasse un discours d'environ une demi-heure et que chacun des présidents de groupe - Michel Péricard pour le RPR, Gilles de Robien pour l'UDF, Laurent Fabius pour le PS et Alain Bocquet pour le PC - lui répondent dans le temps imparti de vingt minutes, selon un ordre décidé, mercredi matin, par la conférence des présidents de l'Assemblée. Respectant une architecture assez classique, la déclaration de politique générale du premier ministre, appelant la confiance, devait se partager en deux parties : l'une économique, l'autre consacrée à une « nouvelle démocratie pour les citoyens de l'an 2000 ».

S'agissant du volet économique,

le chef du gouvernement devait recadrer son action, en rappelant que « le cap » fixé par le président de la République l'a d'abord conduit à procéder à un alourdissement des prélèvements obligatoires afin d'assurer une situation financière dont il eut l'occasion de

dénoncer l'état « calamiteux » à son arrivée à Matignon. Cela avant de pouvoir annoncer une baisse de 25 milliards de francs de l'impôt sur le revenu en 1997, s'inscrivant dans une diminution quinquennale de 75 milliards. La réduction concomitante des dé-

bits publics et des impôts - somme toute assez modeste au regard de la hausse des charges sur les consommateurs en 1995-1996 -, ainsi que la marche vers la monnaie unique européenne devaient constituer l'armature de la partie économique, avec la réaffirmation verbale de la « priorité » donnée à la lutte contre le chômage.

Au moment où le gouvernement envisage de diminuer les aides à l'emploi, M. Juppé devait associer la nécessité du retour à la croissance aux mesures en faveur des emplois de proximité, notamment ceux figurant dans le futur projet de loi pour lutter contre l'exclusion (Le Monde du 1<sup>er</sup> octobre), et aux mesures ponctuelles sur la réduction et l'aménagement du temps de travail.

Le second volet de la déclaration du chef du gouvernement devait porter sur la nouvelle démoc-

ratie et la nouvelle citoyenneté, thème longuement développé par le candidat Chirac pendant sa campagne présidentielle et rappelé par le chef de l'Etat au lendemain de son élection. A l'occasion d'un déplacement à Besançon, le 3 mars 1995, par exemple, celui qui était encore maire de Paris avait souligné que répondre à la « triple crise » qui touche le travail, l'intégration et la citoyenneté, implique de « s'attaquer aux causes et non se contenter de traiter les effets ».

### DROITS ET DEVOIRS

A cette occasion, M. Chirac avait dénoncé ceux qui « se contentent d'une société en service minimum », en affirmant : « Telle n'est pas ma conception. Je crois en la force de la volonté politique. » C'est précisément cette volonté politique que M. Juppé devait ex-

primer en abordant la question des « nouveaux droits » et des « nouveaux devoirs » des citoyens qu'il appelle de ses vœux. Les premiers concernent, notamment, la participation accrue des citoyens aux décisions - M. Chirac avait souvent évoqué, à ce titre, le référendum, pendant sa campagne -, la réforme de l'Etat et la modernisation de la vie publique qui inclut le mode de scrutin. Sur ce dernier point, le premier ministre devait réaffirmer sa volonté d'ouvrir le dialogue avec les forces représentées au Parlement et un groupe de travail mis en place au RPR commença à « plancher » dès jeudi. Quant aux nouveaux devoirs, M. Juppé devait les évoquer par le biais de l'entreprise citoyenne ou la mise en place du nouveau service militaire.

Olivier Biffaud

## François Léotard demande à l'UDF de se tenir prête pour des élections anticipées

L'OPÉRATION « confiance » a été peaufinée jusqu'au dernier moment. Peu avant midi, mardi 1<sup>er</sup> octobre, Nicolas Sarkozy, ancien porte-parole du gouvernement d'Edouard Balladur, a pu ainsi sortir de l'hôtel Matignon, après un entretien de cinquante-cinq minutes avec le premier ministre, en se félicitant du climat « de confiance réciproque et de sympathie mutuelle » qui avait présidé à cet échange de vues. L'ancien ministre du budget a pu aussi

noter, non sans satisfaction, qu'il était le seul des différents animateurs de la majorité à avoir été reçu par Alain Juppé avant sa déclaration de politique générale.

Le maire de Neuilly, il est vrai, a appris à se taire. Aux « coups de boutoir » venus de l'extérieur, il préfère désormais les efforts pour « essayer de peser de l'intérieur ». Convaincu que « les sortants, quels qu'ils soient, ont toujours perdu les élections depuis 1978 », il est prêt à

offrir ses talents de « vendeur » pour relever le défi.

Dans un tout autre registre, M. Juppé a pris le soin, à la veille du débat à l'Assemblée nationale, de recevoir l'une de ses « grandes gueules » préférées : Pierre Mazeaud, président de la commission des lois, dont les critiques avaient provoqué, le 26 septembre, l'intervention du président de la République dans le débat majoritaire. L'explication a été franche. Se fondant sur les derniers propos du chef de l'Etat, lequel a parlé du besoin de « pédagogie » dans le Pas-de-Calais, le député de Haute-Savoie a émis le souhait que l'exécutif « consulte un peu plus ».

### APAISEMENTS

Lors du déjeuner organisé à l'hôtel Matignon avec le bureau du groupe RPR de l'Assemblée nationale, M. Juppé a témoigné, en tout cas, de son amitié pour les « grandes gueules ». Passant d'une table à l'autre, il a apporté quelques apaisements sur les sujets qui fâchent. Le projet de réforme du mode de scrutin pour les élections législatives sera progressivement enterré. Pour les régionales, en revanche, il se confirme qu'une prime de 25 % sera attribuée aux listes arrivées en tête dans chaque département. Les pouvoirs des exécutifs régionaux seraient également renforcés.

Enfin, certains conseillers du gouvernement ont découvert qu'il serait vraiment très difficile de « caser », avant plusieurs mois, l'examen du projet de loi « antiraciste » de Jacques Toubon dans l'ordre du jour du Parlement.

L'UDF, quant à elle, est d'accord sur l'essentiel, mais elle trouve à re-

dire à tout le reste. Pendant que M. Juppé cherchait l'apaisement dans les rangs du RPR, la confédération libérale a confirmé, mardi, qu'elle n'entend pas être réduite au silence. Lors de la réunion des députés UDF, le matin, quelques applaudissements ont même ponctué l'exposé de Jean-Louis Beaumont, député du Val-de-Marne, venu expliquer pourquoi il ne voterait pas la confiance. Les députés UDF s'interrogent sur l'usage que le premier

ministre de l'UDF sur la réussite du gouvernement, M. Léotard a demandé aux membres du bureau politique de se tenir prêts à toute éventualité et, en particulier, à des élections législatives anticipées dès le début de 1997. Il souhaite que la préparation des investitures et la rédaction du projet de l'UDF soient accélérées. « Nous ne connaissons ni le jour ni l'heure, mais nous devons être prêts », a insisté M. Léotard.

### Première « bronca » à la commission des finances

La commission des finances de l'Assemblée nationale a réservé, mardi 1<sup>er</sup> octobre, son vote sur les crédits de l'aménagement du territoire en réclamant une explication avec Jean-Claude Gaudin, ministre en charge de ce budget. Plusieurs députés de la majorité ont ainsi manifesté leur mauvaise humeur face à la baisse - dénoncée par l'opposition - des ressources consacrées à ce poste. Le projet de loi de finances pour 1997 prévoit de diminuer de 15,5 % les crédits d'intervention. Les dotations consacrées à la prime à l'aménagement du territoire sont, elles, réduites de moitié. « Je ne voterai pas ce budget », a déclaré Marc Le Fur (RPR, Côtes-d'Armor), appuyé par plusieurs élus de la majorité dont d'Arène Liza (RPR, Meuse) et Maurice Ligot (UDF, Maine-et-Loire). Pierre Méhaignerie (UDF), président de la commission, s'est déclaré favorable au report du vote.

Le ministre se prépare à faire de ce vote. François Léotard, président de l'UDF, a dressé, lors de la réunion du groupe, puis devant le bureau politique, la liste des sujets sur lesquels la confédération entend s'exprimer : la fiscalité, dans le sens d'une baisse des charges ; l'immigration, sur laquelle elle organisera un colloque en décembre ; la modernisation de la vie politique. Les deux réunions ont confirmé que ni le projet de loi antiraciste ni une réforme du mode de scrutin législatif avant 1998 n'auraient l'aval de l'UDF.

Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, n'a pas exclu, mercredi, sur Europe 1, l'éventualité d'une dissolution. « Même si elles [les élections] ont lieu avant [1998], raison de plus pour que, un, nous soyons prêts, deux, nous soyons déterminés et, trois, nous soyons parfaitement unis. » Le président de la commission des investitures de l'UDF ne saurait être pris au dépourvu.

Cécile Chambraud et Jean-Louis Saux

## M. Chirac insiste sur la nécessaire « pédagogie »

ARRAS de notre envoyée spéciale. Le président de la République a achevé, mardi 1<sup>er</sup> octobre, son voyage de trois jours dans le Pas-de-Calais, en exhortant le pays à « renoncer au renoncement ». « Il faut bannir tout esprit de division, tout esprit de dénigrement. Là sont nos pires ennemis. Il faut privilégier tout ce qui rassemble, faire appel à ce qu'il y a de plus positif en chacun de nous », a dit M. Chirac. Le chef de l'Etat s'est déclaré « très content » de ce voyage dans le Pas-de-Calais, qui est « une terre d'innovation économique et sociale. Il se passe quelque chose ici », a-t-il observé, en ajoutant avoir rencontré « beaucoup de gens qui essaient de privilégier l'esprit de rassemblement, de mobilisation, sur l'esprit de résignation ».

Se voulant résolument optimiste, il a déclaré, à propos des soubresauts de la majorité, qu'il n'était « pas sensible aux agitations superfénelles » et qu'il portait, sur elle et sur le gouvernement, un « juge-

ment tout à fait serein et positif ». Interrogé sur le sens de son intervention en faveur de M. Juppé, le 26 septembre, lors des journées parlementaires du RPR, il s'est efforcé de relativiser la portée de cette déclaration : « Michel Péricard [président du groupe RPR de l'Assemblée nationale] sollicitait mon avis, je le lui ai donné de manière un peu ferme, comme il est dans ma nature », a-t-il observé. Il s'est déclaré prêt à aider, autant que nécessaire, le gouvernement dans son œuvre de « pédagogie ». « Il est difficile d'expliquer aux gens la réalité des choses. Il faut un énorme effort auquel chacun doit apporter sa contribution. Je ne vois pas pourquoi le président de la République en serait exonéré. Je n'ai pas voulu me substituer au gouvernement, mais apporter ma contribution », a dit M. Chirac.

Le chef de l'Etat a également décerné un satisfecit au ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, en observant que « la réforme de l'éducation nationale est

(...) engagée », ajoutant « et je trouve qu'elle est bien engagée ». Interrogé sur un éventuel référendum, il a répondu : « Faudrait-il un jour la sceller par une décision populaire ? C'est très possible. S'il faut le faire, on le fera ».

M. Chirac avait débattu, le matin, avec les chefs des grandes entreprises du département, avant de rencontrer à huis clos des syndicalistes, des pêcheurs, puis des agriculteurs. Devant les chefs d'entreprise, il a insisté sur l'emploi des jeunes, en leur demandant de « faire un effort prioritaire » pour leur embauche. « Trop souvent, a observé le chef de l'Etat, on a considéré que l'emploi était la première variable d'ajustement en cas de difficulté, au lieu de se donner du mal pour réfléchir à l'organisation du travail. » C'est à cette occasion que M. Chirac a tenu des propos critiques sur la politique budgétaire de l'Italie (lire page 2) qui ont suscité un début de crise diplomatique.

Pascal Robert-Diard

## ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET HÔPITAUX. POURQUOI S'ASSOCIER EN RESTAURATION HOSPITALIÈRE LES SERVICES DES SOCIÉTÉS DU S.N.R.C. :

Dans les établissements hospitaliers où la préoccupation première est de rétablir la santé, la restauration est une prestation qui contribue au traitement du patient. Les 34 sociétés adhérentes au Syndicat National de la Restauration Collective Intégrée et rejoignent la culture hospitalière pour exercer leur métier de restaurateur auprès des patients comme des soignants.

Qualités culinaires, sociale, économique et technique sont les lignes de force du contrat « QUALITÉ DE SERVICE PUissance 4 » que les sociétés membres du S.N.R.C. appliquent au sein de chaque collectivité.

### Le plaisir alimentaire facteur de santé

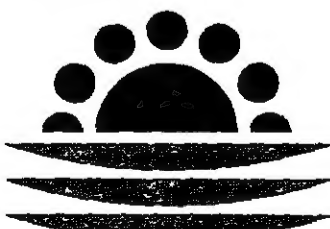
Dans le cadre défini par l'autorité médicale, respecter l'équilibre nutritionnel dans les régimes alimentaires et diététiques personnalisés, faire preuve d'imagination dans le choix des produits et la variété des préparations, contrôler scrupuleusement l'hygiène et la sécurité de fabrication des menus : autant de composantes essentielles qui transforment le repas en un moment de convivialité bénéfique au rétablissement des patients.

Sous le contrôle des responsables d'établissements hospitaliers, les sociétés du S.N.R.C., en véritables partenaires de proximité, assurent professionnellement un service d'intérêt général.

### Une urgence perçue de la réforme hospitalière

Faire plus dans le cadre de budgets maîtrisés implique de faire mieux. C'est tout le sens de la coopération étroite mise en œuvre par les sociétés membres du S.N.R.C. avec leurs clients.

Dans leurs relations quotidiennes au sein des hôpitaux, les sociétés adhérentes au S.N.R.C. s'engagent aux côtés des personnels de santé. Leur volonté est d'être partenaire des collectivités hospitalières, publiques et privées, qui leur accordent leur confiance, en respectant contractuellement des règles rigoureuses de gestion économique et sociale.



**SNRC**  
SYNDICAT NATIONAL DE LA RESTAURATION COLLECTIVE  
Le Privé au Service du Public

12, rue Torricelli - 75017 PARIS  
Téléphone : 01 44 09 93 30 - Télécopie : 01 44 09 91 42

24 entreprises nationales et régionales s'engagent, chaque jour, à toujours mieux servir le public.



## Jacques Barrot prépare une réforme de la formation professionnelle

Un projet de loi permettrait aux salariés de capitaliser du temps

Le ministre du travail a annoncé, mardi 1<sup>er</sup> octobre, qu'il allait déposer début 1997 au Parlement un projet de loi destiné à donner « un nouvel es-

sor » à la formation professionnelle. Jacques Barrot souhaite que les entreprises aient davantage de liberté pour choisir le contenu des for-

mations et les organismes qui les dispenseront. Il veut aussi donner aux salariés le droit de capitaliser du temps pour la formation.

JACQUES BARROT veut donner « un nouvel essor » à la formation professionnelle grâce à une « réforme du système ». Le ministre du travail et des affaires sociales l'a annoncé, mardi 1<sup>er</sup> octobre, en clôture des Entretiens Concorde, en précisant que cela serait fait grâce à un projet de loi que le Parlement devrait examiner au début de 1997. Vingt-cinq ans après la loi de 1971, qui doit beaucoup à Jacques Delors, conseiller de Jacques Chaban-Delmas, alors premier ministre, M. Barrot a estimé que le système actuel n'était plus capable de répondre aux défis d'une économie contraignant désormais les entreprises et leurs salariés à des adaptations permanentes.

Le ministre du travail va s'appuyer sur le rapport qu'il avait commandé à Michel de Virville, secrétaire général de Renault, en novembre 1995. Ce document sera rendu public prochainement et servira aussi de base de discussion aux partenaires sociaux. « La sécurité de l'emploi n'aura plus le sens qu'elle avait pour les générations précédentes », a reconnu M. Barrot. L'emploi à vie devenant une denrée de plus en plus rare et la durée moyenne du chômage étant supérieure à un an, la formation continue doit permettre, a-t-il expliqué, de « pouvoir retrouver du travail plus



facilement et plus vite qu'à l'heure actuelle ».

Comment éviter que tout soit joué d'avance dans le système scolaire, assurer « une vraie mobilité et une forte réactivité de la main d'œuvre », rendre accessible au plus grand nombre cette sécurité face à l'emploi ? En apportant aux formations en alternance (apprentissage, contrats de qualification, etc.), à la formation continue et à la validation des acquis « une valeur convertible » équivalente et complémentaire de celle reconnue aux études ini-

tiales », a répondu M. Barrot, avant de développer les grandes lignes d'une réforme qui sera soumise à la concertation.

Au moment où le système de formation « dual » commence à s'effriter en Allemagne, le ministre du travail a l'ambition de multiplier par deux le nombre de jeunes en alternance. Il envisage, notamment, de donner plus de liberté aux entreprises pour définir les contenus des formations et choisir les organismes qui les dispenseront. Elles pourraient ainsi se dispenser du paie-

ment de « tout ou partie » des cotisations au titre de la formation en payant l'organisme qu'elles auraient sélectionné. Il estime aussi que le moment est venu de donner aux salariés, « même quand ils changent d'entreprise », la possibilité de « capitaliser année par année des droits à la formation sous forme d'une réserve de temps rémunérée » dans laquelle ils pourraient puiser. Il reviendra aux partenaires sociaux d'en discuter les modalités, en particulier dans le cadre des négociations sur l'aménagement-réduction du temps de travail.

Cette réforme « progressive » s'appuyera sur des outils existants. La rémunération des salariés en formation pourrait se faire en puisant dans l'épargne-temps accumulée en cours de carrière. M. Barrot souhaitant la création rapide d'« une ou plusieurs banques du temps ». Le financement des formations elles-mêmes se ferait en partie par le biais des crédits du congé individuel de formation (CIF), dont une partie rémunère actuellement les salariés.

Le ministre du travail souhaite aussi que les compétences acquises soient validées dans un cadre « souple et adaptable » - certaines branches professionnelles le font déjà -, constituant ainsi un véritable « passeport de compétence » enrichi tout au long de la vie. « Le rôle de l'Etat sera de favoriser l'émergence du dispositif et d'en fixer les principes de fonctionnement », a précisé M. Barrot. En ouvrant ce dossier, le ministre du travail a souhaité « favoriser le rapprochement des points de vue ». Mais toutes les pistes qu'il a tracées sont loin de faire l'unanimité.

Jean-Michel Bezat

## Les affaires sociales gagnent la course aux primes

C'EST UNE RÉVOLUTION silencieuse. Les primes des administrateurs civils affectés aux affaires sociales viennent d'être alignées sur celles, infiniment plus confortables, de leurs collègues des finances. Alors que les salaires des fonctionnaires n'ont pas été augmentés en 1996, alors que plus de cinq mille postes doivent être supprimés en 1997, Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, a obtenu d'Alain Juppé qu'il accorde un « bonus » aux hauts fonctionnaires de son administration. Ayant en charge des domaines devenus aussi difficiles que prioritaires, que ce soit la santé ou l'emploi, ce ministre a besoin de gestionnaires compétents. Or les énarques les plus brillants ont tendance à préférer des administrations mieux cotées et aux régimes indemnitaires plus élevés que la sienne.

Quel va être le montant exact du bonus ? Là, motus et bouche cousue. Ni la direction du personnel du ministère, ni les agents eux-mêmes n'acceptent d'aborder ce sujet unanimement considéré comme tabou, si bien que l'on pourrait même douter de la véracité de l'information, rendue publique par le ministre de la fonction publique, Dominique Perben, mardi 1<sup>er</sup> octobre, au cours d'une conférence de presse. Impossible en outre de déceler, dans le projet de loi de finances pour 1997, le montant de l'augmentation qui sera accordée aux quelque cent cinquante administrateurs civils, ce dernier étant enfoui dans une « ligne de revalorisation de crédits indemnitaires » divers et variés.

Les primes des fonctionnaires constituent décidément l'un des secrets d'Etat les mieux gardés. Lorsqu'il était premier ministre, Pierre Mauroy avait commandé un rapport sur la question à Pierre Blanchard, conseiller à la Cour des comptes. Le document, remis en 1984, fut enfoncé à double tour dans un coffre-fort. Personne n'a pu le consulter depuis. Et pour cause : il mettrait en évidence un système complexe régi par plus de cinq mille textes, et surtout fort inéquitable. On sait que les agents des finances ont de meilleures primes que les autres, des inégalités régnant même entre les directions de ce puissant ministère. Les indemnités faussent la hiérarchie des traitements indiciaires, surtout dans la haute fonction publique : les cadres supérieurs augmentent souvent leur salaire de 40 % grâce à ces rémunérations annexes dont le mode d'attribution est tenu secret. Certains même arrivent à le doubler, tout en regrettant que les primes n'entrent pas dans le calcul de leur retraite.

Les indemnités ont souvent permis de satisfaire des revendications sectorielles ou de mettre fin à des grèves difficiles, sans bouleverser la grille de la fonction publique. Comme d'ailleurs, M. Barrot use de cette variable d'ajustement pour rendre son secteur plus attractif. La relative discrétion avec laquelle le ministre du travail et des affaires sociales a agi laisse penser que le gouvernement craint la contagion.

Rafaële Rivais

## Paris tente d'obtenir la prolongation de la trêve en Corse

BASTIA de notre correspondant Un nouvel attentat a été commis en Corse, contre l'agence commerciale EDF-GDF de Porto-Vecchio (Corse-du-Sud), dans la nuit du mardi 1<sup>er</sup> au mercredi 2 octobre, au lendemain de la revendication par le FLNC-canal historique de l'attentat commis dans la nuit de samedi à dimanche contre la cour d'appel du palais de justice d'Alsace-Provence (Le Monde du 20 octobre). Il s'agissait du premier attentat revendiqué par le FLNC-canal historique depuis qu'une campagne de harcèlement des édifices publics a commencé, pendant l'été.

Certains observateurs y voient la rupture officielle de la trêve, menace agitée par le mouvement clandestin depuis la visite en Corse, en juillet, d'Alain Juppé, qui avait rejeté en bloc les revendications nationalistes. La date, en particulier, correspond à l'échéance de la trêve, proclamée en janvier et prolongée en mars. Malgré tout, l'attentat d'Abi et sa revendication ne marquent probablement pas la fin de la trêve. L'explosion, dès le lendemain en Corse, d'une nouvelle « bombinette » correspond plus à la poursuite de cette tactique de harcèlement qu'à une nouvelle escalade. Au demeurant, les clandestins ont l'habitude de souffler le chaud et le froid en période délicate de contacts dis-

crets avec certains émissaires du pouvoir. Tout incite à penser qu'aujourd'hui il y a moins rupture du processus de paix que pression indirecte des clandestins sur des « discussions » nouées - ou re-nouées - depuis quelques semaines entre la mouvance nationaliste et certains conseillers de la place Beauvau.

L'objet de ces discussions ne porte pas nécessairement, comme ce fut le cas en janvier, sur des questions politiques, mais sur les moyens concrets de prolonger la trêve. Daniel Léandri notamment, l'un des conseillers du ministre de l'Intérieur, peut, tout à fait normalement, rencontrer soit François Santoni, le secrétaire national d'A Cuncolta, soit Jean-Guy Talamoni, élu territorial de Corsica Nazione, coalition dirigée par A Cuncolta.

AFFAIBLIS ET DÉSTABILISÉS Le passé a fourni plusieurs exemples de ce curieux dialogue. En 1990, alors que Pierre Joxe avait quelques réticences à intégrer dans l'article premier de son futur projet de statut la reconnaissance du peuple corse, le FLNC-canal habituel avait provoqué l'implosion totale du bâtiment du conseil général de la Haute-Corse, en plein jour. Très vite, les réticences de l'Hôtel Matignon avaient été levées. Même processus en novembre et décembre 1995. Des plasticages très violents, perpétrés chaque

nuit, venaient appuyer les revendications nationalistes présentées à des émissaires de Paris, dont Daniel Léandri, avant que le FLNC-canal historique n'annonce sa trêve, le 12 janvier. Quelques heures plus tard, Jean-Louis Debré rencontrait une visite en Corse et présentait les priorités du gouvernement, qui se référaient de facto aux revendications énoncées dans la nuit par 600 hommes en armes se réclamant du FLNC-canal historique.

La différence aujourd'hui est que la revendication nationaliste n'est plus le seul argument d'éventuelles négociations. Les nationalistes sont affaiblis par leurs divisions et déstabilisés par l'attentat du 1<sup>er</sup> juillet de Bastia, dirigé contre les dirigeants d'A Cuncolta. Depuis, certains résumant l'atmosphère par la formule : « La peur a changé de camp ». Dans ces conditions, la trêve - même larvée - n'assure-t-elle pas une certaine sécurité aux nationalistes, y compris vis-à-vis de l'action des forces de l'ordre ? Plusieurs nationalistes mettent d'ailleurs en garde contre l'utilisation de la menace de rupture de la trêve. En tout état de cause, le choix définitif des composantes de la direction du FLNC-canal historique s'exprimerait sans doute de façon plus directe, avec une référence explicite à l'échéance de la trêve.

Michel Codacci-Pisanelli

## Nicole Notat souhaite « causer » avec Marc Blondel

LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE de la CFDT a été élue, mardi 1<sup>er</sup> octobre, à une large majorité, présidente de l'Unedic. Elle a recueilli trente-huit voix (CNPF, CGPM, CFDT, CFTC, CFE-CGC) sur les cinquante du conseil d'administration du régime d'assurance-chômage. La CGT et l'UPA se sont abstenus ou ont voté nul. Marc Blondel, candidat lui aussi à la présidence, n'a obtenu que les cinq voix de son syndicat. Après son échec, le secrétaire général de FO a déclaré que « l'Unedic est d'ores et déjà sous l'ombre de Matignon ». Interrogée sur RTL, mercredi, M<sup>me</sup> Notat a déclaré « très déstabilisée » que le CNPF ait été en position d'arbitre et s'est adressée directement à M. Blondel : « Faisons une pause, causons-nous », a-t-elle dit.

## Les conclusions de la mission parlementaire sur la « vache folle » sont repoussées à la mi-décembre

EVELYNE GUILHEM (RPR, Haute-Vienne), présidente de la mission d'information de l'Assemblée nationale sur l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), a indiqué, mardi 1<sup>er</sup> octobre, qu'elle avait décidé de repousser à la mi-décembre la publication du rapport et des recommandations aux pouvoirs publics à propos de la crise de la « vache folle ». Le rapport d'étape, qui était prévu pour la mi-octobre, ne verra pas le jour. La mission doit prochainement entendre le garde des sceaux, Jacques Toubon, l'ancien ministre socialiste de l'Agriculture Henri Nallet et Dominique Domoit, spécialiste de ces recherches au service de santé des armées.

### DÉPÊCHES

■ **NEGOCIATION COLLECTIVE** : le Sénat a entamé, mardi 1<sup>er</sup> octobre, l'examen du projet de loi sur la négociation collective qui avait été adopté en juin par les députés. Ce texte comprend notamment un article contesté sur « le développement de la négociation collective ». Outre FO et la CGT, qui sont opposées à ce dispositif - autorisant les employeurs d'entreprises dépourvues de délégués syndicaux à conclure des accords d'entreprise -, plusieurs organisations d'inspecteurs du travail ont exprimé leurs inquiétudes au sujet d'un mécanisme qui risque d'encourager la déréglementation du travail.

■ **ASSURANCE-MALADIE** : l'évolution des dépenses d'assurance-maladie est restée stable en août par rapport au mois précédent, après une baisse de 0,3 % en juillet et de 0,1 % en juin, selon les statistiques publiées mardi 1<sup>er</sup> octobre par la CNAM. Cette situation est due principalement à une diminution des dépenses de remboursement d'honoraires de 0,3 %.

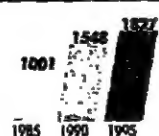
■ **FONCTION PUBLIQUE** : Dominique Perben, ministre de la fonction publique, a indiqué, mardi 1<sup>er</sup> octobre, disposer, dans le projet de loi de finances pour 1997, d'une enveloppe de 750 000 francs destinée à soutenir les fédérations de fonctionnaires qui voudraient former leurs agents à une gestion déconcentrée du personnel.

■ **NOUVELLE-CALÉDONIE** : Yves Cabana, délégué interministériel à la Nouvelle-Calédonie, a présenté sa démission au premier ministre, qui l'a acceptée, mardi 1<sup>er</sup> octobre. Depuis plusieurs semaines, il se heurtait à des blocages au sein de l'Etat, notamment sur le dossier du nickel (Le Monde du 19 septembre).

### À l'heure des restrictions budgétaires

## Ne brisons pas l'élan de milliers d'hommes et de femmes

Depuis 60 ans, les 95 délégations et les 164 établissements de l'Association des Paralysés de France font face aux besoins des personnes handicapées en matière d'accueil et de prise en charge. Un formidable élan qui repose sur un espoir : accueillir les 1,5 million de citoyens handicapés moteurs dans toutes les situations de la vie quotidienne. Un élan qui, jusqu'à cette année, permis de progresser constamment :



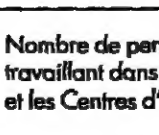
Nombre d'adultes hébergés dans les foyers APF



Nombre d'enfants et adolescents accueillis dans les établissements APF



Nombre de personnes à domicile bénéficiaires d'une intervention sociale individualisée



Nombre de personnes handicapées travaillant dans les Ateliers Protégés et les Centres d'Aide par le Travail APF

Toute restriction budgétaire aurait aujourd'hui une conséquence humaine directe pour les hommes et les femmes concernés par le handicap moteur. Qui aurait intérêt à briser l'élan de milliers d'hommes et de femmes ?



ASSOCIATION DES PARALYSÉS DE FRANCE

17, rue Augustin Monod - 75013 PARIS  
Tél. (1) 40 78 69 00 - Fax (1) 45 89 40 57

Le rapport d'activité 1995 de l'APF vous sera remis lors de la prochaine assemblée générale.



**JUSTICE** Michèle-Laure Rassat, professeur de droit, a remis, mardi 1<sup>er</sup> octobre, au garde des sceaux, Jacques Toubon, le rapport sur la réforme de la procédure pénale qu'il

lui avait commandé en novembre 1995. ● **ELLE PROPOSE** notamment de renforcer le secret de l'instruction, suggérant d'interdire la publication de toute pièce d'un dossier en

cours d'instruction sous peine d'une amende de 300 000 francs. M<sup>me</sup> Rassat prône en outre une réforme du régime de prescription des abus de biens sociaux, qui permettrait de

« casser la jurisprudence » actuelle. ● **Parmi** les autres propositions figurent une possibilité d'appel pour la mise en examen et un nouveau régime pour la détention provisoire

(qui se distinguerait de la détention préventive), une restriction de la présence des avocats lors des gardes à vue et la limitation du droit à la constitution de partie civile.

## Le rapport Rassat préconise un renforcement du secret de l'instruction

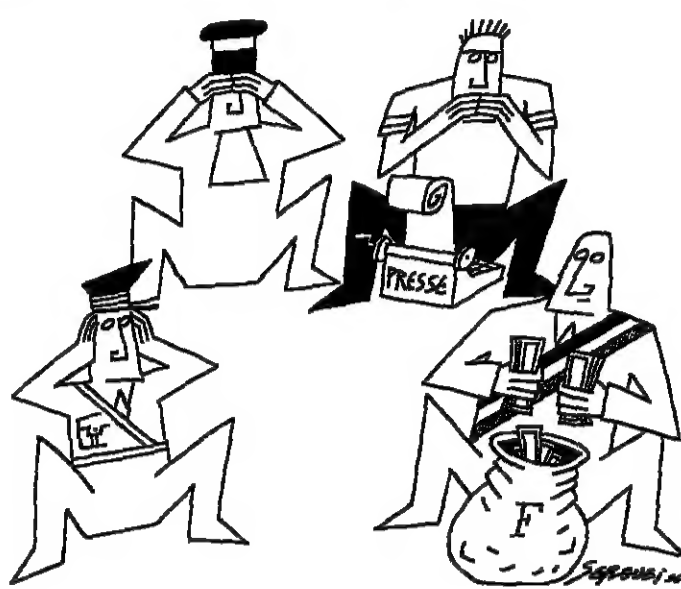
Rédigé à la demande du garde des sceaux, Jacques Toubon, ce document sur la réforme de la procédure pénale propose tout à la fois de restreindre le champ du journalisme d'investigation et de réformer l'abus de biens sociaux. De quoi étouffer les affaires politico-financières

EN PRÉSENTANT son rapport sur la réforme de la procédure pénale, mardi 1<sup>er</sup> octobre, Michèle-Laure Rassat a rapidement donné le ton : « Je ne veux plus voir de pièces de procédure dans la presse, s-t-elle lancée à l'adresse des journalistes. Vous allez devenir plus responsables. »

Chargée, en novembre 1995, de mener une « réflexion d'ensemble » sur la procédure pénale, Michèle-Laure Rassat, professeur des facultés de droit, souhaite renforcer le secret de l'instruction : elle propose de créer un délit de publication de pièces d'enquête puni d'une amende de 300 000 francs, d'instaurer des interdictions professionnelles pour les magistrats et les avocats qui communiquent les dossiers et d'interdire au parquet de s'exprimer publiquement.

Introduit en 1957 par un amendement parlementaire rédigé par l'avocat Jacques Isorni, le secret de l'instruction est actuellement un secret à géométrie variable : il ne s'impose ni aux journalistes, ni aux personnes mises en examen, ni aux témoins, ni aux parties civiles, ni, dans certaines limites, aux avocats.

Même le procureur de la Répu-



blique peut s'exprimer : une circulaire signée en 1985 par le directeur des affaires criminelles, Bruno Cotte, lui autorise à publier des communiqués afin de « mettre un terme à la propagation de rumeurs et de contre-vérités ». Le secret ne concerne donc que les juges d'in-

struction, les greffiers, les officiers de police judiciaire et les experts, c'est-à-dire tous ceux qui « concourent » très directement à la procédure.

Constatant que le fameux article 11 est « inutilisable », « il faut le jeter », écrit-elle, Michèle-Laure Rassat propose de réduire très légèrement la sphère du secret : désormais, les avocats pourront parler sans crainte de se voir reprocher une violation du secret de l'instruction. Elle souhaite en outre que les faits de la procédure soient « totalement libres ». « Il n'y a aucune raison d'interdire de dire que tel juge a commis telle erreur, qu'il a perquisitionné à tel endroit ou qu'il a procédé à telles reconstitutions », ajoute-t-elle. Ce sont des faits par essence publics qui peuvent être vus par toute personne se trouvant à ce moment-là devant le lieu en cause. Ils peuvent donc

être révélés sans risque à ceux qui ne s'y trouvent pas. »

Pour le reste, Michèle-Laure Rassat propose de renforcer considérablement le secret de l'instruction. « Les pièces d'un dossier d'enquête ou d'instruction, écrit-elle, doivent être couvertes par un secret absolu, à la fois en raison des difficultés que la divulgation peut entraîner quant à l'efficacité des recherches, du risque de mauvaise interprétation que leur publicité peut faire courir et du fait qu'elles appartiennent à la justice et à elle seule. »

Pour garantir ce principe, le professeur de droit propose de créer une nouvelle infraction : le délit de publication d'une pièce d'un dossier d'enquête ou d'instruction. Ce délit, à peu de choses près, figure déjà dans la loi sur la presse de 1881 mais il est très rarement appliqué. Afin de rendre le texte plus « dissuasif », M<sup>me</sup> Rassat suggère de porter l'amende de 25 000 à 300 000 francs.

Les journalistes pourront donc

librement faire état d'une perquisition ou d'une mise en examen mais il leur sera interdit de faire référence avec précision au dossier d'instruction. Il devront en outre avertir solennellement leurs lecteurs que leur article n'engage qu'eux. « Le risque [du journalisme d'investigation], souligne le rapport, est que le lecteur prenne ce qu'il lit, voit ou entend et qui émane de son journaliste préféré pour l'avis du policier ou du juge. »

### AVERTISSEMENT

M<sup>me</sup> Rassat propose donc de prévoir un bandeau, une annonce sonore ou un placard qui précisera que ce qui est dit par le journaliste « n'emporte aucune garantie de véracité judiciaire ». « On pourra certes juger la méthode naïve, ajoute-t-elle, mais dans la mesure où on l'a adoptée pour le tabac ou l'alcool, on peut le faire pour la justice. »

Pour éviter que les magistrats et les avocats communiquent des pièces aux médias, Michèle-Laure

Rassat prévoit également d'instaurer un délit de communication de pièces à des personnes non autorisées. « Elle visera toutes les personnes qui ont accès au dossier, y compris les avocats », précise-t-elle dans son rapport. Les avocats et les magistrats qui se risqueraient à transmettre des pièces à la presse pourraient être sanctionnés par des interdictions professionnelles de cinq ans, « la seule peine adaptée et surtout dissuasive ». M<sup>me</sup> Rassat propose également d'interdire la « méthode largement tolérée des conférences de presse du parquet et du juge d'instruction » et d'autoriser une personne qui a bénéficié d'un non-lieu ou d'une relaxe à demander une indemnisation aux médias. « Le but poursuivi n'est pas de gêner la presse mais de la rendre prudente », conclut-elle. Le garde des sceaux, Jacques Toubon, a simplement déclaré que le gouvernement allait étudier les propositions de M<sup>me</sup> Rassat.

A. C.

### Le cri d'alarme du juge Van Ruymbeke

Invité du journal de 20 heures sur France 2, le juge Renaud Van Ruymbeke a estimé, mardi 1<sup>er</sup> octobre, que « tout le monde » bloquait le travail des juges. « Si le Mafia, la drogue, la corruption ne trouvaient pas une certaine complaisance dans les milieux financiers, [nos problèmes] seraient amplement résolus. »

Le juge a également souligné la responsabilité des politiques dans l'impossibilité de démanteler les réseaux de blanchiment. « À partir du moment où les grands ports ont utilisé ces réseaux, ils ne font rien pour activer la coopération internationale, a-t-il ajouté. Nous n'avons pas les moyens juridiques de procéder à des investigations à l'étranger. (...) Dès que l'on essaie de démanteler des réseaux, on se heurte à une impuissance généralisée alors que l'argent sale, lui, passe les frontières. »

### PRÉFECTURE DE LA MOSELLE Direction de l'Administration Générale 1<sup>er</sup> Bureau - Expropriations AVIS D'ENQUÊTE

#### PROJET

de construction d'une section de la rocade Sud de METZ à 2 x 2 voies à terme, comprise entre la RD999 et l'antenne A31, d'aménagement de l'échangeur entre la rocade Sud de METZ et l'antenne A31, de classement de la section neuve en route express et d'attribution du statut autoroutier aux bretelles d'échange, et de mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de METZ, PELTRE, POUILLY, MARLY, COIN-LES-CUVRY, AUGNY et FEY.

Par arrêté préfectoral en date du 25 septembre 1996, une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique est ordonnée du 22 OCTOBRE AU 23 NOVEMBRE 1996 dans les communes de METZ, PELTRE, POUILLY, MARLY, COIN-LES-CUVRY, AUGNY, FEY et CUVRY à l'effet de recueillir les déclarations des intéressés sur le projet visé ci-dessus.

La commission d'enquête est composée de Monsieur René BLAISING, officier de l'armée de l'air à la retraite, Président, de Messieurs Jean-François DILLENSCHNEIDER, architecte et Hervé HELSTROFFER, géomètre expert.

Pendant toute la période de l'enquête, les dossiers d'enquête d'utilité publique du projet et de mise en compatibilité des plans d'occupation des sols rendus publics ou approuvés de toutes les communes concernées seront déposés à la mairie de METZ, hôtel de ville, bureau de l'information.

Pendant la même durée, un exemplaire du dossier d'enquête du projet et, le cas échéant, du dossier de mise en compatibilité du P.O.S. rendu public ou approuvé intéressant le territoire communal, seront déposés avec les registres d'enquête correspondants, à la mairie de quartier de METZ-MAGNY, 14, rue Jean d'Apremont, et dans les mairies des communes de PELTRE, POUILLY, COIN-LES-CUVRY, MARLY, AUGNY, FEY et CUVRY.

Aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, les intéressés pourront prendre connaissance des pièces du dossier et consigner leurs observations sur les registres d'enquête ou les adresser, par écrit, au Président de la commission d'enquête à la mairie de METZ.

Par ailleurs, le Président ou un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public à :

PELTRE :	mardi	22 octobre 1996	de 17 h à 19 h
POUILLY :	vendredi	25 octobre 1996	de 17 h à 19 h
METZ-MAGNY :	lundi	28 octobre 1996	de 10 h à 12 h
MARLY :	lundi	28 octobre 1996	de 17 h à 19 h
CUVRY :	mardi	05 novembre 1996	de 17 h à 19 h
METZ :	samedi	09 novembre 1996	de 9 h à 12 h
AUGNY :	mercredi	13 novembre 1996	de 17 h à 19 h
COIN-LES-CUVRY :	vendredi	15 novembre 1996	de 17 h à 19 h
FEY :	mercredi	20 novembre 1996	de 17 h à 19 h
METZ :	samedi	23 novembre 1996	de 9 h à 12 h

Toute personne concernée peut demander au Préfet, à l'issue de l'enquête, communication du rapport et des conclusions motivées de la commission d'enquête.

METZ, le 25 septembre 1996.  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
signé : JOËL TIXIER

## Prescription de l'abus de biens sociaux : « Casser la jurisprudence »

AU DÉTOUR d'un chapitre consacré à la prescription, Michèle-Laure Rassat revient sur un sujet controversé : les abus de biens sociaux. Depuis une jurisprudence de la Cour de cassation de 1967, la prescription de ces délits-phases des « affaires » commence non pas au moment où les faits ont été commis, mais au moment où ils ont été révélés. Cette disposition dont les chefs d'entreprise se plaignent avec amertume permet aux juges d'instruction d'enquêter sur des malversations commises cinq, voire dix ans auparavant.

Le raisonnement de la Cour de cassation repose sur un constat de bon sens : ces infractions étant soigneusement dissimulées, il est difficile de les déceler dans le délai traditionnel de prescription des délits, qui est de trois ans. En retardant le point de départ de la prescription, la Cour de cassation étendait aux abus de biens sociaux une règle qu'elle avait définie pour l'abus de confiance. Ce principe a ensuite été étendu à d'autres délits occultes, comme la dissimulation du produit des jeux dans les cercles et les casinos ou la fausse publicité.

Cette décision de la chambre criminelle ne plaît guère à Michèle-Laure Rassat, qui ne cache pas son intention de « casser la jurisprudence ».

« Nous ne sommes pas favorables du tout à la consécration de cette jurisprudence par le code de procédure pénale et par voie de solution générale, écrit-elle. (...) Poursuivre un abus de confiance ou un abus de biens sociaux dix ans après leur commission n'est pas raisonnable. La longueur inhabituelle des instructions qui sont aujourd'hui conduites dans ce cadre, marque de leur difficulté, nous en apporte une preuve éclatante. »

### COMME LE PROJET MAZEAD

Pour M<sup>me</sup> Rassat, le fait que ce délit occulte soit souvent dissimulé ne justifie pas la modification de la règle de prescription. « Tous les délinquants s'efforcent de dissimuler l'action qu'ils viennent d'accomplir, et le point de savoir s'ils y réussissent ou non ne dépend que très peu de la nature de l'infraction accomplie, écrit le professeur de droit. De ce point de vue, nous ne voyons pas ce qui peut rendre un abus de biens sociaux plus occulte qu'un empoisonnement, par exemple. »

Michèle-Laure Rassat rejoint ainsi Pierre Mazeaud, qui avait proposé au printemps de revenir sur la jurisprudence de la Cour de cassation. Dans une proposition de loi, le président (RPR) de la commission des lois de l'Assemblée natio-

nale estimait que le législateur « ne saurait admettre l'existence de délits dont l'imprescriptibilité de fait apparaît comme la négation de son intention de faire un jour oublier définitivement des actes, certes coupables, mais qui auraient échappé à la poursuite pénale ». Reconnaissant toutefois que ce délit est « parfois impossible à déceler en moins de trois ans », Pierre Mazeaud proposait une prescription de six ans commençant le jour de la commission des faits.

Un mois après sa présentation, cette réforme, qui aurait considérablement fragilisé les dossiers en cours d'instruction, avait été précipitamment retirée par la majorité, qui craignait de se voir reprocher une « amnistie douce », selon le mot du Syndicat de la magistrature, de l'Union syndicale des magistrats et de l'Association française des magistrats instructeurs. Sur ce chapitre, le rapport sur la réforme du droit des sociétés récemment remis à Alain Juppé par le sénateur (RPR) de l'Oise Philippe Marois se montrait prudent : « S'il est vrai qu'une évolution du droit positif paraît souhaitable, l'on doit toutefois s'interroger sur l'opportunité d'une réforme législative limitée à la prescription de l'abus de biens sociaux. »

A. C.

### Les principales propositions

Le rapport de Michèle-Laure Rassat passe en revue l'ensemble de l'instruction dite préparatoire, qui concerne la phase précédant le jugement.

#### ● Le devoir de motivation.

Toutes les décisions, qu'il s'agisse de décisions juridictionnelles ou de décisions d'administration judiciaire, doivent, aux yeux de M<sup>me</sup> Rassat, être motivées. « Il est profondément anormal en démocratie qu'une autorité publique quelle qu'elle soit puisse imposer une décision à un citoyen quel qu'il soit sans lui dire pourquoi. »

#### ● Une théorie de la preuve.

M<sup>me</sup> Rassat propose de définir un véritable régime de la preuve, qui n'existe pas actuellement dans

le code. La preuve serait « libre », sauf éléments recueillis au moyen d'infractions pénales (le rapporteur songe notamment aux documents volés et aux enregistrements sauvages de conversations).

#### ● Une restriction de la constitution de partie civile.

M<sup>me</sup> Rassat souhaite limiter le droit à la constitution de partie civile des personnes morales, et notamment des syndicats, ce qui « peut laisser craindre des résistances très vives ». Elle estime qu'il est « inadmissible » que les syndicats puissent actuellement, « en pratique, agir contre ce qu'ils veulent. »

#### ● La limitation de la présence des avocats en garde à vue.

M<sup>me</sup> Rassat est « radicalement opposée » à la présence d'un avocat-défenseur pendant la garde à vue. Elle propose donc de

revenir sur la réforme de 1993, qui introduisait l'avocat pendant cette phase de la procédure. Seules seraient autorisées les visites d'un avocat, désigné par le bâtonnier, qui se contenterait de « vérifier les conditions juridiques et matérielles » de la garde à vue.

#### ● La désignation du juge d'instruction.

M<sup>me</sup> Rassat souhaite supprimer le « tableau de roulement » sur lesquels figurent les juges d'instruction lors de leur désignation. « Le président de la juridiction est le mieux placé pour connaître les magistrats et désigner le meilleur compte tenu du type d'affaire en cause, note-t-elle. Et il est d'autant plus souhaitable qu'il en soit ainsi qu'il s'agit d'une affaire délicate. »

● La réforme de la mise en examen. La mise en examen serait remplacée par une « mise en accusation » en cas de crime et

en cas de délit. La personne visée pourrait faire appel de cette décision devant la chambre d'accusation. « La mise en examen est l'acte le plus grave qui puisse affecter la personne pénalmente poursuivie, écrit M<sup>me</sup> Rassat. Il est absolument anormal qu'elle ne puisse pas en faire un appel immédiat. »

#### ● La détention provisoire.

M<sup>me</sup> Rassat propose de distinguer la détention « provisoire », limitée à six mois non renouvelable, qui aurait pour but de protéger les investigations et qui serait ordonnée par le juge d'instruction et la détention dite « préventive », destinée à garantir la sécurité publique, qui serait demandée par le parquet à un magistrat - ou une collégialité de magistrats - autre que le juge d'instruction.



# Les associations de solidarité critiquent l'« insuffisance » de l'avant-projet de loi sur l'exclusion

D'une même voix, elles dénoncent la « faiblesse d'ambition et de moyens » du texte gouvernemental

Seize associations de solidarité ont réagi, mercredi 2 octobre au cours d'une conférence de presse commune, à l'avant-projet

de loi de « cohésion sociale », rendu public par le gouvernement deux jours plus tôt. Leur réaction est caractérisée par la décep-

tion à l'égard d'un canevas jugé nettement insuffisant. La commission des affaires sociales du Conseil économique et social (CES),

a tenu, mercredi matin, sa première séance de travail sur ce texte. Le CES doit rendre son avis au début du mois de novembre.

A PEINE CONNU, l'avant-projet de loi de « cohésion sociale » a eu un premier effet inattendu, mercredi 2 octobre. De bon matin, seize associations de solidarité se sont exprimées d'une seule voix sur ce texte rendu public lundi (Le Monde du 1<sup>er</sup> octobre). Etant donné la concurrence et la diversité des champs d'action qui les séparent, la performance n'est pas mince.

Le texte final, achevé tard dans la nuit de mardi à mercredi, parvient à synthétiser les tendances représentées par les deux grands réseaux qui regroupent les associations présentes. D'un côté, le réseau Aleria, composé de la totalité des membres de l'Union nationale interdépartementale

des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (Ulopps), fédère des « poids lourds » généralistes tels que le Secours catholique, le Secours populaire ou la Croix-Rouge française. Ces associations n'ont, par nature, guère de penchant pour les critiques virulentes. D'autant moins que l'Unionops est présidée par René Lenoir, également conseiller de Jacques Chirac, et que l'un de ses membres, ATD Quart-Monde, est dirigé par Geneviève de Gaulle-Anthonioz, auteur d'un rapport sur l'exclusion auquel l'avant-projet se réfère explicitement. De l'autre côté, le Collectif contre la précarisation et les exclusions rassemble, autour de Droit au logement (DAL),

du Gisti ou d'Aides, des associations aux domaines plus spécialisés, aux discours plus politiques et aux méthodes plus radicales.

DECEPTEMENT, « Chacun a fait un bon bout de chemin », constate, mercredi matin, un responsable d'association. L'accord a été facilité par la déception générale qu'a suscitée le texte gouvernemental. Sur dix pages, le document commun parvient en effet à n'en consacrer qu'une et demie aux « avancées » d'un avant-projet qui « a le mérite de fuir des objectifs qui dépassent la réparation sociale et la gestion de la pauvreté ». Le reste se partage entre une analyse très cri-

tique des moyens financiers consacrés à la loi, et des chapitres dénonçant les « insuffisances, limites et contradictions » ou les « lacunes » de l'avant-projet.

Dans cette dernière partie, les associations pointent l'absence de toute mention de la lutte contre le chômage. « La répartition du temps de travail et le partage de l'emploi sont pourtant une des réponses au jourd'hui incontournables », estiment-elles. Pour l'accès aux droits, elles regrettent que le texte ne renforce pas les possibilités de recours face aux décisions administratives. Dans le domaine de la santé, « aucune mesure n'est envisagée par rapport au tiers-payant, à l'avance de

frais, au forfait hospitalier, aux cantines gratuites (...). L'alcoolisme, les toxicomanies, le sida et la santé des détenus ne sont pas abordés ».

Au chapitre logement, les associations déplorent l'absence de la taxe d'habitation et le fait que les procédures de réquisition ne concernent pas « les logements vacants appartenant à des personnes physiques possédant beaucoup d'appartements dans une même commune ». Enfin, après avoir signalé le fait que la culture et l'éducation sont « totalement absentes » de l'avant-projet, les associations remarquent que le droit des étrangers n'est évoqué dans aucun passage du texte gouvernemental.

Parmi les déficiences, elles pointent aussi les contrats d'initiative locale (CIL), qui font courir le risque de « voir se constituer progressivement une sous-fonction publique, formée d'agents peu qualifiés et rémunérés au-dessous du SMIC mensuel ». Les mesures de prévention de l'exclusion sont jugées « très insuffisantes ». La mesure imposant aux sans-logis de voter sur leur lieu de naissance est qualifiée d'« inadaptée à leur situation ». Sur le plan budgétaire, « les financements nécessaires sont, selon les associations, rarement chiffrés et jamais garantis. Au contraire, l'état limite certains de ces engagements ». Ces constats conduisent les seize signataires du document à dénoncer « une grande faiblesse d'ambition et de moyens ». Les associations demandent que « des progrès déterminants » soient faits pour que le texte piloté par Jacques Barrot et Xavier Emmanuelli atteigne son objectif de « cohésion sociale ».

J. Fe.

Jérôme Fenoglio

## L'ouvrage sans fin des « plâtriers du social »

HEM (Nord)

de notre envoyé spécial

La loi ? Quelle loi ? Pris par le tourbillon de ses activités quotidiennes, Saïd Laouadi reconnaît sans fausse honte, ces derniers jours, n'avoir pas pris le temps de s'intéresser au feuilleton du projet gouvernemental de lutte contre l'exclusion. La tâche ne manque pas pour le directeur du centre municipal d'accueil, d'information et d'orientation (CMAJO) de Hem, commune de près de 25 000 habitants, limitrophe de Roubaix (Nord). Tous les jours il faut tenter de rapprocher, tant bien que mal, une demande et une offre qui ne correspondent pas. Tous les jours, des hommes et des femmes en situation précaire frappent à la porte de l'appartement de la CMAJO, au cœur de la cité des Hauts-Champs, pour demander ce bien devenu si rare : un emploi.

Epaulé par ses sept travailleurs sociaux, Saïd Laouadi doit guetter la moindre occasion, relancer sans cesse l'« économie » pour tenter de débloquer les 800 nouveaux dossiers ouverts chaque année. Cette tâche de « plâtrier du social », qui a « à peine fini de boucher un trou qu'un autre se creuse à côté », ne l'a jamais désemparé. Les réussites alimentent son optimisme. « Je sens que j'ai fait mon travail, dit-il, quand un habitant de la cité ne me salue plus lorsque je le croise. C'est qu'il a fini par trouver un vrai emploi : je représente simplement une page sombre de sa vie qu'il a réussi à tourner. » Mais d'autres n'en finissent plus de lui dire bonjour, passant de stades en retours à la CMAJO, condamnés à retomber dans l'exclusion dont ils avaient cru un instant s'éloigner.

« L'insertion donne des résultats, assure Saïd Laouadi, notamment avec les contrats de qualification, mais l'intégration dans l'entreprise ne fonctionne plus. Les patrons nous adressent des profils de poste très précis, demandent aux gens

d'être efficaces au bout de deux heures... Les contrats sont trop courts pour espérer demeurer dans l'entreprise, et les périodes entre deux contrats sont trop longues. » Le parcours vers un hypothétique emploi s'égare dans les méandres compliqués des dispositifs d'aides. Les travailleurs sociaux ont eux-mêmes de plus en plus de mal à s'y repérer. « Nous avons à peine le temps de repérer les défauts et les qualités d'un dispositif qu'il est déjà remplacé par un autre », déplore Saïd Laouadi.

« Nous sommes coincés entre les demandes du quartier et les commandes des financeurs dont nous dépendons »

Pour placer ses demandeurs d'emploi, Saïd Laouadi ne se heurte pas qu'à la conjoncture économique. Les cités de Hem ont mauvaise réputation. Leur boulevard Laennec est connu dans toute la région pour être un marché de la drogue. Cet obstacle supplémentaire, largement dû à une « médiatisation excessive », exaspère Roselyne Derly, responsable d'une équipe de six travailleurs sociaux au sein de l'association de prévention spécialisée Promopop, financée par le conseil général pour suivre les jeunes en milieu ouvert. De cette attention permanente, les cités de Hem ont tiré des avantages qui finissent par les emprisonner. « Le quartier a bénéficié de toutes sortes de mesures, explique Roselyne Derly. Il fait l'objet d'un projet de développement social urbain (DSU). Il est zone d'éducation

prioritaire (ZEP) et site-pilote du Fonds d'action sociale. Il compte aussi un centre communal de prévention de la délinquance (CCPD). Ces kilomètres de dispositifs ont épuisé le quartier, qui, d'une certaine manière, a fini par en vivre. Les associations de jeunes ont bien compris le truc : elles font le tour de tous les intervenants pour financer leurs activités. Les élus en viennent à leur reprocher ce à quoi ils les ont si longtemps poussés. »

Ces corsets, ficelés par l'État ou des collectivités pensant bien faire, finissent par couper la respiration locale. « Nous nous retrouvons coincés entre les demandes du quartier et les commandes sociales des financeurs dont nous dépendons, ajoute-t-elle. Une enveloppe budgétaire est attribuée au quartier en vertu de tel ou tel plan. Alors il faut que chaque association monte des projets à la va-vite pour se partager le gâteau. Les dispositifs tombent du ciel, parfois pour répondre dans l'urgence à un problème mis en avant par les médias. Comme s'il fallait, au plus vite, acheter la paix sociale. » Roselyne Derly reconnaît qu'entre 1977, date de son entrée dans la profession, et aujourd'hui, la tâche des travailleurs sociaux s'est singulièrement compliquée. « Nous ne disposons plus de l'outil emploi, qui existait encore il y a dix ans. A l'époque, il y avait du répondant du côté des jeunes. Aujourd'hui, la plupart n'ont aucune perspective. Ils ne sont en attente de rien. » Parfois, un jeune repéré par les éducateurs de Promopop est adressé à la CMAJO, qui l'envoie ensuite à l'association Hem Services-habitants (HSH). Jacky Dubois y dirige, depuis 1994, entre autres activités, des chantiers-écoles où des jeunes sans indemnités et des chômeurs de très longue durée tentent de se réadapter aux exigences d'un travail régulier. « Nous avions constaté que les sas traditionnels entre l'inactivité et le travail ne fonction-

naient plus, explique-t-il. Les jeunes nous arrivent sans avoir jamais vu personne travailler dans leur entourage. Ils n'ont aucun point de repère. Quant aux anciens, qui ont passé vingt ans à faire le même geste, il faut leur expliquer qu'ils doivent tout reprendre à zéro. » Se définissant comme un « pessimiste contrarié », il avoue douter souvent devant l'ampleur croissante de la tâche. « Parfois je suis tenté de me dire qu'il vaudrait mieux que cela explose. Mais, en 1968, nous savions à peu près dans quel sens traient les choses. Aujourd'hui, je ne vois plus ici ni la classe ouvrière ni ceux qui la représentaient. Dans un pays qui vote à 15 % pour le Front national, une explosion peut partir dans tous les sens. »

J. Fe.

Jérôme Fenoglio

## Les Minitel dorés du Palais de justice de Paris

SI JOUER est un passe-temps, le Minitel a inventé un jeu où le temps qui passe est maître de la partie. C'est le « serveur passif ». A ce jeu, proposé sur le 3615, le serveur et France Télécom sont toujours gagnants. Il présente des caractéristiques particulières : pas de devinettes ni de questions pièges, ni même d'écrans qui défilent. Le serveur ne fait rien, le joueur non plus. Il suffit de rester branché pour gagner des points. C'est le jeu le plus simple : plus la connexion est longue, plus il y a de points. Certes, la facture de téléphone est nettement plus élevée que la valeur des objets gagnés, mais c'est justement cette différence qui impose une règle non écrite : le joueur doit se servir d'une ligne téléphonique qui ne lui appartient pas. Le perdant, c'est-à-dire l'abonné, sera le seul à s'apercevoir qu'il doit y avoir, dans ce jeu, quelque chose de malhonnête.

En l'occurrence, l'abonné était... le Palais de justice de Paris. De 3 millions de francs en 1989, la note de téléphone est passée à 4 millions de francs en 1990 : 700 000 francs seraient imputables aux jeux sur « serveurs passifs ». Quant aux joueurs, c'étaient, pour la plupart, des employés de France Télécom qui travaillent à demeure dans le Palais. D'autres étaient au Sénat ou dans divers ministères. Rien qu'au Palais, la facturation détaillée a révélé quelques records, avec cent trente connexions d'environ dix heures et, même, deux connexions de dix-huit heures. Un Minitel ainsi surchauffé faisait gagner des bons d'achat, qui ont

été utilisés pour acquérir une pléthore d'appareils ménagers et de chaînes hi-fi. Inévitablement, cela devait finir devant un tribunal. Mais l'audience du mardi 1<sup>er</sup> octobre, devant la treizième chambre correctionnelle, n'a pas connu de véritables débats. Déjà sanctionnés par des mises à pied, les « joueurs » n'ont pas discuté les faits. Egalement poursuivis, les gérants du serveur n'ont pas caché qu'il s'agissait de gagner « le maximum d'argent », en prétendant qu'ils ignoraient que les connectés n'utilisaient pas leur propre ligne.

En fait, France Télécom a fait figure d'accusé. La défense a expliqué ne pas comprendre pourquoi l'opérateur, qui touche une part non négligeable dans les connexions, ne s'est pas aperçu que ce serveur fonctionnait à vide. Son représentant, spécialiste du « trafic atypique », a affirmé que l'on ne pouvait contrôler des milliers de serveurs, qui vont du jeu d'échecs au téléchargement de logiciels, même si ses services avaient bien eu un doute, en 1989. Les avocats se sont tout de même étonnés que France Télécom soit partie civile alors que, selon leurs calculs, même si l'on tient compte des facturations finalement remboursées au Palais de justice, l'opérateur serait encore bénéficiaire. L'affaire se dirige vers des écueils juridiques plus sérieux. En 1990, la Cour de cassation a jugé que l'utilisation abusive d'un Minitel sur la ligne téléphonique d'un tiers n'est pas une infraction pénale.

Maurice Peyrot

Ce que vous ferez du temps gagné ne regarde que vous.

**Paris Nancy**  
des trains plus rapides

Que ferez-vous de quelques minutes à vous en plus chaque jour ? C'est le moment d'y penser. Entre Paris et Nancy les trains deviennent plus rapides, avec des temps de trajet de moins de 2h45 pour près de la moitié d'entre eux. Ils s'adaptent également à vos horaires : il y a, par exemple, maintenant, 2 départs supplémentaires de Paris le matin, ainsi qu'un train toutes les heures entre 15h et 20h. Autant de changements qui vous font gagner un temps précieux, pour faire ce qui ne regarde que vous !

**A NOUS DE VOUS FAIRE PRÉFÉRER LE TRAIN.**

SNCF



# L'accusation, dans le procès des responsables de l'Eglise de scientologie, souffre de faiblesses

Aucune étude de la comptabilité de l'organisation n'a été établie lors de l'instruction

De nombreux adeptes et responsables de l'Eglise de scientologie ont défilé, mardi 1<sup>er</sup> octobre, devant le tribunal correctionnel de Lyon. Ils

ont expliqué les raisons de leur engagement et détaillé le fonctionnement de l'organisation. Les juges auront du mal à prouver l'existence d'une

escroquerie : comme l'a révélé M<sup>re</sup> Olivier Metzner, « aucune étude de la comptabilité n'a été établie » durant l'instruction.

LYON

de notre envoyé spécial

L'un est plombier et se sent « libre en tant qu'esprit ». Un autre est opérateur de recherche documentaire et a « découvert ses vies antérieures ». La révélation l'a stoppé net au seuil du bac



G2. Yves Veau, qui a dirigé le Celebrity Center de Paris, se dit désormais « plus purement catholique ».

Prévenus d'escroquerie ou de complicité, les adeptes et les responsables de l'Eglise de scientologie qui défilent, mardi 1<sup>er</sup> octobre devant le tribunal de Lyon, font tous état d'une « démarche spirituelle », d'une « quête de sens », pour justifier leur appartenance à l'organisation.

Ils expliquent qu'ils sont venus à la scientologie par petite annonce, par un test, ou par les écrits du fondateur Ron Hubbard. Puis ils ont suivi des « auditions » en diadème (400 francs pour quatre heures), ou en scientologie pure

(18 000 francs pour douze heures et demie), pour traquer leurs « zones de détresse ». Ils ont parfois acheté l'électromètre, un « heure » pour les experts, vendu 39 000 francs. Pour parvenir au stade de « clair », ils ont accepté la cure de purification, à base de séances de sauna et de prises de vitamines. Coût moyen : 30 000 francs. Les plus mordus sont allés en Floride ou à Copenhague pour des « cours avancés ». D'autres encore sur le Freewinds, le bateau de l'organisation : ils sont maintenant Operating Thetan (OT), de 1 à 8 sur l'échelle de leurs degrés de conscience.

« Ça vous a coûté cher ? », demande le président Lifschutz à une mère de famille « OT3 ». « Oui. En temps, en investissement, en intégrité. Financièrement, je n'ai pas compté. » « Qu'est-ce que cela vous procure d'être OT3 ? » « De la vérité », répond-elle.

A trop coller aux croyances, l'affaire sent le fagot. Or on ne juge pas des hérétiques. « Nous sommes uniquement là pour dire le droit », tonne M<sup>re</sup> Jean-Yves Leborgne, pour la défense. Mais le langage

des « clairs » est parfois obscur. En scientologie, on « manifeste », donc on contrôle, on dirige. D'anciens adeptes disent : on manipule. Les « ministres disséminent », c'est-à-dire prêchent les bonnes paroles hubbardiennes. Ils « secourent », autrement dit « sauvent de la ruine personnelle ».

L'organisation, d'ailleurs hiérarchisée, mais dont la hiérarchie administrative est indépendante des degrés spirituels, a ses « officiers d'éthique », veillant au bon respect du « code d'éthique », qui, s'il est enfreint, donne lieu à des « rapports de connaissance ». Elle a son « bureau des affaires spéciales », les scientologues préfèrent dire « des relations extérieures ». Elle expose son clergé : ses « auditeurs », baptisés « ministres », payés par allocations mensuelles de soutien de 2 000 à 4 000 francs.

« IL Y A DES APOSTATS »

Alors somment tout de même des fausses notes : à Lyon, apprend-on, on faisait signer aux adeptes une décharge « en cas de suicide ». D'ailleurs, affirme-t-on, on se méfiait particulièrement « des gens instables ». En scientologie, on ne

prend pas les personnes qui ont été abîmées par les psychiatres », explique Jean-Jacques Mazier, l'ancien président de la « mission » lyonnaise, sur le compte personnel duquel quelques chèques d'adeptes ont été encaissés.

Les questions fusent. Que pensent les prévenus des plaintes des parties civiles ? « Dans toutes les religions, il y a des apostats », dit le plombier. N'y aurait-il pas, au sein de l'Eglise de scientologie, obligation à suivre les paliers de l'ascension spirituelle ? « On ne peut pas forcer quelqu'un à s'améliorer spirituellement ». D'ailleurs, « on rembourse les services dans les trois mois, s'il y a mécontentement ».

Jean-Paul Chapelet, ancien président de l'Eglise de scientologie de Paris, aborde la comptabilité et le statut fiscal du mouvement. Précis, il cite des chiffres, ventile les recettes et les dépenses. Personne ne le contredit. M<sup>re</sup> Olivier Metzner, pour la défense, lance un pavé dans la mare : « Aucune étude de la comptabilité n'a été établie ! » Le président ne dément pas. L'accusation se tasse. On reste coi.

Jean-Michel Dumay

## Un « Monsieur sectes » va être nommé dans chaque région

L'Office culturel de Cluny est privé d'agrément

EN APPLICATION du rapport parlementaire sur les sectes, publié le 10 janvier 1996, Guy Drut, ministre de la jeunesse et des sports, a lancé, mardi 1<sup>er</sup> octobre, une campagne destinée à prévenir les jeunes contre les dangers des sectes. En premier lieu, des cycles vont être inscrits aux programmes de formation des personnels du ministère, des cadres et animateurs des organisations sportives et des mouvements de jeunesse. Le deuxième volet du plan de Guy Drut est le renforcement de l'information des jeunes eux-mêmes sur les sectes, à travers la circulation, dans les 1 300 « points d'information-jeunesse » de France, d'une cassette vidéo et d'un matériel pédagogique.

Enfin, la troisième action vise à fournir un dispositif d'écoute et d'aide au public des jeunes et des parents concernés. Chacune des vingt-deux directions régionales de la jeunesse et des sports devra se doter d'une « personne-responsable » (« Monsieur sectes »), qualifiée et formée. Le ministre a rappelé les risques de la lutte contre les sectes, notamment l'atteinte « à la liberté de pensée et de

conscience ». A cet égard, la mesure déjà la plus controversée concerne la surveillance des associations qui ont l'agrément du ministère, pour vérifier qu'elles ne sont « ni créées par des sectes ni noyautées par elles ». A ce propos, Guy Drut a annoncé le retrait de l'agrément donné à l'Office culturel de Cluny (OCC), qui figure sur la liste des 172 sectes dans le récent rapport parlementaire.

Cible des associations antisectes, l'OCC, mouvement socioculturel et communautaire religieuse en voie de reconnaissance par l'Eglise catholique, a été défendue par treize évêques, dans des lettres aux parlementaires et aux préfets. Le ministère reproche à l'Office culturel de Cluny son fonctionnement « non démocratique ». Déjà en 1982, l'agrément du ministère lui avait été retiré, mais une décision du Conseil d'Etat, en 1990, l'avait rétabli dans son droit. Ce nouveau retrait est intervenu sans aucune inspection des centres culturels de l'OCC, domiciliés au château de Machy, à Chasselay (Rhône).

H. T.

### CARNET

#### DISPARITIONS

■ ISABEL MARIE, psychanalyste et romancière française, est morte samedi 28 septembre d'un accident cardio-vasculaire, à La Villeneuve-au-Roi (Haute-Marne). Elle était âgée de cinquante-trois ans. Après des études de philosophie et de psychologie clinique, elle suit une analyse et se forme à l'Ecole freudienne de Paris, auprès de Serge Leclaire, Françoise Dolto et Jenny Aubry. Mariée au psychiatre et psychanalyste Pierre Marie, elle crée avec lui une clinique psychiatrique à Chaumont (Haute-Marne). Parallèlement à son activité d'analyste, Isabel Marie écrit quatre romans (*Armel*, D. Sagonne, 1985 ; *Les Gestes*, R. De Forges, 1989 ; *Vis-à-vis*, Idem, 1990). Le dernier, *La Bonne* (« Le Monde des livres » du 20 septembre), publié chez Grasset, figure sur la liste des prix Femina, Goncourt et Médicis.

#### JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du samedi 28 septembre sont publiés :

● Sous-préfets : un décret mettant fin aux fonctions de sous-préfet de Montmorency (Val-d'Oise), exercées par Xavier Péneau, ancien collaborateur d'Alain Carignon, placé en garde à vue (*Le Monde* du 28 septembre). Jean-Claude Giraud, sous-préfet d'Avesnes-sur-Helpe, est nommé sous-préfet de Montmorency.

● Laboratoires : un arrêté portant approbation d'un avenant à la convention nationale des directeurs de laboratoires privés d'analyses médicales. Cet avenant prévoit notamment que le directeur de laboratoire est tenu « de l'exécution des actes de biologie, d'observer la prescription et de s'abstenir de toutes investigations supplémentaires, sauf celles prévues par la nomenclature, ou les examens complémentaires nécessités par la constatation de résultats anormaux ».

● Observatoire : un arrêté portant création d'un Observatoire national des prescriptions et consommations des médicaments dans les secteurs ambulatoire et hospitalier. Cet observatoire, dont la mission est de recueillir, analyser et diffuser les informations relatives à ces sujets, est créé auprès du ministre chargé de la santé.

● Cultes : un arrêté fixant pour l'année 1996 le montant maximum de pension et le montant des cotisations du régime d'assurance-vieillesse et invalidité des ministres des cultes et membres des congrégations et collectivités religieuses.

#### NICHOLAS COLCHESTER

directeur de la rédaction de l'*Economist Intelligence Unit*, est mort mercredi 25 septembre. Il était âgé de quarante-neuf ans. Marié à une Française, Laurence Schloessing, fille de Jean Schloessing, actionnaire-fondateur du *Monde*, décédé en juin (*Le Monde* du 4 juin 1996), et directrice de la chambre de commerce française en Grande-Bretagne de 1983 à 1995, Nicholas Colchester était un des principaux animateurs d'un colloque franco-britannique qui rassemblait régulièrement les hommes d'affaires et les politiques des deux pays. Il espérait qu'un tel dialogue pourrait apporter une dimension supplémentaire aux difficiles relations transmanche qu'il croyait toujours dans le besoin d'être renforcées. En tant que chef du service étranger du *Financial Times* (1980-1986), et comme rédacteur en chef adjoint de *The Economist* (1989-1993), il a beaucoup contribué à l'esprit d'ouverture et aux convictions européennes - de plus en plus rares dans la presse d'outre-Manche - de ces deux publications. Son travail, et surtout ce qu'il a écrit sur le marché unique européen, s'est trouvé reconnu en 1993 lorsqu'il fut nommé officer of the British Empire.

#### AU CARNET DU « MONDE »

##### Décès

— M<sup>re</sup> Annick Bijon, son épouse, Jean-François et Anne-Marie, Catherine et Gérard, Emmanuel et Sylvie, Anne, ses enfants, Elise, Aurélien, Marjorie, Cécile, Ferdinand et Hugo, ses petits-enfants, Les familles Bijon, Fuchs, Gelman, Martin et Le Gall, ont la grande douleur de faire part du décès de

Claude BIJON, chevalier de l'Ordre du Mérite, président de l'ACEP,

survenu brutalement, le 30 septembre 1996, à l'âge de soixante et onze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée dans la chapelle du Flm du Camillel, le vendredi 4 octobre, à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes, mais des dons peuvent être adressés à l'ACEP (Association communautaire pour l'emploi et le partage), à la Loublie, BP 8020, 93067 Romain Cedex.

La Landinière, 83740 La Cadrière-d'Azur, Ambassade de France, Beyrouth (Liban), 86, rue Claude-Docem, 75012 Paris, 69, rue Saint-Blaise, 75020 Paris, BP 1221, 98843 Nouméa.

— Roland Amoussou-Guénou, avocat au barreau de Paris, ont la tristesse d'annoncer le décès de leur mère,

Marie-Thérèse AMOUSSOU-GUÉNOU, née NEVIS,

survenue le 26 septembre 1996, à Cotonou (Bénin), dans sa soixante-quatrième année.

Toute la famille Amoussou-Guénou, les familles alliées et amies sont unies dans la douleur.

Les obsèques et l'office religieux auront lieu à Cotonou, le jeudi 3 octobre.

— Grenoble, Paris.

Ses filles, Claude, Mélanie, Ses petits-enfants, Julie, Félix, Ses proches, ont la douleur de faire part du décès de

Laurent CHUZEL,

le 30 septembre 1996.

57, rue d'Orsel, 75018 Paris, 5, rue Nicolas, 75018 Paris.

— M<sup>re</sup> Madeleine Elmaleh, née Ghimel, Edmond Elmaleh et Marie-Cécile Dufour-Elmaleh, Sébastien, Lévy, Dufour, Thérèse Dupuis, Jean et Pierre Giraudet et leur famille,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Hervé ELMALEH, endocrinologue, membre de la Société française d'endocrinologie et diabétologie,

survenu le 30 septembre 1996, dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 3 octobre, à 9 heures. On se réunira à la 29<sup>e</sup> division du cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire part.

10, rue Oswaldo-Cruz, 75016 Paris.

— M. Jean Kahn, président du Consistoire central de France, et les membres du conseil, ont l'immense douleur d'apprendre le décès de

M. Claude KELMAN, membre d'honneur du Consistoire central de France,

survenu le 27 septembre 1996, en son domicile.

M. Claude Kelman a été durant des décennies la figure de proue du judaïsme français, à la tête de tous les combats pour la sauvegarde de la dignité du judaïsme en France, en Israël et partout dans le monde.

— Marianne et Fabrice Gille, ses enfants, Denise Epstein et ses enfants, Claude Gille, ont la douleur de faire part du décès de

Elisabeth GILLE,

survenue à Paris, le 30 septembre 1996.

Les obsèques auront lieu le vendredi 4 octobre, à 11 heures, au cimetière de Belleville, 40, rue du Télégraphe, à Paris-20<sup>e</sup>.

Ni fleurs ni couronnes.

26, rue du Commandant-Mouchon, 75014 Paris.

— Claude Cherd, Ex les Editions du Seuil ont la tristesse de faire part du décès de

Elisabeth GILLE, auteur et amie,

le 30 septembre 1996.

— Heureux les cœurs purs, car ils verront Dieu...

Fabrice Macé, son mari, Mélanie, sa fille, Henri et Eugénie Martin, ses parents, Alice Cherd, sa grand-mère, Yves et Chantal Macé, ses beaux-parents, Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

Catherine MACÉ, née MARTIN,

survenue le 27 septembre 1996, à Fontenay-sous-Bois.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 3 octobre, à 10 h 45, en l'église Notre-Dame-du-Chêne, à Virvilly (Yvelines).

L'information aura lieu le même jour, au cimetière de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), et sera précédée d'une prière au Relais Jean-XXIII (avenue Edouard-Vaillant, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14<sup>e</sup>), à 15 heures.

Catherine aimait les fleurs et les enfants. On peut faire un don à SOS-Enfants sans frontières (56, rue de Tocqueville, 75017 Paris).

44, avenue Rabelais, 94120 Fontenay-sous-Bois.

— Le pasteur Jacques Martin, Violaine et Henri Kichenin-Martin, Daniel et Marianne Martin, Jean-Marie et Jeannette Martin, Ariane Ben-Martin, ses enfants et petits-enfants, Marianne Elié, sa sœur,

font part avec tristesse du décès de

Jacqueline MARTIN-ÉLIÉ,

à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, le 30 septembre 1996.

Perdier-Menglon, 26410 Châtillon-en-Diois.

— Jean Duprey, Olivier Isidore, Victor-Henri Godder, Thierry Bergeron, ses associés, Frédéric Raczynski, Florence Bonaldi, ses associations,

ont la tristesse de faire part du décès de

Xavier de LA MORANDIÈRE, HEC 62, associé et gérant d'Adenis.

— Les familles LOUANCHI et CHAULET, remercient tous ceux qui ont témoigné de leur sympathie lors du décès de

Ame-Marie,

survenue à Alger, le 7 août 1996.

Une oblation aura lieu le samedi 12 octobre, à 15 heures, en l'église Saint-Médard, 141, rue Mouffette, Paris-9<sup>e</sup>. Tous ses amis y sont conviés.

— Une messe sera célébrée le samedi 12 octobre 1996, à 18 h 30, à l'intention de

Hélène MARIN,

en l'église Le Cœur-Immaculé-de-Marie, rue de Verdun, à Suresnes (92).

#### Anniversaires de décès

— Le 30 septembre 1993, disparaissant

William MILITAO.

Il reste présent dans le cœur de ses amis.

#### Séminaires

— La revue PASSAGES et l'Association des amis de Passages organisent un séminaire sur le thème :

« L'Écriture de l'Ést : redécouverte et dialogue sept ans après la chute du mur », le mardi 8 octobre 1996, dans les locaux de la revue Passages (17, rue Simone-Weil, Paris-13<sup>e</sup>), de 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.

Avec : Emile Malet, Annonin Lichon, Marie-Thérèse Vernet, Benoit Mustajaj, Michel Anoumar, Leon Sorova, Irak Niborski, Nicole Gabriel, Henri Minzies, Zofia Bobowicz, Virgil Timaeu, Bernard Ullmann, Adina Grimbou, Ivan Djuric, Lucia Chabela, Edgar Reichenmann, Marie-Claire Hook-Danmark, Anne Coldefy-Paucard, Luba Jurgensen, Andrei-Balint Kovacs, Hélène Bourgois.

Accès rue Simone-Weil : par le 79-83, avenue d'Ivry, 75013 Paris.

Réservation et inscription, tél. : 45-86-30-02 ; fax : 44-23-98-24.

CARNET DU MONDE

Télécopieur : 42-17-21-36

Téléphone : 42-17-29-94 ou 29-96 ou 38-42

**Le Monde DE L'ÉDUCATION**

Numéro d'octobre

28 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



# HORIZONS

ENQUÊTE

sectes,  
imé  
région

**L**E colis de La Poste contient dix cartouches de Marlboro. La jeune femme en ouvre une, allume sa première cigarette du matin et tire une bouffée de soulagement : à 10 francs le paquet au lieu de 18 chez le buraliste, « le vice redevient abordable ». Une semaine auparavant, la fumeuse, branchée sur Internet, avait passé sa commande à un « serveur » discret, qu'un ami lui avait signalé. Livraison et paiement sans bavure.

C'est le retour des beaux jours pour la contrebande des « blondes », que l'on avait un peu oubliée depuis la retentissante affaire du *Combinat* en 1952, qui avait impliqué le milieu marseillais et la mafia italo-américaine, mis en jeu énormément de grisbi, comme on disait à l'époque dans les polars d'Albert Simonin, et entraîné, pendant près de vingt ans, des règlements de comptes en chaîne et la mort d'une soixantaine de truands de divers calibres. Les fortes augmentations de taxes opérées dans les pays de l'Union européenne ont aujourd'hui ravivé les appétits. En Allemagne, le trafic a été multiplié par douze depuis 1991. Le gouvernement français vient d'annoncer aux fumeurs, qui paient déjà leur « vice » au prix fort - 40 % d'augmentation pour le paquet de Marlboro en trois ans -, une nouvelle hausse de 17 % sur les tabacs. A ce jour, les taxes atteignent 77,6 % du prix de vente au Royaume-Uni, 75,3 % en France, 72,9 % en Italie, 70,2 % en Espagne, 81,7 % au Portugal et 71,7 % en Allemagne.

Pour échapper à cet enfer fiscal, les contrebandiers déclarent que leur marchandise, destinée à un pays d'Afrique ou d'Europe de l'Est, est en transit. En réalité, ils font décharger leurs camions à Lille, Milan ou Séville. Depuis quelques mois, le transport international de cigarettes doit être obligatoirement déclaré aux frontières de la Communauté, mais les trafiquants font assaut d'imagination. En juin, on découvrait au cours d'un contrôle de viande bovine à Calais et à Dunkerque deux camions frigorifiques d'origine britannique transportant un million trois cent mille paquets de Winston fabriqués en Slovaquie. Fin juillet, dans les ports du Havre et d'Amsterdam, des sacs de résine synthétique dissimulaient trois conteneurs de Marlboro embarqués sur l'île d'Aruba aux Antilles néerlandaises à destination de Leixões au Portugal. Le 18 avril, à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), les douaniers ont saisi dans un camion à destination de l'Allemagne 16 tonnes de Golden American Filters dissimulées sous 2 tonnes d'oignons bulgares achetés en Pologne. Et on ne compte plus les doubles fonds, les plaques minéralogiques falsifiées, les faux cachets douaniers...

Le trafic des cigarettes est nettement moins risqué que celui des stupéfiants. Quand les contrebandiers se font prendre, leurs véhicules et leurs marchandises sont confisqués, et ils sont condamnés à une forte amende mais rarement à la prison ferme. Toutefois leur profit n'est pas négligeable. La cartouche de Marlboro est



## « Blondes » en contrebande

**La hausse généralisée des taxes sur les tabacs a eu pour conséquence de réactiver en Europe la fraude sur les cigarettes. Ce trafic, aux mains du grand banditisme, représente pour les Etats de l'Union une perte de recettes fiscales d'environ 25 milliards de francs**

« C'est que la Seita gère le monopole de la distribution à travers un réseau efficace de 36 000 débits qui font la chasse au concurrent malhonnête », explique Jean-Pierre Tribot, directeur aux relations extérieures de la Seita.

Si, en 1996, il y a bien eu quelques cambriolages de débits de tabac, et si l'Etat a dû subventionner des postes d'alarme, si une dizaine de camions de la Régie ont été volés et si des restaurants, des discothèques et de petits réseaux parallèles de banlieue en ont profité,

moyenne importance se structure : à Andorre, lieu traditionnel de fraude, les frontaliers ont affiné leurs méthodes. Quant à la plus importante partie du trafic, elle est désormais aux mains du grand banditisme. D'autre part, le progrès sert l'illégalité.

Si, via Internet ou le service postal, les petites livraisons peuvent se faire à domicile, les coins de rue à Séville, Catane ou Munich restent propices aux revendeurs à la sauvette. Pour l'approvisionnement des « grossistes », le transport se fait encore par mer, par avion depuis peu, et par la route au détriment du rail. Les camions sont équipés d'un matériel de cibiste, d'un scanner « policier » et sont précédés d'éclaireurs pour déjouer l'attention des gabelous. C'est que la course aux « blondes » irrégulières n'est pas de tout repos. Les récits de chasse en témoignent. En voici un, rapporté par la douane allemande :

« Il faisait nuit noire sur la frontière germano-autrichienne. Notre Audi suivait depuis 30 kilomètres un poids lourd qui roulait à bonne vitesse. Nous savions que le chauffeur devait s'arrêter sur un parking de l'autoroute, descendre du véhicule et s'éloigner en laissant la clé sur le contact. Quelqu'un devait alors conduire le camion à l'écart, et le ramener une heure plus tard sur le parking. Pendant ce temps le chauffeur devait l'attendre avant de reprendre le volant et de repartir. Nous suivions donc toujours à distance le poids lourd, qui s'apprêtait à ralentir quand, soudain, il a accéléré, franchi la frontière et s'est retrouvé en Autriche. Son « patron » l'avait prévenu à temps, par téléphone, dans sa cabine. »

« Ce procédé est largement connu des enquêteurs, et les malfaiteurs ne

sont pas toujours aussi chanceux », affirme Jean-Marie Fleury, un spécialiste de la DNRED (Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières) à Paris. Les spécialistes de la répression du marché noir du tabac ne doutent guère du rôle que jouent la mafia et le grand banditisme dans ce trafic. Les policiers belges et allemands en sont également convaincus. Le fait que, depuis la chute du mur de Berlin, les routes allemandes se soient ouvertes à l'Europe de l'Est, et que l'Union douanière instaurée dans la Communauté européenne ait supprimé les contrôles aux postes-frontières, a été du pain béni pour les organisations criminelles : elles pouvaient enfin étendre les mailles de leur filet. Leurs circuits sont aujourd'hui bien en place.

tements de l'ex-Berlin-Est les tonnes de cigarettes que leur fournissent des anciens de l'armée rouge devenus des piliers de la mafia russe qui règne sur la ville depuis le départ des troupes en 1994.

Dans « Cigarettes : trafic sans filtre », un reportage de télévision réalisé il y a quelques mois par deux Français, Bernard Vallot et Catherine Berthillier, un ancien lieutenant-colonel de l'armée de l'air, Alexandre Jitin, témoigne à visage découvert. Avant la chute du mur, les gradés organisaient déjà un important détournement du hors-taxa destiné aux simples soldats, censés consommer plus d'une cartouche par jour... Reconvertis dans la mafia russe, ils ont su donner de l'ampleur à la fraude, explique l'ancien officier. Cette organisation tient 60 % du marché clandestin des cigarettes en Russie.

C'EST autrement que se manifeste la malinise du crime organisé. Dans une étude récente, un cabinet de conseil américain, Tertulien Associates et Councellors, a souligné le lien existant entre la contrebande de tabac et le trafic de stupéfiants. Et, près d'une plage des Bahamas, des cartouches de cigarettes ont été découvertes flottant à côté de conteneurs de drogue. Drogue à l'import, tabac à l'export, les trafiquants ne rentrent plus à vide des Etats-Unis. Dans l'ex-Yougoslavie, on transporte les armes à l'aller et le tabac au retour. Philip Morris International, fabricant américain, a lui-même fait réaliser une étude qui conclut en faveur d'une baisse... de la fiscalité. Ce fabricant ne néglige aucun profit. « Il récupère en Allemagne, lisait-on dans le quotidien *Die Zeit* du 4 août 1995, les saisis de cigarettes pour l'usine d'incinération de déchets qu'il possède au Brandebourg avec Kraft Jacobs Suchard. »

En dépit des efforts douaniers, les saisies en Europe ne représentent que 5 % à 10 % du commerce illicite. On mesure donc l'importance des gains accumulés par les contrebandiers. Aussi, pour tenter de freiner le développement du trafic et assécher ces torrents de profit, le Canada vient-il de baisser fortement ses taxes sur les tabacs.

Danielle Rouard  
Dessin : Barbe

### Vingt-cinq pour cent des fumeurs italiens s'approvisionnent sur le marché illicite

achetée au fabricant 28,82 francs et revendue 180 francs sur le marché légal. On imagine donc ce que peut rapporter un trafic de 150 cartouches - la cargaison moyenne d'une voiture de tourisme -, ou de 1 100 cartons de 50 cartouches - la charge habituelle d'un camion -, ou celle, dix fois supérieure, d'un conteneur maritime. Selon la Task Force Cigarettes, une cellule de l'Uclaf (Unité de coordination de la lutte anti-fraude) installée à Bruxelles, chaque année, ce marché illicite grèverait de 25 milliards de francs le budget des Etats de l'Union européenne.

Déjà 25 % des consommateurs en Italie, 15 % en Espagne et au Portugal, 10 % en Allemagne et au Benelux, fument des cigarettes de contrebande. En France, ils sont moins de 3 %, car la Seita limite les dégâts. Cela ne représente que l'achat de 1 000 tonnes par an et un manque à gagner pour l'Etat de 800 millions de francs seulement.

« cela reste marginal », souligne M. Tribot. Cette même année, en Belgique, plusieurs entrepôts des Douanes ont été dévalisés... La France n'est donc pas un terrain favorable aux contrebandiers, mais la suppression du monopole des tabacs, souhaitée par les instances européennes, pourrait inverser la tendance. D'autant que le pays est devenu la plaque tournante du trafic illicite à partir des ports importateurs du Nord en direction des pays consommateurs de l'Europe.

Les services douaniers, qui réalisent ces derniers temps des saisies record de cigarettes, détruites ensuite ou revendues aux enchères, resserrent leur coopération en matière de renseignements et de filatures. C'est ainsi qu'en France, au cours des neuf premiers mois de 1996, 116 tonnes ont été confisquées, alors que, pour toute l'année 1995, on en avait seulement saisi 117 tonnes.

D'autre part, le trafic de

pas les contrebandiers, qui achètent toujours les « blondes » et, dans une moindre mesure, le tabac de pipe et les cigares aux fabricants américains. Marlboro pour la clientèle italienne, Winston pour les Espagnols. Ces achats illicites se font par l'intermédiaire de sociétés-écrans, comme la Sterling International, que les policiers de la douane allemande, le ZKA, ont récemment débusquée. Cette « boîte », bien organisée, « distributeur international d'un fabricant américain », ne se privait pas d'envoyer à ses « clients » quatre pages de renseignements sur ses différents produits, Merit, Salem, Winston, etc., avec teneur en nicotine, poids et prix. Elle confiait sa correspondance à une autre société, qui n'avait qu'un fax et qu'une

MOINS prisées et moins coûteuses, les « brunes » n'intéressent pas les contrebandiers, qui achètent toujours les « blondes » et, dans une moindre mesure, le tabac de pipe et les cigares aux fabricants américains. Marlboro pour la clientèle italienne, Winston pour les Espagnols. Ces achats illicites se font par l'intermédiaire de sociétés-écrans, comme la Sterling International, que les policiers de la douane allemande, le ZKA, ont récemment débusquée. Cette « boîte », bien organisée, « distributeur international d'un fabricant américain », ne se privait pas d'envoyer à ses « clients » quatre pages de renseignements sur ses différents produits, Merit, Salem, Winston, etc., avec teneur en nicotine, poids et prix. Elle confiait sa correspondance à une autre société, qui n'avait qu'un fax et qu'une

CANET 20 400  
Téléphone  
42-17-21-30  
Fax  
42-17-20-64  
ou 79-06-03-30



# Israël : les idées du Likoud en action par Zeev Sternhell

C'est pas l'ouverture du fameux tunnel qui relie à Jérusalem le mur des Lamentations au quartier musulman de la vieille ville qui est la raison véritable de la flambée de ces derniers jours. Certes, l'arrogance des nouveaux gouvernants, la volonté de bien montrer qu'il était le maître de la ville ont joué leur rôle, tout comme le blocus économique imposé aux Palestiniens. Le chômage, la misère, les incessantes humiliations et humiliations subies par la population ont contribué à la dégradation du climat.

Mais l'origine profonde du mal se trouve ailleurs : les Palestiniens comme les Israéliens ont fini par comprendre que les élections du 29 mai dernier furent une véritable contre-révolution. La victoire du nationalisme intégral n'a pas été un simple accident de parcours, mais un énorme malheur. Les forces aujourd'hui au pouvoir refusent d'appliquer les accords passés en ce qui concerne la ville d'Hébron. Mais de plus, le gouvernement de M. Nétanyahou manifeste clairement sa volonté de défaire autant que possible l'ensemble des accords de paix. En un mot, il s'agit d'enterrer, aussi rapidement que possible, l'esprit d'Oslo.

La droite nationaliste, laïque ou religieuse, considère le traité de paix qui consacre définitivement le partage de la Palestine comme une monstrueuse trahison. L'assassin de Rabin est sorti de ses rangs. Cette droite n'a pas gagné les dernières élections pour reconnaître les droits des Palestiniens à l'indépendance, mais précisément pour empêcher qu'un Etat palestinien ne voie le jour.

Pour les intégristes aujourd'hui au pouvoir, les documents signés dans la capitale norvégienne constituent une erreur fatale. C'est pourquoi il est dérisoire de les brandir à la face du leader du Likoud, et d'invoquer le droit international pour lui demander de les respecter.

La grande vulnérabilité des ac-

cords d'Oslo tient au fait que ceux-ci n'ont été conçus que comme un premier pas. Ils ne peuvent survivre que si la suite vient très vite. Leur importance historique réside dans le caractère révolutionnaire du principe qui les sous-tend : la signature de ces documents devait mettre fin à la guerre de cent ans que se font deux peuples aussi convaincus l'un que l'autre, et à juste titre, de leur bon droit.

Avec trente ans de retard, la gauche travailliste, qui jusqu'alors s'était elle aussi acharnée à refuser le fait palestinien, a fini par accepter l'idée que la guerre d'indépendance avait pris fin en 1949, avec la constitution de l'Etat d'Israël, et non pas en 1967, lors de la conquête de la Cisjordanie et du plateau du Golan. C'est pourquoi les territoires occupés lors de la guerre des six jours doivent être dans leur quasi-totalité échangés contre la paix et l'insertion d'Israël dans le Proche-Orient.

C'est précisément ici que passe la ligne de démarcation qui sépare aujourd'hui la gauche de la droite. Pour la première fois dans l'histoire du sionisme, les termes gauche et droite commencent à avoir un sens. Jusqu'à la poignée de main échangée sur la pelouse de la Maison Blanche entre Rabin, Pères et Arafat, la majorité des travaillistes s'accordait avec l'ensemble de la droite pour chercher à briser le mouvement national palestinien, et pour réclamer un pays aux frontières aussi étendues que possible. Tout au long de l'histoire du sionisme, tous les courants ne se différencient que sur les moyens à utiliser pour obtenir le tracé de celles-ci. Pour tous, le sionisme se définissait en termes de culture, d'histoire et de religion, sinon de mystique. Et le peuple juif en termes d'identité organique : une tribu qui se devait de s'unir et de se ranger derrière le pionnier qui avait pris la tête du combat pour la reconquête et le repeuplement.

C'est pourquoi les différences n'étaient, au lendemain de la

guerre de 1967, que tactiques, au sein de la gauche travailliste, entre les partisans du « compromis territorial » qui préconisait l'annexion d'une partie de la Cisjordanie occupée et la remise du reste entre les mains de la Jordanie, du roi Hussein, et les adeptes du « compromis fonctionnel » qui, eux, recommandaient une occupation sine die de l'ensemble des territoires avec autonomie locale pour la population. Même dans l'extrême gauche sioniste, des voix, et non des moindres, s'élevaient pour soutenir les nouveaux pionniers, souvent des intégristes fanatiques

Pour les intégristes aujourd'hui au pouvoir, les documents signés dans la capitale norvégienne constituent une erreur fatale. C'est pourquoi il est dérisoire d'invoquer le droit international pour demander au leader du Likoud de les respecter

partis à la reconquête d'Hébron, la ville de nos ancêtres, où Abraham s'est installé à son retour d'Egypte, des tombeaux des patriarches, de Rachel et de Joseph, et ainsi de suite, le tout au nom des droits historiques du peuple juif sur toute la terre d'Israël.

Pour bien comprendre toute la signification de la révolution mentale qui a permis aux accords d'Oslo de prendre corps, il convient de se rappeler que c'était le plus beau fleuron de la jeune génération travailliste, la génération des héritiers nés ou élevés dans le pays, destinée à prendre la relève des fondateurs, qui, au lendemain de la grande victoire de 1967, était partie à la reconquête, au nom d'une histoire trois fois millénaire.

C'est au gouvernement travailliste en place entre 1967 et 1970 que l'on doit l'installation des fan-

atiques du Bloc de la foi dans Hébron et la construction à ses portes du quartier juif de Kiryat-Arba. En 1975, ce sera au tour de Shimon Pérès, ministre de la Défense du premier gouvernement Rabin, de se porter au secours des colons sauvages des environs de Naplouse. Ainsi sera brisé le tabou de la non-colonisation de la Samarie. Rabin lui-même qui, jusqu'à sa victoire électorale de 1992, fut le leader des fauchons travaillistes, avait refusé tout au long de sa carrière d'envisager l'idée même d'une négociation avec l'OLP ou mesure le chemin parcouru.

Voilà pourquoi les accords

conclus avec le leadership palestinien de l'Union furent perçus comme un crime et frappèrent la droite de stupeur. Rabin devenait l'homme à abattre pour deux raisons. En premier lieu, en venant couvrir de son incontestable crédit de première autorité militaire du pays la reconnaissance de l'entité nationale palestinienne, il disait à ses compatriotes que les Palestiniens n'étaient pas un danger mortel pour leur pays et que l'on pou-

vait établir avec eux des rapports de coexistence pacifique. Ensuite, convaincu par l'effet d'accumulation produit par la guerre du Liban de 1982 et l'intifada, commencée en 1987, de la détermination des Palestiniens, le premier ministre se rangeait sans le dire expressément du côté de ceux qui établissaient une distinction claire entre les territoires conquis en 1949 et ceux qui sont tombés entre nos mains en 1967 : la prise des villes arabes de Jaffa, Lod et Ramle en 1948-1949 ne nous donnaient pas droit à Hébron et à Naplouse.

La guerre d'indépendance engendrée par le refus arabe de l'Etat d'Israël avait permis aux juifs, peuple martyr s'il en fut, de se construire un refuge ; maintenant, avec cinquante ans de retard, et après la reconnaissance par les Arabes du fait national juif, c'était au tour des Palestiniens de bâtir leur maison. Le vainqueur de la guerre de 1967 acceptait le principe de l'échange des territoires pour la paix et, à long terme, sans jamais le formuler ouvertement, la constitution d'un Etat palestinien.

Pour comprendre la politique de M. Nétanyahou, il suffit de lire le livre-manifeste publié par le leader du Likoud en 1993, *Une place au soleil*, dans sa traduction hébraïque et *A Place among The Nations* dans la version originale en anglais. Grandement aidé dans sa tâche par Dodi Gold, son actuel conseiller politique, et en fait son véritable ministre des affaires étrangères, le premier ministre ne cache rien de ses idées. Au contraire, il les expose bien haut des les toutes premières

pages de son livre : « Concrètement, la remise de territoires entre les mains de l'OLP signifie leur transfert aux forces du terrorisme et du fondamentalisme islamique. C'est ainsi que la suite de l'implémentation des accords d'Oslo produit l'encerclement d'Israël par une ceinture de bases terroristes islamiques dont le seul et unique objectif est l'anéantissement de l'Etat [d'Israël]. »

Pour l'auteur de ce livre, tous les Palestiniens se valent, les hommes d'Arafat qui, « pour tout ce qui est des objectifs comme des moyens à atteindre, ouvrent la voie aux extrémistes islamistes ». Tout ce livre n'est qu'un long cri d'alarme contre l'abandon des valeurs de base du sionisme, contre la décadence morale de la gauche, contre la descente vers l'abîme d'Oslo. Voilà qui est le grand pragmatisme de qui on attend l'application sans faille des accords du même nom.

Ce n'est pas le détestable processus de prise de décision du premier ministre qui est en cause, ni ses très discutables qualités de leadership, mais ses idées. Nous voilà revenus aux jours noirs de la guerre du Liban. La volonté d'aller de l'avant a disparu et pour faire prendre au pouvoir actuel le chemin de la paix, il faudra malheureusement un peu plus qu'un déjeuner à la Maison Blanche. Notre génération sera-t-elle définitivement condamnée à ce travail de Sisyphe ?

Zeev Sternhell est professeur à l'université hébraïque de Jérusalem (chaire Léon-Blum de science politique).

## Une méfiance légitime

par Léon Rozenbaum

Le mitraillement d'Israéliens par les policiers palestiniens chargés de maintenir l'ordre dans les zones autonomes, avec des armes fournies par Israël, qui ont fait quinze morts et soixante-dix blessés israéliens dont deux dans un état critique, et soixante-cinq tués palestiniens, constitue une violation d'une gravité exceptionnelle des accords d'Oslo.

Il est déjà parfaitement clair que l'ouverture du passage piétonnier de Jérusalem n'a servi que de prétexte. Une voie de sept mètres de long qui ne dérange personne, ne passe sous aucun feu saint, ne met rien ni personne en péril. Il s'agit seulement de faire desservir le tunnel piétonnier touristique qui longe le mur occidental du Temple hébreu de Jérusalem en permettant la visite de vestiges d'un palais des rois hébreux hasmonéens. Le tunnel a été aménagé depuis plus de dix ans en toute sécurité et avec le contrôle d'ingénieurs patentés. Comme le peuple français admire les vestiges du vieux Louvre, le peuple d'Israël renoue plus facilement encore avec son passé enfoui dans le sous-sol de sa capitale.

Yasser Arafat a parfaitement reconnu il y a deux jours devant son entourage qu'il recherchait en réalité un détonateur qui puisse ébranler les populations dont il a la charge et qui soit pimenté de connotations religieuses. Mais pour quel motif ?

Alors que le gouvernement de

M. Nétanyahou est en place depuis cent jours à peine, les conversations entre Israéliens et Palestiniens, interrompues depuis les sanglants attentats anti-Israéliens du printemps et jusqu'aux élections israéliennes, ont repris à plusieurs niveaux et avaient même enregistré de nets progrès concrets.

Les propos sempiternels sur le « blocage » par M. Nétanyahou du processus de paix relèvent de la pure manipulation

Entre autres résultats : c'est au terme de négociations et d'un commun accord que le redéploiement à Hébron avait été repoussé à une date ultérieure. D'autre part, plus de 50 000 Palestiniens sont de nouveau autorisés, après discussions entre les parties, à pénétrer chaque jour en Israël malgré le risque sécuritaire qu'ils représentent. En outre, non seulement une foule de hauts fonctionnaires et d'envoyés de l'administration israélienne rencontrent régulièrement les représentants de l'Autonomie, mais le premier ministre,

M. Nétanyahou et le ministre de la Défense ont rencontré en personne Yasser Arafat et conversent très souvent au téléphone directement avec lui.

Tout cela s'est déroulé alors que le nouveau gouvernement devait mettre en place ses hommes, et définir ses orientations précises face à une situation entièrement nouvelle qui pose des problèmes très ardu.

Dans ces conditions les propos sempiternels sur le « blocage » par M. Nétanyahou du processus de paix relèvent de la pure manipulation malveillante. Il est frappant de constater à quel point la plupart des médias occidentaux accablent ce mensonge au mépris de la vérité.

Rien n'oblige pourtant ces organes d'information à adopter une rhétorique arabe fort répandue, selon laquelle « négocier » avec Israël signifierait obtenir la reddition sans condition de cet Etat souverain et la satisfaction de toutes les exigences arabes, sans exception. Le fait qu'une partie de l'opposition en Israël ait choisi de hurler avec les loups n'y change rien.

Ni Arafat ni les Arabes en général n'ont le monopole des frustrations et du désespoir. Beaucoup d'Israéliens auraient eu depuis longtemps et surtout depuis septembre 1993 d'excellentes raisons de céder au vertige de la violence.

C'est donc qu'Arafat a fait le froid calcul de peser par la violence sur le processus de paix. Lorsqu'un responsable politique au plus haut niveau donne cyniquement l'ordre de sacrifier des vies humaines juives et arabes pour obtenir des avantages politiques supposés alors qu'il siège à la table des négociations, c'est là une attitude parfaitement intolérable. Cela devrait tomber sous le sens commun et le sens moral de tout un chacun. Or une grande partie des dirigeants et des médias occidentaux produisent leurs encouragements à Arafat dans ses perversions. L'effet le plus probable de cette attitude sera une méfiance accrue et légitime des Israéliens, non seulement à l'égard d'Arafat en tant que dirigeant en tant que personne, mais même à l'égard de la crédibilité des principes définis à Oslo comme solution viable. Et pourtant, la paix au Proche-Orient demeure indispensable.

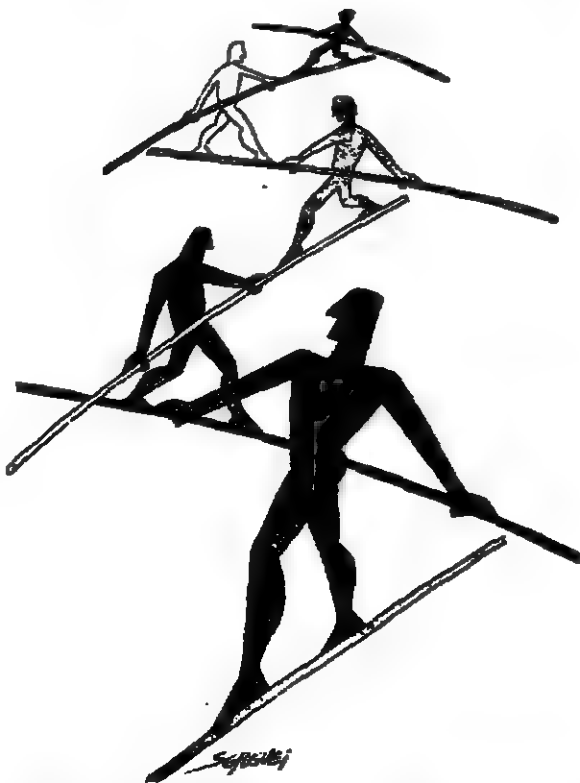
Léon Rozenbaum, avocat et notaire à Jérusalem, est président de la branche francophone du Likoud.

8<sup>e</sup> FORUM  
LE MONDE - LE MANS  
Tél. (16) 02 43 47 38 60

Vendredi 25, Samedi 26,  
Dimanche 27 Octobre 1996

PALAIS DES CONGRÈS ET DE LA CULTURE - LE MANS

Elisabeth BAUBAR  
Xavier BEAUVOIS  
Michel BORNANCIN  
Jean-Denis BREDIN  
Laurence COLLET  
Catherine COLLOT-THÉLÈNE  
Philippe CORCUFF  
Grégoire COTTEREAU  
Miguel DEFOIS  
Laurence ENGEL  
Françoise EWALD  
Alain FINKELKRAUT  
Elisabeth de FONTENAY  
Nathalie HEINICH  
Jean-Noël JEANNENEY  
August von KAGENIEK  
Régis LENOIR  
Jean MAUREL  
Olivier MONGIN  
Aquilino MORELLE  
Véronique MORTAIGNE  
Jean-Luc NANCY  
Edwy PLENEL  
Dimitri SALAS  
Alain Gérard SLAMA



DE QUOI SOMMES-NOUS  
RESPONSABLES ?

Organisé par  
le journal Le Monde, la Ville du Mans, l'Université du Maine

Le Monde

VILLE  
DU MANS

UNIVERSITÉ DU MANS



مكتبة المصطفى



# Le Monde

EDITORIAL

## TGV : signal d'alarme

**A**NNE-MARIE IDRAC, secrétaire d'Etat aux transports, a sommé, mardi 1<sup>er</sup> octobre, l'honneur du rail en matière de construction de nouvelles lignes TGV. M<sup>me</sup> Idrac, qui a souhaité retrouver un « équilibre entre le souhaitable et le possible », a annoncé un réajustement du programme de TGV, assorti d'un recours au train pendulaire. Le TGV-Est sera le premier équipement de ce type, nouveau en France.

Le choix du pendulaire revient à abandonner une technologie française, qui a fait ses preuves, au profit de projets déjà mis au point dans d'autres pays, comme l'Italie, alors même que la SNCF a longtemps repoussé le pendulaire, précisément par une sorte de « canalisation » technologique. Ce tête-à-tête stratégique n'efface pas la réussite du TGV qui, à ce jour, en France, enraye la chute de la fréquentation dont pâtissent tous les réseaux ferroviaires du monde.

En revanche, le TGV a poussé la SNCF à commettre deux erreurs : elle n'a eu d'yeux que pour cette technologie, oubliant son réseau classique et s'est lancée dans une politique tarifaire centrée sur la grande vitesse qui a indisposé une partie de sa clientèle.

ment des distances, avec Paris comme avec l'Allemagne. En outre, les élus locaux ont souvent, vis-à-vis du TGV, une sorte de révérence irrationnelle.

Pourtant, cette innovation n'a pas toujours eu, en matière d'aménagement du territoire l'effet attendu. Le TGV a favorisé le développement de métropoles dynamiques, comme à Rennes, mais il n'a pas enrayé le déclin des zones en difficulté, comme au Crensat.

Malgré tout, le recul du gouvernement - même atténué par Jacques Chirac, qui a tenu à rappeler que le TGV-Est reste une « priorité » - est symbolique d'une époque où la paupérisation de l'Etat et des collectivités locales vient contrecarrer une volonté politique malheureusement réaffirmée.

Certes, grâce aux investissements réalisés pendant les « Trente glorieuses », la France est l'un des pays européens les mieux dotés en matière d'infrastructures de transports. L'Hexagone ne connaît pas encore une dérive « à l'anglaise », marquée par un délabrement massif, qui s'aggrave d'année en année, des équipements publics. Mais la réduction drastique du programme de TGV est, de ce point de vue, une sorte de signal d'alarme.

## Le visionnaire largué par Philippe Bertrand



## Les Français « interdits » d'Internet ?

**COMPTERAIENT-ON** aujourd'hui six millions de Minitel en France si les premiers appareils n'avaient pas été offerts aux abonnés de France Télécom ? C'est bien peu probable. Or, Internet, le réseau mondial de communication télématique qui compte entre trente-cinq et cinquante millions d'utilisateurs et qui est l'objet quotidien de colloques, rapports et sondages, connaît un sort exactement inverse. La TVA maximale (20,6 %) appliquée aux ordinateurs et autres produits informatiques, met le « ticket d'entrée » sur le réseau télématique mondial aux alentours de 10 000 francs. Qui aurait payé ne serait-ce que le système pour acquiescer à un Minitel lorsque les services balbutiaient encore sur le réseau Téliet ?

Il n'est pas étonnant que la France fasse figure de lanterne rouge des grands pays industrialisés en matière de taux de connexion sur Internet. Pas plus de 1 % de ses foyers connaissent les joies et les déceptions des pionniers de la « toile ». Simple retard compensé par le capital Minitel ou vrai râteau d'un tournant historique ? La question ne peut plus être éludée. C'est l'ensemble des outils de communication, de la simple ligne téléphonique à la télévision par câble ou par satellite en passant par le téléphone cellulaire, qui se trouvent sous-employés en France. Même constat pour l'informatique. Les familles françaises

sont deux fois moins équipées d'ordinateurs que leur homologues américaines. Les entreprises n'échappent pas au sous-investissement. Les dépenses des sociétés américaines dépassaient de 50 % celles des entreprises françaises en 1994. Depuis, l'écart se creuse.

Il serait peut-être temps de ne plus considérer Internet comme un simple gadget anglo-saxon mais plutôt comme un révélateur. L'inappétence de la société française envers la communication au sens le plus large pourrait avoir de graves conséquences. Le XXI<sup>e</sup> siècle considérera sans doute la Minitel avec le respect que l'on doit aux dinosaures technologiques. France Télécom sera le seul, alors, à rêver à ces temps béni où les milliards de francs tombaient tout seuls dans son escarcelle. D'ici là, la question est de savoir quelle attitude la France va adopter face à deux enjeux majeurs.

**Industriel d'abord.** Après les errements anarchiques des débuts d'Internet, une véritable industrie est en train de naître. Quelle place y occuperont les entreprises françaises ? Alcatel et Matra, qui ont fabriqué les Minitel payés par l'Etat, ne sont pas présents sur le marché des ordinateurs. Est-ce pour cette raison que ces derniers sont si coûteux ? La bataille, qui se focalisait autour des ordinateurs personnels, va se déplacer sur le

terrain des ordinateurs de réseau, des appareils moins coûteux (environ 2 500 francs) et spécialisés dans la consultation d'Internet. Mais, là encore, les acteurs sont américains et japonais. Au-delà du matériel, ce sont tous les services qui risquent d'échapper à la France si son marché intérieur du trafic sur Internet ne se développe pas.

**INCITER SANS SUBVENTIONNER.** L'enjeu culturel n'est pas moins décisif. Consulte-t-on une encyclopédie sur Minitel ? Y visite-t-on des musées ? Y rencontre-t-on des correspondants répartis sur toute la planète ? Y lit-on le journal ? Ceux qui se lamentent aujourd'hui sur la domination de la langue anglaise pourraient plutôt s'interroger sur la faiblesse de la présence française. Car rien n'empêche de rendre accessible aux internautes tout le contenu de la Bibliothèque de France. Il suffit pour cela de numériser son contenu et de connecter cette banque de données au réseau mondial. Il n'existe pas d'instance américaine privilégiant l'anglais sur Internet. Mais personne ne va y transférer nos services Minitel à notre place. Une part importante du contenu francophone d'Internet est d'origine canadienne : preuve que, même avec les moyens modestes du Québec, il est possible d'exister sur le réseau télématique mondial.

La question de savoir si Internet a de l'avenir fait penser à celle que

certain ont dû se poser lorsque les automobiles tombaient sans arrêt en panne, quand les routes n'étaient pas encore goudronnées. Au même moment, la France est au contraire dans le peloton de tête pour... le taux de chômage. Y a-t-il un lien entre ces deux résultats ? La question n'est pas saugrenue. Lorsque le marché automobile faiblit, les mesures gouvernementales d'aides aux constructeurs (quotas, baisse de la TVA, primes) ne tardent pas. Faute de constructeurs d'ordinateurs grand public, est-il raisonnable de mettre Internet en position de faiblesse au point de rendre notre retard irrattrapable ?

S'agit-il de préserver, jusqu'en 1998, le pactole de France Télécom (10 milliards de francs de bénéfice en 1996) ? Ce calcul serait à courte vue. Sans doute ne serait-il pas raisonnable, dans la situation économique actuelle, de subventionner l'achat de micro-ordinateurs. Mais si cet équipement était enfin considéré comme un outil au moins aussi éducatif et culturel que ludique, peut-être pourrait-on réduire les taxes de produit de luxe qui pèsent sur lui. Le succès des opérations ponctuelles de promotion en grandes surfaces démontre que le prix demeure l'un des principaux handicaps à l'acquisition d'ordinateurs par les familles. N'est-il pas urgent de le lever ?

Michel Alberganti

## Quand le dollar découvre l'euro

Suite de la première page

L'euro peut-il constituer une menace pour la suprématie du billet vert ? La question n'a pas qu'un intérêt intellectuel. Le dollar, la seule vraie monnaie mondiale aujourd'hui, est l'une des armes, essentielle, de la domination des Etats-Unis sur l'économie de la planète. Elle permet par exemple aux Américains d'orienter le commerce mondial en fonction de leurs intérêts propres ou d'attirer, dans les conditions les plus favorables, les capitaux dont ils ont besoin pour financer leur économie.

En fait, si l'euro voit le jour, il deviendra effectivement un compétiteur pour le dollar. Il pourrait concurrencer le billet vert dans chacune des fonctions que ce dernier remplit comme seule véritable monnaie mondiale.

Première fonction : celle de monnaie de réserve. Les banques centrales de tous les pays du monde ont dans leurs coffres des dollars, beaucoup de dollars, car elles ont confiance dans la monnaie américaine. Elles ont commencé, au début des années 70, à diversifier leurs réserves en accumulant aussi des deutschemarks. Mais, globalement, les dollars représentent toujours plus de 60 % des réserves détenues dans le monde. « A moyen terme, l'euro sera nettement mieux placé que le deutschemark pour défer le billet vert », estiment les économistes de la Commerzbank.

Autre fonction : l'instrument de placement. Avec sa monnaie, l'Europe pourra se doter d'un vaste marché financier unifié, liquide et attractif. Les grands investisseurs internationaux, asiatiques entre autres, seront tentés d'acheter, par souci de diversification de leurs portefeuilles, des titres européens émis en euros, des bons d'Etat ou des actions de sociétés. Le marché obligataire européen représente au moins 40 % de son équivalent américain. « Il est possible que l'euro rattrape le dollar comme monnaie d'émission sur les marchés internationaux de capitaux », expliquait à Washington Hilmar Koper, le patron de la Deutsche Bank.

**POSSIBLE RÉÉQUILIBRAGE**

Le dollar est aussi l'instrument de facturation très largement dominant dans le commerce mondial. Les échanges entre la France et la Chine se règlent en monnaie américaine. L'euro pourrait venir changer la donne. Il sera utilisé d'abord dans tous les échanges intra-européens. Mais il pourrait être utilisé aussi par des pays tiers, ceux d'Europe de l'Est d'abord, par exemple. Le billet vert est enfin la monnaie dans laquelle la plupart des prix mondiaux de référence s'expriment : ceux du pétrole comme ceux du maïs. Là aussi, à plus long terme sans doute, la situation pourrait changer.

L'euro, monnaie de la principale puissance économique et commerciale du monde, pourrait donc constituer une menace pour la suprématie du billet vert. A l'instar de M. Koper, la plupart des experts

estiment néanmoins que « le dollar américain conservera pendant longtemps encore son rôle dominant, l'euro devenant de plus en plus nettement le véritable numéro deux ». Il devrait donc y avoir en réalité un rééquilibrage autour de trois monnaies : le dollar, le yen et l'euro.

Les Américains veulent bien aujourd'hui en apprécier l'ampleur. Il ne faudrait pas, à leurs yeux, que ce rééquilibrage remette en cause leur capacité d'emprunt et leur domination de l'« industrie » financière mondiale. Au Trésor américain, Robert Kahn, un homme proche de Larry Summers, le secrétaire aux affaires économiques internationales, a été chargé de bien apprécier le risque.

Attractif, l'euro n'aura-t-il pas ensuite tendance à s'apprécier vis-à-vis du dollar, à être en permanence surévalué par rapport à la devise américaine ? C'est là la crainte qu'expriment déjà, par anticipation, certains responsables politiques français et de nombreux experts. Ceux de la Commerzbank par exemple, écrivent, dans une de leurs notes récentes que « si l'euro est au moins aussi fort que le deutschemark, son rôle international sera à l'évidence plus important que celui du deutschemark, ce qui tendra à le faire monter vis-à-vis du dollar, du yen et du franc suisse, au grand dam des exportateurs européens ».

**IMAGINER UNE COHABITATION**

Un autre élément pourrait pousser à la hausse, puis à la surévaluation, l'euro : c'est la quête de crédibilité dans laquelle la banque centrale européenne devra s'engager. Cette jeune institution devra en effet, dès le démarrage de l'union monétaire, convaincre les marchés financiers de son autorité et de sa capacité à assurer la stabilité des prix, son seul objectif d'après le Traité de Maastricht. Pour cela, la Banque centrale européenne pourra être tentée par la surévaluation et avoir intérêt à entretenir, comme instrument de lutte contre l'inflation, un euro surévalué.

Le risque existe, mais, comme le fait remarquer la Commission de Bruxelles, il ne doit pas être surestimé. En effet, une fois l'euro créé, la parité entre l'euro et le dollar aura beaucoup moins d'importance pour l'économie française et pour l'économie européenne dans son ensemble que n'en ont actuellement les relations entre le franc et le mark d'une part et le billet vert de l'autre.

Unifié, le continent européen se trouvera en effet peu ou prou dans la même situation que les Etats-Unis aujourd'hui, celle d'une grande puissance peu dépendante de la valeur externe de sa monnaie. Avec l'euro, les Européens pourront découvrir les charmes du *benign neglect*, de la négligence vis-à-vis de l'extérieur.

Appelé à commenter, lundi 30 septembre, devant l'European Institute, la perspective de l'euro, Robert Kyle, le conseiller spécial du président Clinton chargé des questions économiques internationales, expliquait qu'il préférerait « laisser ses voisins se parler, les Européens, se disputer ensemble plutôt que de donner son avis ». L'euro ne conduit pas pourtant qu'à de petites chamailleries familiales internes à l'Europe. Il est aussi un défi pour l'ensemble du système financier international. La cohabitation entre l'euro et le dollar contraindra certainement, un jour, à un nouveau dialogue, difficile sans doute, entre le Vieux et le Nouveau monde.

Erik Izraelczewicz

(Cette analyse, envoyée de Washington, est dédiée à François Renard, notre confrère disparu le 28 septembre. Elle a été provoquée chez lui, sur un sujet qu'il maîtrisait mieux que nous, des questions et des critiques. Elles nous manquent.)

## RECTIFICATIF

**CANTONALE PARTIELLE DE NICE**

Contrairement à ce que nous avons écrit, Bruno Miraglia, conseiller général RPR et candidat malheureux à l'élection cantonale partielle des 22 et 29 septembre dans le septième canton de Nice (Le Monde des 25 septembre et 1<sup>er</sup> octobre), a, après son échec au premier tour, apporté son soutien au candidat officiel du RPR, Jean Masséna, pour le second tour.



de ce plan dépendra des recettes futures d'Eurotunnel. ● LES MÉSAVENTURES du tunnel remettent en cause le financement entièrement privé des infrastructures.

Les actionnaires de la société concessionnaire du tunnel sous la Manche évitent la faillite. Ils doivent, comme les 225 établissements créanciers, approuver ce plan. Le redressement financier dépendra des performances commerciales de l'entreprise

En réalité, on ne connaîtra le gagnant de ce plan de reconstruction que dans plusieurs années. La reconstruction a été établie sur des prévisions de recettes futures d'Eurotunnel. Si la réalité se révèle inférieure aux prévisions et que la guerre des prix continue de sévir sur le trafic transmanche, le plan de remboursement des banques sera difficile à tenir. L'action Eurotunnel stagnera pendant de longues années. Les intervenants assurent toutefois que ce plan doit éviter toute recrudescence. Dans l'entourage d'Eurotunnel, on espère que le marché saluera favorablement le plan de reconstruction. Mais on estime qu'une envolée du cours de Bourse - l'action cotait vendredi 27 septembre 9,15 francs avant sa suspension - ne serait pas justifiée.

Ar. L.

**14 sept. :** Eurotunnel cesse de rembourser ses banquiers pour une période de 18 mois.

**13 fév. :** Le tribunal de commerce de Paris prononce deux mandats de Robert Badier et Lord Wolleson pour contester les intérêts des banquiers et d'Eurotunnel.

Yves Lecoq / Ovale  
IGY Euroart et  
multiples studios  
de valeurs  
matérielles

**5 ans et plus bas  
historique**

**4,84 F**

27 jours : Les  
conjointes  
individuels  
obtiennent  
la minorité  
de blocs  
à l'assemblée générale

à une société créée *ex nihilo*. Le projet - qui sera introduit en Bourse en 1997 - sera centré autour d'actionnaires forts, associés à son financement, sa construction et son exploitation. On y retrouve Virgin, présidé par le flamboyant Richard Branson, le groupe d'ingénierie américain Bechtel et la banque d'affaires britannique SBC Warburg. La conces-

999 ans, contre 65 ans seulement pour Eurotunnel. Surtout, l'état britannique n'hésite pas à subventionner ce projet de 3 milliards de livres (plus de 24 milliards de francs) à hauteur de 1,4 milliard pour en assurer la viabilité financière.

**Arnaud Leparmentier**

## Antique du tout-TGV

en concentrant sur ce projet les ressources financières apportées par le programme de recherche et d'innovation dans les transports terrestres.

Ce train permettra d'associer la technologie de la grande vitesse, développée par la France, et celle du train pendulaire, maîtrisée par les industriels allemands, et italiens, qui permet, grâce à l'inclinaison du train dans les virages, de conserver une vitesse moyenne plus rapide que celle d'un train classique. Le principal avantage de ce train hybride est d'être capable de rouler à 300/350 km/h sur les lignes nouvelles à grande vitesse et à 200/220 km/h sur les lignes existantes. Les constructeurs de matériel, GEC-Alsthom en tête, ont promis un prototype pour fin 1997 et des matériels de série pour l'an 2000.

# Une histoire mouvementée

**EURO  
TUNNEL**

en francs

Nov. 87 : Émission publique à 35 F

10 déc. : 1<sup>re</sup> cotation

25 F

Mai : Cours le plus élevé

128 F

Avenant des clauses des droits de construction

Nov. : Augmentation du capital et des parts

1<sup>er</sup> déc. : Junction définitive sous la Manche

10 déc. : Transfert au contrôle de TML à Eurotunnel

29 déc. : Concession prolongée de 33 à 85 ans

6 mai : Inauguration - Joli : nouvel appel aux actionnaires, le besoin de financement a plus que doublé depuis 1987

27 juil. : Nouvel accord financier entre Eurotunnel et les constructeurs suédois, rattrapage de 12 milliards de francs

25 juil. : Ouverture commerciale pour le fret

14 sept. : Eurotunnel cesse de rembourser ses banquiers pour une période de 18 mois

13 fév. : Le tribunal de commerce de Paris nomme deux médiateurs Robert Bodinier et Lord Wakeham pour concilier les intérêts des banques et d'Eurotunnel

1997 déc. : Ouverture du IGV Eurostar et plus de 100 millions de passagers par semaine

S'avère le plus bas historique

-4,84 F

27 juin : Les actionnaires individuels obtiennent la majorité de blocage à l'assemblée générale

- 2 avril 1985 : Appel d'offres pour la construction d'un port fixe international.
- 20 janvier 1986 : François Mitterrand et Margaret Thatcher lancent le projet Eurotunnel.
- 14 février 1986 : Arrêt de la Cour de cassation sur l'appel Eurotunnel.
- 29 juin 1987 : Remboursement anticipé de l'accord.

à une société créée ex nihilo. Le projet - qui sera introduit en Bourse en 1997 - sera centré autour d'actions fortes, associées à son exploitation, sa construction et son financement par le flamboyant Richard Branson, le groupe d'ingénierie américain Bechtel et la banque d'affaires britannique SBC Warburg. La concession accordée est d'une durée de 999 ans, contre 65 ans seulement pour Eurotunnel. Surtout, l'Etat britannique n'hésite pas à subventionner ce projet de 3 milliards de livres (plus de 24 milliards de francs) à hauteur de 1,4 milliard pour en assurer la viabilité financière.

inauguration n'a eu lieu qu'en mai 1994 et le tunnel n'a réellement ouvert ses portes que fin 1994. Ce retard, relativement minime pour un chantier de cette ampleur, a provoqué une perte définitive de chiffre d'affaires et une augmentation des frais financiers d'une vingtaine de milliards de francs.

La société a fait des projections de trafic et de recettes irréalistes : sans expérience de la gestion des infrastructures et du marketing des voyages, elle croyait bayer les fers. Elle s'était en fait prévu la guerre des prix qui sévissait sur le trafic transmanche et qui ferait baisser son chiffre d'affaires.

Les Etats portent aussi leur part de responsabilité. Obsédés par la sécurité dans le tunnel, la conférence intergouvernementale de sécurité se fait chaque jour plus exigeante, l'ouvrage devant résister à toute catastrophe ou attentat. Mais elle n'apporte pas de contreparties

LE TGV n'est pas mort, mais le programme de construction de 2 300 kilomètres de lignes nouvelles va être rééchelonné pour des raisons d'économie. Cette révision remettra notamment en cause le TGV-Est : les industriels français vont devoir intégrer une nouvelle technologie, dite pendulaire, et c'est la ligne rapide Paris-Strasbourg qui l'expérimentera. Elle sera réalisée par tranches successives, les échelons restant à préciser. Invité à clore, mardi 10 octobre, le colloque de l'Institut d'histoire de l'industrie sur « l'ambition TGV », Anne-Marie Idrac, la secrétaire d'Etat aux transports, a expliqué ce changement de doctrine : « Nous nous voulons aller trop vite en voulant tout, tout de suite. » Le gouvernement a chargé Philippe Rouvillois, ancien président de la SNCF, de proposer « une progression réaliste dans le temps et dans l'espace » du réseau à grande vitesse. Ce qui

conduira à réviser le schéma TGV de 1992 prévoyant la construction de 2 300 kilomètres de lignes nouvelles pour un coût de plus de 200 milliards de francs. Alors que, dans le nouveau contexte concurrentiel, la rentabilité financière des projets se situe entre 1 % et 3 %, le gouvernement explique que l'enveloppe financière allouée par les pouvoirs publics sera l'élément déterminant des programmes futurs », quelle que soit la créativité de l'ingénierie financière privée qui pourrait être appelée à la rescousse.

La secrétaire d'Etat aux transports a indiqué que le programme TGV était désormais « un projet pour une génération ». Anne-Marie Idrac préconise un « phaseage » des projets, c'est-à-dire une réalisation progressive par tranches avec optimisation des lignes existantes en attendant les nouvelles. Dans ce contexte, le gouvernement appuiera la mise au point du TGV pendulaire,

en concentrant sur ce projet les ressources financières apportées par le programme de recherche et d'innovation dans les transports terrestres.

Ce train permettra d'associer la technologie de la grande vitesse, développée par la France, et celle du train pendulaire, maîtrisée par les industriels allemands, et italiens, qui permet, grâce à l'inclinaison du train dans les virages, de conserver une vitesse moyenne plus rapide que celle d'un train classique. Le principal avantage de ce train hybride est d'être capable de rouler à 300/350 km/h sur les lignes nouvelles à grande vitesse et à 200/220 km/h sur les lignes existantes. Les constructeurs de matériel, GEC-Alsthom en tête, ont promis un prototype pour fin 1997 et des matériels de série pour l'an 2000.

**Christophe Jakubyszyn**

**Christophe Jakubyszyn**  
Lire aussi notre éditorial page 13



# Certains fournisseurs jugent excessif le contrôle des prix exercé par France Télécom

Les industriels demandent l'arbitrage du ministère de la poste

Des fournisseurs de centraux téléphoniques jugent trop poussés les contrôles de prix pratiqués par leur client, France Télécom. Cette prérogative

lui donnerait accès à des informations confidentielles. Le Syndicat des industries des télécommunications va demander à la direction générale de la

poste, l'autorité de réglementation, quelle conduite adopter à la suite de la transformation de France Télécom en société anonyme début 1997.

LES FABRICANTS français de centraux téléphoniques et de matériels de transmissions commencent à s'agacer des méthodes employées par leur principal client, l'exploitant téléphonique France Télécom, pour s'assurer de la «justesse» des prix qu'ils lui facturent. Ils s'approprient à saisir de ce problème la direction générale des postes et télécommunications (DGPT), l'organisme chargé de la bonne marche du secteur des télécommunications en France.

«France Télécom continue à se comporter comme une administration monopolistique», dénonce le PDG d'un constructeur de matériels destinés aux réseaux publics de l'exploitant, pour qui ce n'est pas, en soi, la pratique du contrôle de prix qui est critiquable, mais plutôt son étendue.

«Nous n'avons pas d'objection à laisser France Télécom accéder à nos comptes, compte tenu notamment de ce qui s'est passé dans l'affaire des surfacturations supposées d'Alcatel-CIT», souligne l'interlocuteur. «Mais cet accès donne aussi à France Télécom des informations sur les prix, les délais, ainsi que les niveaux de commandes que nous pouvons avoir avec certains de ses concurrents, comme la Générale

des saies ou Bouygues. Et cela est inacceptable.» Cette problématique intervient dans un contexte marqué par la perspective d'une nouvelle baisse des commandes, en volume, d'équipements pour les réseaux publics de France Télécom pour les deux années à venir. Examinée par l'ensemble de la profession jeudi 26 septembre, lors d'une réunion du Syndicat des industries des télécommunications (SIT), elle a été reformulée de façon un peu plus diplomatique pour la rédaction de la demande d'arbitrage qui va être adressée à la DGPT.

«C'est un contrat...»

Soulignant que France Télécom perdrait son statut d'exploitant public pour se transformer en société anonyme le 1<sup>er</sup> janvier 1997, puis placera une partie de son capital en Bourse en avril, le SIT interroge tout d'abord l'autorité de réglementation sur l'opportunité, dans ce nouveau cadre, du maintien des prérogatives de l'opérateur en matière de contrôle des prix sur ses fournisseurs français.

Dans l'hypothèse d'une réponse positive à cette première question — ce que le représentant d'un des industriels concernés considère comme «probable», 51 % du capi-

tal de France Télécom devant rester aux mains de l'État —, le SIT demande que soit examinée la possibilité d'étendre ce contrôle des prix à l'ensemble des constructeurs, y compris ceux d'origine étrangère.

«Le contrôle des prix nous est imposé par la loi, comme à toute entreprise publique qui passe des marchés», indique la direction de France Télécom, ajoutant qu'elle «ne voit pas de quelle façon il peut y avoir pour [elle] un avantage concurrentiel» dans la pratique de ces contrôles.

Soulignant que «si, dans l'avenir, la concurrence devient totale entre exploitants de services de télécommunications, ce qui va être le cas à partir de début 1998, mais aussi au niveau des fournisseurs d'équipements», la direction de France Télécom se montre ouverte à toute évolution: «Nous sommes prêts à nous inscrire dans un cadre contractuel avec les industriels, dans la mesure où la loi nous le permettra.» Le problème du contrôle des prix par France Télécom a été pendant de longs mois, en 1994 et en 1995, au cœur de l'affaire des surfacturations supposées d'Alcatel-CIT aux dépens de l'exploitant. La filiale française d'Alcatel a été accusée

de falsifier ses factures. Plusieurs mises en examen ont été prononcées à l'encontre de dirigeants de l'entreprise.

A la suite de cette affaire, France Télécom a modifié ses procédures. L'exploitant a abandonné les conventions sur trois ans négociées avec ses fournisseurs, à travers lesquelles les prix de vente étaient préalablement fixés, pour adopter un système d'appels d'offres.

L'effet de ce changement de méthode reste encore limité pour ce qui concerne les achats de centraux téléphoniques. France Télécom, qui se fournit chez Alcatel CIT et Matra MET, ne peut du jour au lendemain choisir un troisième fournisseur. La remise à niveau de ses équipements, prévue pour durer, ne peut être réalisée que par celui qui les a fabriqués, l'opérateur est donc piégé et poings liés.

Cette «dépendance» pourrait devenir dangereuse. Selon un expert du secteur, «il ne faudrait pas qu'en supprimant le contrôle des prix, les industriels puissent se montrer corrects au niveau des prix de vente de leurs équipements, mais se rattraper lorsqu'ils facturent les remises à niveau».

Philippe Le Cœur

# L'indice Dow Jones atteint un nouveau record historique

Le seuil des 5 900 points a été franchi

«TOUT EST pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles»: cette citation tirée du *Candide* de Voltaire s'applique parfaitement aux marchés financiers américains.

Le dollar continue à s'apprécier face à l'ensemble des devises, les taux d'intérêt à long terme baissent et Wall Street vient de battre un nouveau record mardi 1<sup>er</sup> octobre. L'indice Dow Jones a terminé la journée pour la première fois de son histoire au-dessus du seuil des 5 900 points. L'indice plus que centenaire affiche une hausse de plus de 15 % depuis le début de l'année, de 60 % depuis vingt-deux mois et de 740 % depuis quatorze ans. Il faut remonter aux années 20 — entre 1921 et 1929 — pour trouver des progressions d'une ampleur comparable.

La conjoncture semble, à la lumière des dernières statistiques sur l'économie américaine, exceptionnellement favorable. Après plus de cinq ans et demi de crois-

sance, l'activité reste soutenue et ne s'accompagne pas des tensions inflationnistes tant redoutées en situation de plein emploi. La peur d'une surchauffe de l'économie avait inquiété en août les marchés financiers américains. Cette crainte s'estompe.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à 30 ans est revenu mardi à 6,57 %, son niveau le plus faible depuis le 22 août. Il a profité de l'annonce, toujours mardi, d'un recul de l'indice d'activité du groupement national des directeurs d'achats américains à 51,7 % en septembre contre 52,6 % en août.

Le recul des taux à long terme s'est accéléré après la publication dans le quotidien australien *Financial Review* des commentaires du ministre des finances australien, Peter Costello, après une entrevue avec le président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan. Celui-ci aurait souligné qu'il n'y a pas de risque immédiat d'inflation aux États-Unis.

# Peugeot et Citroën baissent leurs prix à l'image de leurs concurrents

JACQUES CALVET, le président du directoire de PSA Peugeot-Citroën, qui avait réuni des journalistes, mardi 1<sup>er</sup> octobre, à l'occasion du Mondial de l'Automobile, s'est bien gardé d'annoncer clairement une baisse de certains de ses tarifs au 1<sup>er</sup> octobre. La question n'a pourtant pas manqué d'être posée. Avec la fin de la prime Juppé, le 30 septembre, et les révisions à la baisse des prix catalogues de ses principaux concurrents, à commencer par Renault, le sujet était d'actualité. En fait, comme les autres, les deux marques du groupe ont revu certains de leurs prix. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre, la ZX de Citroën coûte en moyenne 4 000 francs de moins, la Xantia, 5 000 francs, et la Saxo 2 600 francs de moins. La 306 Peugeot coûte en moyenne 5 000 francs de moins et la 406, 6 000 francs.

DÉPÊCHES

■ TAT : la filiale de British Airways en France devrait perdre 160 millions de francs en 1996, portant ainsi à 1,5 milliard le total de ses pertes sur trois ans, et devrait revenir à l'équilibre en 1997.

■ CHRYSLER : le constructeur automobile américain et le groupe allemand BMW vont créer une société commune pour la fabrication de moteurs en Amérique latine pour un investissement total de 500 millions de dollars (2,5 milliards de francs).

■ PLASTIC OMNIUM : les 300 salariés de l'usine de Brumy-Laboulle, près de Béthune (Pas-de-Calais), se sont mis en grève, à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT, mardi 1<sup>er</sup> octobre «face au refus de la direction d'augmenter les salaires».

■ ASSURANCES : les États-Unis et le Japon sont parvenus à un accord intérimaire sur la libéralisation du marché japonais des assurances aux termes duquel ils se donnent jusqu'au 15 décembre pour régler définitivement leur différend, a annoncé mardi 1<sup>er</sup> octobre Chardene Barshefsky, la représentante américaine pour le commerce.

■ SNCF : le trafic ferroviaire était toujours perturbé, mercredi 2 octobre, sur le réseau banlieue Paris-Est en raison d'une grève entamée dimanche à l'appel des syndicats CGT, CFDT, et FGAAC.

Ph. L. C.

# Les offres d'Alcatel et de Lagardère Groupe inquiètent les syndicats de Thomson

ALCATEL ALSTHOM? Lagardère Groupe? Le repreneur de Thomson SA, maison mère de Thomson-CSF (électronique militaire et professionnelle) et de Thomson Multimédia (électronique de loisirs), sera prochainement choisi par le gouvernement.

Dans l'attente de cette décision, les syndicats CFDT et CGC de Thomson SA ont décidé de se faire à nouveau entendre. Avec quelques revirements à la clé. Notamment à la CGC, qui s'appare à publier son point de vue dans la revue interne Thomson Magazine. Jugant qu'«aucune» des offres «n'est satisfaisante», le syndicat, qui soutient la privatisation, à condition qu'elle passe par un repreneur unique, privilège désormais «une partition franco-française», qui verrait «Matra racheter Thomson-CSF et Alcatel acheter Thomson Multimédia».

d'Alcatel après recapitalisation par l'État.

La CGC fonde sa proposition sur le sort que Lagardère Groupe et Alcatel Alsthom veulent réserver à Thomson Multimédia: cession au sud-coréen Daewoo pour le premier, association avec un groupe asiatique pour le second, qui pourrait ne conserver qu'une participation minoritaire. «C'est tout l'enjeu de la maîtrise mondiale des canaux d'information du futur qui se joue avec Thomson Multimédia», assure la CGC, pour qui cette société «doit rester française». «Un abandon ne manquerait pas d'avoir des conséquences désastreuses dans l'industrie européenne».

L'analyse est similaire à celle de la CFDT et de la CGT. «Ne pas avoir compris que le multimédia est un domaine de plus en plus stratégique serait grave», a expliqué,

mardi 1<sup>er</sup> octobre, la CFDT. A la différence de la CGC, la CFDT, tout comme la CGT, demeure opposée à la privatisation. Elle considère que «l'État aurait intérêt à arrêter le processus» et juge, de même que la CGC, que le vrai débat n'a pas eu lieu: quelles sont les ambitions dans le multimédia? Comment créer, à partir de Thomson, un leader européen de l'électronique? Pour les élus cégétistes, l'offre de Lagardère Groupe «est la plus mauvaise». «Matra est une PME monoproduit de l'armement, spécialisée dans les missiles, avec peu de compétences en électronique de défense», jugent-ils, dénonçant sa volonté de désengagement de SGS-Thomson, le fabricant de semi-conducteurs, dont Thomson-CSF détient 17 % du capital. Le syndicat souligne, par ailleurs, que Daewoo est «un nain

dans l'électronique grand public (2 milliards de francs de chiffre d'affaires contre 30 milliards pour Thomson), fortement endetté, assembleur de téléviseurs, et sur le bas de gamme, sans compétence dans le numérique et les écrans plats et courant les aides financières».

L'offre Alcatel Alsthom n'est pas jugée «toute rose» non plus par la CFDT. Le syndicat s'interroge sur les capacités financières et industrielles du groupe: «Peut-il assurer son offre alors qu'il a encore beaucoup de travail sur son activité télécommunications?» La CGC estime que l'on ne peut «pas parler de complémentarité des activités de défense de Thomson-CSF avec celles d'Alcatel», qu'il existe «des concurrences» et que cela pourrait se traduire par de «douloureuses restructurations». Ce dont convient la CFDT: «Quel que soit le repreneur, on sait qu'un plus un ne fera pas deux au niveau du personnel.»



La note d'information relative à l'offre publique d'achat des actions du Crédit Foncier de France par la Caisse des Dépôts et Consignations, agissant à la demande et pour le compte de l'État, rappelle que, du fait des pertes constatées au titre de l'exercice 1995, les capitaux propres du Crédit Foncier sont devenus inférieurs à la moitié du capital social. Cette situation l'oblige, par application de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et de ses statuts, à convoquer les actionnaires en assemblée générale extraordinaire, dans un délai de quatre mois après l'approbation des comptes, à l'effet de se prononcer sur la dissolution anticipée ou la poursuite de l'activité de la société.

Le Conseil d'administration du Crédit Foncier, dans sa réunion du 20 septembre 1996, a examiné les conditions dans lesquelles pourrait se tenir cette assemblée, compte tenu notamment de l'offre publique d'achat en cours et de la contestation judiciaire de l'approbation des comptes par l'assemblée générale ordinaire du 28 juin dernier.

Dans ce contexte, le Conseil d'administration a autorisé M. Le Gouverneur à demander en justice l'autorisation de reporter la convocation de l'assemblée générale extraordinaire d'un délai de quinze jours à un mois suivant la publication de l'avis de résultat de l'offre publique d'achat.

Le 30 septembre, le Président du Tribunal de Commerce a autorisé ce report. La date butoir a été fixée au 28 avril 1997.

Le Crédit Foncier rappelle que, en raison d'événements récents, le calendrier initial de l'offre publique d'achat est modifié:

- un recours a été formé devant la Cour d'appel de Paris, à l'encontre de la décision du visa par la Commission des opérations de bourse de la note d'information relative à l'OPA et à l'encontre de la décision d'ouverture de l'offre;
- le Conseil des Bourses de Valeurs a décidé de reporter la date de clôture de l'offre publique, initialement fixée au 4 octobre; un nouveau calendrier de réalisation de l'offre sera arrêté dès que sera connue la date à laquelle la Cour d'appel se prononcera.

C'est donc après la décision de la Cour d'appel, la clôture de l'offre et la publication de l'avis de résultat, que le Crédit Foncier convoquera les actionnaires en assemblée générale extraordinaire.

# SELECTIBANQUE

Le Conseil d'Administration réuni le 23 septembre 1996 sous la présidence de Christian SABBE a pris connaissance des résultats et de l'activité de la société au 30 juin 1996.

Données sociales en MF	1 <sup>er</sup> semestre 1996	Pro forma 1 <sup>er</sup> semestre 1995	1 <sup>er</sup> semestre 1995
Engagements nouveaux	177,2	301,9	301,9
Engagements nets	7.364,2	8.548,8	4.754,9
Produit net bancaire	38,3	48,3	29,4
Résultat sur créances douteuses	-26,4	-59,2	-15,0
Résultat net	17,6	6,1	48,2

La fusion à effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 1995 de SELECTIBANQUE avec MURABAIL, OPTIBAIL et SICORAIL, et au 1<sup>er</sup> janvier 1996 avec SOFAL crédit-bail immobilier, qu'a complété la prise de contrôle de SELECTIBAIL (ex-LOCABANQUE) et de SICOMAX ne permettent d'établir de comparaison qu'en raisonnant à périmètre identique (tel que figurant dans la colonne pro forma).

La production du semestre s'élève à 177 MF, dont 140 MF en crédit-bail. Ce ralentissement traduit la modestie des investissements immobiliers des entreprises, accentuée par le maintien d'une politique sélective excluant les opérations à faible marge.

L'encours net total est en recul de 1 185 MF (comparaison pro forma) du fait principalement de l'amortissement des anciennes opérations de crédit-bail Telecom — en hausse annuelle de 720 MF — avec ses conséquences sur le produit net bancaire.

La contraction de moitié de la perte sur créances douteuses concrétise les premiers résultats de la reprise en gestion par SELECTIBANQUE des encours externes acquis depuis l'année dernière.

Indépendamment de tout résultat exceptionnel, ces évolutions devraient prévaloir également au second semestre de l'exercice 1996.

Un prochain Conseil d'Administration examinera la suite à donner aux fusions projetées avec les filiales financières.



16 / LE MONDE / JEUDI 3 OCTOBRE 1996

ALAIN SARDE et FRÉDÉRIC BOURBOULON présentent

# LE FILM BERTRAND CAPITAINE

LE 16 OCTOBRE

CAPITAINE

photo: E. G. G.

Un événement  
Télérama

مكتبة المجلد



مكتبة الأهل

LE MONDE / JEUDI 3 OCTOBRE 1996 / 31

LE MONDE / JEUDI 3 OCTOBRE 1996 / 17

# LE MONDE DE NOMINER

## LE CONAN

France inter



■ LE DOLLAR était en hausse, mercredi 2 octobre, face à la devise japonaise et s'échangeait en clôture à Tokyo à 111,85 yens pour un billet vert, contre 111,40 yens mardi soir à New York.

■ WALL STREET a terminé pour la première fois de son histoire au-dessus des 5 900 points, mardi 1<sup>er</sup> octobre. L'indice Dow Jones a gagné 22,73 points (+0,39 %) à 5 904,90 points.

■ LA BOURSE DE LONDRES a battu un nouveau record en clôture mardi 1<sup>er</sup> octobre. L'indice Footsie qui regroupe les cent principales valeurs a terminé en hausse de 38,5 points, soit 0,97 %, à 3 992,2 points.

■ LE MINISTRE JAPONAIS des finances a déclaré mardi devant l'assemblée du FMI et de la Banque mondiale à Washington que la reprise était « clairement à l'œuvre » au Japon.

■ L'OR a ouvert en hausse, mercredi 2 octobre, sur le marché international de Hongkong, à 378,60-378,90 dollars l'once, contre 377,50-377,80 dollars l'once mardi à la clôture.

## LES PLACES BOURSIÈRES



## Fermeté à Paris

LA BOURSE DE PARIS était orientée à la hausse, mercredi 2 octobre, en fin de matinée. A douze heures, l'indice CAC 40 gagnait 0,70 % pour s'établir à 2 138,09 points. Il avait ouvert sur une progression de 0,45 %.

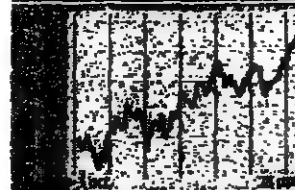
Le marché était assez actif, avec un chiffre d'affaires de près de deux milliards de francs.

Sur le Matif, le contrat sur les bons du Trésor à 10 ans était en hausse de 28 centimes à 125,36 points.

Les actions françaises profitent de la bonne tenue de Wall Street, la veille, où l'indice Dow Jones avait dépassé pour la première fois de son histoire le niveau des 5 900 points.

Les marchés américains avaient bien réagi à la publication de plusieurs statistiques indiquant un ralentissement de l'activité économique et éolonnant du même coup les perspectives d'un resserrement de la politique monétaire américaine. Les échanges étaient impor-

Indice CAC 40 sur un an



CAC 40 5 jours



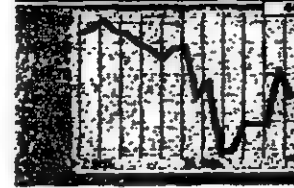
tants, mercredi matin, sur la BNP, portant sur 0,5 % du capital à la suite d'une application portant sur 500 000 titres et réalisée au prix de 196,20 francs.

## Marine Wendel, valeur du jour

MARINE WENDEL, l'actionnaire majoritaire de la CGIP en cours pour prendre le contrôle de Valeo, a gagné 1,6 % mardi 1<sup>er</sup> octobre à la Bourse de Paris. Le titre s'est inscrit en clôture à 440 francs. La valeur a notamment bénéficié de l'annonce par le gérant de fonds américain Templeton de l'acquisition de 5,99 % du capital de Marine Wendel. Templeton a déjà pris des participations significatives dans Pechiney, Ecco, Fives-Lille, le Crédit foncier

de France, Bail-Investissement ou les Galeries Lafayette. Depuis le début de l'année, l'action Marine Wendel a gagné près de 23 %.

Marine Wendel sur 1 mois



## Records à Londres et Wall Street

LA BOURSE de Tokyo a terminé en léger progrès, mercredi 2 octobre. L'indice Nikkei 225 a fini la séance sur un gain de 35,63 points, soit 0,17 %, à 21 498,60, le contrat décembre sur l'indice progressant de 10 points à 21 510.

Wall Street avait terminé pour la première fois de son histoire au-dessus des 5 900 points de l'indice Dow Jones mardi 1<sup>er</sup> octobre, grâce à une nette détente sur le marché obligataire, rassuré sur les risques d'accélération de l'inflation aux Etats-Unis. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a gagné 22,73 points (+0,39 %) pour terminer au niveau record de 5 904,90. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, a reculé à 6,87 %

par rapport à 6,92 % la veille. La Bourse de Londres a battu aussi un nouveau record en clôture, mardi, poussée à la hausse par le marché à terme, et par des chiffres américains atténuant les craintes de relèvement des taux d'intérêt aux Etats-Unis.

A Londres, l'indice Footsie a clôturé en hausse de 38,5 points, soit 0,97 %, à 3 992,2 points.

## INDICES MONDIAUX

	Cours au 01/10	Cours au 02/10	Var. %
Paris CAC 40	2138,09	2138,09	+0,45
New-York DJI	5885,15	5904,90	+0,39
Tokyo Nikkei	21463	21498,60	+0,17
Londres FT100	3907,30	3992,20	+0,23
Frankfurt Dax	2857,75	2868,30	+0,37
Paris CAC 40	2138,09	2138,09	+0,45
Bruxelles C20	2119,74	2119,74	+0,45
Bruxelles C20	2119,74	2119,74	+0,45
Milan MIB 30	972	972	+0,45
Amsterdam AEX	393,10	393,10	+0,45
Stockholm OMX	1614,27	1614,27	+0,45
Londres FT100	3907,30	3992,20	+0,23
Hong Kong Hang Seng	11921,20	11921,20	+0,45
Singapore Straits	2171,69	2171,69	+0,45

## NEW YORK

Les valeurs du Dow-Jones

	Cours au 01/10	Cours au 02/10	Var. %
Alcoa	60,12	60,12	+0,45
American Express	46,02	46,02	+0,45
AT & T	38,87	38,87	+0,45
Boeing	101,12	101,12	+0,45
Boeing Co	95,25	95,25	+0,45
Caterpillar Inc.	75,75	75,75	+0,45
Chrysler Corp.	62,25	62,25	+0,45
Coors Inc.	30,12	30,12	+0,45
Disney Corp.	62,50	62,50	+0,45
Du Pont Nemours & Co	89,75	89,75	+0,45
Eastman Kodak Co	77,50	77,50	+0,45
Exxon Corp.	65,12	65,12	+0,45
General Electric	62,25	62,25	+0,45
IBM	128,50	128,50	+0,45
Intel Corp.	42,87	42,87	+0,45
J.P. Morgan Co	86,50	86,50	+0,45
Mc Dowell Corp.	54,25	54,25	+0,45
Merck & Co Inc.	71,25	71,25	+0,45
Minnesota Mining & Mfg.	69,75	69,75	+0,45
Philip Morris	91,62	91,62	+0,45
Procter & Gamble Co	97,75	97,75	+0,45
Sears Roebuck & Co	44,37	44,37	+0,45
Tesco	54,25	54,25	+0,45
Union Carbide	45,75	45,75	+0,45
United Technologies	120,25	120,25	+0,45
Westinghouse Electric	17,87	17,87	+0,45
Woolworth	21,25	21,25	+0,45

## PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

	Cours au 01/10	Cours au 02/10	Var. %
HAUSSES, 12h30			
Alcoa	59,40	59,40	+0,45
Gr. Zellerbach	188	188	+0,45
DuPont (Ch. des)	152,50	152,50	+0,45
General Electric	62,25	62,25	+0,45
IBM	128,50	128,50	+0,45
Boeing (Ch. des)	97,10	97,10	+0,45
General Electric	62,25	62,25	+0,45
Opus France (L)	585	585	+0,45
Saurer-Albert	157,50	157,50	+0,45
S.A.	994	994	+0,45

## BAISSES, 12h30

	Cours au 01/10	Cours au 02/10	Var. %
BAISSES, 12h30			
Promagies Bel	460	460	-0,45
Noro-Si	138,50	138,50	-0,45
Sis. Loyall	112	112	-0,45
Catania Di (L)	91	91	-0,45
Agencia	86,40	86,40	-0,45
C.F.C.	406,50	406,50	-0,45
Oréal Lyonnais (L)	127	127	-0,45
Opus France (L)	585	585	-0,45
Norm & Co	254	254	-0,45
S.A.	994	994	-0,45

## VALEURS LES PLUS ACTIVES

	Cours au 01/10	Cours au 02/10	Var. %
SEANCE, 12h30			
Alcoa	60,12	60,12	+0,45
Boeing	101,12	101,12	+0,45
Boeing Co	95,25	95,25	+0,45
Caterpillar Inc.	75,75	75,75	+0,45
Chrysler Corp.	62,25	62,25	+0,45
Coors Inc.	30,12	30,12	+0,45
Disney Corp.	62,50	62,50	+0,45
Du Pont Nemours & Co	89,75	89,75	+0,45
Eastman Kodak Co	77,50	77,50	+0,45
Exxon Corp.	65,12	65,12	+0,45
General Electric	62,25	62,25	+0,45
IBM	128,50	128,50	+0,45
Intel Corp.	42,87	42,87	+0,45
J.P. Morgan Co	86,50	86,50	+0,45
Mc Dowell Corp.	54,25	54,25	+0,45
Merck & Co Inc.	71,25	71,25	+0,45
Minnesota Mining & Mfg.	69,75	69,75	+0,45
Philip Morris	91,62	91,62	+0,45
Procter & Gamble Co	97,75	97,75	+0,45
Sears Roebuck & Co	44,37	44,37	+0,45
Tesco	54,25	54,25	+0,45
Union Carbide	45,75	45,75	+0,45
United Technologies	120,25	120,25	+0,45
Westinghouse Electric	17,87	17,87	+0,45
Woolworth	21,25	21,25	+0,45

## PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

	Cours au 01/10	Cours au 02/10	Var. %
HAUSSES, 12h30			
Alcoa	59,40	59,40	+0,45
Gr. Zellerbach	188	188	+0,45
DuPont (Ch. des)	152,50	152,50	+0,45
General Electric	62,25	62,25	+0,45
IBM	128,50	128,50	+0,45
Boeing (Ch. des)	97,10	97,10	+0,45
General Electric	62,25	62,25	+0,45
Opus France (L)	585	585	+0,45
Saurer-Albert	157,50	157,50	+0,45
S.A.	994	994	+0,45

## BAISSES, 12h30

	Cours au 01/10	Cours au 02/10	Var. %
BAISSES, 12h30			
Promagies Bel	460	460	-0,45
Noro-Si	138,50	138,50	-0,45
Sis. Loyall	112	112	-0,45
Catania Di (L)	91	91	-0,45
Agencia	86,40	86,40	-0,45
C.F.C.	406,50	406,50	-0,45
Oréal Lyonnais (L)	127	127	-0,45
Opus France (L)	585	585	-0,45
Norm & Co	254	254	-0,45
S.A.	994	994	-0,45

## INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	Cours au 01/10	Cours au 02/10	Var. %
INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ			
Ind. SBF 120	1483,31	1483,31	+0,45
Ind. SBF 250	1426,77	1426,77	+0,45
Ind. Second Marché	1241,85	1241,85	+0,45
Ind. MidCAC	1241,85	1241,85	+0,45

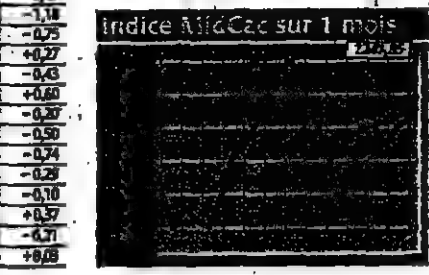
## Indice SBF 250 sur 3 mois



## Indice second marché sur 3 mois



## Indice MidCAC sur 1 mois

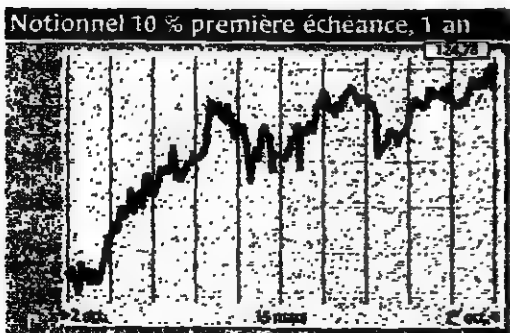


## LES TAUX



## Progression du Matif

LE CONTRAT notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en hausse, mercredi 2 octobre. Après quelques minutes de transactions, l'échéance décembre gagnait 12 centimes pour s'établir à 125,20 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6,07 %, soit 0,03 % au-dessus du rendement du titre d'Etat allemand de même échéance.



## LES TAUX DE RÉFÉRENCE

	Taux au 01/10	Taux au 02/10	Indice
France	3,37	3,37	2,30
Allemagne	2,94	2,94	1,60
Grande-Bretagne	5,69	5,69	2,70
Italie	6,12	6,12	4,30
Japon	0,47	0,47	-0,20
Etats-Unis	5,44	5,44	3,30

## MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

	Taux au 01/10	Taux au 02/10	Indice
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	4,51	4,51	101,47
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	5,58	5,58	102,99
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,94	5,94	103,87
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	6,24	6,24	105,96
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,81	6,81	105,75
Obligations françaises	6,28	6,28	104
Fonds d'Etat 3 TME	2,07	2,07	101,49
Fonds d'Etat à TRE	1,61	1,61	101,19
Obligat. franc. à TME	1,96	1,96	100,25
Obligat. franc. à TRE	0,10	0,10	100,42

## LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

	Actuel	Antérieur	Actuel	Antérieur
Jour le jour	3,695	3,695	3,695	3,695
1 mois	3,695	3,695	3,695	3,695
3 mois	3,695	3,695	3,695	3,695
6 mois	3,695	3,695	3,695	3,695
1 an	3,695	3,695	3,695	3,695

## MATIF

	échéance 01/10	volume	devenir	plus haut	plus bas	premier
NOTIONNEL 10 %						
Déc. 96	102,77	324,76	125,10	124,99	125,08	
Mars 97	254	124,86	124,86	124,82	124,92	
Sept. 97	251	123,58	123,58	123,56	123,66	

## PIBOR 3 MOIS

	échéance 01/10	volume	devenir	plus haut	plus bas	premier
PIBOR 3 MOIS						
Déc. 96	2288	96,38	96,38	96,37	96,31	
Mars 97	489	96,38	96,37	96,31	96,36	
Sept. 97	1284	96,34	96,34	96,34	96,16	
PIBOR 6 MOIS						
Déc. 96	621	96,01	96,01	96,01	95,96	

## CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

	échéance 01/10	volume	devenir	plus haut	plus bas	premier
CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40						
Oct. 96	899	2138	2138	2138	2127,50	
Nov. 96	12	2137	2137	2137	2132,50	
Déc. 96	591	2147	2147	2147	2138	
Mars 97	230	2156,50	2156,50	2156,50	2150,50	

## LES MONNAIES



## Hausse du dollar et de la lire

LE DOLLAR s'inscrivait en hausse, mercredi matin 2 octobre, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,5256 franc et 111,80 yens. Le yen, en particulier, était affaibli par les investissements réalisés à l'étranger par les gestionnaires japonais. Ces derniers choisissent de placer leurs capitaux en dehors du Japon, où la faiblesse des taux d'intérêt (les taux à trois mois se al-

lignent à 0,50 %) rend les investissements très peu rentables. En Europe, l'attention des investisseurs continuait à se porter, mercredi matin, sur la monnaie italienne. La veille, elle avait été victime d'importantes secousses à la suite des propos tenus par le président de la République Jacques Chirac sur l'avenir européen de l'Italie. Elle était tombée jusqu'à 1 002,50 pour un mark avant de se redresser pour s'échanger, mercredi matin, à 997,25 francs pour un mark.

## MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

	Cours au 01/10	Cours au 02/10
--	----------------	----------------



## RÈGLEMENT MENSUEL

**MERCREDI 2 OCTOBRE**  
Liquidation : 24 octobre  
Taux de report : 3,38  
Cours relevés à 12h30

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% diff.	Paiement des coupons
B.N.P. (T.P.)	890	—	—	- 0,44
C.L.Yonnais(T.P.)	1620	—	—	—
Renault (T.P.)	1208	—	—	—
Rhône Poulenc(T.P.)	1810	—	+ 0,58	—
Société Générale(T.P.)	1188	—	—	—
Thom S.A. (T.P.)	985	—	+ 0,60	—
Accor	656	—	+ 1,82	—
AGF Ass. Gen. France	144,50	—	+ 0,34	—
Air Liquide	765	—	+ 1,40	—
Alcatel Alsthom	638,80	—	+ 0,58	—
Axa	308,80	—	+ 0,19	—
Avolon	515	—	+ 0,77	—
Bell Investis.	751	—	+ 0,26	—
Banque (Cie.)	130	—	- 0,94	—
Bazar Hol. Ville	465	—	—	—
Bertrand Finance	785	—	+ 2,43	—
BIC	617	—	+ 1,85	—
BIS	595	—	- 0,58	—
B.N.P.	116,50	—	- 0,10	—
Sollone Techno.	445	—	+ 1,63	—
Borgalin	2331	—	+ 0,17	—
Boygues	460	—	+ 2,29	—
Cadex	2242	—	+ 1,12	—
Cip Gemini	222	—	—	—
Carbone Lorraine	—	—	- 1,29	—
Carrefour	2881	—	+ 1,21	—
Casino Guichard	238,60	—	+ 0,86	—
Casino Guichard C.A.D.	141,90	—	+ 0,07	—
Catostorms Di (J.P.)	951	—	- 2,10	—
C.C.F.	24	—	+ 0,60	—
COMEX (ex COMC) Ly.	48	—	—	—
Crest Ly.	486	—	—	—
CEP Communication	365,80	—	+ 0,31	—
Cerus Europ. Roum.	126,50	—	- 1,10	—
Cetaleum	1115	—	+ 0,86	—
OCIF	1190	—	+ 0,44	—
Chemours Int'l	757	—	+ 1,09	—
Christian Dior	672	—	+ 0,49	—
Ciments P.F. Privé	180	—	- 0,35	—
Cipe France Iy #	757	—	+ 2,72	—
Cliris	930	—	+ 0,57	—
Cie Méditerranée	570	—	- 0,24	—
Colfipol	232,90	—	+ 0,04	—
Colas	790	—	—	—
Compair Entrepri	16,16	—	—	—
Compair Mod.	248	—	- 0,16	—
Thom	412	—	+ 0,40	—

[illegible]

-1.29	Veronique	LVNH Most Vietnam	1122
-0.74	Wendy	LYonnet Ester	452.30
-1.05	Wendy	Marlene Wendel	440
+0.81	Wendy	Melacorp	51.85
+2.55	Wendy	Melrose Inter	14.10
+2.66	Wendy	McChell	269.30
+0.53	Wendy	Moniflex	91
+0.55	Wendy	Nord-Est	129
+0.88	Wendy	Nordion (WY)	649
+1.08	Wendy	NRI	350
+1.38	Wendy	OLUPAR	90.20
+2.09	Wendy	Parlane	391.58
-	Wendy	Pathe	200
+4.30	Wendy	Pennway	184.80
+0.24	Wendy	Pernod-Ricard	284.80
-1.55	Wendy	Peugeot	566
-1.28	Wendy	Pinnacle-Primelux	569
+1.76	Wendy	Plasma-Lux (Ly)	638
+0.64	Wendy	Primagot	539
+0.94	Wendy	Primopres	1386
-0.12	Wendy	Publicis	143.0
-0.07	Wendy	Remy Martin	795.10
-1.48	Wendy	Renault	123
+1.15	Wendy	Revel	1369
+0.63	Wendy	Rhone-Poulenc A	146
-0.77	Wendy	Rodent	24.80
+0.96	Wendy	Roussel Uclaf	1230
-	Wendy	Rue Imperial (Ly)	4613
-0.76	Wendy	Sade (WY)	182
+1.45	Wendy	Saint-Gobain	289
-0.48	Wendy	Saint-Gobain	699
-0.41	Wendy	Saure-Louis	1270
-0.33	Wendy	Salomon (Ly)	4543
+1.60	Wendy	Salvapar (WY)	380
+1.30	Wendy	Sancel	456
+2.78	Wendy	Sar	1685
-	Wendy	Saupeignes (NS)	740
-0.95	Wendy	Schneider SA	207.30
-1.78	Wendy	SCOR	310
+2.48	Wendy	S.E.B.	914
+4.85	Wendy	Seifring	370
+4.85	Wendy	SEITA	217
+0.53	Wendy	Selabs-Compap	73.10
+0.52	Wendy	SFIM	1036
+1.86	Wendy	SGE	92.30
+0.08	Wendy	Sidel	47.50
+1.10	Wendy	Sigora	37.80
-0.03	Wendy	S.I.T.A.	1080
-0.17	Wendy	Sils Rosignol	124.90
-2	Wendy	Sigora	458
+0.45	Wendy	Societe Generale	404
+1.40	Wendy	Soudeho	2495
-	Wendy	Sommer-Nilbert	133.90
-6.47	Wendy	Sophia	179
-1.30	Wendy	Spr Comptecardion	479
-1.40	Wendy	Stratford Pacem	405.80
+0.55	Wendy	Suez	205
+1.83	Wendy	Synthesabo	448.30
-0.58	Wendy	Tachip	477.20
+0.91	Wendy	Tachip-CSF	123.30
-	Wendy	Total	404
-	Wendy	UAP	105.70
-	Wendy	UPF Localbit	458
+1.08	Wendy	UGC DA (W)	240

[illegible][illegible][illegible]

COMPTANT		
Une sélection Cours relatifs à 12h30		
MERCREDI 2 OCTOBRE		
OBIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BICOF 9/8 91-02		109,35
CEPMF 5,75 88-97CA		109,35
CEPMF 9/8 89-99 CA		110,12
CEPMF 5,75 90-99 CA		110,12
CF 5,75 90-03 CB		121,45
CFP 6,65 92-05 CB		
CFP 10/8 88-08 CA		110,56
CFP 9/8 87-07 CA		104,66
CFP 10/2500-DICOM		114,04
CLF 8,95 88-00 CD		110,94
CLF 9/8 90-02 CA		109,66
CLF 9/8 92-07 CA		
CLF 8,65 92-04 CB		113,27
CRH 8,5/100-100		109,54
EDF 6,5/100-99 CA		111,71
EDF 6,5/100-04 CB		116,51
Emp.État 6769-97 e		101,76
		125,50

[illegible]

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Arbel	141	141
Bailly C.Monaux	485	485
B.N.P. Intercom	407,50	407,50
Bidardmont Ind	11	11
B.T.P. (Cie)	7,50	7,50
Chemins de Béry	339,50	339,50
Champer (Nv)	17,20	17,20
CIC Unibanc CIP	972	972
C.I.T.A.M. (CIP)	10,70	10,70
Cordouan Ind	850	850
Derby	475	475
Dixot Bostin	840	840
Exa Bauxite Ind	545	545
Est-Mag. Paris	625	625
Falco	29,20	29,20
Fidélité	944,10	944,10
F.I.L.P.	109,30	109,30
Fonclerc (Cie)	505	505
Fonclerc Buris	225	225
Fondlec	41,5	41,5
France L.A.D.	10,04	10,04
France S.A.	1295	1295
Frout. Paul-Renaud	2030	2030
Genefin	1158	1158

Transportation	925	530
Food	284	284
Alcohol	530	530
Other	54,30	54,30
Medical	140	140
Other	402	402
Other	8,90	8,90
Other	62,50	62,50
Other	1,20	1,20
Other	218	218
Other	231	231
Other	170	170
Other	615	615
Other	380	380
Other	435	435
Other	702	702
Other	219,70	219,70
Other	0	0
Other	3900	3900
Other	225,40	225,40
Other	1450	1450
Other	270	270
Other	390	390

\_\_\_\_\_

ÉTRANGERS	précéd.	cours
Aggr. Western Bank	136,60	136,60
Commerzbank AG	117,20	117,20
Flint Ind.	25	25
Gabest	17,80	17,80
Gold Fields South	147,60	147,60
Kuwait Corp.	27,90	27,90
Minerals Ind. ex-p.	106,50	106,50
Olympus Optical	19,95	19,95
Reichs.	42,40	42,40
Rodamco N.V.	143,80	143,80
Rothschi.	420,60	421,10
Sulway SA	3050	3110

ABRÉVIATIONS	
B = Bordeaux; U = Lille; L = Lyon; M = Marseilles	
Ny = Nancy; Ns = Nantes.	
SYMBOLES	
1 ou 2 = cotation de cotation - sans indication	
capital; 3 = cotation détachée; 4 = cotation	
a = offert; d = demandé; t = offre réduite;	
o = demandé réduite; c = contrat d'animation.	

## SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h30  
**MERCREDI 2 OCTOBRE**

VALEURS	précéd.	COURS
Actel (N4) #		30,50
APE #		500
Algis #		144,50
Albert SA (N4)	♦	132,50
Albran Techno. #		1402
Monistorgis P.Cem.		745
Asystem #		486,30
Banq. Picardie (B.I.)	♦	364
Banq. Tarnacand (B.I.)		281
Banq. Veritas		197,90
Banqueparibas #		144
BIM #		57
BIM 10 #		574
Bouillon (N4) #		229,80
Boissec (N4) #		345
But SA #		729
C&F SA		210
C.D.E. #		

CEP S	250
Comex (L)	106
CP	224
Comp. Bourso (M)	260
Dist. Diato 6	1330
IM CAF	191,20
Industrie	400
Imp. Euro. Tele-CET	400
Intermed. S.A.	239,50
A. Paris Normand.	348
A. Haute IDF	786
A. Life & Vitains	344
A. Obes CIO	262,40
Academy	37
Academy	457
Acromis (L)	438
Acro. Euro. Rapid	445
Acco. Tempo Ly	25
Acrop. Exotic (L)	65
Acrop. Exotic (L)	300
Acrop. S.A.	191
Acrochom	346
Acrochom	621
Acrochom	90
Acrochom	603
Acrochom	595
Acrochom	271
Acrochom	55,80
Acrochom	655

Chirotek (Lyd) #	36,10
GLN S.A.	320
Grainco Phosco #	700
Cere Grains & Lg.	140
Elmly #	148
Guertel	280
Hennies Internat. I#	1239
Hunt Dubois	675
ICI Groups #	191,30
I.C.C.	135
Infrafin	75,20
Int. Computer	105
IRMA	81,80
MS-Metropolis TV	455
Manitou #	480
Mazumi	445
Merle Brand	340
Milch-KuereProfr.	973
Moscow (Lyd)	182
Moscow (Lyd)	29
MCI Courier	76,45
Monsieur Jouet Lyl	75
Nal-Nal's	47
NASC Canada, Ny	665
Onak #	675
Prod. Products #	159
P.C.M.	19
Peak Boy #	52,85
Pochet	849
Prologon SIS (Nid)	230

Real E	488	100
Reynolds	116,50	100
Ryan's	100	100
Sears & Roebuck	1151	1151
Shaw-Walker	75,55	75,55
Shaw-Walker	69,9	69,9
Shaw-Walker	89,95	89,95
Shaw-Walker	39,9	39,9
Shaw-Walker	152,20	152,20
Shaw-Walker	66,6	66,6
Shaw-Walker	24,50	24,50
Shaw-Walker	78	78
Shaw-Walker	54,8	54,8
Shaw-Walker	185	185
Shaw-Walker	76,1	76,1
Shaw-Walker	263	263
Shaw-Walker	70	70
Shaw-Walker	48,6	48,6
Shaw-Walker	581	581
Shaw-Walker	115	115
Shaw-Walker	406	406
Shaw-Walker	583	583

[illegible]

# HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12h30

## MERCREDI 2 OCTOBRE

	VALEURS	Cours précéd.	Deviants
premiers cours			
08h	Edifonds-Alépin Cl.	700	700
08h30	Credit Agric. Ind.	299	299
08h45	Généralie Occidentale	149	149
09h	Mumm	65	65
09h30	Nadex	1480	1480
09h45	Les Jeuneurs du Monde	180	180

### ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille  
N = Nancy; Ns = Nantes.



### SYMBOLS

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication  
cote grise 3; o cours précédent; ■ cours  
détaché; @ droit détaché; o = offre  
d = demande; 1 offre redouté; 4 demand  
relativ; 4 control d'animation.

## SICAV et F





### Une sélection

Une sélection  
Cours de clôture le 1<sup>er</sup> octobre

VALEURS		Frais Incl.	Net
AGIFI			
Agifi Ambition (Act)	122,05		
			
BANQUES POPULAIRES			
Valeurs	249,27		
BANQUE TRANSATLANTIQUE			
Arbitr. Court Terme	936,89		
Arbitr. Prolongée	990,03		
Arbitr. Sécurité	1749,28		
			
Antenne Tûciorale	86403		
Natio Court Terme	13894		
Natio Court Terme2	377052		
Natio Espagne	221,56		
Natio Sp. Capital CIO	1607,26		
Natio Sp. Croissance	230,46		
Natio Sp. Obligations	230,75		
Natio Espagne Restraite	138,00		
Natio Espagne Trésor	7089,29		
Natio Espagne Value	564,52		
Natio France Index	1159,95		
Natio Immobilier	1209,36		
Natio Inter	1886,83		
Natio Montecarlo CIO	558,67		
Natio Opportunities	156,75		

Assis Parronino	152,88
Assis Perspectives	128,94
Assis Rements CD	778,65
Assis Remonts	111,85
Assis Scauri	116,804
Assis Valers	107,23
<b>BRED BANQUE POPULAIRE</b>	
Monclerc	92,74
Monty, tes cent	24,73
<b>CAISSE GUSTINE</b>	
CDRC Besson Inc. D	60,56
Le Livet Promoteurs	88,77
<b>CAISSE MULTI-PROMOTEURS</b>	
Hard Seal Drilling CD	2212,48
Perforation Industriale C	302,79
Scar Associates C	2501,58
<b>CHENIERE</b>	
Formal C	1182,58
Montal, depas Scar C	1869,62
<b>CAISSE D'EPARGNE</b>	
Ent. Action Peter D	216,94
Ent. Capreux C	226,16
Ent. Capitalization C	233,24
Ent. Distributionnre D	1057,28
Ent. Expansion C	2917,28
Ent. Invest D	177,56
Ent. Mouvement	11104,05
Ent. Montclair C/D	12299,50
Ent. Trésorerie CD	314,80

Escr. Thimmesiel D.		1992,10
Espaceint-Slaur D.		194,94
Expection C.		12050,02
Gloptim D.		11727,94
Horizon C.		1767,60
Privoyance Escr. D.		1103,98
Fonds communs de placements		
Escr. Capgemini C.		11553,69
Escr. Scaupaymirelle C.		11659,80
Escr. Sensipremiere C.		12340,29
<b>CA</b>		
<b>CREDIT AGRICOLE</b>		
Aerapia	◇	117096,38
About Amerique		141,14
About Asia		100,99
About Futur C.		609,57
About Futur D.		581,47
Cosmos		1865,34
Dices		1904,70
Eloco	◇	928712,93
Espangne-Unite		168,95
Eurodyn		1888,76
Indecis	◇	12340,42
Monex C.	◇	1771916,86
Monex D.	◇	1171486
Obitfatur		512,32
Oracion		1704,61
Revers-Vert		1276,42
Selvis	◇	107,73
Synthes		16681,11
Uni Foncier		1229,22
Uni France		675,39
Uni Carantee C.		1773,66
Uni Carantee D.		1442,10
Uni Relations		15531,13
Uni-Helios	◇	303,32
Unifatur	◇	291,75
Univers Actions		190,63

	<b>CIC BANQUES</b>
France	368,51
Francisque	116,77
Francisque Régions	1.088,76
	<b>CIC PARIS</b>
Comptable	131,234
Comptable	350,70
Comptable	145,119
Comptable Mondial	341,9
Comptable Régions	116,37
Comptable	166,97
	<b>CREDIT COMMUNAL</b>
Euro Solidaris	1346,27
Euro Solidarité	169,656
Euro Solidarité	1140,478
Euro Plus	1461,57
Euro Tysor	2017,26
Obitien	187,294
Obitien	588,70
Obitien	997,54
Obitien	488,22
Obitien	250,82
Obitien	406,84
Obitien	529,48
	<b>FINANCE</b>
Avenir Alpes	2121,62
Crédit Alpes France	758,06
Crédit Alpes France	882,72
Crédit Alpes France	107,12

Créd.Mut.Ép.Bélg.	1251,41
Créd.Mut.Ép.Monde	1799,75
Créd.Mut.Ép.Océan.	1102,82
Créd.Mut.Ép.Quatre	1102,82
<b>L'ET. DE ROTHSCHILD BANQUE</b>	
Aché 2000	704,85
Solus. Invest. Capital	18541,78
St-Honorié March. Emer.	543,3
St-Honorié March.	764,34
<b>LEONARDO</b>	
<b>LEGAL &amp; GENERAL BANK</b>	
Securitas	1802,60
Stratégie Actions	967,24
Stratégie Rendement	1268,44
<b>LEONARDO</b>	
Amplitude Monde C.	815,85
Amplitude Monde D.	794,77
Amplitude Europe C/D	116,30
Amplitude D.	113,58
Emergence Poste D.	116,30
Globalis C.	120,01
Globalis D.	69,30
Intergas C.	115,52
Intergas D.	118,24
Lactide C.	137,10
Lactide D.	599,62
Plénitude C.	161,30
Plénitude D.	459116,16
Poste Gestion C.	5209,11
Revenant Trimester D.	3551,19
Sabotée D.	2391,39
Thésora D.	852,34

127.28	Actiominérale C	37269,28	3126
127.35	Actiominérale D	37320,60	3128
128.29	Caedence 1 D	107,52	3049
128.30	Caedence 2 D	104,46	3048
128.31	Caedence 3 D	105,70	3049
129.10	Caymanocéane C	403,39	3039
129.11	Caymanocéane D	374,81	3034
129.12	Caymanocéane E	374,81	3034
129.13	Segobolig C	401,90	3040
129.14	Segobolig D	401,90	3040
129.15	Interbanc C	401,90	3040
129.16	Interbanc D	389,59	3039
129.17	Interbanc E	389,59	3039
129.18	S.G. France opport. C	1676,90	1884
129.19	S.G. France opport. D	1671,10	1884
129.20	Segoprenance C	1385,64	1539
129.21	Segoprenance D	1385,64	1539
129.22	Segoprenance E	319,91	1513
129.23	Segoprenance F	181,08	1477
129.24	Segoprenance G	181,08	1477
129.25	Fonds communs de placements		
129.26	Favor D	1176,83	1359
129.27	Segopénale D	1648,59	2629
129.28	Segopénale Tempo D	146,36	304
129.29	Segopénale Tempo E		
129.30	Segopénale Tempo F		
129.31	Segopénale Tempo G		
129.32	Segopénale Tempo H		
129.33	Segopénale Tempo I		
129.34	Segopénale Tempo J		
129.35	Segopénale Tempo K		
129.36	Segopénale Tempo L		
129.37	Segopénale Tempo M		
129.38	Segopénale Tempo N		
129.39	Segopénale Tempo O		
129.40	Segopénale Tempo P		
129.41	Segopénale Tempo Q		
129.42	Segopénale Tempo R		
129.43	Segopénale Tempo S		
129.44	Segopénale Tempo T		
129.45	Segopénale Tempo U		
129.46	Segopénale Tempo V		
129.47	Segopénale Tempo W		
129.48	Segopénale Tempo X		
129.49	Segopénale Tempo Y		
129.50	Segopénale Tempo Z		

**NOUVEAU MARC**  
Cours relevés à 12 h 30  
MERCREDI 3 OCTOBRE

**MERCREDI 2 OCTOBRE**

[illegible]

**HORS-COTE**  
Une sélection. Cours relevés à 12h30  
**MERCREDI 2 OCTOBRE**

MERCREDI 2 OCTOBRE

WALLIS	prec.	total
Bridande-Bleignin C	700	700
Croftin C. J. L.	29	29
Genérale Occidentale	6	6
Murum	1400	1400
Nodet	145	145
Sol Accours du Monde	180	180

B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille  
 N = Nancy; Ns = Nantes.

### SYMBOLS


1 ou 2 = aigle de cotation - sans indication  
 catégorie 3; o cours précédent; M coupe  
 d'achat; M droit précédent; o offre  
 d = demandé; o offre réduite; d demandé  
 réduite; # contrat d'animation.

Cred.Mut.EpJ .....	239,14
Cred.Mut.Ep.Jong.T.....	1251,44
Cred.Mut.Ep.Monde .....	1769,75
Cred.Mut.Ep.Oblig.....	1102,82
Cred.Mut.Ep.Quatre.....	


Créd. Mut. Ep. Quatre • 1102,82

Asile 2000 .....	154,571
Saline-et-Mercure Capital .....	563,78
St-Henri Parc Mar. Entr. .....	1,841,71
St-Honore Pacific .....	1,541,71

 <b>LEGAL &amp; GENERAL BANK</b>	
Securtrans .....	181,64
Strategic Actions .....	767,64
Strategic Random .....	1,636,44

 <b>LEGAL &amp; GENERAL BANK</b>	
Amplitude Monde C .....	815,85
Amplitude Monde D .....	794,85
Amplitude Europe C/D .....	116,30
Etancel D .....	135,24
Emergence Poste D .....	113,38
Globesys C .....	520,01
Interorgs C .....	401,30
Interorgs D .....	115,22
L'Intrigue C .....	110,34
L'Intrigue D .....	145,23
Latitude C .....	137,40
Latitude D .....	99,72
Orbys D .....	259,18
P'Intrigue D .....	161,30
Poste Gestion C .....	4531,016
Revenus Trimestr. D .....	5305,11
Solentec D .....	937,39
Thalora D .....	853,34

1

SOCIÉTÉ		
GÉNÉRALE		
232.74		
22.095	Actionnaire C	37269,28
225.82	Actionnaire D	31720,60
108.20	Cadence 1 D	1078,52

1081,20	Cadence 1 D	1078,52	1089,
	Cadence 2 D	1066,46	1055
	Cadence 3 D	1053,70	1043
324,80	Carismetrale C	403,39	403

[illegible]

Latitude D.....	137,10	137,14
Obliquity D.....	597,62	598,79
Planitude D.....	161,30	151,32
Poste Gestion C.....	43610,16	43610,16
Poste Gestion D.....	5209,11	5209,11

Poste Gestion C	5309,11	5258,54
Revenus Trimestr. D	2350,18	2344,32
Solstice D	937,39	928,11
Théora C		

Publicité financière Le Monde : (7) 44 43



## NEUF ET RÉSIDENTIEL

**LE PACTE DES PROMOTEURS-CONSTRUCTEURS**

**VOTRE ACQUISITION DANS LE NEUF :**  
**PROFITEZ DE DEUX MESURES ENCORE EN VIGUEUR JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1996**

**SI, AVANT LE 31 DÉCEMBRE 1996 :**

- vous vendez des parts de Sicav de capitalisation pour acheter ou faire construire votre résidence principale ou secondaire, vos plus-values seront exonérées, quel que soit le montant des parts de Sicav, à condition qu'elles soient totalement réinvesties dans l'immobilier avant le 28 février 1997 ;
- vous effectuez une demande de prêt au titre du PEL (Plan d'Épargne Logement) vous pouvez bénéficier d'une majoration de 20 % des droits à prêt qui peut s'appliquer soit sur le montant du droit à prêt, plafonné à 600.000 francs, soit sur l'allongement de la durée de remboursement.

**ET N'OUBLIEZ PAS LA NOUVELLE MESURE D'AMORTISSEMENT FISCAL D'UN BIEN IMMOBILIER LOCATIF NEUF AUCOURD'HUI EN VIGUEUR.**

**RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS DES PROMOTEURS-CONSTRUCTEURS ADHÉRENTS À LA FNPC, FÉDÉRATION NATIONALE DES PROMOTEURS-CONSTRUCTEURS.**

## PARIS RIVE DROITE

### 2<sup>e</sup> arrondissement

**Vienne Opéra**  
 49/51, rue Vivienne.

Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ  
 216, bd Saint-Germain  
 75007 PARIS  
 Tél. : 45.49.52.52.

De studio à 4 pièces.  
 20.000 F le m<sup>2</sup> moyen.

Studio à 200 mètres de la place Gambetta et de son métro et à quelques pas seulement de la rue des Pyramides, la Villa Gambetta vous propose une grande diversité d'appartements de caractère, souvent prolongés de terrasse, balcon ou jardin. Bureau de vente et appartement témoin ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h sauf le mardi et le mercredi.  
 Tél. : 45.49.52.52.

**Résidence Saint-Martin**  
 61, rue Bichat.  
 Nouveau programme.

Réalisation : FRANCE CONSTRUCTION  
 7 jours/7, de 9 h à 19 h.

Téléphone sur de suite au 46.83.22.80 pour être prioritaire !  
 Profitez des nouvelles mesures fiscales.  
 18.900 F le m<sup>2</sup> moyen, hors parking.

Une superbe résidence de 28 appartements seulement, du studio au 5 pièces, à proximité du Canal Saint-Martin et du Parc de la Villette. Une architecture raffinée pour une belle façade au cachet parisien, avec de nombreux balcons ou terrasses certains plein sud. Prestations particulièrement soignées. Label Promoteur Confiance Plus. Bureau de vente : angle rue Bichat et Quai de Jemmapes ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

**Résidence Voltaire**  
 Rue des Noyers / rue Condillat.

Réalisation et Commercialisation : STIM MATRIS  
 40, avenue Raymond-Poincaré - 75116 Paris  
 Tél. : 45.33.59.00.

Idéal investisseurs : du studio à 5 pièces, 29.500 F le m<sup>2</sup> moyen. Studio à partir de 370.000 F et 2 pièces à partir de 690.000 F.

Au cœur du 11<sup>e</sup> arrondissement, cette résidence pour investisseurs est située à proximité de nombreuses écoles, commerces, transports, lieux de loisir. Prestations de haute qualité. Revenus locatifs garantis. Rentabilité élevée. Conçu sur les nouvelles mesures fiscales, amortissement "Périsol".  
 Tél. : 47.12.54.44.

**62, rue Saint-Didier**

Réalisation : SEFIMA  
 40, avenue Raymond-Poincaré - 75116 Paris  
 Tél. : 45.33.59.00.

33 appartements. Du studio à 5 pièces, 29.500 F le m<sup>2</sup> moyen. Ex. : 5 pièces 138.80 m<sup>2</sup>, 2<sup>e</sup> étage 3.990.000 F hors parking.

Entre Victor-Hugo et Trudaine, au cœur de l'un des meilleurs quartiers du 10<sup>e</sup> arrondissement, à deux pas de la rue de la Paix et du boulevard de Sébastien, 2 petites résidences se dressent. De belles prestations pour de très beaux appartements. Parking en sous-sol. Renseignements et vente : tous les jours de 10 h à 19 h et de 14 h à 19 h, sauf dimanche, 40, avenue Raymond-Poincaré - 75116 Paris - N° Vert : 05.33.59.00.

**76, rue du Randelagh**

Gestionnaire et Commercialisateur : PROMOPRIÉTÉ  
 10, place du Gal Catinot  
 75017 Paris  
 Tél. : 44.48.47.47  
 Fax : 44.48.47.80.

De studio à 6 pièces.  
 55 appartements. A partir de 29.000 F le m<sup>2</sup>.

Au cœur du beau 10<sup>e</sup> arrondissement, réalisation d'une opération de prestige comportant deux petites immeubles sur rue et jardins intérieurs. Prestations de haute qualité. Bureau de vente ouvert de 14 h à 19 h, sauf dimanche : 83 rue du Randelagh.  
 Tél. : 47.30.88.86.

**L'Orée du Parc**  
 46, rue Camille/59, rue Racine.  
 A toute proximité des Buttes-Chaumont à découvrir absolument !

Réalisation : FRANCE CONSTRUCTION  
 Tél. : 46.83.22.80  
 7 jours/7, de 9 h à 19 h.

Profitez des nouvelles mesures fiscales.  
 Du studio à 5 pièces avec parking en sous-sol. 18.800 F le m<sup>2</sup> moyen hors parking et dans la limite du stock disponible.

Le cadre d'une petite résidence de caractère de 24 appartements seulement à 100 m du Parc des Buttes-Chaumont et du métro. Très belles prestations : nombreux balcons et terrasses, vue sur un beau jardin intérieur. Bureau de vente : 3, rue de Clément Bruni, ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

**QUESTIONS MERCEDEZ BATE-JEUDI**

## PARIS RIVE DROITE (suite)

### 20<sup>e</sup> arrondissement

**Villa Gambetta**  
 Appartement témoin

Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ  
 216, bd Saint-Germain  
 75007 PARIS  
 Tél. : 45.49.52.52.

De studio à 4 pièces.  
 20.000 F le m<sup>2</sup> moyen.

Studio à 200 mètres de la place Gambetta et de son métro et à quelques pas seulement de la rue des Pyramides, la Villa Gambetta vous propose une grande diversité d'appartements de caractère, souvent prolongés de terrasse, balcon ou jardin. Bureau de vente et appartement témoin ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h sauf le mardi et le mercredi.  
 Tél. : 45.49.52.52.

## PARIS RIVE GAUCHE

### 5<sup>e</sup> arrondissement

**NOUVEAU PROGRAMME**  
 1-3, rue Ratard.

Réalisation : KAUFMAN ET BROAD

De studio à 5 pièces.  
 33.000 F le m<sup>2</sup> moyen.

A 500 mètres de la place du Panthéon, Kaufman et Broad réalise un immeuble de 28 appartements dans ce quartier chargé d'histoire. Cet immeuble bénéficie de prestations de grande qualité. Renseignements et vente au : 46.61.72.72.

## 14<sup>e</sup> arrondissement

**Proche Alsace**  
 Avenue de Clément Leduc.

Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ  
 216, bd Saint-Germain  
 75007 PARIS  
 Tél. : 45.49.52.52.

De 2 pièces à 4 pièces duplex.  
 21.000 F le m<sup>2</sup> moyen.

Dans le quartier calme et agréable d'Alsace, 4 appartements sont en élargissement bénéficiant d'une vue dégagée. Livrables : immédiats. Renseignements et vente : 46.45.49.52.52.

**Galerie-Montparnasse**  
 Rue Froidevaux.

Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ  
 216, bd Saint-Germain  
 75007 PARIS  
 Tél. : 45.49.52.52.

De studio à 5 pièces.  
 25.800 F le m<sup>2</sup> moyen.

Sur Montparnasse et Douleur-Rochers dans l'une des rues les plus cotées de Montparnasse. Livrables : 1<sup>er</sup> trimestre 1997. Renseignements et vente : 46.45.49.52.52.

## 15<sup>e</sup> arrondissement

**Résidence Villa des Arts**  
 19, rue Fizeau.

Réalisation : FRANCE CONSTRUCTION  
 65, avenue de Wagram  
 75017 Paris  
 Tél. : 01.47.66.70.70.

De studio à 5 pièces.  
 21.000 F le m<sup>2</sup> moyen.

A proximité immédiate de la gare Georges Brassens. Les 36 appartements de la Résidence Villa des Arts bénéficient d'un environnement calme, d'une orientation sud-ouest, de larges balcons et terrasses. Plans intelligents et prestations haut de gamme. Bureau de vente sur place au 20, rue Fizeau, ouvert tous les jours de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h (jeudi de 14 h à 19 h). Tél. : 42.58.45.08.

**Villa Marmontel**  
 187/109, rue de l'Abbé Groult.

Réalisation : FRANCE CONSTRUCTION  
 75017 Paris  
 Tél. : 46.83.22.80  
 7 jours/7, de 9 h à 19 h.

Profitez des nouvelles mesures gouvernementales. Prix à partir de 23.500 F le m<sup>2</sup> hors parking et dans la limite du stock disponible.

Châloir le meilleur du 15<sup>e</sup> arrondissement ! A deux pas de la gare Convention et des commerces, un programme de très grand standing aux jardins intérieurs : 47 appartements de studio au 5 pièces duplex avec caves et parkings en sous-sol et 6 maisons de ville de 5 et 6 pièces. Le cadre est celui d'un véritable quartier parisien. Bureau de vente ouvert sur place : lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h.

## REGION PARISIENNE

### 78 Maisons-Laffitte

**Les Villes Longueuil**  
 Avenue de Longueuil.

Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ  
 216, bd Saint-Germain  
 75007 PARIS  
 Tél. : 45.49.52.52.

De studio à 5 pièces.  
 17.500 F le m<sup>2</sup> moyen.

Une diversité d'appartements de qualité sur avenue aux caractéristiques locales et une grande localité parisienne (soudées à conditions particulières). Prix à partir de 0 %. Du lundi au vendredi : 9 h - 12 h 30 et 14 h - 18 h, samedi : 9 h - 12 h 30 et 14 h - 17 h. Tél. : 41.85.31.31. Bureau de vente et appartement décoré 43, rue Roque de Fillel. Ouvert tous les jours (hors comp.) sauf mardi et mercredi de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Lundi ouvert à 14 h. Tél. : 47.76.28.61.

## 92 Puteaux

**35-43 rue Roque-de-Fillel**  
 8-12 rue de l'Orléans.

Réalisation : SINVIM  
 44, rue Jacques Ibert  
 92 Levallois  
 Adresse postale : 79835 Paris Cedex 17  
 Tél. : 41.85.31.31.

36 logements du studio à 5 pièces à partir de 15.850 F le m<sup>2</sup>. Livrables immédiatement.

Prix est trop cher, Neufly plus cher. Alors intervenez la Seine. Garantie de achat et grande localité parisienne (soudées à conditions particulières). Prix à partir de 0 %. Du lundi au vendredi : 9 h - 12 h 30 et 14 h - 18 h, samedi : 9 h - 12 h 30 et 14 h - 17 h. Tél. : 41.85.31.31. Bureau de vente et appartement décoré 43, rue Roque de Fillel. Ouvert tous les jours (hors comp.) sauf mardi et mercredi de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Lundi ouvert à 14 h. Tél. : 47.76.28.61.

مركز التوظيف



REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / JEUDI 3 OCTOBRE 1996 / 21

# IMMOBILIER

## VENTES

### APPARTEMENTS

**1<sup>er</sup> arrondissement**  
PALAIS-ROYAL  
studio à aménager  
GODELINS Immo  
43-37-50-25

Port-Neuf, rdc, stand, stue  
et jard., rare 3/4 p., à rat.  
91 m², park. 43-35-18-36

**3<sup>e</sup> arrondissement**  
Arts et Métiers. Plusieurs  
surfaces à aménager, depuis  
13 700 F.M.  
AIM : (01) 53-01-99-01

**4<sup>e</sup> arrondissement**  
BLANCS-MANTEAUX, 4 P.  
Imm. XVIII<sup>e</sup> rénové, asc.  
1 650 000 F. AIM :  
53-01-99-01

**5<sup>e</sup> arrondissement**  
MARAI-BASTILLE, 2 P.  
Pierre, poutres, cheminée.  
870 000 F. AIM : 53-01-99-01

**6<sup>e</sup> arrondissement**  
ÎLE SAINT-LOUIS  
Gd 2 pièces, XVII<sup>e</sup> siècle  
2<sup>e</sup> étage sud, sur jardin,  
caractère exceptionnel.  
Tél. : 43-26-57-87

**7<sup>e</sup> arrondissement**  
St-Antoine Sully Voages.  
Bon imm. 3 P., 60 m².  
1<sup>er</sup> étage, clair, cour calme  
fleuve. Châmes. Faibles  
charges. Urgent 1 000 000 F.  
Tél. : 40-29-98-05, répondre  
si absent.

**8<sup>e</sup> arrondissement**  
BOBELINS 3 P.  
72 m², 3<sup>e</sup>, ascenseur, sud,  
verdure - 43-59-17-38

LUXEMBOURG 5<sup>e</sup> étg., 5 P.  
belle, bel imm. de caractère.  
2 800 000 F - 43-25-32-58

PANTHEON, pdt, ét. élevé,  
6 p., 155 m², belle, ch. ind.  
charges min. 43-35-18-36

SAINT-MICHEL, 6 P.  
140 m², soléil asc., balcon  
travaux. 43-59-14-05

SAINT-MICHEL, 5 P.  
124 m², étage élevé, asc.  
travaux - 43-59-14-05

**6<sup>e</sup> arrondissement**  
PART. A PART.  
CHERCHE-MIDI, 140 m²,  
véranda, dble lit, 3 ch.,  
original, soléil.  
3 800 000 F - 43-25-32-58

Vavin, asc. à rat., 4 ét., pl.  
aut. calme, 2 P., 30 m², à  
ou invest. - 43-35-18-36

**R. GUYENNER 250 m²**  
Vue except., étg. élevé  
EMBASSY - 47-20-40-03

**7<sup>e</sup> arrondissement**  
Au BOSQUET, 360 m² asc.,  
triple récept., 8 ch.,  
2 entrées, prof. possib.  
8 800 000. Dtl 44-18-07-07

**8<sup>e</sup> arrondissement**  
DUPLIX 6/7 p., proc.  
EUROPE  
3/4 P., 72 m², caractère, très  
bon état. SPECI 45-22-70-08

**9<sup>e</sup> arrondissement**  
Sto-Cécile à ssa., bel asc.  
magn. 2 P., 43 m² (saj. 21), bel.  
sol, calme, ch. min. - 43-35-18-36

**11<sup>e</sup> arrondissement**  
Près Hôpital St-Antoine  
MAISON LOFT  
60 SEJ. - 3 CHAMBRES  
Calme sur verdure, beaucoup  
de charme - 2 800 000 F  
Serge Kayer - 43-26-43-43

**12<sup>e</sup> arrondissement**  
GARE DE LYON 3/4 P.  
Très chaleureux, double  
expo.  
860 000 F - AIM :  
53-01-99-01

Près BASTILLE et GARE DE  
LYON, 3 p., 52 m², cul., s.  
de brs, wc. Double expos.  
clair et calme, 5<sup>e</sup> étage. Très  
bon état, cave, tous  
transports. Prix : 890 000 F.  
Tél. : H9 42-17-27-48 et de  
13 h-14 h et après 20 h -  
40-18-94-80

**13<sup>e</sup> arrondissement**  
GODELINS, Beau 3 P  
séjour double, 2 ch.  
Gobelines Immo 43-37-50-25

**14<sup>e</sup> arrondissement**  
AVENUE RENÉ-COTY  
Studios et 2 pièces duplex à  
partir de :  
**530 000 F**  
45-21-04-17

**15<sup>e</sup> arrondissement**  
DENERT SUR VERDURE  
beau 7 P., triple, terrasse  
J 550 000 F - 42-64-28-28

**16<sup>e</sup> arrondissement**  
VANNESERVATORE  
80 M² - 1 570 000 F  
3/4 P. Bon plan.  
43-20-32-71

**17<sup>e</sup> arrondissement**  
Allergy, rdc, stg. 3/4 p.,  
154 m², 4 ch. pos., vue imp.  
2 bords. Tél. : 43-35-18-36  
3/4 P. Bon plan. 43-20-32-71

**18<sup>e</sup> arrondissement**  
Assomption 5 P.  
95 m², duplex, dern. étage,  
asc., bon état. 43-59-14-05

**19<sup>e</sup> arrondissement**  
AUTEUIL, CHAMBRES DS  
QUARTIER  
calme. Idéal étudiant ou  
investisseur. 4 étg., 11 cont.  
225 000 F. Déclaration fiscal poss.  
2 000 f/m. 07-46-37-16

**20<sup>e</sup> arrondissement**  
MAISON DE LA RADIO.  
Avenue de Verdure, studio  
28 m² de imm. bourgeoise,  
7<sup>e</sup> ét., asc., calme.  
Prix : 380 000 F  
4 200 f/m 97-46-37-16

**ATELIER 160 m²**  
de voie privée, parking,  
vue, dernier ét. 43-20-32-71

**HENRI-MARTIN**  
Superbe imm. p. de t.  
380 m², volumes, 4 baines,  
services. 8 800 000 F  
Tél. : 43-59-12-93

**10<sup>e</sup> arrondissement**  
IÉNA  
vue exceptionnelle 87 p.,  
200 m² + 54 m² balcon +  
comble aménagé, 8<sup>e</sup>, EW,  
pdt, 8 800 000 F.  
Tél. : 46-57-28-87

**STUDIO 170 000**  
AIM : (01) 53-01-99-01

**18<sup>e</sup> arrondissement**  
SAINT-BERNARD  
JOLI 5 P., 85 m², SOLÉIL,  
calme, dégagé, 1 000 000 F.  
XIMMO : 40-25-07-08

**19<sup>e</sup> arrondissement**  
Île de la Jette.  
3 p., 78 m², 2<sup>e</sup>, balcon, 2 ch.,  
cul., 6 p., s.d.b., W.C.,  
Cave 1 box.  
2 000 000 F. 47-45-55-53

**20<sup>e</sup> arrondissement**  
Île de la Jette.  
2 p., 50 m², 5<sup>e</sup> ét., asc.,  
séjour, cul., s.d.b., W.C.,  
Cave, parking.  
1 000 000 F.  
47-45-55-53

Levallois M° Louise-Michel  
Raz-de-jardin (35 m²)  
Bonnes prestations  
2 P de 75 m², cul., équ.  
Cave, park - 1 280 000 F  
47-45-55-53

**LEVALLOIS**  
Près Neuilly,  
GRANDS DEUX PIÈCES  
**735 000 F**  
47-73-51-32

1 P., gde cuisine-douche  
bel immeuble, 390 000 F  
Gobelines Immo 43-37-50-25

**RER SOEAUX ROBINSON**  
8 à min., 104 m², dble living,  
3 ch., 2 baines, gde cuisine,  
garage, verdure. 1 580 000 F  
Tél. : 43-59-14-05 PAP

**NEUILLY VUE SERRE**  
2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> ét. Hôtel Partic.  
**8 P. 230 M² TERRASSE**  
6 300 000 F - 42-66-36-53

**SEINE-SAINT-DENIS**  
(63) VILLEPINTE  
10<sup>e</sup> de Roissy.  
P2, 51 m² au 4<sup>e</sup> étage dans  
petite résidence calme de  
5 ét. Expo. sud-ouest, saj.  
28 m², cuisine neuve donnant  
sur loggia 8 m², cave,  
ascenseur, interphone, park.  
privé souterrain.  
Prix : 440 000 F  
Tél. : 43-59-71-25

Particulier vend appartement  
830 000 F. Clichy-sous-Bois  
(93), 4<sup>e</sup> et dernier étage,  
91 m² dont loggia 8 m²  
couverture, entrée, séjour  
double, 3 chambres, cuisine  
équipée, s. de brs, wc, cellier,  
porte blindée, parking fermé,  
interphone, ravalement 95,  
parc au pied de l'immeuble.  
AIM TOTAL : 60-25-05-75

**PROVINCE**  
CHARENTAIS HIPPODROME  
100 m², 4 p., gd standing.  
lits 2 volumes. Cave.  
Prix : 1 400 000 F  
Tél. : (01) 44-57-79-75

(56) Saint-Goustan,  
appt type F5  
151 m² avec garage,  
vue except. sur mer.  
Prix : 1 100 000 F  
Frais réduits. Idéal plac.  
ou retraite - 97-48-29-88

**HÔTELS PARTICULIERS**  
Tobies 100 m² + 180 m² jard.,  
Luxembourg 210 m² + 80 m² asc.,  
Gobelines 400 m² + 150 m² asc.  
GODELINS Immo 43-37-50-25

**VAL DE MARNE**  
94  
**CRÉTEIL**  
Bords de Marne  
**4 P. - 960 080 F**  
43-74-85-58

**VINCENNES**  
Immeuble 1935  
RESTE DEUX APPTS  
3 ET 4 PIÈCES  
A PARTIR DE : 15 500 F le  
m².  
Frais réduits  
43-96-37-76

**FONTENAY SIBOIS**  
**LOFT 130 M²**  
pondérat, patio privé  
Px : 890 000 F. Prix 0%  
poss. Frais de notaire  
réduits - 42-65-11-66

**CHENNEVIÈRES RARE**  
Vaste maison baroque,  
architecture ins. originale  
270 m² hab + jard. 1 800 000 F  
43-74-85-58

**94 ST-MANDÉ 87 P.**  
185 m². Park. Usage mixte  
possible. 2 600 000 F  
IP - 48-85-13-33

**VAL D'OISE**  
95  
Villiers-le-Bel, FS,  
saj., 2 ch., s. de brs,  
gde rangement,  
cul., équipée  
m. schich, cave, parking.  
Tél. : 370 000 F  
Tél. 39-88-88-15

**URGENT**  
TRÈS CALME SUR VERDURE  
**MONTMORENCY PART.**  
5 P., gd stand., 124 m² +  
30 m² balcon, 3<sup>e</sup> et dernier  
ét. plein sud, cul.  
équipée, 2 park., s-sol  
1 550 000 F - 32-12-61-41

**ACHATS**  
AIM 53-01-99-01  
23, bd Henri-IV  
rech. beaux appartements  
AU CŒUR DE PARIS  
Rech. urgent 100 à 120 m²  
PARIS. Paiement comptant  
chez notaire. 48-73-48-07

**CHERCHONS** env. 100 m²  
bon immeuble Paris ou  
périphérie. - 43-59-01-44

Rech. 25 p. de préférence  
à rénover pour accès 0 %  
à Paris. Max. 600 000 F  
Tél. : 01-42-78-79-75 (dom.)  
ou 01-43-42-82-82 (buc.)

**INTER PROJETS** rech.  
sur Paris et Eas perliens  
volumes atypiques,  
à louer ou à vendre.  
IP 42-83-46-46

**Dans le cas d'une annonce domiciliée au :**  
"Mondé Publicité"  
il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe afin que l'on puisse transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

**EXCEPTIONNELLEMENT**  
Vous retrouverez vos rubriques  
"IMMOBILIER"  
dans nos colonnes le Jeudi 10 octobre daté 11

## LOCATIONS

### OFFRES

**PARIS**  
A louer (part. à part.)  
Appart. 50 m²  
9<sup>e</sup> (rue) Castel Avenue M-D.  
Londre)  
2<sup>e</sup> ét. about. Calme  
sérieux-cout. 2 pièces  
cuis., débarras, coin douche, wc.  
Dég. 1<sup>er</sup> décembre.  
Loyer 3 500 + 500 (chac. collect.)  
Tél. : 64-30-34-48

**MÉTRO SÉCUR**  
Chambre ensablée,  
équipée et meublée  
7<sup>e</sup> étage, ascenseur  
lâche, douche, w.c.  
Branchement téléph., câble  
2 800 F c.c. Part. à part.  
Tél. : 45-57-52-61

**VERSAILLES**  
AVENUE DE PARIS  
SUR JARDIN  
2 P., 52 m², 4 800 F ;  
4 P., 103 m², 8 370 F.  
Charges, cave et park. inclus.

**LE PECQ**  
PROCHE SAINT-GERMAIN  
TERRASSE SUR PARC  
3 P., 72 m², 8 860 F ;  
4 P., séjour + 3 chambres,  
93 m², 8 240 F ;  
5 P., séjour + 4 chambres,  
105 m², 9 150 F.  
Charges, cave et park. inclus.

**SAINT-GERMAIN**  
IMMEUBLE CLASSÉ  
MAISON DE VILLE  
5 P., séj. dble + 3 chbres,  
103 m², 8 440 F.  
Charges, cave et box inclus.

**ST-NOM-BRETECHE**  
CENTRE-VILLE  
Maison individuelle.  
Belle prestations, cheminée,  
garage, 5 P., 132 m², 10 725 F.  
Charges et garage inclus.

Du lundi au samedi midi.  
**49-07-24-00**  
GROUPE UAP

**SAGGEL VENDÔME**  
**SAINT-CLOUD**  
VILLAGE PROCHE  
TRANSPORTS  
VUE SUR SEINE  
Studio très clair, 37 m², 3 340 F ;  
3 P., 68 m², 5 900 F ;  
4 P., séjour + 3 chambres, 91 m²,  
8 400 F.  
Charges, cave et park. inclus.

**COURBEVOIE**  
PROCHE SEINE  
IMMEUBLE RÉCENT  
Studio, 30 m², 3 280 F ;  
4 P., 93 m², 6 900 F.  
Charges, cave et park. inclus.

**RUEIL**  
CENTRE-VILLE  
3 P., 71 m², 5 480 F.  
Charges, cave et park. inclus.

Du lundi au samedi midi.  
**49-07-24-00**  
GROUPE UAP

**SAGGEL VENDÔME**  
**BOULOGNE**  
PROCHE MÉTRO  
127, av. J.-B. CLÉMENT.  
Ravalement récent.  
Tous commerces.  
2 P., 48 m², 7 710 000 F ;  
3 P., 78 m², 1 389 000 F.

**NEUILLY-SUR-SEINE**  
Bel immeuble de standing.  
Ravalement récent.  
Espaces verts.  
2 P., 58 m² + park. 1 350 000 F.

**53-30-15-40**  
GROUPE UAP

**SAGGEL VENDÔME**  
**PROCHE RADIO**  
RER  
Bel immeuble récent.  
Tous commerces.  
2 P., 65 m², 1 394 000 F ;  
4 P., 108 m², 2 293 000 F.

**53-30-15-40**  
GROUPE UAP

**SAGGEL VENDÔME**  
**PROCHE MÉTRO**  
127, av. J.-B. CLÉMENT.  
Ravalement récent.  
Tous commerces.  
2 P., 48 m², 7 710 000 F ;  
3 P., 78 m², 1 389 000 F.

**NEUILLY-SUR-SEINE**  
Bel immeuble de standing.  
Ravalement récent.  
Espaces verts.  
2 P., 58 m² + park. 1 350 000 F.

**53-30-15-40**  
GROUPE UAP

### SAGGEL VENDÔME

**M<sup>e</sup> TRINITÉ**  
3436, RUE DE Clichy

Résidence de standing  
énergétique jard. intérieur.  
Studio 46 m² + park.  
836 000 F.

**53-30-15-40**  
GROUPE UAP

**BANLIEUE**  
La Blanc-Mesnil centre (93),  
place du Marché, magasin  
50 m² et appartement  
au-dessus 50 m², parfait état,  
idéal profession libérale.  
48-30-15-40 (en soirée)

**SAINT-CLOUD (92)**  
résidence d'exception 1930  
AVEC PARC INTÉRIEUR.  
Appartements de caractère  
REFAITS À NEUF  
-27, 76 m², P. 8 732 F c.c.  
-37, 12 m², P. 8 158 F c.c.  
AGENCE 49-03-43-02

**DEMANDES**  
**EMBASSY SERVICE**  
43, avenue Marceau, 75116.  
Rech. pour CLIENTS  
ÉTRANGERS APPTS  
HAUT DE GAMME  
HOTEL PARTICULIER  
à VILLAS OUEST Paris  
VIDES et MEUBLES  
GESTION POSSIBLE  
(1) 47-20-30-05

**DEMANDES**  
**EMBASSY SERVICE**  
43, avenue Marceau, 75116.  
Rech. pour CLIENTS  
ÉTRANGERS APPTS  
HAUT DE GAMME  
HOTEL PARTICULIER  
à VILLAS OUEST Paris  
VIDES et MEUBLES  
GESTION POSSIBLE  
(1) 47-20-30-05

**DEMANDES**  
**EMBASSY SERVICE**  
43, avenue Marceau, 75116.  
Rech. pour CLIENTS  
ÉTRANGERS APPTS  
HAUT DE GAMME  
HOTEL PARTICULIER  
à VILLAS OUEST Paris  
VIDES et MEUBLES  
GESTION POSSIBLE  
(1) 47-20-30-05

**DEMANDES**  
**EMBASSY SERVICE**  
43, avenue Marceau, 75116.  
Rech. pour CLIENTS  
ÉTRANGERS APPTS  
HAUT DE GAMME  
HOTEL PARTICULIER  
à VILLAS OUEST Paris  
VIDES et MEUBLES  
GESTION POSSIBLE  
(1) 47-20-30-05

**DEMANDES**  
**EMBASSY SERVICE**  
43, avenue Marceau, 75116.  
Rech. pour CLIENTS  
ÉTRANGERS APPTS  
HAUT DE GAMME  
HOTEL PARTICULIER  
à VILLAS OUEST Paris  
VIDES et MEUBLES  
GESTION POSSIBLE  
(1) 47-20-30-05

**DEMANDES**  
**EMBASSY SERVICE**  
43, avenue Marceau, 75116.  
Rech. pour CLIENTS  
ÉTRANGERS APPTS  
HAUT DE GAMME  
HOTEL PARTICULIER  
à VILLAS OUEST Paris  
VIDES et MEUBLES  
GESTION POSSIBLE  
(1) 47-20-30-05

**DEMANDES**  
**EMBASSY SERVICE**  
43, avenue Marceau, 75116.  
Rech. pour CLIENTS  
ÉTRANGERS APPTS  
HAUT DE GAMME  
HOTEL PARTICULIER  
à VILLAS OUEST Paris  
VIDES et MEUBLES  
GESTION POSSIBLE  
(1) 47-20-30-05

**DEMANDES**  
**EMBASSY SERVICE**  
43, avenue Marceau, 75116.  
Rech. pour CLIENTS  
ÉTRANGERS APPTS  
HAUT DE GAMME  
HOTEL PARTICULIER  
à VILLAS OUEST Paris  
VIDES et MEUBLES  
GESTION POSSIBLE  
(1) 47-20-30-05

**DEMANDES**  
**EMBASSY SERVICE**  
43, avenue Marceau, 75116.  
Rech. pour CLIENTS  
ÉTRANGERS APPTS  
HAUT DE GAMME  
HOTEL PARTICULIER  
à VILLAS OUEST Paris  
VIDES et MEUBLES  
GESTION POSSIBLE  
(1) 47-20-30-05

**DEMANDES**  
**EMBASSY SERVICE**  
43, avenue Marceau, 75116.  
Rech. pour CLIENTS  
ÉTRANGERS APPTS  
HAUT DE GAMME  
HOTEL PARTICULIER  
à VILLAS OUEST Paris  
VIDES et MEUBLES  
GESTION POSSIBLE  
(1) 47-20-30-05

**DEMANDES**  
**EMBASSY SERVICE**  
43, avenue Marceau, 75116.  
Rech. pour CLIENTS  
ÉTRANGERS APPTS  
HAUT DE GAMME  
HOTEL PARTICULIER  
à VILLAS OUEST Paris  
VIDES et MEUBLES  
GESTION POSSIBLE  
(1) 47-20-30-05

**DEMANDES**  
**EMBASSY SERVICE**  
43, avenue Marceau, 75116.  
Rech. pour CLIENTS  
ÉTRANGERS APPTS  
HAUT DE GAMME  
HOTEL PARTICULIER  
à VILLAS OUEST Paris  
VIDES et MEUBLES  
GESTION POSSIBLE  
(1) 47-20-30-05

**DEMANDES**  
**EMBASSY SERVICE**  
43, avenue Marceau, 75116.  
Rech. pour CLIENTS  
ÉTRANGERS APPTS  
HAUT DE GAMME  
HOTEL PARTICULIER  
à VILLAS OUEST Paris  
VIDES et MEUBLES  
GESTION POSSIBLE  
(1) 47-20-30-05

**DEMANDES**  
**EMBASSY SERVICE**  
43, avenue Marceau, 75116.  
Rech. pour CLIENTS  
ÉTRANGERS APPTS  
HAUT DE GAMME  
HOTEL PARTICULIER  
à VILLAS OUEST Paris  
VIDES et MEUBLES  
GESTION POSSIBLE  
(1) 47-20-30-05

**DEMANDES**  
**EMBASSY SERVICE**  
43, avenue Marceau, 75116.  
Rech. pour CLIENTS  
ÉTRANGERS APPTS  
HAUT DE GAMME  
HOTEL PARTICULIER  
à VILLAS OUEST Paris  
VIDES et MEUBLES  
GESTION POSSIBLE  
(1) 47-20-30-05

**DEMANDES**  
**EMBASSY SERVICE**  
43, avenue Marceau, 75116.  
Rech. pour CLIENTS  
ÉTRANGERS APPTS  
HAUT DE GAMME  
HOTEL PARTICULIER  
à VILLAS OUEST Paris  
VIDES et MEUBLES  
GESTION POSSIBLE  
(1) 47-20-30-05

**DEMANDES**  
**EMBASSY SERVICE**  
43, avenue Marceau, 75116.  
Rech. pour CLIENTS  
ÉTRANGERS APPTS  
HAUT DE GAMME  
HOTEL PARTICULIER  
à VILLAS OUEST Paris  
VIDES et MEUBLES  
GESTION POSSIBLE  
(1) 47-20-30-05

**DEMANDES**  
**EMBASSY SERVICE**  
43, avenue Marceau, 75116.  
Rech. pour CLIENTS  
ÉTRANGERS APPTS  
HAUT DE GAMME  
HOTEL PARTICULIER  
à VILLAS OUEST Paris  
VIDES et MEUBLES  
GESTION POSSIBLE  
(1) 47-20-30-05

**DEMANDES**  
**EMBASSY SERVICE**  
43, avenue Marceau, 75116.  
Rech. pour CLIENTS  
ÉTRANGERS APPTS  
HAUT DE GAMME  
HOTEL PARTICULIER  
à VILLAS OUEST Paris  
VIDES et MEUBLES  
GESTION POSSIBLE  
(1) 47-20-30-05

**DEMANDES**  
**EMBASSY SERVICE**  
43, avenue Marceau, 75116.  
Rech. pour CLIENTS  
ÉTRANGERS APPTS  
HAUT DE GAMME  
HOTEL PARTICULIER  
à VILLAS OUEST Paris  
VIDES et MEUBLES  
GESTION POSSIBLE  
(1) 47-20-30-05



## AUJOURD'HUI

SPORTS

**HAUT NIVEAU** La réforme annoncée du GIP-SEPO (Groupement d'intérêt public-Sport d'élite et préparation olympique), plus connu sous la dénomination de prépa-

tion olympique (PO), devrait être connue dans les prochaines semaines, après le conseil d'administration du Comité national olympique et sportif français (CNOSF), le

21 octobre. ● LE GOUVERNEMENT laisserait plus de pouvoir au CNOSF en se désengageant substantiellement de cet organisme qui prend en charge la préparation de l'élite dans

les disciplines olympiques depuis 1988. ● L'ÉCONOMIE réalisée serait de 1,5 million de francs par an sur les 3 millions engagés dans la PO. L'objectif du ministère est de faire

en sorte que chaque fédération trouve des moyens propres pour financer une partie de la préparation des prochains grands rendez-vous olympiques.

## Le gouvernement s'apprête à se désengager de la préparation olympique

Huit ans après avoir été pris en charge par le ministère des sports, l'organisme chargé de superviser l'encadrement des champions avant les grands rendez-vous internationaux devrait repasser sous le contrôle du Comité national

LES TRENTE-SEPT médailles gagnées aux Jeux d'Atlanta par les sportifs français valent de l'or. La possibilité d'exploiter ce bilan flatteur n'a pas échappé à un gouvernement à l'affût d'économies à réaliser dans le budget de 1997. Le renouvellement de la convention du GIP-SEPO (Groupement d'intérêt public-Sport d'élite et préparation olympique), qui expire le 31 décembre, en fournit l'occasion. Le ministère de la Jeunesse et des sports est donc en train de mettre la dernière main au projet de modification des structures de cet organisme qui prend en charge la préparation de l'élite dans les disciplines olympiques depuis 1986.

Le nouveau groupement d'intérêt public qui succèdera, probablement sous le même nom, à la structure actuelle, devrait voir l'Etat se désengager d'un organisme dont les coûts de fonctionnement sont d'environ 3 millions de francs par an. Un chiffre qui reste modeste comparé au milliard de francs investi par les pouvoirs publics dans le sport en France. Mais l'économie budgétaire réalisée pourrait atteindre environ 1,5 million de francs, puisque la part de l'Etat sera réduite à 49 %. Pour arriver à ce résultat, la part du Comité national olympique et sportif français (CNOSF) devrait être de 34 %, lui donnant ainsi une minorité de blocage, et celle de l'Institut national du sport et de l'éducation physique (Insep) sera de 17 %.

« Notre objectif est de faire en sorte que chacun s'engage désormais plus avant dans la préparation olympique », dit clairement Pierre Viaux, directeur des sports auprès de Guy Drut. Il faut que ceux qui vont pouvoir bénéficier des retombées des succès d'Atlanta trouvent les ressources nécessaires pour financer une partie de la préparation aux prochains grands rendez-vous

des disciplines olympiques. » Le message s'adresse directement au CNOSF.

**CONTRE-EXEMPLE BRITANNIQUE**  
En échange de cet effort financier, le CNOSF a demandé une contrepartie : ni plus ni moins que de reprendre l'entière responsabilité de la préparation olympique qui lui avait échappé à l'occasion

de la réforme mise en place en 1988 par Christian Bergelin, secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux sports dans le gouvernement de cohabitation de Jacques Chirac. Le groupement d'intérêt public qui s'était alors substitué au département du haut niveau du CNOSF était présidé, depuis, par le directeur de l'Insep. En devenant un organisme véritablement par-

taire, le GIP-SEPO pourrait donc voir le président du CNOSF revenir à la tête de la préparation olympique. La nomination d'Henri Sérandour, 53 ans, ancien directeur technique national du tir puis de l'aviron, conserve son poste. L'Insep, qui fournit les locaux et une partie de l'encadrement technique, voit ainsi simplement reconnaître dans les statuts qui vont être mis en place le poids réel de sa participation à la préparation olympique. Cette réforme en douceur d'un organisme dont les méthodes ont largement porté leurs fruits à Atlanta n'est pas sans risque au moment où il inspire des gouvernements étrangers. Le Royaume-Uni vient ainsi de créer un Conseil du sport, chargé de préparer les sportifs aux JO de Sydney, et John Major a promis un plus important investissement de l'Etat.

La direction de l'organisme devrait continuer à être assurée par

un fonctionnaire. A ce titre, il est déjà prévu que Jean-Richard Gernon, ex-directeur technique national du tir puis de l'aviron, conserve son poste. L'Insep, qui fournit les locaux et une partie de l'encadrement technique, voit ainsi simplement reconnaître dans les statuts qui vont être mis en place le poids réel de sa participation à la préparation olympique. Cette réforme en douceur d'un organisme dont les méthodes ont largement porté leurs fruits à Atlanta n'est pas sans risque au moment où il inspire des gouvernements étrangers. Le Royaume-Uni vient ainsi de créer un Conseil du sport, chargé de préparer les sportifs aux JO de Sydney, et John Major a promis un plus important investissement de l'Etat.

Le ministère de la Jeunesse et des sports reconnaît que la nécessité de réduire les déficits publics est la première inspiratrice du projet. Mais Guy Drut avait annoncé cet été, en félicitant sur place les médailles françaises, qu'il devait aussi être l'occasion d'établir dans le domaine du sport « un véritable partenariat » entre l'Etat et le mouvement olympique.

Christophe de Chenay

■ La Fédération française d'athlétisme (FFA) a signé un accord de partenariat avec le Laboratoire Pierre Fabre portant sur la politique de haut niveau et sur le développement de ce sport, notamment en aidant les clubs.

Propos recueillis par Bénédicte Mathieu

Henri Sérandour, président du CNOSF

« Ce changement n'est pas une question de pouvoir »

« Qu'est-ce que la Préparation olympique ? »

« Dans un premier temps, le ministère avait créé une instance qui ne devait pas être soumise aux tracasseries administratives. Le GIP-SEPO, ou Préparation olympique, devait être un bureau où les décisions seraient prises rapidement. L'administration est ensuite revenue peu à peu. Elle n'allait pas laisser l'argent public à une structure indépendante. Dans le projet actuel, qui sera soumis le 21 octobre au conseil d'administration du Comité national olympique et sportif français (CNOSF), la Préparation olympique revient à son statut d'origine. Elle sera une structure dynamique servant de lien et de coordination entre le ministère de la Jeunesse et des sports et le comité olympique, et entre le ministère et les fédérations. Ce changement n'est pas une question de pouvoir. Nous en faisons un souci d'homogénéité. »

« Le CNOSF détiendrait désormais une minorité de blocage dans le nouveau GIP. »

« Je ne la cherchais pas vraiment. Maintenant, j'ai surtout un pouvoir parce que je participe à 34 % du fonctionnement. Le CNOSF doit

donc donner plus d'argent à la Préparation olympique. »

« Cette réforme est en cours alors que vous vous plaignez du budget accordé au mouvement sportif. »

« Le chiffre annoncé du budget, 0,19 % du budget de l'Etat, ne correspond pas à nos attentes. Nous ne réclamons pas pour réclamer, mais nous trouvons qu'il y a un manque de cohérence entre le discours d'une France qui gagne et l'argent qui est alloué ensuite. »

« Et pour 1997 ? »

« Nous ne pourrions pas réaliser le programme sportif de 1997. Le titre 4 - qui englobe les grands événements - est bloqué avec la subvention pour la construction du Grand Stade. Pour le reste des grandes manifestations de l'année, le titre 4 se verra affecter 30 millions de francs, dont 13,5 millions de francs vont être alloués à la candidature de Lille pour les Jeux olympiques de 2004. Nous aurons donc 16,5 millions de francs pour organiser les grandes épreuves du calendrier. Cela représente environ 27 millions de francs. On va donc prendre les 10,5 millions qui nous manquent ? »

« Le Fonds national pour le développement du sport (FNDS) puisé dans les recettes de la Française des jeux (2,4 % au total) est estimé, pour 1997, entre 830 et 850 millions de francs. Mais il devrait être revu à la baisse en raison de la CSG, qui ponctionne aussi les gains de la Française des jeux. Pour aller jusqu'au bout de nos programmes, il est indispensable que nous ayons 3 % des bénéfices de la Française des jeux, soit entre 950 millions et 1 milliard de francs. On nous demande de trouver des partenaires privés, ce que nous faisons. Mais on ne peut pas baser le fonctionnement du sport français uniquement sur des recettes privées. »

« Où en est la polémique des cadres techniques qui secouent le mouvement pendant les Jeux olympiques d'Atlanta ? »

« Pour l'instant, le président de la République a suspendu l'action du ministère du budget, mais nous savons que la question va ressurgir. Ce qui changera quand elle reviendra à l'ordre du jour, c'est que nous serons assis à la table des négociations. »

Propos recueillis par Bénédicte Mathieu



REPRODUCTION INTERDITE

### PRESTIGE ET CARACTÈRE



**MONCEAU**  
Immeuble de grand standing. 4 pièces. Entièrement rénové. Composé de 2 chambres et 2 pièces de réception. Exposé sud/sud-est. 21.850 F + charges.

Préball  
40.16.38.55



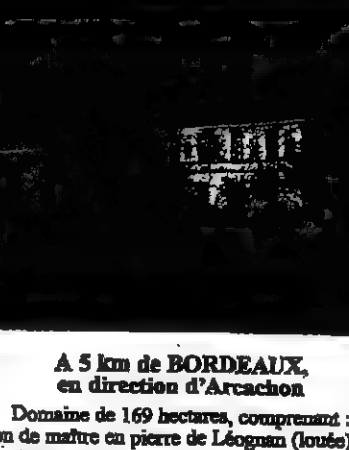
**MADELEINE**  
A proximité de la place de la Madeleine, dans un ancien hôtel particulier du 19<sup>e</sup> siècle, entièrement rénové, nous vous proposons un très bel appartement de 5 pièces, 274 m<sup>2</sup>. La décoration intérieure comporte de nombreuses œuvres d'art classées qui lui confèrent une qualité exceptionnelle.

**SAGEL VENDÔME** 39, bd Malesherbes - 75008 Paris  
Tél. 53.30.15.30



**PARIS XVI<sup>e</sup>, SUR PLACE DES ÉTATS-UNIS**  
Très bel hôtel particulier d'angle en pierre de taille avec jardin d'hiver. Réceptions, 5 chambres, 5 bains. Prestations luxueuses. Ascenseur et box.

**EMBASSY SERVICE**  
43, avenue Marceau - 75116 Paris  
Tél. (1) 47.20.48.83 - Fax (1) 47.20.34.04



**A 5 km de BORDEAUX, en direction d'Arcachon**  
Domaine de 169 hectares, comprenant :  
- Maison de maître en pierre de Léognan (route),  
- cellier et orangerie attenants,  
- 2 courts de tennis,  
- 161 hectares de bois.

Sylvie Querlen - Tél. (1) 41.46.05.27  
Pour autres massifs forestiers nous consulter



**PLACE DES VOSGES**  
A proximité immédiate de la Place des Vosges, 3<sup>e</sup> étage, bel appartement classique 7 pièces, sh: 190 m<sup>2</sup>, cuisine, 2 entrées rendent possible une subdivision en 5 + 2 pièces (en option : 2 chambres de service).  
Prix : 4.750.000 francs.

23, bd Henri IV - 75004 Paris  
Tél. (1) 53.01.99.01 - Fax (1) 53.01.99.00



**MÉTRO LOUVRE**  
Métro Louvre, près du musée et de la Bourse du Commerce. Immeuble du XVIII<sup>e</sup>, beaux éléments architecturaux. Original 4 pièces, sh: 130 m<sup>2</sup>, dont un immense séjour de près de 60 m<sup>2</sup>. Parking.  
Prix : 2.270.000 francs.

23, bd Henri IV - 75004 Paris  
Tél. (1) 53.01.99.01 - Fax (1) 53.01.99.00



**ENTRE LA SEINE ET LA BASTILLE**  
Sur le port de l'Arche, entre la Seine et la Bastille. Immeuble pierre de taille, standing, ascenseur, gardien-nage. Appartement 5 pièces, sh: 135 m<sup>2</sup>. Superbe vue dégagée : Bow-windows, balcons.  
Prix : 2.960.000 francs.

23, bd Henri IV - 75004 Paris  
Tél. (1) 53.01.99.01 - Fax (1) 53.01.99.00



**BASTILLE**  
Près de la Bastille, boulevard Henri IV, bel immeuble ancien. 5 pièces, sh: 105 m<sup>2</sup>, avec belle hauteur sous plafond. Parquets, moulures, cheminées. Ascenseur, gardien-nage. Autres 4 & 5 pièces à proximité.  
Prix : 2.600.000 francs.

23, bd Henri IV - 75004 Paris  
Tél. (1) 53.01.99.01 - Fax (1) 53.01.99.00

مكتبة المتاحف



# Une anomalie génétique pourrait protéger du virus du sida

Des scientifiques ont découvert une particularité piégeant le VIH

La possible existence d'une protection génétique contre l'infection par le virus du sida se confirme avec la publication, dans le dernier numéro de l'hebdomadaire américain *Science*, d'un important travail améri-

caïn. Toutefois, les pistes thérapeutiques ainsi ouvertes pourraient ne pas être sans danger.

ON AVAIT APPRIS, à la mi-août, que deux groupes de chercheurs avaient réussi à mettre en évidence la possible existence d'une protection génétique contre l'infection par le virus du sida (*Le Monde* daté 11-12 août). Il s'agissait alors de résultats prometteurs mais préliminaires, laissant entrevoir de nouvelles perspectives dans la compréhension de cette maladie et dans la prise en charge thérapeutique des patients. Ces premiers résultats sont confirmés, de manière spectaculaire, avec la publication, dans le dernier numéro de l'hebdomadaire américain *Science*, d'un important travail américain groupant une vingtaine de chercheurs dirigés par Stephen J. O'Brien (Institut national américain du cancer).

La protection ici étudiée et confirmée tient à une modification spécifique du patrimoine génétique humain. Cette modification (une délétion [perte d'un fragment de chromosome] de 32 paires de bases) conduit à l'absence de la synthèse et de la production d'une molécule dont la présence apparaît essentielle à la pénétration du VIH dans certaines cellules du système immunitaire humain. La pénétration de ce virus dans ces cellules conduit à leur destruction, puis, de manière inévitable, à l'installation du processus morbide. L'intérêt s'est focalisé ici sur l'un des derniers représentants connus (haptase CCR-5 ou CCR-5) de la famille des chimiotactiques, ces molécules naturellement synthétisées par l'organisme humain et étroitement impliquées dans les processus inflammatoires et dans les mécanismes immunitaires.

Ces chimiotactiques semblent ainsi constituer des agents étroitement

impliqués dans l'action pathogène du virus du sida. La molécule protéique CCR-5 est ainsi un « co-récepteur majeur » présent à la surface des lymphocytes. Plusieurs publications scientifiques ont, ces derniers mois, mis en évidence un phénomène étonnant : l'absence héréditaire parfois observée, dans le génome humain, des deux exemplaires du gène qui dirige la synthèse du CCR-5 semble correspondre à une forme de piège vis-à-vis du VIH, un piège protégeant efficacement ceux qui, par le plus grand des hasards semble-t-il, sont porteurs de cette anomalie génétique. Les données actuellement disponibles laissent penser que cette anomalie ne correspond à aucun « trait » biologique particulier.

## HOMOZYGOTES NON INFECTÉS

L'étude publiée dans *Science* confirme les études antérieures et apporte une précision originale concernant les personnes déjà infectées par le VIH. Elle a porté sur 1 953 personnes connues pour être à haut risque vis-à-vis de la contamination par ce virus (toxicomanes, homosexuels, hémophiles et polytransfusés) et groupées dans six études de suivi à long terme. Les auteurs de cette étude ont découvert que les personnes possédant, dans leur patrimoine génétique, la double mutation (homozygotie) du gène antécédent (soit 17 personnes sur 1 953) ne sont pas infectées en dépit de leur exposition au virus.

D'autre part, chez les personnes infectées par le VIH, et n'ayant la mutation que sur un seul des deux exemplaires du gène (hétérozygotie), l'évolution du processus pa-

thologique apparaît en général plus lente que chez celles qui n'ont aucune mutation et qui, à ce titre, synthétisent normalement la chimiotactine CCR-5. Les auteurs de *Science* ont trouvé 195 hétérozygotes vis-à-vis de la mutation et le même pourcentage d'hétérozygotes chez les individus infectés que chez les non-infectés. Ils ont d'autre part observé que la mutation « protectrice » était présente chez 11 % des personnes de race blanche participant à l'étude contre 1,7 % des personnes noires.

Que conclure de ces éléments ? Ce phénomène semble indiquer clairement que le récepteur CCR-5 joue un rôle déterminant dans l'infection de l'organisme par le VIH. Ces travaux laissent penser que de nouvelles pistes thérapeutiques sont possibles, fondées, schématiquement, sur l'inactivation de ce récepteur. Des observations récentes publiées dans l'hebdomadaire britannique *Nature* montrent toutefois que le maniement des chimiotactiques à des fins thérapeutiques pourrait ne pas être sans danger.

Une nouvelle fois, en dépit des multiples travaux scientifiques en cours, les nombreuses inconnues concernant la physiopathologie du sida interdisent de nourrir de trop grands espoirs thérapeutiques sur la seule base d'une observation moléculaire et statistique. Dans un éditorial publié par *Science*, le professeur Anthony Fauci, directeur du National Institute of Allergy and Infectious Diseases, écrit qu'il faut rester prudent « et ne pas déclarer prématurément qu'il s'agit de la bonne cible ».

Jean-Yves Nau

# Y a-t-il des peintures rupestres dans la vallée des Merveilles ?

LA POLÉMIQUE fait rage entre les archéologues qui travaillent sur le mont Bego et sa centaine de milliers de gravures rupestres, dans le massif du Mercantour, près de Tende (Alpes-Maritimes).

Sur le versant sud-est d'un massif pyramidal, Emilia Masson, chargée de recherche à l'Institut d'études préhistoriques du Collège de France, a repéré une faille formant un vaste « porche d'entrée » d'où partent plusieurs boyaux. Au fond, sur une paroi, elle distingue non seulement des gravures mais aussi des peintures. Une première au mont Bego, où aucune peinture rupestre n'a été observée jusqu'à présent, alors qu'il en existe sur le site jumeau du Val Camonica, côté italien. Pour elle, pas de doute : il s'agit d'un réseau souterrain utilisé comme lieu de culte. Ses travaux ont été exposés dans une note présentée en juin à l'Académie des sciences par Yves Coppens.

Mais Henry de Lumley, directeur du Muséum national d'histoire naturelle, et les membres de son équipe, qui étudient le site depuis 1967, n'y voient qu'une fissure aux parois tachées de lichens. D'habitude, il n'y a pas de doute : il s'agit d'un réseau souterrain utilisé comme lieu de culte. Ses travaux ont été exposés dans une note présentée en juin à l'Académie des sciences par Yves Coppens.

En quelques heures, les deux experts, flanqués du conservateur régional et de quelques membres du SRA et de la commission intergénéraliste de la culture de la région, ont examiné l'exposé d'Emilia Masson, regardé son abondante documentation photographique, inspecté la paroi à la loupe, pris des photos. Jean Clottes et Roger Joussaume devaient rendre leurs conclusions dans le courant du mois. En attendant, affirmait-ils, le ministère leur a demandé de garder le secret.

Si l'on en croit des déclarations de Xavier Guitierrez à l'AFP, au vu des premières informations transmises par les deux hommes, « on peut

d'ores et déjà conclure à l'absence de toute gravure ou peinture sur la paroi du fond de la cavité ». En outre, « contrairement à ce qui a pu être avancé, l'examen détaillé de cette paroi n'a mis en évidence aucune dégradation récente visant à effacer d'éventuelles peintures ou gravures », a précisé M. Guitierrez.

Emilia Masson affirme que des motifs circulaires ocre et des figures violacées ont été effacés

Le conservateur régional fait ainsi référence à la plainte contre X... déposée début septembre à la gendarmerie de Tende par Emilia Masson pour dégradation de vestiges archéologiques. Elle affirme que les peintures, notamment des motifs circulaires ocre et des figures violacées, ont été effacées au cours de l'été 1995 et que les gravures ont été aplanies pendant l'été 1996. Des sondages et des prospections sauvages auraient, en outre, été menés dans le réseau, alors qu'elle est seule habilitée par le SRA à travailler sur ce secteur.

Autrement dit, les résultats des différentes analyses des pigments prélevés jusqu'à présent dans la grotte n'avaient pas permis de lever le doute. Les experts du laboratoire de recherche des Musées de France - sollicités en premier lieu par Emilia Masson - n'ont vu sous leur binoculaire que des lichens et des fibres, sans liant. Mais une spectrographie effectuée par l'Institut de physique des particules de Zurich a révélé la présence d'oxydes de fer et de silicates, utilisés, selon Emilia Masson, dans l'art religieux à l'âge du bronze. A l'initiative de cette dernière, un moulage des gravures a été réalisé. Mais la seule trace de pigments encore visible aujourd'hui se trou-

verait sur l'empreinte effectuée à cette occasion.

S'il reconnaît n'avoir décelé aucune trace de passage humain dans la grotte, Bruno Ancel, spéléologue-archéologue du Centre de culture scientifique technique et industrielle de l'Argenteuil-Bessée, qui en a fait l'exploration et le relevé en 1995, affirme en revanche avoir bien vu des gravures rupestres. Emilia Masson déplore son absence lors de la visite de dimanche, ainsi que celle d'Hélène Barge-Mathieu, archéologue au SRA, avec qui elle a également découvert la grotte.

La polémique est encore envenimée par le différend qui oppose depuis plusieurs années Emilia Masson à Henry de Lumley à propos de l'interprétation des gravures rupestres du site.

Les roches des deux vallées qui flanquent le mont Bego - Fontanalba et la vallée des Merveilles - portent plus de 100 000 gravures réalisées au chalcolithique et à l'âge du bronze (III<sup>e</sup> millénaire). Parmi elles, 32 832 sont représentatives : armées, corniformes, figures géométriques, anthropomorphes. Selon l'équipe d'Henri de Lumley, il s'agit d'un langage symbolique codifié transmis de génération en génération. Les mythes représentés seraient ceux venus d'Orient et répandus peu à peu, depuis le VII<sup>e</sup> millénaire, sur le pourtour méditerranéen.

Epigraphiste, spécialiste des Hitites (ancienne civilisation anatolienne), férue d'histoire des religions, Emilia Masson a eu le coup de foudre pour le mont Bego à l'occasion d'un colloque organisé par Henry de Lumley en juillet 1991. Depuis, à ses frais, elle y poursuit des recherches. Persuadée que le site s'organise selon une conception dualiste de l'univers (Ciel-Terre, mort-vie), elle interprète les gravures rupestres de Fontanalba comme des scènes naturalistes (le domaine des mortels) et celles des Merveilles comme des scènes cosmologiques (le monde divin). Elle croit voir également sur le site un chemin processionnel jalonné d'étapes réservées à des rites particuliers.

Catherine Chauveau

## DEMANDES

H. 38 a., docteur en droit, Sc. Po., Paris, ch. formation post-études européennes, soit intervenant ou conception de modules pédagogiques. Ecrire au Monde Publicité, boîte n° 9039, 133, av. des Ch.-Elysées, 75400 Paris Cedex 08.

H. 48 a., chef groupe 23 a. Cab. exp. compt. ch. resp. adm. comp. PME. Contr. gest. format. conseil. Paris. I.D.F. Ferre. 46-77-72-06, 11, r. Sevill. 94800 Villejuif.

Secrétaire 32 ans, Paris-12<sup>e</sup> 10 ans d'expérience, maîtrisant Word 5.5 et Excel, cherche place à temps complet ou temps partiel. Tél. : 43-43-10-27. (Libre immédiatement.)

J. F. 24 ans cherchant emploi **SECRÉTAIRE COMMERCIALE ACCUEIL** BTS assistante de direction Libre de suite. Proche Marquise-Barcelon (59) Tél. : (03) 20-55-98-74

Étudiante en MASTÈRE qualité, ch. stage 6 mois rémunéré. - (1) 45-27-99-27

## AGENCE

### BIJOUX

**BIJOUX BRILLANTS** La plus formidable choix. • Que des affaires exceptionnelles ! • Tous bijoux or, toutes pierres précieuses, saphirs, bagues, argent, etc. ACHAT - ÉCHANGE BIJOUX

### PERRON OPERA

Angle boulevard des Italiens 4, rue Chaussée-d'Antin Magasin à l'étoile 37, avenue Victor-Hugo. Autre grand choix.

### COURS

**ACCENTS OF AMERICA** L'Américain avec des professeurs américains COURS trimestriels : TOEFL. Intensive juin et juillet. Voyages aux USA, mai et août. B. rue Casimir-Delavigne 75005 PARIS M<sup>o</sup> ODÉON Tél. : (1) 44-07-05-05

### ASSOCIATIONS

### COURS

**COURS D'ARABE** Te. riv. jour, soir, sam. extensif, semi-intensif APAC - 42-72-20-88

### COULS

### COURS D'ARABE

Te. riv. jour, soir, sam. extensif, semi-intensif APAC - 42-72-20-88

### עברית

**HÉBREU** - Initiation sérieuse Professeurs universitaires 1<sup>er</sup> cours : 21 octobre 1996 INSTITUT MEGUILLA Tél. + fax : 42-62-25-51

### PARLEZ CHINOIS

CHINA LANGUE EXPRESS Du vrai débutant au chinois des affaires Recommandé par le comité FRANCE-CHINE du CNPF 42-23-12-53

### FORMATION PROFESSIONNELLE

### ATELIER D'ÉCRITURE

ELISABETH BING 10, rue Boutet 75005 Paris WE, sensibilisation sept-oct. Nouveau programme sur simple appel : 40-51-79-10

## OFFRES

### EX-POMPIER DE PARIS

(15 ans de service). Je vous propose mes compétences : chef d'équipe d'interventions, maintenance et vérification du système de détection incendie, rondes et préventions, gestion et mise en œuvre des matériels spécialisés, formation à la sécurité. Ainsi que ma formation : BNPS, initiation à la prévention, initiation aux risques radiologiques et chimiques, spécialiste secours routiers, certificat de chef d'équipe incendie IGH et CTE-CME.

### AVIS D'EXAMENS PROFESSIONNELS

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Pyrénées-Atlantiques organise deux examens professionnels prévus pour l'avancement aux grades :

### ENTREPRISE DE FORMATION AUX LANGUES

Recht. pour son expansion des

### ATTACHÉS CCIAUX

Vous avez plus de 25 ans de format. sup. (bac+2, DUT ou BTS ccial), disposez d'une première exp. de la vente des services, si poss. de la formation aux langues. Vous êtes dynamique et ambitieux. Vous avez le goût de la prospection et de la négociation. Vous parlez anglais. Rémunération : Fixe + intéressement au C.A. Ad. lettres manusc. CV, photo et prêt. à CAPITAL LANGUES. 52, av. de Stalingrad, 91120 Palaiseau.

### RENNES-ATLANTIQUE

BP 608 - 44000 Pau Cedex. (Joindre une enveloppe grand format timbrée à 4,50 F et libellée à vos nom et adresse pour la réponse.)

### RENNES-ATLANTIQUE

BP 608 - 44000 Pau Cedex. (Joindre une enveloppe grand format timbrée à 4,50 F et libellée à vos nom et adresse pour la réponse.)

### RENNES-ATLANTIQUE

BP 608 - 44000 Pau Cedex. (Joindre une enveloppe grand format timbrée à 4,50 F et libellée à vos nom et adresse pour la réponse.)

### RENNES-ATLANTIQUE

BP 608 - 44000 Pau Cedex. (Joindre une enveloppe grand format timbrée à 4,50 F et libellée à vos nom et adresse pour la réponse.)

### RENNES-ATLANTIQUE

BP 608 - 44000 Pau Cedex. (Joindre une enveloppe grand format timbrée à 4,50 F et libellée à vos nom et adresse pour la réponse.)

### RENNES-ATLANTIQUE

BP 608 - 44000 Pau Cedex. (Joindre une enveloppe grand format timbrée à 4,50 F et libellée à vos nom et adresse pour la réponse.)

### RENNES-ATLANTIQUE

BP 608 - 44000 Pau Cedex. (Joindre une enveloppe grand format timbrée à 4,50 F et libellée à vos nom et adresse pour la réponse.)

### RENNES-ATLANTIQUE

BP 608 - 44000 Pau Cedex. (Joindre une enveloppe grand format timbrée à 4,50 F et libellée à vos nom et adresse pour la réponse.)

### RENNES-ATLANTIQUE

BP 608 - 44000 Pau Cedex. (Joindre une enveloppe grand format timbrée à 4,50 F et libellée à vos nom et adresse pour la réponse.)

### RENNES-ATLANTIQUE

BP 608 - 44000 Pau Cedex. (Joindre une enveloppe grand format timbrée à 4,50 F et libellée à vos nom et adresse pour la réponse.)

### RENNES-ATLANTIQUE

BP 608 - 44000 Pau Cedex. (Joindre une enveloppe grand format timbrée à 4,50 F et libellée à vos nom et adresse pour la réponse.)

### RENNES-ATLANTIQUE

BP 608 - 44000 Pau Cedex. (Joindre une enveloppe grand format timbrée à 4,50 F et libellée à vos nom et adresse pour la réponse.)

### RENNES-ATLANTIQUE

BP 608 - 44000 Pau Cedex. (Joindre une enveloppe grand format timbrée à 4,50 F et libellée à vos nom et adresse pour la réponse.)

### RENNES-ATLANTIQUE

BP 608 - 44000 Pau Cedex. (Joindre une enveloppe grand format timbrée à 4,50 F et libellée à vos nom et adresse pour la réponse.)

### RENNES-ATLANTIQUE

BP 608 - 44000 Pau Cedex. (Joindre une enveloppe grand format timbrée à 4,50 F et libellée à vos nom et adresse pour la réponse.)

### RENNES-ATLANTIQUE

BP 608 - 44000 Pau Cedex. (Joindre une enveloppe grand format timbrée à 4,50 F et libellée à vos nom et adresse pour la réponse.)

### RENNES-ATLANTIQUE

BP 608 - 44000 Pau Cedex. (Joindre une enveloppe grand format timbrée à 4,50 F et libellée à vos nom et adresse pour la réponse.)

### RENNES-ATLANTIQUE

BP 608 - 44000 Pau Cedex. (Joindre une enveloppe grand format timbrée à 4,50 F et libellée à vos nom et adresse pour la réponse.)

### RENNES-ATLANTIQUE

BP 608 - 44000 Pau Cedex. (Joindre une enveloppe grand format timbrée à 4,50 F et libellée à vos nom et adresse pour la réponse.)

### RENNES-ATLANTIQUE

BP 608 - 44000 Pau Cedex. (Joindre une enveloppe grand format timbrée à 4,50 F et libellée à vos nom et adresse pour la réponse.)

### RENNES-ATLANTIQUE

BP 608 - 44000 Pau Cedex. (Joindre une enveloppe grand format timbrée à 4,50 F et libellée à vos nom et adresse pour la réponse.)

### RENNES-ATLANTIQUE

BP 608 - 44000 Pau Cedex. (Joindre une enveloppe grand format timbrée à 4,50 F et libellée à vos nom et adresse pour la réponse.)

### RENNES-ATLANTIQUE

BP 608 - 44000 Pau Cedex. (Joindre une enveloppe grand format timbrée à 4,50 F et libellée à vos nom et adresse pour la réponse.)



## Les passions souterraines de Graz

La deuxième ville d'Autriche cultive son originalité

**GRAZ**  
de notre envoyée spéciale  
Visiteurs sans appât, passez votre chemin. L'âme de l'Autriche apparaît au seuil de l'écoeurément, après des lampées de métaphores pâtissières. Prenez Graz, par exemple, deuxième ville d'Autriche et capitale de la province de Styrie, à 200 kilomètres au sud-ouest de Vienne. Une authentique tranche d'architecture moutonneuse pour amateurs de défilés baroques. A déguster d'abord. Pour, après seulement, espérer en savoir un peu plus, au-delà de la satisfaction de la gourmandise accomplie.

A dévorer d'abord les jaunes crémeux, les roses sucrées, les verts amandes, les bleus laitiers, les mille-feuilles de toits moka percés de chiens-assis, les clochers ronds, les guirlandes meringuées, les mosaïques à la feuille d'or, les escaliers à balustrades qui, comme des festons de choux, partent à l'assaut d'une colline aux allures de pièce montée. A dévorer encore, l'architecture pétrée de Renaissance italienne, sucre filé derrière les porches baroques. Commencer par Hauptplatz, place triangulaire au cœur de la vieille ville, où l'imposant Rathaus voisine avec des façades théâtrales joliment stuquées. Poursuivre par Herren-

gasse, l'avenue principale, sillonnée par les tramways. Le porche du Landhaus, siège du gouvernement de la province, débouche sur une cour Renaissance aux arcades blanches. Le Zeughaus, lui, se signale par ses couleurs vives et abrite une collection d'armes des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Un peu plus loin, la place du cartillon (Glockenspielplatz) présente une façade en mosaïque avec des incrustations dorées.

Continuer son chemin en filant de ruelles en patios. Pousser la porte des palais. Celui d'Effan d'Avemas, du Domberrhof, du palais Inzaghi. Parcourir les passages, jeter un œil aux cours dérobées, histoire de découvrir l'envol des proportions et les volutes d'une architecture virtuose qui replacent Graz à la croisée des chemins, entre Europe de l'Est et brillante Italie.

Dans la bouche des habitants, l'histoire de la ville prend des allures de conte. Il était une fois l'archiduc Frédéric V, élu empereur sous le nom de Frédéric III. En 1440, il fit de Graz, capitale de l'Autriche intérieure, sa résidence impériale. Vint le temps des épreuves: les menaces des Turcs, l'occupation des Français... Jusqu'à l'arrivée, vers 1820, du frère de l'empereur François, l'archiduc Jean, qui devait choisir la Styrie comme sa deuxième patrie après la défunte que lui infligea son frère, au Tyrol. Jean est un modèle, un bienfaiteur dont on feuillette l'héritage: la Faculté technique, une école mi-

nière et métallurgique, le tracé de la ligne ferroviaire vers la vallée de la Mur, le costume régional (flanelle grise à parements verts), l'huile de graine de chouille, grande spécialité de la Styrie. On peut s'arrêter là. Mais on peut aussi sonder son étrange immobilisme à l'heure où se lève le vent d'est, quand l'esprit de la Slovaquie et de la Hongrie voisines remonte à la surface.

### TRAIT D'UNION

Dimanche matin, sur Hauptplatz. Des hommes pressés s'éloignent en grands manteaux et chapkas sombres. Deux vieilles femmes piétinent dans leurs bottines. Des nuages de vapeur chaude s'échappent de l'unique bonnet ouvert sur la place. On y voit un café serré tout en grignotant un beignet à la vanille. Au menu, la tumeur selon laquelle on construirait, sur la colline du Schlossberg, un hall des célébrités dédié notamment à Arnold Schwarzenegger. Né à Graz, la star symbolise, à sa façon, un trait d'union entre l'Est et l'Ouest.

N'en déplaise à Vienne, Graz est souvent considérée comme la capitale culturelle de l'Autriche. Tous les ans, un festival d'avant-garde, l'Autonome styrien, y voit affluer artistes et spectateurs. C'est ici qu'est né, dans les années 60, autour de la revue *Manuskript*, un mouvement li-

téraire contestataire, animé par Peter Handke et Gerhard Roth puis, ensuite, par Elfriede Jelinek ou Wolfgang Bauer. Héritier de cet ancien atelier littéraire, le Forum Stadtpark multiplie réflexions et spectacles divers.

Au cœur d'un parc public aux bois soigneusement taillés, le bâtiment, moderne, ressemble à un météore tombé à terre. Les autorités en place, relève, avec un sourire, Walter Grund, l'écritain qui préside aux destinées du lieu, ont toujours subventionné cet endroit, sans doute pour éviter que la subversion ne s'étende ailleurs. Volé en résumé, ajoute-t-il, toute la politique culturelle autrichienne. Et quand on se demande pourquoi la ville a vu naître tant de vocations, la réponse fuse: «L'art est une réponse à l'ennui».

Pour certains, Graz est la patrie des jolies femmes et des poètes, les premières inspirant les seconds. Pour d'autres, la ville jouerait le rôle d'un repoussoir, celui d'un modèle en creux. Cette façon de vivre des passions souterraines est, ici, une vieille habitude. La psychanalyse n'est pas née par hasard en Autriche. A l'abri des interdits, les bouillonnements de l'inconscient. Les habitants suspectent toujours les manifestations hors normes. Ainsi ont-ils, comme à Vienne, baptisé le quartier des bars «triangle des Bermudes».

Eve-Marie Zizza



## PARTIR

### LES CHOIX DES FRANÇAIS

■ A la Foire internationale du tourisme, Top Réa, qui réunissait à Dantville du 26 au 29 septembre, huit cent cinquante responsables français et étrangers d'offices de tourisme, de transport, de voyages etc., le sourire éclairait les visages. L'été fut radieux: les agences de voyages annoncent une progression de 7,7 % de leur chiffre d'affaires. «C'est la première année de véritable reprise depuis la guerre du Golfe», constate Philippe Demouy, président de Sélectour, réseau d'agences indépendantes en France. Un sondage, réalisé par l'IFOP pour Tour Hebdo, fin août, dévoile les projets des Français. A la question «Au cours des cinq prochaines années, quels sont les cinq pays étrangers où les DOM-TOM que vous souhaitez visiter?», les Antilles arrivent en tête devant l'Amérique du Nord, l'Italie, l'Australie, l'Espagne et la Grèce. Est aussi plébiscité la formule de vacances associant, à la carte, avion, voiture et hébergement. Formule qui a consolidé au fil des ans la forteresse Nouvelles Frontières: 2,42 millions de clients cette année (55 % achètent des forfaits, 45 % des billets d'avion). La vogue du «prêt-à-partir» répond au voyageur nouveau défini comme «un grand petit aventurier rêvant d'horizons lointains, d'espaces et de liberté, comme le souligne Georges Colson, PDG de FRAM (460 000 clients en 1995), et qui, loin d'aimer vagabonder, ne songe, lorsqu'il est livré à lui-même, qu'à retrouver les repères d'un programme balisé».

### DÉCOUVERTES INDIVIDUELLES

■ Les «autotours», circuits en voiture avec étapes réservées, couvrent largement les pays où l'on circule sans souci. Le Maroc et l'Andalousie, destinations phares de l'hiver, se visitent ainsi chez FRAM, en une semaine et pour 3 500 F par personne, en partant à quatre, vol inclus, de Paris ou de province, hôtels 3 ou 4 étoiles, réservés en demi-pension. Dans le même esprit, Kuoni, Planète et Déclic-Unicam insistent des circuits «seul, à deux, entre amis» avec voiture et chauffeur, sur les itinéraires équivalant à ceux des groupes. Jusqu'en Russie, ces découvertes ont du succès, ainsi qu'en témoigne Yves Serdénif, directeur commercial de Transtours, qui annonce 75 % de progression de la formule en un an. Aux week-ends à Moscou et Saint-Petersbourg (3 400 F, vols Air France, Paris-province) s'ajoutent des virées dans les anciennes «villes-monastères» de l'Année d'or (Soudal, Zagorsk, Vladimir), en voiture de location, avec ou sans chauffeur. Le voyageur, mieux informé, attentif aux prix, exige des prestations de qualité. Les professionnels lui répondent «esprit de découverte, charme, aventure». Africautours vante la «douceur de l'Égypte» et préfère les séjours dans les palaces mythiques de Louxor et Assouan, aux navigations sur le Nil avec visites express (8 jours, à partir de 6 560 F). MVM domine «en confiance» ses «petites adresses», des établissements chaleureux: maison crêole à la Réunion, hôtels-plantations aux Antilles ou demeures et camps privés (Honeyguide, safari 3 jours: 3 025 F de Johannesburg) en Afrique du Sud.

### PRIX À LA BAISSE

■ Pour guider les voyageurs à travers le continent asiatique et en Océanie, où 1 158 000 Français se sont rendus en 1995, Jean-Paul Chantreine, PDG d'Asia, a ajouté à la fin de sa brochure, «carnet de tendances» pour vingt-trois pays à visiter en voiture particulière (avec chauffeur), une signalétique qui classe par thème (grands sites, trains, faune et flore, peuples, etc.) les modules à associer. Comme un défi aux deux cent mille Français qui auront visité le royaume du Siam en 1996, la présentation de la «Thaïlande hors piste» ouvre des itinéraires inédits, en pays chaud et chez les Lisu, au nord (4 jours, 2 820 F de Chiang Mai, en partant à 4), ou sur l'île oubliée de Koh Chang. Restait à convaincre le voyageur, qui décide de partir aux États-Unis, en général dans les quinze jours, d'acheter un forfait «séjour»: 46 % des Français débarquant à New York ne réservent pas d'hôtel. Rémy Arca, de Vacances fabuleuses, a imaginé des formules simplifiées variables sur les principales destinations américaines: week-end de 3 nuits «New York Basic» à partir de 3 080 F, jamais les prix n'ont été aussi modérés, allégés par la baisse des tarifs aériens.

F.L.E.

### Carnet de route

● Y aller. Austrian Airlines (tél.: 42-66-35-43) propose un vol Paris-Graz via Vienne; Air France (tél.: 44-08-24-24) des vols Paris-Graz via Vienne, l'Allemagne ou la Suisse. Compter 2 300 F à condition de passer la nuit du samedi sur place.  
● Séjourner. Au grand hôtel Wiesler (tél.: 19-43-316-90-66-0) ou à l'hôtel Weitzer (tél.: 316-903-0), dont le café est très animé. Deux établissements à l'atmosphère début de siècle, sur les bords de la Mur: le Schlossberg Hôtel (tél.: 316-90-70-0), au pied du Schlossberg; plus familial et plus abordable, la pension Gasthof Schmid Greiner (tél.: 316-68-14-82).  
● A voir. La Neue Galerie (Sackstrasse 16) et ses dessins d'Egon Schiele et de Gustav Klimt. Le Landeszeughaus (Herrengasse 13), un arsenal inépuisable depuis 1649 et abritant une collection d'armes et d'armures. Et le marché paysan (Kaiser-Joseph-Platz), tous les jours, sauf le dimanche, jusqu'à 13 heures.  
● Renseignements. Office national autrichien du tourisme, BP 475, 75366 Paris cedex 08, tél.: 53-83-95-20.

### Départs pour l'été indien

Outre-Atlantique, bois et forêts s'empourpreront. Les feuilles des érables rougiront avec les premières gelées, comme le froid fait monter le rose aux joues. Suivent les ors des bouleaux, puis les cuivres des frênes, des tilleuls et des chênes. Voilà *The Colors*, les couleurs, disent les Américains. Cela dure deux à trois semaines, puis le mercure descend jusqu'à -15°, annonçant l'hiver. Un redoux à la fin octobre laisse croire au retour des beaux jours: c'est l'été indien, ou «l'été des Indiens», pour les Québécois. L'été de la Saint-Martin pour nous. Avec deux semaines de retard, l'automne commence au nord Québec, et descend lentement la vallée du Saint-Laurent, avant de gagner les cantons de l'est, région limitrophe des



du Vermont et de New Hampshire. Pour mesurer l'avancée du phénomène on parle en pourcentage. La Gaspésie (part de Foulon) et la région de Charlevoix, en aval de Québec, sont à 25 %, comme le parc du Mont Royal à Montréal ou l'Estrie. Tandis que la ville de Québec, les Laurentides et les Appalaches évoluent de 25 à 50 %. On rejoint les villes d'accès (Montréal, New York) en vols réguliers à partir de 2 000 F (Nouvelles Frontières), ou 2 390 F (Vacances Air Canada, forfait à 2 950 F avec 3 nuits d'hôtel et une voiture, 150 F la nuit supplémentaire), jusqu'à 2 550 F avec Air France, Balcon quotidien. Au

Québec, le réseau Hôtellerie champêtre regroupe trente villégiatures (450 F environ la chambre, réservation: 1-800-714-1214). Souvent aménagés dans de jolies demeures de campagne, les Gîtes du passant (Guide 96-97 aux Éditions Ulysse) offrent des chambres d'hôte (200 F). Compter de 1 400 à 2 600 F par semaine pour une berline, ou un véhicule 4x4, à réserver avant le départ. Information à l'Ambassade du Canada: 44-43-29-08. Les forfaits «avion, voiture, hôtels» s'avèrent pratiques, pour qui veut avaler les miles «à la poursuite de l'été indien» (*Le Monde* du 29 octobre 1994) sans se soucier des étapes. Signée Jet Set, une escapade canadienne de 14 jours (hôtels 3 étoiles, vol Paris-Toronto-Montréal, départs quotidiens, tél.: 53-67-43-00 et agences) se vend à partir de 5 235 F, de Paris. Offre similaire en Gaspésie (étapes en gîtes, vol Paris-Montréal, tél.:

42-66-17-30), chez Voyageurs en Amérique du Nord. Consulter aussi, dans les agences, les propositions de Vacances Air Transat et Canadian national. En une heure trente de New York, on gagne la vallée de l'Hudson, couverte de forêts. La Nouvelle-Angleterre s'offre au départ de Boston (forfait de 7 nuits: 4 875 F, chez Jet Set, avec vol direct). Budget ramené à 4 000 F avec Directours (3615 Directours), qui s'engage à réserver des hôtels de chaîne, faute de disponibilité, en cette saison, dans les étapes de charme. Réducteur (3615 KI, 5 240 F, 9 nuits en 2 étoiles) programme un itinéraire automobile le long de la côte Est de New York à Philadelphie, via Boston et les chutes du Niagara. Enfin, Nouvelles Frontières (4 000 F, vol en sus) joue les duos USA - Canada, en deux semaines.

Florence Evvin

**ANY WAY VOYAGES**  
PROMOS SÉJOURS  
GUADALUPE: 9 jours  
Vol + hôtel 2\*\* : 3 690 F\*  
CUBA: 15 jours  
Vol + hôtel 2\*\* : 4 990 F\*  
KENYA: 9 jours  
Vol + hôtel 3\*\* : 4 190 F\*  
BALI: 9 jours  
Vol + hôtel 3\*\* : 6 990 F\*  
\*A partir de...  
Bilan: 40.28.00.74 - 3615 ANY WAY  
46 rue des Lombards - 75001 PARIS

**Directours**  
SPECIAL CARAVANES TOUT INCLUS  
depuis 400 € sur place superbe incluant tous les repas, les boissons à volonté, tous les sports dont le ski. Vols Air France ou AGA.  
ANTIGUA 9j : 5 780 F  
STE LUCIE 9j : 6 170 F  
Pour savoir plus, contactez nous sur place.  
CALIFORNIE 9j : plus en bas 13 400 F  
Vol rég + voiture + 350 moutons au choix.  
Prix base 4. Base 200 F base 200 F.  
Minitel 3615 DIRECTOURS (11.23.22)  
99, avenue des Champs-Élysées - 63  
Tél.: 45.62.62.62 et 11.23.22

**DÉGRIFTOUR**  
RIO DE JANEIRO  
7 Nuits Hôtel 5\*\*  
Petits déjeuners. Vols réguliers A/R  
Départ Paris : 5 480 F 2 982 F  
DIJON  
7 Nuits Hôtel 3\*\* Pers. comp. Vols A/R  
Départ Paris : 2 220 F 3 490 F  
PARIS - BANGKOK Vols rég. A/R  
Départ Paris : 2 960 F 4 260 F  
3615 KI 101 191 220 F  
Guadeloupe - 40.28.00.74

**Saint-Rémy-de-Provence**  
Hôtel Ville Verte\*\*  
au centre du village  
1 semaine en 1/2 pension  
à partir de 1 400 F  
en chambre double  
Piscine couverte et chauffée  
Prêt de bicyclette  
Tél.: 90.92.06.14 - Fax: 90.92.56.54

**EST - HÔTEL\*\***  
49, Boulevard de Magenta - 75010 PARIS  
88 chambres. Douche/Bain - TV  
coulée - Tél. direct + Bar dans hall  
Chambre seul(p): 210 F / 280 F  
Chambre double: 300 F / 350 F  
Chambre triple: 480 F / 450 F  
En chambre double 1 700 F/Semaine  
Spécial tarif groupe à partir de 10 pers.  
125 F par pers. (2 ou 3 pers/chambre)  
Tarif promotion Eliver 96/97  
du 01/11/96 au 01/03/97  
115 F par pers. (2 ou 3 pers/chambre)  
Pour toute information et réservation  
Tél.: 01.42.40.15.99 - Fax: 01.42.40.59.40

**DEMARQ VOYAGES** Partez gagnant...  
Catalogue DEMARQ  
ESTAMBOUL 9/14n Vol A/R + Hôtel 3\* + P.D. 2480 F 1450 F  
AGADIR 9/14n Vol A/R + Hôtel 4\* + D.P. 4250 F 2890 F  
St DOMINGUE 16/14n Vol A/R + Club 3\* + P.C. 8740 F 5250 F  
Départ les Jours et LUNDI en novembre  
3617 DEMARQ - 3617 DEMARQ

**HAUTES-ALPES**  
Hôtel BEAUREGARD\*\*  
Logis de France  
05350 Saint-Véran-en-Queyras  
2 040 m. - Site classé du XVIII<sup>e</sup>.  
Ski et randonnées tarif tout compris  
1/2 pers. 218 à 315 F (p.c. + 61 F)  
Tél.: 92.45.82.82 - Fax: 92.45.80.10

**PARIS**  
SORBONNE  
Hôtel DIANA\*\*  
73, rue Saint-Jacques, Paris 5<sup>e</sup>  
Chambre avec bains - WC  
T.V. couleur - Tél. direct.  
De 300 à 395 F  
Tél.: 43.54.92.55 - Fax: 46.34.24.30

**SPECIAL TOUSSAINT**  
A ROME du 31/10 au 03/11/96 2 050 F\* (4 jours/3 nuits)  
Prix à partir de 1 400 F par personne comprenant:  
le transport par train de nuit en couchette 2<sup>e</sup> et, au départ de Paris en Dôme + les transferts A/R gares/hôtels + le logement en chambre double hôtel\*\* puis déjeuner.  
A FLORENCE du 31/10 au 03/11/96 1 700 F\* (3 jours/2 nuits)  
Prix à partir de 1 400 F par personne comprenant:  
le transport par train de nuit en couchette 2<sup>e</sup> et, au départ de Paris en Dôme + les transferts A/R gares/hôtels + le logement en chambre double hôtel\*\* puis déjeuner.  
Tél.: 44.51.39.27  
MINITEL 3615 (1,29 F/min)  
Cit Evasion

**3615 VOYAG AIR**  
150 000 tarifs discount sur vols réguliers  
La garantie d'un meilleur prix  
British Airways NEW YORK 1 080 F  
Cathay Pacific MANCHESTER 790 F  
KLM PEKIN 4 490 F  
British Airways SEYCHELLES 4 100 F  
KLM TEL AVIV 2 150 F  
\*Prix de départ garanti. \*\*Hôtel 3 étoiles minimum.  
Conditions d'usage: www.3615.com

PROFESSIONNELS DU TOURISME, invitez nos lecteurs aux voyages: RUBRIQUE "ÉVASION" 44.43.77.36 - (Fax: 44.43.77.30)

مكتبة التذليل



## De belles éclaircies et davantage de fraîcheur

LA FRANCE connaîtra jeudi le rétablissement temporaire de conditions anticycloniques en liaison avec le développement d'une dorsale en provenance des Açores. Celle-ci ne protégera pas l'extrême sud-est du pays qui sera sous l'influence d'un ciel de traîne. A l'autre extrémité, les régions proches de la Manche verront arriver les nuages précurseurs de la perturbation suivante.

Jeudi matin, les nappes de brouillard seront fréquentes de

l'Aquitaine au Val-de-Loire, au Bassin parisien et au nord-est. Une fois dissipées, le soleil brillera généralement. Près de la Manche, les visibilités seront meilleures, et la matinée sera belle. Des Pyrénées au Massif Central, aux Alpes et au Jura, quelques bancs nuageux n'entraveront pas l'impression de beau temps. Près de la Méditerranée, le soleil sera radieux en Languedoc-Roussillon et en Provence au prix d'un mistral et d'une tramontane atteignant localement 100 km/h en rafales. Les nuages poussés par le vent de nord-est s'attarderont sur la Côte d'Azur, mais c'est uniquement en Corse qu'ils prendront un caractère menaçant en y déversant des averses orageuses.

Jeudi après-midi, les brouillards étant dissipés, les belles éclaircies se généraliseront, avec même un ciel tout bleu du Roussillon au Var, où le vent sera moins violent que le matin. En Corse, les averses se réitéreront. Près de la Manche, au contraire, la tendance sera à l'aggravation. Le voile nuageux s'épaissira au fil des heures, quelques gouttes de pluie tomberont sur la pointe de la Bretagne au soir. D'autre part, le vent de sud-ouest se renforcera pour atteindre 70 km/h en pointes. Le ciel s'ennuagera également dans le courant de l'après-midi du sud de la Bretagne aux côtes normandes, à la Picardie et à la frontière belge.

Les températures minimales seront basses, souvent comprises entre 3 et 7 degrés dans l'intérieur des terres - et pouvant s'abaisser localement à 0 degré avec gelée blanche en campagne -, elles seront plus douces sur les bords de l'Atlantique et de la Manche (8 à 12 degrés) et de la Méditerranée (10 à 14 degrés). L'après-midi, il fera de 15 à 17 dans le Nord, l'Est et le Bassin Parisien, 18 à 20 de la Bretagne au Sud-Ouest, 19 à 22, près de la Méditerranée.

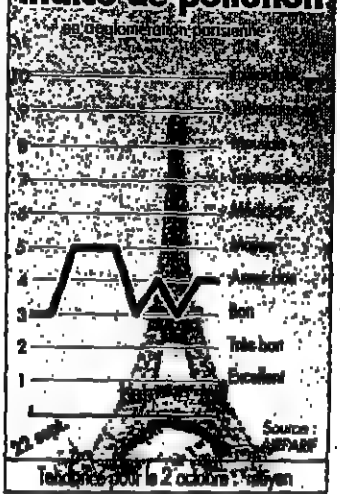
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 3 octobre vers 12h00

### La qualité de l'air

#### Indice de pollution

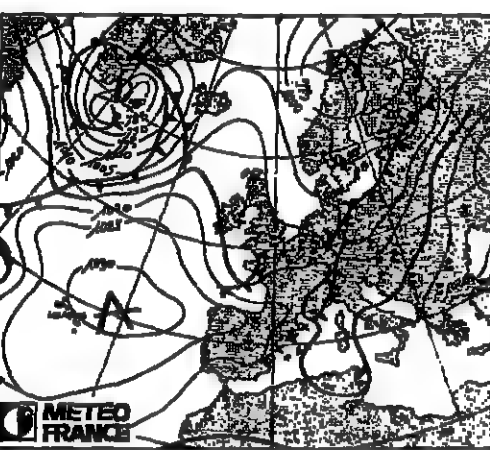


Télédiffusé pour le 2 octobre à 19h

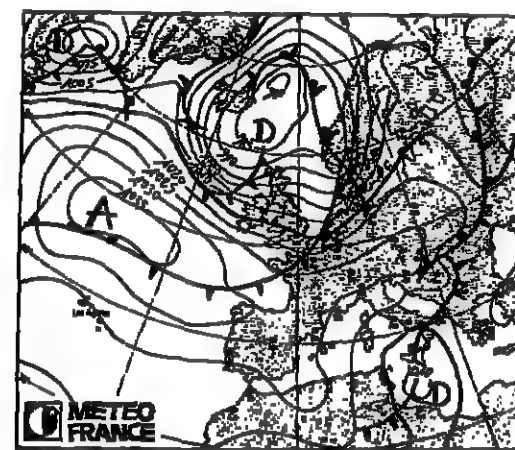


Prévisions pour le 3 octobre vers 12h00

TEMPÉRATURES	GRENOBLE	23/0	TOURS	17/9	CHICAGO	22/9	LISBONNE	21/4	PRETORIA	29/7
du 1 <sup>er</sup> octobre	LILLE	18/9	ALGER	27/16	COPENHAGUE	11/6	LONDRES	17/5	RABAT	26/12
max/min/minima	LYON	24/9	DARAR	31/29	LOS ANGELES	20/17	LOS ANGELES	20/17	SEOUL	23/14
	MAURILLON	20/3	ATHENES	27/16	MADRID	20/5	MADRID	20/5	SAN FRANCISCO	17/1
	NANCY	18/7	BANGKOK	32/24	DUBLIN	15/7	MADRID	20/5	SANTO DOMINGO	24/11
	PARIS	18/10	BARCELONE	23/3	GENEVE	20/7	MEXICO	19/13	SEVILLE	28/14
	STRASBOURG	17/12	BERLIN	20/9	HANOI	30/23	MONTREAL	14/8	ST-PETERSBURG	19/7
	TOULOUSE	18/11	BOMBAY	31/27	HELSINKI	10/9	MOSCOW	9/6	SYDNEY	20/10
			BRUXELLES	17/7	HONGKONG	29/24	MUNICH	24/9	TENERIFE	29/24
			BUCAREST	19/4	NEW DELHI	34/26	NEW DELHI	34/26	TOKYO	19/1
			BUDAPEST	21/10	NEW YORK	22/17	NEW YORK	22/17	VARSOVIE	22/9
			BUENOS AIRES	18/15	PRAGUE	14/5	PRAGUE	14/5	VIENNE	23/13
			CARACAS	28/23						



Situation le 2 octobre, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 4 octobre, à 0 heure, temps universel

## IL Y A 50 ANS DANS le Monde

### Le verdict

L'INTÉRÊT, la passion que suscite partout en ce jour la sentence rendue par le tribunal de Nuremberg, c'est-à-dire l'extermination ou la persécution, pour des motifs raciaux et religieux, de populations civiles. Surtout il définit une peine capitale en ce qui concerne la « conspiration » ou le « complot » contre la paix, ainsi que les « crimes contre la paix » et les « préparatifs de guerre d'agression ».

Il comportait à cet égard une double utilité. Devant en effet utiliser, pour fonder les inculpations, la documentation la plus sérieuse possible, le procès a mis au jour une masse de textes d'une valeur sans doute unique pour les historiens. Mais, plus encore, il présentait un intérêt juridique : il était réellement la première tentative jamais faite pour affirmer la responsabilité d'une nation dans sa conduite internationale, en des domaines où sévit le concept de la souveraineté étatique. La condamnation des chefs de l'Allemagne nazie est la première atteinte sérieuse à ce dogme. Telle est la grande innovation, l'innovation capitale du procès de Nuremberg.

Il comportait à cet égard une double utilité. Devant en effet utiliser, pour fonder les inculpations, la documentation la plus sérieuse possible, le procès a mis au jour une masse de textes d'une valeur sans doute unique pour les historiens. Mais, plus encore, il présentait un intérêt juridique : il était réellement la première tentative jamais faite pour affirmer la responsabilité d'une nation dans sa conduite internationale, en des domaines où sévit le concept de la souveraineté étatique. La condamnation des chefs de l'Allemagne nazie est la première atteinte sérieuse à ce dogme. Telle est la grande innovation, l'innovation capitale du procès de Nuremberg.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6922

SOS jeux de mots : 3615 LE MONDE, tapez SOS (2,23 F/min)

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

a rien à enlever. - VI. Sur un plateau, en Corse. Patriarche. - VII. Sans changement. Qui n'a pas bien poussé. - VIII. Parfum de cuisine. - IX. Au-dessus de la ceinture. - X. Éléments de batteries. - XI. Se chargea de son père. Saint.

### VERTICALEMENT

1. Est plus sobre que la mule. - 2. En Champagne. Fondateur d'un séminaire. Préfixe. - 3. L'homme des cavernes. - 4. Levant, pour un empire. Pronom. - 5. Ne circule plus. Œuvre de compositeur. - 6. Une randonnée en montagne. Fait un pli quand il est maître. - 7. Ont remplacé les fourgons. - 8. Pour lier. Nom de pays. A l'esprit caustique. - 9. Bien assis. Circule à l'étranger.

### SOLUTION DU N° 6921

HORIZONTALEMENT  
I. Monologue. - II. Affime. - III. Quenottes. - IV. Us. Ino. Se. - V. Obèses. - VI. Lieu. Ciel. - VII. Lots. Auna. - VIII. ENA. An. TI. - IX. Us. Fretin. - X. Fic. Rée. - XI. Sial. Cif.

### VERTICALEMENT

1. Maquilleurs. - 2. Obus. Ions. - 3. Nle. Oeta. Fa. - 4. Omnibus. Fil. - 5. Leone. Arc. - 6. Toscane. - 7. Glt. Elu. Trl. - 8. Essentiel. - 9. Esse. Faines.

## PARIS EN VISITE

Vendredi 4 octobre

■ L'ÎLE SAINT-LOUIS, 10 h 30 et 15 heures (50 F), sortie du métro Pont-Marie (Paris passé, présent) ; 11 heures et 15 h 30 (50 F), sortie du métro Pont-Marie (Claude Marti).  
■ LA TURQUIE ET L'INDE dans les passages du faubourg Saint-Denis (50 F), 10 h 30, sortie du métro Château-d'Eau, côté numéros impairs (Pierre-Yves Jaslet).  
■ MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée) : la sculpture italienne, 11 h 30 ; L'Autoportrait de 1660, de Rembrandt, 12 h 30 ; les tapisseries du Moyen Âge et de la Renaissance, 14 h 30 (Musées nationaux).  
■ LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ARSENAL (45 F + prix d'entrée), 14 h 30, angle du boulevard Morland et de la rue de Sully (Monuments historiques).  
■ DE SAINT-SULPICE aux hôtels de la rue de Tournon (50 F), 14 h 30, sortie du métro Saint-Sulpice (Paris pittoresque et insolite).  
■ L'HÔTEL DE LASSAY, résidence du président de l'Assemblée nationale (carte d'identité, 60 F), 14 h 30, sortie du métro Assemblée-Nationale (Isabelle Haullier).  
■ MARAIS : sur les traces de M<sup>me</sup> de Sévigné (50 F), 14 h 30, sortie du métro Hôtel-de-Ville côté rue Lobau (Frédérique Jamel).  
■ PASSAGES COUVERTS DU SENTIER : deuxième parcours (50 F), 14 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autrefois).  
■ LE VAL-DE-GRÂCE (45 F + prix d'entrée), 14 h 30, place Alphonse-Laveran (Le Passé simple).  
■ MARAIS : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).  
■ LA RUE RÉAUMUR (60 F), 15 heures, angle de la rue de Turbigo et de la rue Montgolfier (Vincent de Langlade).  
■ LE PROCOPE et son quartier (45 F + une consommation), 15 h 30, sortie du métro Odéon, devant la statue de Danton (Monuments historiques).  
■ GRAND PALAIS : exposition Nara, trésors bouddhiques du Japon ancien (40 F + prix d'entrée), 18 heures, hall du musée (Approche de l'art).

## LE CARNET DU VOYAGEUR

GRANDE-BRETAGNE. La compagnie Air UK cessera de desservir Madrid et Nice au départ de Londres Stansted le 27 octobre, deux liaisons non rentables pour elle. Elle assurera en revanche la liaison Londres-Inverness, en Écosse, et effectuera quatre vols quotidiens, au lieu de trois sur la ligne Londres-Amsterdam. (Bloomberg.)

SCANDINAVIE. Dans la perspective de la concurrence que va lui faire la compagnie norvégienne Braathens Safe à partir du 7 novembre sur la ligne Stockholm-Oslo, la compagnie Scandinavie Airlines System a décidé de réduire ses prix de 10 % à 30 % sur cette ligne. SAS lancera le 22 octobre « SAS Express » sur ses 28 vols aller et retour quotidiens. Durant le vol (cinquante minutes), la

compagnie supprimera les collations, à l'exception du petit-déjeuner. Elle ouvrira aux passagers de la classe affaires un bistrot, « SAS Gate Café », dans les aires d'embarquement des deux aéroports. En outre, un « SAS Travel Pass » magnétique permettra aux passagers fréquentant souvent la ligne Stockholm-Oslo d'accéder aux avions sans carte d'embarquement. (AFP)

JAPON. La principale autoroute de Kobe, détruite le 17 janvier 1995 par un tremblement de terre, a été rouverte à la circulation lundi 30 septembre. (AFP)

ROUMANIE. Le conseil municipal de Braïla, à l'est de la Roumanie, a débattu la semaine dernière d'un projet visant à verbaliser ceux qui se mouchoient dans les lieux publics. L'amende prévue (entre 750 et 1 500 francs) serait également appliquée aux personnes qui crachent dans la rue ou qui mangent des restes dans des endroits non marqués. (AFP)

## ABONNEMENTS

3615 LE MONDE CODE ABO

La durée de l'abonnement	France	Autres pays de l'Union européenne	Autres pays
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements, 24, avenue du G<sup>e</sup> Ledere - 69646 Chantilly Cedex - Tél. : 16 (7) 42-17-32-90.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Cl-joint mon règlement de : \_\_\_\_\_ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire

Signature et date obligatoires

Changement d'adresse : \_\_\_\_\_

par écrit 10 jours avant votre départ.

PP. Paris DTN

● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.)

Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances.

● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

55 (7) 42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

● Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

## LES SERVICES DU Monde

La Monde 42-17-20-00

Télématique 3615 code LE MONDE

CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Documentation sur minitel 3617LMDOC

sur 36-29-04-56

CD-ROM : (1) 44-08-78-30

Index et microfilms : (1) 42-17-29-33

Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)

est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

ISSN : 0395-2037

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gambourg, 94852 Ivry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE.

President-directeur général : Dominique Alduy

Directeur général : Gérard Morax

123, avenue des Champs-Élysées 75409 Paris Cedex 08

Tél. : (1) 44-43-76-00 ; Fax : (1) 44-43-77-30

## Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

### L'AMÉRIQUE DE BILL CLINTON

Malgré de bonnes performances économiques - 9 millions d'emplois créés en quatre ans - les États-Unis affrontent d'importants problèmes de société et, sur le plan extérieur, leur leadership est de plus en plus contesté.

### LE NOUVEL ÂGE DES INÉGALITÉS

Entre riches et pauvres, les écarts se creusent et la fracture sociale diagnostiquée par Jacques Chirac au cours de sa campagne présidentielle est toujours aussi profonde.

OCTOBRE 1996

UNE PUBLICATION DU « MONDE » CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



**CINÉMA** Jamais deux films aussi opposés ne sont sortis le même jour : « La Rencontre » d'Alain Cavalier, œuvre poussant à l'extrême la singularité économe, face à la



gigantesque machine d'« Independence Day », qui a pulvérisé le box-office américain. ● LA SEMAINE est très (trop ?) chargée pour le cinéma d'auteur, avec des réalisations mar-

quantes d'Aki Kaurismäki, Manoel de Oliveira et Raymond Depardon. ● L'ESPAGNE enfin est au cœur de l'actualité avec le Festival de Saint-Sébastien.

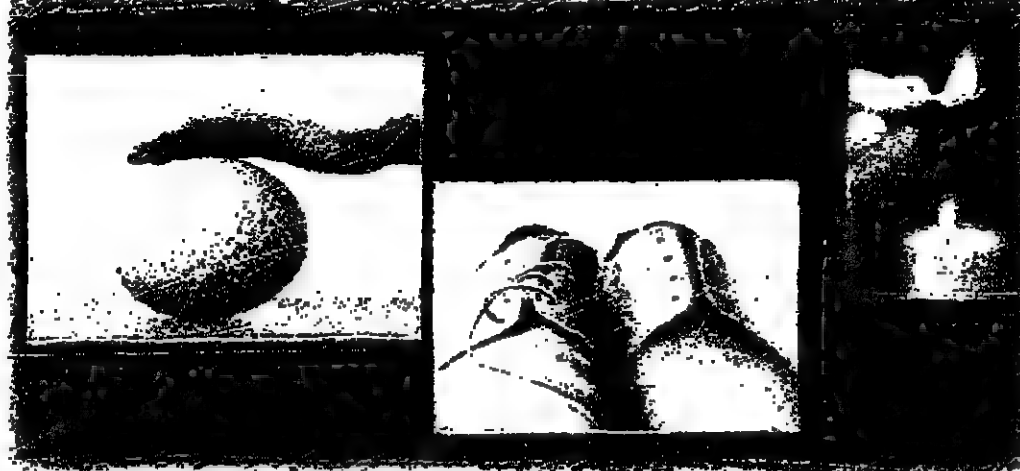
## Alain Cavalier explore les recoins les plus intimes de l'amour

La Rencontre. Partageant sa vie et son projet avec « elle », le cinéaste réalise, à l'aide d'une petite caméra vidéo, un superbe et émouvant duo. Il s'explique sur sa démarche très personnelle et sur la production et la distribution d'une œuvre hors normes

Film français d'Alain Cavalier (1 h 15.)

Le onzième long-métrage d'Alain Cavalier est une merveille. N'y a-t-il pas, elle est pour moi. C'est-à-dire que ce film établit une relation si personnelle, si singulière avec celui qui le regarde qu'il rend presque incongru d'avoir à en partager les échos. Ou alors seulement avec celui ou celle qu'on aime. La Rencontre est un film qui ne ressemble à rien de connu, on n'est d'ailleurs pas sûr que ce soit exactement un film au sens habituel qu'on donne à ce mot. Mais que ce soit une œuvre splendide et bouleversante, aucun doute.

Une pierre, deux montres, un oiseau, un trajet qui chemine... ce serait comme une comptine. La comptine légère et attentive d'un amour entre un monsieur et une dame. Le monsieur, c'est Alain Cavalier, c'est lui qui raconte et qui filme. La dame, on ne dit pas son nom, on ne voit pas son visage. On la voit bien, elle, pourtant. Elle apparaît peu à peu dans cet égrenage des petits signes, elle se dessine corps et âme dans les fragments — un pied,



un lieu, un souvenir, quelques phrases. Mais ce n'est pas plus elle que lui-même que filme Cavalier, c'est l'amour, leur amour. Plaignons qui ricanera de cet aplomb, qui n'y voudra entendre qu'accents de midinette. Pas à pas, à mots murmurés, La Rencontre s'approche de l'indicible, de l'infimable. Avec le sourire et une toute petite caméra vidéo, il s'avance vers les recoins les plus intimes, les plus triviaux comme les plus impal-

pables du sentiment partagé. En passant toujours par le plus simple, par le plus concret. Une paire de chaussures, un bol de café au lait deviennent la matérialisation de secrets auxquels on doute d'avoir le droit d'accéder ; amusé et pas dupe, le cinéaste s'expose et s'esquive. Et, comme toujours quand le cinéma est là, le monde est là lui aussi, les grandes terreurs, les grands récents, l'histoire et son train, la mémoire et ses œuvres, la tech-

nique et ses pompes. Longtemps le film n'est pas de nom. Celui finalement retenu est particulièrement approprié. Puisqu'il s'agit de la rencontre au sens le plus fort d'un homme et d'une femme. Mais aussi de la proposition d'une rencontre exceptionnelle entre un objet filmé et celui qui le regarde. Et encore de la rencontre unique entre le cinéma et une relation humaine. Cavalier dit qu'il a « aimé filmer l'amour », ça se voit. Par son élégance et sa

précision, La Rencontre fait songer à la grande littérature du sentiment amoureux, telle qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle elle explorait avec une délicatesse accrue les replis de l'« inclination ».

Mais il n'est rien de littéraire dans ce que fait Cavalier, la simplicité apparente du dispositif semble au contraire lui permettre d'atteindre à quelque chose d'essentiel du cinéma, où ses moyens seuls — la durée, le cadre, les jeux de la bande-image et de la bande-son, l'objectivité et la subjectivité de l'enregistrement — sont à l'œuvre. Filmée jusque dans les situations les plus privées, la femme finit par vouloir sortir du jeu, et c'est bien naturel, et c'est aussi cinématographiquement logique. Elle dit : « Si les gens voient ça... » Elle ne sait pas encore qu'il est impossible que « les gens » voient ça. Mais dans ce tendre et vertigineux face-à-face redoublé (entre elle et lui, entre le film et le spectateur), il faut espérer que chacun le verra.

J.-M. F.

★ *Études cinématographiques* publie un volume consacré à l'œuvre d'Alain Cavalier (n° 223-231, 160 pages, 160 F).

## « Le film recèle peut-être le sens de ma vie, mais dans une langue étrangère »

**RÉALISATEUR** de la génération qui a renouvelé le cinéma français à l'aube des années 60, Alain Cavalier (né en 1931) suit une carrière traditionnelle jusqu'à ce que la conjonction entre son évolution professionnelle, l'atmosphère de l'après-68 et un drame personnel l'amènent à un changement décisif. Son film le plus introspectif, *La Rencontre*, ne prend pas de message (1979), en portait la nouveauté à ses (rares) spectateurs. Depuis *Thérèse* (1986) et *Libera me* (1993), mais aussi la série de *Portraits* de femmes au travail réalisés pour la télévision, il met en œuvre une pratique personnelle du cinéma, cherchant sa voie à l'écart des mécanismes habituels de l'industrie des images. Une démarche poursuivie de manière radicale avec *La Rencontre*, du point de vue de sa production comme de sa distribution, sur laquelle il s'explique ici.

« Comment est né le projet de *La Rencontre* ?  
— Il n'y avait pas de projet. J'avais commencé à utiliser une petite caméra vidéo pour les repérages de mes films, quand j'ai rencontré cette personne. Je l'ai filmée comme mes *Portraits* pour la télévision. J'ac-

curais des souvenirs. Un jour, j'ai eu dix minutes d'images où je voyais apparaître une organisation de la vie ensemble. J'ai compris que j'étais en train de faire un film, pas d'écrire mon journal intime. Cette série de plans forme les dix premières minutes du film, je ne les ai pas changés.  
— Décider d'en faire un film modifie-t-il votre manière de tourner, voire votre relation avec celle que vous filmez ?  
— Le travail devenait de plus en plus conscient, il se professionnalisait malgré moi. Plus le temps passait, plus j'avais de déchet. Simultanément, je ne savais pas comment m'arrêter. Heureusement, un jour, elle m'a dit que tout ça commençait à devenir dangereux. J'ai compris qu'il fallait finir. A aucun moment, je n'ai été seul, j'avais devant moi quelqu'un à qui je demandais des choses et qui, quelquefois, les refusait. Dans l'esprit, elle est coauteur du film.  
— Vous avez fait le film entièrement à deux ?  
— Pas tout à fait. Dès que j'ai senti que c'était un film, j'en ai parlé avec Florence Malraux, dont le nom figure au générique. *La Rencontre* est construit avec de l'imprévu, de l'inconscient, on ne peut en connaître le sens au moment de la fabrication. Il recèle peut-être le sens de ma vie, mais dans une langue étrangère. Il

faut du recul, ou un regard extérieur, pour comprendre.  
— Quel rôle joue l'utilisation de cette petite caméra vidéo ?  
— Cette expérience aurait été impossible avec de la pellicule : il faut un matériel ultra-léger. En super-8, on a des bobines de trois minutes qu'il faut envoyer développer. Tout devient lourd et lent, on sort du rythme de la vie. Si j'ai pu garder ma relation avec cette personne, je le dois aux ingénieurs japonais !  
— Vos films s'éloignent de plus en plus des méthodes ordinaires de production...  
— Le problème est de devenir soi-même, et l'on devient soi-même lorsqu'on est seul devant quelqu'un d'autre. Si l'on arrive devant un acteur du son, un opérateur, etc., les rapports sont très différents. Ils ne m'intéressent pas. Je me suis rendu compte qu'il fallait que je sois à la fois les yeux, les oreilles, et que j'enfonce dans le champ. Que rien ne soit coupé en morceaux. *La Rencontre* ne coûte rien, il n'est pas « produit », j'ai payé les rares frais (les cassettes vidéo), ce qui signifie que je pouvais interrompre le processus à tout moment. Je n'ai aucun compte à rendre.  
— Durant la réalisation, vous ne pensez jamais à un public ?  
— J'y ai pensé, je reste cinéaste. Si le film avait concerné un sujet diffi-

cile à comprendre, je ne l'aurais pas montré. Mais là, c'est tout bête, un homme et une femme. La communication avec d'autres sera peut-être difficile du fait des liens particuliers entre elle et moi, mais elle n'est pas brisée.  
— Vient donc le moment où vous envisagez que le film soit vu. Que faites-vous à ce moment ?  
— J'en fais une copie 35 millimètres, en filmant directement mon poste de télévision où passe la bande vidéo. La « matière vidéo » de l'image ne me gêne pas, elle fait partie du projet, du moment qu'on atteint une certaine qualité. J'ai effectué des tests avec différentes pellicules pour obtenir le meilleur résultat. J'avais filmé des images extrêmement simplifiées, et aucun visage, pas pour des raisons techniques mais par pudeur. Néanmoins, cela a facilité le transfert d'un support à l'autre. Une fois cette opération effectuée, je songe à la sortie.  
— Elle aussi se fait de manière inhabituelle.  
— Je ne voulais pas mettre *La Rencontre* dans le circuit traditionnel de

la distribution. Je me suis mis d'accord avec Roger Diamant, qui dirige le cinéma Saint-André-des-Arts à Paris, pour qu'il projette le film une seule fois par jour, à 13 heures, mais pendant très longtemps, un an j'espère. Des formules similaires ont été trouvées en province. J'ai refusé de vendre à la télévision, ce qui pose des problèmes financiers dès qu'on rentre dans le monde professionnel. Mais si quelque chose de fort peut se produire entre le film et les spectateurs, ce sera en salle. La télé ne fait pas de bons spectateurs.  
— An dernier moment, vous avez supprimé une séquence dans le film.  
— Oui. Le hasard a fait que j'ai visité une maison abandonnée où Orson Welles avait vécu. La séquence tournée dans ce cadre formait une sorte de parenthèse au milieu du film, consacrée à Welles. Puis, je me suis aperçu que la véritable inscription était de parler de quelqu'un d'autre, alors j'ai fait sauter cette séquence.

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

## La comédie du malheur de chaque jour

Au loin s'en vont les nuages. Un Kaurismäki glaçant et drôle sur le chômage

Film finlandais d'Aki Kaurismäki. Avec Kati Outinen et Karl Väänänen (1 h 36.)

Elle travaille dans un restaurant. Il est conducteur de tramway. Ils sont mariés. Ils ont un petit appartement aux couleurs atroces, et une télévision achetée à crédit. Le restaurant ferme. Les transports en commun d'Helsinki licencient. Ils n'ont plus de travail. Ils en cherchent. Ils n'en trouvent pas. Ou alors des tâches humiliantes, autant que le chômage. Ils essaient de créer eux-mêmes un restaurant. Voilà l'histoire d'*Au loin s'en vont les nuages*. C'est un film comique.

Mais pas comique pour rire du malheur des gens. Au contraire. Un film de fureur contenue, un film construit sur l'absolue indignité d'une situation sociale, et l'absolue dignité de ceux qui y sont soumis. De ce contraste naît un style, calme, posé, attentif aux détails comme un constat, imperturbable face à la violence du quo-

tidien. Kaurismäki semble un archer zen à l'instant de tirer, concentré, sans un cil qui bouge, tendu vers sa cible. Il se marie mais ça ne se voit pas, il est en rage mais sait que toute émersion de sa rage, toute utilisation démonstrative de sa rage ferait manquer le but. Il n'est pas là pour faire l'intéressant, il est là pour raconter une histoire grave de la manière la plus juste possible. S'il est besoin de preuve que les plus essentielles questions politiques sont des questions de style, *Au loin s'en vont les nuages* le démontre irréfutablement. C'est glaçant et hilarant, c'est splendide.

**HUMANITÉ PUDIQUE**  
Le cinéaste finlandais retrouve l'interprète féminine de nombre de ses films, Kati Outinen, qui tenait notamment le premier rôle dans cet autre admirable brûlot froid qu'était *La fille aux allumettes*. Face à elle, Karl Väänänen, qu'on a déjà vu chez le cinéaste mais qui a cette fois la redoutable tâche de succéder au regretté

Matti Pellomäki (à la mémoire duquel le film est dédié), est tout aussi impressionnant de précision, d'humanité pudique. Ils sont deux vies lasses et qui n'ont pas renoncé, ils sont deux corps qui tout à la fois tendent à transformer en marionnettes mais qui une flamme habite pourtant. Entre leur rigidité et celle du cadre, un mouvement, un frémissement naît, plus émouvant et plus spectaculaire que tous les effets spéciaux et toutes les « scènes d'action ».

L'action, c'est l'histoire. L'effet spécial, c'est le cinéma lui-même. Le spectacle, émouvant et burlesque, mélodramatique comme la chanson qui donne son titre au film, c'est le regard clinique et généreux d'Aki Kaurismäki sur le monde et ses habitants.

J.-M. F.

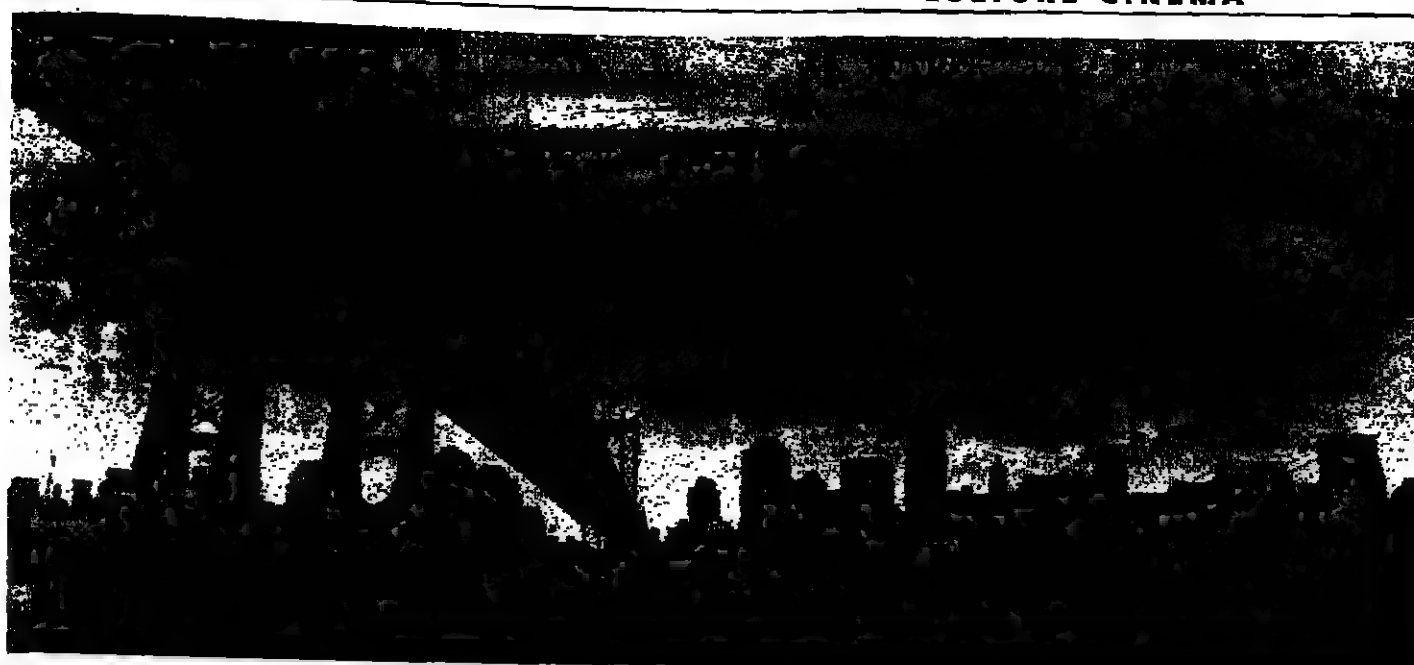
★ La quasi-totalité des films d'Aki Kaurismäki sera présentée à partir du 16 octobre au Studio des Ursulines à Paris.

Avec NOSTALGIE  
Chanson française  
1-13 octobre 1996  
Festival de Marne  
Arno • Arthur H • Assolassin • Nicole Croisille  
Dédé Saint-Prix • Jean Guiraud • I. Mivral  
Les Innocents • Khaldé • Michel Legendre  
Luis Llach • Ludwig Von 88 • Guy Marchand  
Pow Wow • Les Wampas • Steve Waring  
Zazie & 80 AUTRES ARTISTES  
RENSEIGNEMENTS  
(1) 45 15 07 07



مكتبة المتحف





Après King Kong, un vaisseau extraterrestre domine l'Empire State Building. Pour sur New York.

## « Independence Day », le jour où la Terre fut sauvée par un citoyen américain

**LOS ANGELES**  
correspondance  
Finalement, ce sont de bien méchants extraterrestres qui ont eu raison des dinosaures au box-office américain. *Independence Day*, produit par la Twentieth Century Fox, a battu le record d'entrées défilées depuis 1993 par *Jurassic Park*, le film de Steven Spielberg, et décroché le titre de long-métrage le plus rentable de l'histoire du cinéma avec, à ce jour, 300 millions de dollars (1,5 milliard de francs) de recettes pour le seul territoire nord-américain, pour un budget de 75 millions de dollars. Et pas rancœur, le père d'E.T., ce gentil extraterrestre égaré sur la Terre, a déclaré : « Je ne pourrais pas faire un film sur des extraterrestres méchants et agressifs, mais j'irai absolument voir celui-là ».

La campagne de marketing d'*Independence Day* (coût : 15 millions de dollars) a été magistralement orchestrée jusqu'au grand jour de la sortie, judicieusement calée un 4 juillet (fête de l'indépendance américaine), mais d'autres blockbusters (grosses machines hollywoodiennes) dépensent bien davantage en publicité avec de moindres résultats. Là où *Mission Impossible* n'est pas parvenu à « réchauffer » le thème de la guerre froide, *Independence Day* a su toucher une corde sensible auprès du public.

D'une part, les extraterrestres sont une bonne vieille histoire de peur collective qui fonctionne toujours (d'après un sondage réalisé par *Newsweek*, 48 % des Américains croient aux OVNIs), et Roland Emmerich a su les adapter au goût du jour. Les effets spéciaux grandioses leur ont donné une dimension visuelle digne de leur nouvelle promotion au rang de principal ennemi de la grande Amérique, et de dernière incarnation du mal. Et comme ces extraterrestres-là sont résolument destructeurs, les américains est une mission « politiquement correcte », certaine de réjouir le pu-

blic à l'immensité. Le paranormal a devancé le communisme sur l'échelle de la paranoïa américaine.

Contrairement à la série culte *X-Files* sur la Fox (notre supplément Télévision-radio-multimédia du 22-23 septembre) qui contient les mêmes ingrédients mais cherche à effrayer ses téléspectateurs, les Américains ont vite reconnu dans *Independence Day* un vrai popcorn movie, qu'on va voir en famille, sans réelle frayeur, sans sexualité ni violence graphique, avec des bons sentiments à la pelle, sans oublier que toutes les catégories de la population y sont représentées (et caricaturées de façon égale). *ID4* (son diminutif, le 4 est une référence au 4 juillet) n'a jamais été perçu comme un film de science-fiction réservé aux amateurs du genre, avec extraterrestres plausibles à prendre absolument au sérieux.

Contrairement à la formule Michael Crichton qui, avec *Jurassic Park* veut expliquer l'ADN, avec *Twister* le fonctionnement des tornades, et avec la série télé *Urgences* vous prépare à une première année de médecine, *Independence Day* résout un gros problème avec une solution totalement invraisemblable, mais facilement compréhensible par tout le monde. Là où les armes conventionnelles échouent, c'est finalement l'intelligence d'un simple citoyen (un marginal très fûté avec pour seul équipement un ordina-

teur) qui sauve la planète. Les dragons qui crachent le feu, les acrobaties de Schwarzenegger ont vécu, le film d'action est passé dans l'ère de la guerre des communications. *ID4* confirme que le prochain millénaire appartiendra aux citoyens de l'internet ! Quant au patriotisme du film, présenté comme un argument de vente, il émane lui aussi de la base. Car *ID4* dresse un portrait critique des grands de ce monde : le président partage la souffrance de ses compatriotes, mais il évalue mal le danger. Son état-major, pourtant chargé de défendre le pays, n'est jamais à la hauteur de sa tâche. La CIA cache des informations sensibles au Pentagone, qui, de son côté, a négligé de planifier une stratégie de réponse aux invasions extraterrestres depuis l'affaire de Roswell.

### RETOUR SUR ROSWELL

Car le scénario de Roland Emmerich et de Dean Devlin s'est greffé sur cet incident vieux d'un demi-siècle, mais qui a déclenché la rumeur la plus durable et la plus populaire en matière d'OVNIs aux États-Unis. Les vilaines créatures du film de 1996 descendraient de la famille des extraterrestres qui se seraient écrasés avec leur soucoupe volante dans le désert du Nouveau-Mexique en 1947. D'après la légende de Roswell, l'armée américaine aurait récupéré, et disséqué dans le plus grand secret, un de leurs cadavres. L'in-

cident a même fait l'objet d'un documentaire diffusé par la Fox (et dont Jacques Pradel sur TF1 fit ses choux gras), lequel montrait des images de « l'autopsie ». *X-Files*, *Independence Day*, la rumeur de Roswell puisent dans le même réflexe national de défiance à l'égard des autorités fédérales, et cultivent l'idée que le gouvernement ment à ses citoyens, au mépris de leur sécurité. C'est un message porteur dans le climat politique actuel, et qui rappelle au passage que le danger vient de l'espace, mais aussi de l'intérieur.

Accentuant pour le grand public l'impression de familiarité, ce film pot-pourri rejoue et pastiche les séries B avec extraterrestres, trébuchant dans les années 50, et les films catastrophes des années 70. Les pilotes y crèvent comme dans *Top Gun*, triomphent comme dans *Apollo 13*, les mobiles homes avancent en cortège comme des chardons dans les westerns, et on retrouve même un acteur de la série *Star Trek* : à Roswell précèdent les clichés défilent, et rassurent. Confrontés à cette terrible menace, les habitants de New York et de Washington prennent peur, alors que ceux de Los Angeles grimpent sur leurs toits pour souhaiter la bienvenue à ces membres de leur famille. Assomés les habitants de Los Angeles (Hollywood compris !) à des extraterrestres, c'est l'humanité garantie dans tous les recoins de l'Amérique. Et selon une autre tradition bien américaine, l'optimisme reste de rigueur tout au long d'*ID4*, jamais apocalypse ne fut plus joyeuse !

*Independence Day* aura une suite, et en attendant, une autre invasion d'extraterrestres va déferler sur grand écran : il s'agit de *Mars Attacks*, un film réalisé par Tim Burton, et qui coïncide étrangement avec la découverte de fossiles, qui a relancé l'hypothèse d'une vie sur Mars.

Claudine Mulard

### Cinquante minutes d'effets spéciaux

Les grandioses effets spéciaux d'*Independence Day* occupent plus de cinquante minutes du film, alors qu'on en comptait moins d'une dizaine dans *Jurassic Park*, de Steven Spielberg. Pas moins de 360 plans ont été réalisés entièrement en numérique.

Pour cela, le réalisateur Roland Emmerich a fait appel à la technique classique de photographies de modèles réduits. C'est, par exemple, une maison blanche miniature mais qui atteint quand même 8 mètres de long et 3 mètres de haut, qui explose sous les coups des armes des extraterrestres. Il a également utilisé la technologie dite CGI (computer generated images), pour régler, entre autres scènes d'action, les batailles aériennes entre les faux F-16 et les soucoupes volantes.

## Débauche d'images et de stéréotypes

**INDEPENDENCE DAY.** Film américain de Roland Emmerich. Avec Will Smith, Bill Pullman, Jeff Goldblum. (2 h 20.)

Le succès commercial d'*Independence Day*, partout où il est déjà sorti, risque de parasiter toute tentative d'évaluation critique, d'autant que son apparente limpidité idéologique, sa linéarité narrative, la nullité de sa dramaturgie semblent décourager la réflexion en déployant sa puissance de machine industrielle. Racontant comment, en trois jours, entre le 2 et le 4 juillet, la Terre subit l'assaut d'extraterrestres à la technologie avancée puis comment, grâce à l'ingéniosité d'un électronicien juif, d'un pilote de chasse noir (richesse du *melting pot*) et de la force de frappe de leur aviation, les États-Unis réussissent à repousser l'ennemi et à sauver l'univers, le film s'achève sur l'utopie avouée d'une extension mondiale de la fête nationale américaine (le 4 juillet), devenue le jour de la défaite des aliens. L'avenant d'un tel fantasme (toute la planète à l'heure des États-Unis) est sans doute l'ex-

pression la plus voyante d'un message guère subtil. Considérer pourtant *Independence Day* à la simple lumière de ses énoncés idéologiques ne suffit pas à le définir. Le film de Roland Emmerich se rattache à une tendance du cinéma américain inventé par Steven Spielberg. Certes E.T. ou les extraterrestres de *Rencontres du troisième type* étaient de sympathiques visiteurs alors que ceux d'*Independence Day* sont terribles. Néanmoins, dans les deux cas, une mission quasi messianique est attribuée à l'Amérique, terre choisie par la Providence pour être l'endroit du premier contact avec l'Autre (Spielberg) ou pour être le salut du monde (Emmerich). Sur cette base, Spielberg a construit un cinéma répété explicitement les formes périmées du cinéma hollywoodien. Emmerich agit de même, en juxtaposant images et stéréotypes déjà acquis et mémorisés par le spectateur.

Il mime parodiquement la naïveté de la science-fiction américaine des années 50 (*Les soucoupes volantes* attaquent de Fred Sears) pour en faire l'œuvre maîtresse mais dopée par les moyens

coûteux des effets spéciaux contemporains. En sus de cette référence première, le film répète d'autres figures plus récentes : *Alien*, *La Guerre des étoiles*, etc. Le film ne fonctionne que sur des effets de reconnaissance. *Independence Day* ressemble, pour cette raison, à un gigantesque film publicitaire, exaltant à la fois quelques mythes cinématographiques et la perfection technologique de l'armement américain. Un tel mécanisme permet de fédérer des attitudes contradictoires, d'additionner l'adhésion immédiate et, ruse suprême de l'idéologie, le rire ludique de celui à qui « on ne la fait pas ». Un autre succès massif, *Rambo II*, avait fonctionné sur le même principe : la cohabitation d'un fantasme militariste et l'hypothèse burlesque qui consistait à faire gagner par un seul homme une guerre (le Vietnam) en réalité perdue. Manifeste impérialiste ou simulacre rigolard, *Independence Day* réussit à être les deux à la fois. Sans doute la clé du succès de ce film, par ailleurs fort médiocre.

Jean-François Rauger

## Marivaudage fin de siècle

Party. Le Portugais Manoel de Oliveira a filmé son « Chantons sous la pluie »

Film portugais de Manoel de Oliveira. Avec Michel Piccoli, Irène Papas, Leonor Silveira, Rogerio Samora. (1 h 30.)

Pourquoi fait-il des films, Manoel de Oliveira ? Agé de quatre-vingt-huit ans, il a tout eu, tout fait. Il y a quelques années, le cinéaste répondait en substance : « Parce que c'est ma manière d'être vivant ». Son dix-septième long métrage prouve qu'il est d'une éblouissante vivacité. A la question : Pourquoi filmez-vous ?, son film répond encore : Par plaisir. Puisque, à qui s'y laisserait inviter, c'est une véritable *Party* de plaisir qui est offerte. « Plaisir des yeux » comme on dit sur les marchés orientaux, plaisir des oreilles aussi, de la langue fauillée en arabesques élégantes et charnelles. L'écritain Agustina Bessa-Luis, complice du cinéaste depuis *Francisca*, inspiratrice du splendide *Vai Abraham*, arpège en fugues et contre-fugues ces jeux de la séduction, de la lucidité, de l'ironie, du désir et de la mélancolie.

Marivaudage, dira-t-on, puis- qu'il s'agit d'une situation classique, où un couple heureusement marié depuis dix ans, Leonor et Rogerio, reçoit par deux fois l'actrice Irène et son amant Michel et qu'ensuite s'engagent les joutes de la conquête et de l'esquive. Un Marivaux plus sage et plus fou, revenu de tout mais lassé de rien, un Marivaux fin-de-siècle qui trouverait la force de sourire de lui-même d'abord et de ses propres machinations. Et du même mouvement enjoué, de se moquer de ces rhétoriques habiles et brillantes qui se nourrissent d'elles-mêmes jusqu'à des sommets de bêtise.

Plaisir des lieux, aussi, ce palais des Açores où se déroule la réception qui constitue le premier acte, ce bord de mer qui semble un théâtre mythologique, puis ~

deuxième acte - l'intérieur du même palais, imposant et improbable. Plaisir des acteurs, jouant à jouer leur propre rôle. Rogerio Samora n'a pas la position facile puisqu'il est le mari, riche, jeune, assis : à la moindre erreur, il sera floué et trompé. L'acteur et le personnage exécutent à la perfection le parcours d'équilibriste qui mène au port. Leonor Silveira, son épouse (splendide comédienne), et Irène Papas, parfaite comme toujours, composent un duo symétrique. L'une mutine et l'autre experte, et puis c'est le contraire, elles semblent jouer franc-jeu, pour entrouvrir aussitôt des abîmes, elles semblent comprendre et dominer, pour laisser transparaître des fêlures, et quelle tristesse... Michel Piccoli, heureux comme un grand acteur chez un grand cinéaste. Qui est-il ? Le Diable, probablement, et puis pas tant que ça. Oliveira un peu, beaucoup et avec un grain de folie, et Piccoli lui-même, forcément. Un homme, sûrement.

*Party*, qui traite des rapports entre les sexes, et de l'habitude, et de la mort, pourrait être grave et sévère. Son allégresse tient à la distance qu'instaure la mise en scène, en jouant des codes du théâtre pour désarmer le naturalisme, en affichant les conventions pour mieux les détourner. Et offrir ainsi un espace infini aux acteurs, et aux mots. Et aux spectateurs. Qui n'a pas vu Piccoli en vieux faune ressuscité de chez Renoir entrer et sortir du cadre immobile où se tient l'immobile Leonor ne saura jamais tout de la comédie musicale. D'un envoi de parolons au ballet polémié autour d'un gigantesque poisson naturalisé, ainsi se trace le *Chantons sous la pluie* d'un Socrate Justilien, dont le cinéma danse.

Jean-Michel Frodon

★ A lire : *Conversations avec Manoel de Oliveira*, de Jacques Parsi et Antoine De Saecques, éd. Cahiers du cinéma, 192 p., 120 F.

## Le voyage intérieur de Raymond Depardon, cinéaste

Afriques : comment ça va avec la douleur ? Le sens de l'économie narrative

Film français de Raymond Depardon. (2 h 45.)

Diffusé voici peu sur Canal Plus, qui l'a coproduit, et « déclenché » par une bourse de la Fondation de France qui a donné carte blanche à Raymond Depardon, ce film rare est le fruit de trois années de tournage. Qui ne connaît Raymond Depardon que par le cinéma direct (*San Clemente*, *Faits divers*, *Urgence*, *Défilés flagrant*...) sera surpris par l'omniprésence du cinéaste, à travers sa voix, nue, bouleversée, bouleversante. Comme si l'Afrique, où le photographe a débuté comme documentariste, et où il est plus tard « passé à la fiction » (*Empty Quarter*, 1985, *La Captive du désert*, 1990), le faisait sortir du bois, et son cinéma de ses gonds.

Il s'agit d'un journal de voyage, qui mène, à travers une lente remontée par la côte est de l'Afrique, du cap de Bonne-Espérance jusqu'à l'Égypte, et, au-delà, jusqu'à la femme parentale près de Villefranche-sur-Saône. Ce trajet est le symbole de l'économie du film, fondée sur la tension entre le monde et soi, l'objectif et le sujet. Tout commence par une image noire, sur laquelle Depardon dit : « Bonjour, je suis au cap de Bonne-Espérance... » Le ton est celui d'une confidence scandée par le rythme de la respiration. L'apparition du paysage au cours du commentaire suggère une Afrique ordinairement plongée dans l'ombre, et le pouvoir démiurgique de cette parole.

Sur un panorama à 360 degrés, elle explique le projet du film : « Pudeur à porter des grandes douleurs. Il y a toutes sortes de douleurs. Y a-t-il de grandes et de petites douleurs ? » Le périple commence, qu'un dispositif minimal (Depardon, sa caméra, un magnétophone) enregistre. Le pre-

mier voyage dure trois semaines : l'Afrique du Sud, l'Angola, le Rwanda et l'Éthiopie, où Depardon apprend la nouvelle du génocide au Rwanda. Il ne sait comment y faire face en cinéaste. Il y retournera sept mois plus tard, poursuivant son itinéraire par la Somalie, le Soudan, le Tchad et l'Égypte.

### SILENCES STUPÉFIANTS

Beaucoup d'images restent ancrées dans l'esprit. La minute de silence de Mandela dans son bureau ; la « chasse aux grains » des enfants angolais agglomérés sous les flancs des camions de l'aide internationale ; les porteurs de fagots éthiopiens ; le témoignage d'une prisonnière de Kigali, au Rwanda, clamant son innocence au milieu des massacres ; un flamboyant jeu de cache-cache avec les femmes voilées du Tchéad. En recensant quelques temps forts, ces citations ne rendent pourtant pas justice à un film dont la première vertu tient à son sens du temps et de l'économie narrative. Très présente, la voix de Depardon vaut tout autant par les silences stupéfiants qui inondent le film.

Variant les approches selon l'endroit, selon l'urgence, selon sa propre expérience aussi, Depardon privilégie tantôt le point de vue documenté (rappel de la responsabilité coloniale dans le processus du génocide rwandais) et du cynisme de l'explication ethnique par les Occidentaux aujourd'hui, tantôt la confession intime, tantôt encore l'éthique d'une réflexion cinématographique appliquée à ses propres images (le plan-séquence à l'hôpital de Nimule au Soudan). Sans complaisance ni moralisme, cette approche nuancée traduit une véritable intelligence du cinéma.

Jacques Mandelbaum

**THÉÂTRE VOLLARD**

**Entrepôt SNCF**  
Gare de triage de Trappes  
St-Quentin-en-Yvelines

**Du 11 au 24 octobre à 20 heures**

Plein tarif : 100 F / Tarif réduit : 80 F  
Groupe scolaire : 50 F  
carte école à l'entrée : 40 F (facultatif)

Réservations : 01 30 51 46 06 - FNAC  
Navette directe depuis Paris

**ANDY WARHOL**



## Volker Schlöndorff prend le risque de porter à l'écran « Le Roi des Aulnes », roman de Michel Tournier

**la cité**

... ..



# LA SÉLECTION DU « MONDE »

**BIENVENUE DANS L'ÂGE**  
INGRAT (américain, 1 h 27), de Todd Solondz.  
**CHRONIQUE COLONIALE** (hollandais, 1 h 30), documentaire de Vincent Monnikendam.  
**LES CORNELLES** (polonais, 1 h 06) de Dorota Kedzierzawska.  
**LES DIABLES, LES DIABLES** (polonais, 1 h 26).  
**ENCORE** (français, 1 h 36), de Pascal Bonitzer.  
**FARGO** (américain, 1 h 37) de Joel Coen.

**FEW OF US** (lituanien, 1 h 45), de Sharunas Bartas.  
**FOURBI** (suisse 1 h 54), d'Alain Tanner.  
**MIKHAIL KOBALKHIDZE** (cinquante-métrage inédit) (grec, noir et blanc, 1 h 13), de Mikhail Kobalkhidze.  
**PONETTE** (français, 1 h 37), de Jacques Doillon.  
**THE CELLULOID CLOSET** (documentaire américain, 1 h 41), de Rob Epstein et Jeffrey Friedman.  
**LES VOLEURS** (français, 1 h 57), d'André Téchiné.

## FESTIVALS

**7<sup>e</sup> FESTIVAL DU FILM BRITANNIQUE DE DINARD**  
En compétition à Dinard, six films récents, dont l'heureux élu sera distribué en France. Parallèlement, un hommage aux trente-cinq années de collaboration entre James Ivory, Ismail Merchant et Ruth Praver Jhalvalla avec, entre autres, la projection de *Chaleur et poussière*, *Chambre avec vue*, *Retour à Howards End...* Côté découverte, cinq films et un court-métrage de Ken MacMillen sont également programmés.

Du 3 au 6 octobre. Association du Festival, 47, boulevard Fierté, 35800 Dinard. Tél.: 99-88-19-04.

### 10<sup>e</sup> RENCONTRES CINÉMATOGRAPHIQUES DE DUNKERQUE

En plus des neuf courts et douze longs-métrages internationaux présentés dans le cadre de la compétition - parmi lesquels les très attendus *Payait l'amour* I, de Catherine Breillat, *Walk the Walk*, de Robert Kramar et *Une robe d'été*, de François Ozon -, le festival de Dunkerque propose un hommage au cinéaste et producteur italien Gian Vittorio Baldi et une rétrospective consacrée aux cinéastes portugais António Reis et Margarida Cordeiro. En prime, seront projetés vingt-quatre films sur le thème de la rencontre : *A travers le miroir*, *La Maman et le Putain*, *Prénom Carmen*, *Thérèse*, *Hiroshima mon amour*, *Stramboll*. Jusqu'au 22 octobre. Studio 43, 43, rue du Docteur-Louis-Lemaire, 59140 Dunkerque. Tél.: 28-66-47-89.

### ALEXANDRE TRAUNER CINQUANTE ANS DE DÉCORS DE CINÉMA

*La Kermesse hétéroclite*, *Drôle de drame*, *Le Qui des brumes*, *Rituel du Nord*, *Remorques*, *Les Enfants du Paradis*, pour ne citer que quelques films français, né en 1906, d'Alexandre Trauner, le grand décorateur de cinéma du siècle. La ville de Cannes accueille une importante exposition de ses peintures, dessins et photographies, qui retracent la richesse d'une carrière débutée dans le Paris des années 30.

Du 4 octobre au 6 janvier. *La Malmaison*, 47, La Croisette, 06400 Cannes. Tél.: 93-33-55-26.

### ANIMAUX EN MOUVEMENT

L'Auditorium du Louvre présente un cycle d'œuvres qui regroupent des films scientifiques du début du siècle, des documentaires, des films expérimentaux et aussi des longs-métrages de fiction habités par la figure animale. Dans la représentation cinématographique, l'animal se voit attribuer des caractères anthropomorphiques, il sert de figure allégorique ou appa-

rait comme totem. Au programme, des films de Samuel Fuller (*Dressé pour tuer*), Alfred Hitchcock (*Les de printemps pour Marie*, *Les Oiseaux*), Konrad Lorenz (*Comportement de l'oiseau*), John Huston (*Moby Dick*), Roberto Rossellini (*La jalouse*, *L'Invidia*), Robert Bresson (*Au hasard Balthazar*).

Du 3 au 14 octobre. Auditorium du Louvre, accès par la Pyramide. Tél.: 40-20-52-99 et 51-86.

### 1<sup>er</sup> RENCONTRES CINÉMA ET DÉMOGRAPHIE

A l'occasion de la clôture de son cinquantième, l'Institut national d'études démographiques organise un ensemble de manifestations publiques (colloques internationaux, journées de réflexion...). Le passage à l'âge adulte, l'exclusion, l'immigration, les relations intergénérationnelles, la sexualité des jeunes et le sida sont, entre autres, abordés à travers la projection de treize films récents ou inédits, mais aussi après chaque séance, au cours d'un débat organisé sur le même thème.

Du 3 au 7 octobre. Vidéotheque de Paris, Forum des Halles, porte Saint-Eustache, Paris-1<sup>er</sup>. Tél.: 44-76-63-44.

### LE STUDIO MEIRABOPOM

C'est l'aventure du cinéma privé au pays des bolcheviks. Consacré au studio Meirabopom (abréviation russe de Secours ouvrier international), ce festival présente, pour la première fois, la cinéma russe et soviétique sous l'angle d'une société de production et de distribution (fondée en 1924 et dissoute en 1996), aux visées à la fois artistiques, commerciales et idéologiques. Une sélection d'une cinquantaine de films permet de découvrir un panorama représentatif du cinéma de masse et du cinéma d'avant-garde de la Russie des années 20.

Du 3 octobre au 7 décembre. Auditorium du Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris-7<sup>e</sup>. Tél.: 40-49-49-69.

### AU-DELA DU VISIBLE

La Centre Georges-Pompidou présente, dans le cadre des treizièmes Rencontres internationales de l'audiovisuel scientifique, une série de projections qui rassemble des émissions télévisées et des documentaires de vulgarisation scientifique sur le thème d'un voyage à travers les échelles, de l'infiniment grand à l'infiniment petit, en passant par le difficilement accessible. Une invitation à découvrir le monde de la science à travers les images et la magie des extrêmes.

Du 4 au 13 octobre. Salle Jean-Renoir, BPI, 2<sup>e</sup> étage. Tél.: 44-78-12-64. Entrée libre.

## CINÉMA

### NOUVEAUX FILMS

**AFRIQUES: COMMENT ÇA VA AVEC LA DOULEUR?**  
Film français de Raymond Depardon, (2 h 43).  
Saint-André-des-Arts 1, 6<sup>e</sup> (43-28-80-25).

**ANNA OZ**  
Film français d'Eric Rochant, avec Charlotte Gainsbourg, Gérard Lamy, Sami Bouajila, Grégori Derangère, Emmanuelle Devos, Jim-Ahli Lamas (1 h 38).  
Gaumont les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> (40-39-99-40); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Odeon, dolby, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Ambassade, dolby, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (47-70-33-88); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (43-57-80-81); Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13<sup>e</sup> (47-07-55-88); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, dolby, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27); réservation: 40-30-20-10; Pathé Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10);

14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10).

**L'APPARTEMENT**  
Film français de Gilles Mimouni, avec Romane Bohringer, Vincent Cassel, Monica Bellucci, Jean-Philippe Ecoffey, Monica Bellucci, Sandrine Kiberlain (1 h 58).  
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup>; Bretagne, dolby, 6<sup>e</sup>; UGC Danton, dolby, 6<sup>e</sup>; UGC Normandie, dolby, 6<sup>e</sup>; Paramount Opéra, dolby, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); réservation: 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (47-00-02-48); réservation: 40-30-20-10; UGC Gobelins, dolby, 13<sup>e</sup>; Mistral, dolby, 14<sup>e</sup> (39-19-00); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27); réservation: 40-30-20-10; UGC Maillot, 17<sup>e</sup>; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-30-10-96); réservation: 40-30-20-10.

**AU LOIN S'EN VONT LES NUAGES**  
Film finlandais d'Arto Paasilinna, avec Kari Uutinen, Kari Väänänen, Elna Saariluoma, Markku Peltola, Matti Onnismaa (1 h 38).  
VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup>; Gaumont Opéra Impérial, 3<sup>e</sup> (47-70-33-88); réservation: 40-30-20-10; Saint-André-des-Arts 1, 6<sup>e</sup> (43-26-48-10);

18<sup>e</sup>; La Pagode, dolby, 7<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Ambassade, dolby, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); réservation: 40-30-20-10; La Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13<sup>e</sup> (45-80-77-00); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 15<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10).

### INDEPENDENCE DAY

Film américain de Roland Emmerich, avec Will Smith, Bill Pullman, Jeff Goldblum (2 h 20).  
VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup>; Bretagne, dolby, 6<sup>e</sup> (39-17-10-00); réservation: 40-30-20-10; UGC Odeon, dolby, 6<sup>e</sup>; Gaumont Martigny, dolby, 6<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10); George-V, THX, dolby, 8<sup>e</sup>; UGC Normandie, 8<sup>e</sup>; UGC Opéra, dolby, 9<sup>e</sup>; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13<sup>e</sup> (45-80-77-00); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79); Gaumont Kinopanorama, dolby, 15<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10); Majestic Passy, dolby, 16<sup>e</sup> (42-24-46-24); réservation: 40-30-20-10; UGC Maillot, 17<sup>e</sup>; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10); VF: Rex, 2<sup>e</sup> (39-17-10-00); Rex (Le Grand Rex), dolby, 2<sup>e</sup> (39-17-10-00); UGC Montparnasse, dolby, 6<sup>e</sup>; Paramount Opéra, dolby, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); réservation: 40-30-20-10; Les Nations, dolby, 12<sup>e</sup> (43-42-04-67); réservation: 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, dolby, 12<sup>e</sup>; UGC Gobelins, dolby, 13<sup>e</sup>; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50); réservation: 40-30-20-10; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup>; Majestic Passy, dolby, 16<sup>e</sup> (42-24-46-24); réservation: 40-30-20-10; Pathé Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10); Le Gambetta, dolby, 20<sup>e</sup> (46-30-10-96); réservation: 40-30-20-10.

### PARTY

Film français de Manoel De Oliveira, avec Michel Piccoli, Irène Papas, Laenor Silvetti, Rogerio Samra (1 h 30).  
Latina, 4<sup>e</sup> (43-78-47-88); Reflet Médias I, 5<sup>e</sup> (43-54-42-34); Elysées Lincoln, 6<sup>e</sup> (43-59-36-14); Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10).

### LA RENCONTRE

Film français d'Alain Cavalier, avec Florent Meunier, Françoise Wildhoff (1 h 15).  
Saint-André-des-Arts 1, 6<sup>e</sup> (43-26-48-10);

réservation: 40-30-20-10; Studio 28, 18<sup>e</sup> (46-06-36-07); réservation: 40-30-20-10.

### BIENVENUE DANS L'ÂGE D'OR

avec Heather Matarazzo, Brendan Sexton Jr., Daria Kalina, Matthew Sabat, Angela Pleasence, Bill Buell.  
Américain (1 h 27).  
VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup>; Épée de Bois, 5<sup>e</sup> (43-27-57-47); UGC Odeon, 6<sup>e</sup>; Le Balzac, 6<sup>e</sup> (45-61-10-60); 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81); Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).

### CHRONIQUE COLONIALE

de Vincent Monnikendam.  
Hollandais, noir et blanc (1 h 29).  
VO: Studio des Ursulines, 5<sup>e</sup> (43-26-19-09).

### CINQ JOURS, CINQ NUITS

de José Fonseca e Costa, avec Victor Norte, Paulo Pires, Ana Pires, Teresa Rolo, Miguel Guilherme.  
Portugais (1 h 40).  
VO: Latina, 4<sup>e</sup> (42-78-47-88).

### CONTE D'ÉTÉ

de Eric Rohmer, avec Melvil Poupaud, Amanda Langlet, Aurélien Nolin, Gwenélie Simon.  
Français (1 h 53).  
Le République, 11<sup>e</sup> (48-05-51-33); Grand Pavois, 15<sup>e</sup> (45-54-46-85); réservation: 40-30-20-10; Saint-Lambert, 15<sup>e</sup> (45-32-91-68).

### LES CORNELLES

de Dorota Kedzierzawska, avec Karolina Ostrowska, Kasia Szczepanik, Anna Prucnal, Malgorzata Hajewska, Ewa Bukowska, Paul Verdadé.  
Polonais (1 h 06).  
VO: L'Entreop, 14<sup>e</sup> (45-43-41-63).

### DARKY NOON

de Philip Ridley, avec Brendan Fraser, Ashley Judd, Viggo Mortensen, Loren Dean, Grace Zabriskie, Lou Myers.  
Britannique (1 h 38).  
VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup>.

### DÉCROCHE LES ÉTOILES

de Gena Rowlands, Maria Tomet, Gérard Depardieu, Jack Lloyd, Moira Kelly, David Sherrill.  
Américain (1 h 47).  
VO: Gaumont les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> (40-39-99-40); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79); Club Gaumont (Publics Martigny), dolby, 6<sup>e</sup> (43-56-52-78).

Publicité

**LES PETITES FUITE**  
Mise en scène Emmanuel AUDIBERT

**THEATRE DES SONGES**  
157, rue Pelleport  
75020 PARIS

Du 21 septembre au 16 novembre 1996

Mémo Télégraphe

Du mercredi au samedi: 21 h 00 - Le dimanche: 15 h 30  
- Réservation: 46.36.52.12 -

### LE ROI DES AULMES

Film franco-allemand de Volker Schlöndorff, avec John Weir, Armin Mueller-Stahl, Gottfried John, Marianne Sägebrecht, Volker Spengler, Helmut Fehd (1 h 58).  
VO: Gaumont les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> (40-39-99-40); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Odeon, dolby, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Ambassade, dolby, 8<sup>e</sup> (45-59-19-08); réservation: 40-30-20-10; George-V, dolby, 8<sup>e</sup>; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup>; Sept Parnassiens, dolby, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20); 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 15<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10).

### VO: SAINTE-LAZARE-PASQUIER

(43-87-35-43); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (47-70-33-88); réservation: 40-30-20-10; Les Nations, dolby, 12<sup>e</sup> (43-43-04-67); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Gobelins, dolby, 13<sup>e</sup> (45-80-77-00); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27); réservation: 40-30-20-10; Pathé Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10).

### URI

Film britannique de Ken Russell, avec Ishai Golan, Terence Stamp, Hetty Baynes, Delphin Forrest, Rachel Elmer, Rafi Tabor (1 h 34).  
VO: Grand Pavois, 15<sup>e</sup> (45-54-46-85); réservation: 40-30-20-10.

### EXCLUSIVITÉS

**A TOUTE VITESSE**  
de Gail Morel, avec Elodie Bouchez, Pascal Cervo, Stéphane Rideau, Mézière Bardot.  
Français (1 h 26).  
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup>; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 3<sup>e</sup> (47-70-33-88); réservation: 40-30-20-10; UGC Odeon, 6<sup>e</sup>; George-V, dolby, 8<sup>e</sup>; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup>; Gaumont Gobelins, dolby, 13<sup>e</sup> (47-07-55-88); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, dolby, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50); réservation: 40-30-20-10; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15<sup>e</sup> (39-17-10-00); réservation: 40-30-20-10; Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10).

### BEAUTIFUL THING

de Hettie MacDonald, avec Linda Henry, Glen Berry, Scott Neal, Ben Daniels.  
Britannique (1 h 30).  
VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup>; Le Quai de Latine, 5<sup>e</sup> (43-26-86-65); Les Montparnasse, 14<sup>e</sup> (39-17-10-00);

### LES DERNIERS JOURS D'EMMANUEL KANT

de Philippe Collin, avec David Watilow, André Wilms, Roland Amstutz, Christian Rié, Julien Rochefort, Claude Aufaure.  
Français, noir et blanc (1 h 10).  
Studio des Ursulines, 5<sup>e</sup> (43-26-19-09).

### LES DIABLES

de Dorota Kedzierzawska, avec Justyna Clementy, Pawel Chwedonik, Grzegorz Karabin, Monika Niemczyk, Danuta Szarfarska, Krzysztof Plewinski.  
Polonais (1 h 28).  
VO: L'Entreop, 14<sup>e</sup> (45-43-41-63).

### BINGO ET MAX

de Kevin Lima, dessin animé Américain (1 h 20).  
VF: Club Gaumont (Publics Martigny), dolby, 6<sup>e</sup> (42-56-52-78); Denfert, dolby, 14<sup>e</sup> (43-21-41-01); Grand Pavois, dolby, 15<sup>e</sup> (45-54-46-85); réservation: 40-30-20-10; Saint-Lambert, dolby, 15<sup>e</sup> (45-32-91-68).

### L'ÉLÈVE

de Olivier Schatzky, avec Vincent Cassel, Caroline Cellier, Jean-Pierre Marielle, Caspar Salmons, Sandrine Le Berre, Sabine Dasthieux.  
Français (1 h 32).  
UGC Forum Orient Express, 1<sup>er</sup>; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79); Gaumont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (47-70-33-88); réservation: 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (47-00-02-48); réservation: 40-30-20-10; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup>; Miramar, dolby, 14<sup>e</sup> (39-17-10-00); réservation: 40-30-20-10; Mistral, 14<sup>e</sup> (39-17-10-00); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27); réservation: 40-30-20-10; Majestic Passy, dolby, 16<sup>e</sup> (42-24-46-24); réservation: 40-30-20-10; Pathé Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10).

### FARGO

de Joel Coen, avec Frances McDormand, William H. Macy, Steve Buscemi, Harve Presnell, Peter Stormare.  
Américain (1 h 37).  
VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup>; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79); 14-Juillet Odeon, dolby, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83); réservation: 40-30-20-10.

10<sup>e</sup>; Les Trois Luxembourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Ambassade, dolby, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); réservation: 40-30-20-10; UGC Triomphe, dolby, 6<sup>e</sup>; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (47-70-33-88); réservation: 40-30-20-10; La Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (43-07-48-60); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13<sup>e</sup> (47-07-55-88); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, dolby, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50); réservation: 40-30-20-10; Sept Parnassiens, dolby, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79); Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20); Pathé Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10).

### FWW OF LIS

de Sharunas Bartas, avec Katerina Golubeva, Sergei Tulayev, Piotr Kishteev, Yulia Inozemtseva, Konstantin Yermeev.  
Lituanien (1 h 45).  
VO: Raciné Odeon, 6<sup>e</sup> (43-26-19-08); réservation: 40-30-20-10; Le Balzac, 6<sup>e</sup> (45-61-10-60).

### FOURBI

d'Alain Tanner, avec Karin Viard, Jean-Quentin Châtelain, Cécile Tanner, Antoine Basler, Robert Bouvier.  
Suisse (1 h 54).  
Reflet Médias I, 5<sup>e</sup> (43-54-42-34); Le République, 11<sup>e</sup> (48-05-51-33); Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).

### GABRIEL

de Mohsen Makhmalbaf, avec Shaghayegh Djodari, Hossein Moharami, Roghieh Moharami, Abbas Sayehi.  
Iranien (1 h 15).  
VO: 14-Juillet Parnasse, 6<sup>e</sup> (43-26-58-00).

### GUANTANAMERA

de Tomas Gutierrez Alea, Juan Carlos Tabio, Carlos Cruz, Raul Eguen, Pedro Fernandez, Luis Alberto Garcia.  
Cubain (1 h 41).  
VO: Latina, 4<sup>e</sup> (42-78-47-88); 14-Juillet Parnasse, 6<sup>e</sup> (43-26-58-00); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79); Studio 28, 18<sup>e</sup> (46-06-36-07); réservation: 40-30-20-10.

### I LOVE YOU... I LOVE YOU NOT...

de Billy Hopkins, avec Jeanne Moreau, Claire Danes, Jude Law, Jerry Tinklow, Carrie Sleza, Josiah A. Mayo.  
Franco-britannique (1 h 35).  
VO: Reflet Médias I, 5<sup>e</sup> (43-54-42-34).

### LOVE STAR

de John Sayles, avec Chris Cooper, Elisabeth Pena, Joe Morton, Ron Canada, Kira Kristofferson, Stephen Mendillo.  
Américain (2 h 15).  
VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup>; Reflet Médias, salle Louis-Jouvet, 5<sup>e</sup> (43-54-42-34); Publics Champs-Élysées, dolby, 6<sup>e</sup> (47-20-76-23); réservation: 40-30-20-10; Eclair, dolby, 13<sup>e</sup> (47-07-28-04); réservation: 40-30-20-10; Sept Parnassiens, dolby, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).

### MACHAHO

de Bakkaj Hadjadj, avec Hadjira Oul Bachir, Belkacem Hadjadj, Meriam Bebes.  
Franco-algérien (1 h 30).  
VO:



## Wolters Kluwer prêt à acheter le groupe Liaisons

Patrice-Aristide Blank envisage de céder son entreprise au géant néerlandais de la presse spécialisée, déjà propriétaire en France des groupes Lamarre et Lamy

IL ARRIVE dans la presse spécialisée ce qui se réalise dans la presse magazine, et ce qui pourrait se produire demain pour les quotidiens : l'univers se concentre, s'internationalise, et les groupes étrangers font leur entrée en force sur le marché français. Le néerlandais Wolters Kluwer est sur le point de racheter le groupe de presse spécialisée Liaisons, qui édite une cinquantaine de publications, dont *Liaisons sociales*, *Le Moniteur des Pharmacies*, *L'Officiel des transporteurs*, *L'Echo de la Presse* et de la publicité.

Un comité d'entreprise est convoqué vendredi 4 octobre, avec pour ordre du jour le projet

de cession du groupe à la filiale française de Wolters Kluwer. L'accord est cependant soumis à d'ultimes négociations. Le groupe créé en 1966 par Patrice-Aristide Blank, et qui a pris une nouvelle dimension en 1980, avec le rachat de *Liaisons sociales*, a réalisé en 1995 un chiffre d'affaires de 363 millions de francs, un résultat d'exploitation de 16,7 millions et un résultat net de 8,4 millions. Des rumeurs de vente de cette société dirigée par un homme de soixante-seize ans circulent depuis longtemps. Une restructuration du groupe avait commencé, qui laissait prévoir une cession. Les noms de Pearson,

Bertelsmann, CEP Communication ou Reed-Elsevier ont circulé, mais le choix de Patrice-Aristide Blank s'est porté sur Wolters Kluwer : « J'ai écarté plusieurs propositions qui venaient de groupes financiers. Je me suis assuré que leur façon de voir était conforme à la mienne et que la préférence est allée à ce groupe. Il y a une cohérence entre leurs activités et les nôtres, elles sont complémentaires. »

### « LA THÉORIE DES SUMOS »

Patrice Blank ne souhaite pas que son entreprise « connaisse le sort de celles dirigées par des patrons comme Boussac, qui ne peuvent pas quitter la table ». « Ce

qui m'a déterminé à vendre, poursuit-il, c'est la théorie des sumos : une entreprise comme la nôtre sera dévorée par les géants qui se constituent. Le groupe Liaisons est prospère, il a ses moyens propres, mais nous sommes entrés dans une phase électronique, ce qui veut dire que des sommes énormes doivent être mises en jeu. »

Le marché de la presse professionnelle est dominé en Europe par trois grands groupes : Reed-Elsevier, Bertelsmann et Wolters Kluwer. Ce dernier a réalisé en 1995 un chiffre d'affaires d'environ 9 milliards de francs et un résultat net de 1,35 milliard. Présent dans seize pays, il a accentué son internationalisation en achetant, en décembre 1995, pour 12 milliards de francs, l'éditeur américain spécialisé dans l'informatique, CCH.

En France, il a repris en 1989 les éditions Lamy et, en 1994, le groupe Lamarre. Comme Liaisons, il est notamment présent dans le social, le transport et le médical. Le chiffre d'affaires de la filiale française - dirigée par Jean-Marc Dettlacher, également président de la Fédération nationale de la presse spécialisée - est de 650 millions de francs. Avec le groupe Liaisons, son chiffre d'affaires franchira la barre du milliard de francs et il deviendra, dans ce secteur, un des principaux rivaux du groupe CEP Communication de Christian Bregou, qui domine le marché français, mais reste peu présent à l'étranger.

Y.-M. L.

Alain Salles

## Des journalistes se mobilisent contre la suppression de leur abattement fiscal

APRÈS une première journée d'action, mercredi 18 septembre, les organisations syndicales de journalistes poursuivent leur action contre le projet de suppression de l'abattement fiscal de 30 % dont bénéficie cette profession. Les syndicats SNJ, CFDT, CGT, CFTC, FO et CGC ont annoncé un mouvement de grève, mardi 15 octobre, jour prévu du débat sur la réforme fiscale à l'Assemblée. L'intersyndicale prévoit également « le lancement d'une carte pétition à destination des parlementaires, ainsi que des délégations communes aux groupes parlementaires et à la commission des finances de l'Assemblée nationale ».

En marge de ces actions, un mouvement de boycottage des parlementaires favorables à la suppression de l'abattement fiscal a commencé dans certaines rédactions de journaux régionaux et locaux. Ainsi, la rédaction de *La Montagne* menace de se livrer à une « opération homme invisible ». Les journalistes du quotidien clermontois proposent de ne plus citer les noms et de ne plus publier les photos des élus favorables à la suppression des 30 % tout en continuant à informer sur les réunions auxquelles ils participent. Une lettre adressée à tous les députés et parlementaires de la zone de diffusion de *La Montagne* prévient ces élus : « Par votre vote au moment de la discussion du projet de loi, vous avez le pouvoir d'empêcher cette mesure inopportune et dangereuse. »

Les journalistes d'Eure-et-Loire

ont également lancé « un appel au boycott des conférences de presse des parlementaires de la majorité ». En Dordogne, les journalistes ont décidé de boycotter les six députés et sénateurs du département ainsi que Jean-Jacques de Peretti, maire de Sarlat et ministre de l'Outre-mer. Décision similaire dans l'Aude.

### « LIBERTÉ DE VOTE »

Le président de l'Assemblée nationale prend au sérieux le mouvement des journalistes. S'il s'interdit « de se prononcer sur le fond », Philippe Séguin a déclaré qu'il se « considèrerait investi du devoir de protéger la liberté d'expression et de vote des députés » et « ne saurait s'abstenir de réagir devant de telles perspectives ». « J'ai donc fait part de ma vive préoccupation aux présidents des syndicats de la presse quotidienne régionale et départementale devant la gravité de la situation que créerait la confirmation de tels projets », a-t-il précisé.

L'abattement fiscal pour les journalistes est appliqué depuis 1937. Les syndicats comme les organisations patronales de presse ont affirmé à plusieurs reprises leur attachement à ce qui a été considéré dans une déclaration commune des syndicats et de la Fédération nationale de la presse française (FNPF) comme « une composante essentielle du statut du journaliste ». Pour la FNPF, la suppression de cet abattement « représenterait un danger en cause l'équilibre économique de nombre d'entreprises ».

## Un grand patron de presse

À SOIXANTE-SEIZE ANS, Patrice-Aristide Blank demeure une grande figure de la presse. Son grand-père avait créé la banque Blank en 1848 à Bucarest, et avait essaimé des agences à New York, Paris, Londres, Hambourg... Après des études universitaires brillantes, le jeune Patrice-Aristide entre dans la Résistance. A la Libération, il crée *France-Soir* en 1944, à partir du journal clandestin *Défense de la France*, aux côtés de Philippe Vianney, Robert Salmon et Jean-Daniel Jurgensen.



Portrait

La presse sera désormais pour lui une passion pendant plus de cinquante ans. Cet homme de haute stature, qui ne se départe jamais d'une politesse rare, quitte le quotidien de la rue Réaumur en 1949, en désaccord avec Pierre Lazareff. Il l'accuse d'avoir favorisé la vente du quotidien à Hachette. Revenu à « la tradition familiale : les affaires », il occupe la présidence d'un groupe de ma-

tières premières. Mais le virus de la presse ne l'abandonne pas. Lorsqu'on lui propose de reprendre un petit journal professionnel, *L'Officiel des transporteurs*, Patrice-Aristide Blank se souvient de ses voyages aux États-Unis et de la bonne santé de cette presse là-bas.

A force « d'acheter, de créer, d'acheter, de créer », ce patron, dont les salariés respectent à la fois la droiture, le charisme et la fidélité en amitié, tout en craignant ses « coups de gueule », a fait du groupe Liaisons le deuxième groupe de presse professionnelle française.

Il le dirigeait à la fois de son appartement de l'avenue Victor-Hugo, où s'affairaient discrètement ses assistants et où dormaient quelques chats lovés sur des fauteuils, et de son bureau situé en haut de l'immeuble abritant le groupe Liaisons, où trônait un portrait de lui et du général de Gaulle. Il reste l'un des derniers patrons de presse de l'après-guerre.

Y.-M. L.

Alain Salles

### TF 1

12.50 A vrai dire.  
Magazine.  
13.00 Journal. Météo.  
13.35 Femmes. Magazine.  
13.40 Les Feux de l'amour.  
Félicité.  
14.35 Elissa. Série.  
Comment l'apprendre aux  
garçons.  
15.35 Superdub Dorothée.  
L'école des passions ;  
les Années folles ;  
Power Rangers ; BC-BC.  
17.35 Journal 2 sans toit...  
Le silence de l'agneau. Série.  
18.00 Le Républicain.  
Cigolles. Série.  
19.00 L'Or à l'appel.  
Jeu.  
19.35 et 20.45 Météo.  
20.00 Journal.

### 20.50

LES GROSSES TÊTES  
D'investissement. Avec Carlos,  
F. Castelli, V. Perro, M. Méri, J.  
Courbes, D. Boutou, Sini, B.  
Bellemare, A. Laro, S. Bern, D. Gilbert,  
T. Roland, S. Castel, F. Perrin,  
O. Lajouane, G. Montagné (120 min).  
806289

### 22.50

52 SUR LA UNE  
Magazine.  
Les Vagabonds du rail  
(60 min).  
806398  
Dans les faubourgs désertés  
de Memphis, les Philpotts se sont  
installés le long de la voie ferrée,  
qu'ils utilisent, en toute illégitimité  
et sans conscience du danger.  
23.50 Formule foot.  
10<sup>e</sup> journée de D1.  
0.25 Ushuaia. Magazine.  
Mont-Saint-Michel, une  
bulle au gré du Mont ; etc.  
(60 min).  
783288  
1.25 Journal. Météo.  
1.40 et 3.25, 3.45 Histoire naturelle.  
3.30 et 3.45, 4.15 TF1 nuit. 2.30 La Vi-  
gnoble des maudits. 4.35 Cas de di-  
verce. 4.35 Musique.

### France 2

12.45 et 13.40 Météo.  
12.59 Journal.  
13.30 Secret de chef.  
13.50 Derrick. Série.  
14.35 Le Renard. Série.  
16.00 et 4.55 La Chance  
aux chansons. Les  
chansons de la Chance.  
17.05 Des chiffres  
et des lettres. Jeu.  
17.35 Sauvés par le gong.  
Série.  
18.00 Code Lila. Série.  
18.40 Qui est qui ? Jeu.  
19.10 Bonne nuit les petits.  
Gros Noumeau pèche  
à la ligne.  
19.20 et 1.45 Studio Gabriel.  
Invité : J.-F. Balmer.  
19.30 et 20.50 Tirage du Loto.  
19.39 Journal.  
A cheval, Météo.

### 20.55

MADAME  
LE PROVISEUR  
Série. Aventure, peinture fraîche, de  
Jean Marbœuf, avec Daniel Collin  
(105 min).  
806087  
Chronique d'un lycée  
d'enseignement professionnel  
de mauvaise réputation.

### 22.40

CA SE DISCUTE  
Magazine présenté par Jean-Luc  
Odeur. Pour-tout dire aux  
enfants ? Quand, comment et par qui  
les enfants doivent-ils apprendre la  
vérité ? (90 min).  
806783  
0.10 Journal. Bourne, Météo.  
0.30 Le Cercle de minuit.  
Magazine. Spécial cabaret à  
l'occasion de la rentrée du  
Théâtre de Poitiers, qui  
s'installe dans une cabane  
en bois au cœur de Paris.  
(75 min).  
806048  
2.15 Émissions religieuses (rediff.).  
3.30 24 heures d'info. 3.40 Météo. 3.45  
Aux marches du palais. 4.00 Quatre-  
mains (rediff.).

### France 3

12.32 Journal.  
13.31 Journal.  
13.35 Mike Hammer. Série.  
14.30 Y a pire ailleurs.  
14.58 Questions  
au gouvernement.  
16.05 Secrets de famille.  
16.40 Les Minions de la Chance.  
17.45 C'est pas sorcier (rediff.).  
18.20 Questions  
pour un champion. Jeu.  
18.47 Un livre, un jour.  
Stefan Zweig, le voyageur et  
ses mondes, de Serge  
Nielsen ; Stefan Zweig,  
Faut-il bécoter,  
de Dominique Bona.  
18.55 Le 19-20  
de l'information.  
19.08 Journal régional.  
Fait la chartre. Jeu.  
20.05 Tout le sport.  
20.30 Consom'ag.

### 20.50

LA MARCHÉ  
DU SIÈCLE  
Série. Aventure, peinture fraîche, de  
Jean Marbœuf, avec Daniel Collin  
(110 min).  
806280  
22.40 Journal. Météo.

### 23.15

UN SIÈCLE  
D'ÉCRIVAINS  
Série. Aventure, peinture fraîche, de  
Jean Marbœuf, avec Daniel Collin  
(110 min).  
806280  
22.40 Journal. Météo.

### La Cinquième

12.30 Va savoir. A la rencontre. 12.35 Image et  
scénario. 13.00 Planète blanche. Antenne : la  
pêche à la carole. 13.30 D'après le monde. Les  
soins. 14.00 L'Esprit du sport. Invités : Laurent  
Gerra, Virginie Lemoine. 15.00 La colline qui  
marche. Documentaire. L'échappée d'Afrique. 16.00  
Les Nouvelles Aventures de Vidéoc. Vidéo et  
correspondant. 17.00 Le Tour du monde en 80 jours  
(rediff.). 18.30 Le Monde des animaux. Les  
chasseurs : les loups de Mongolie.

### Arte

19.00 Lucky Luke. Dessin animé.  
(1952) Lucky Luke contre Pat Poler  
(90 min).  
8048  
19.30 7 1/2. Magazine présenté par Vivienne  
Rudermann. L'Irlande à Francfort. Enquête sur  
la démolition allemande (30 min).  
4314  
20.00 Survival. Documentaire.  
Les crapauds des sables, de John Mills  
(90 min).  
1227  
20.30 7 1/2 Journal.

### 20.45

LES MERCREDIS  
DE L'HISTOIRE :  
LES COMPLEXES D'HITLER  
Documentaire (1h). Hés, le suppléant, de Guido Knopp et  
Christian Decker (65 min).  
806404  
Hes, Himmler, Goebbels, Göring, Speer, Dönitz :  
six collaborateurs du Führer qui ont façonné le  
régime hitlérien et contribué à son  
fonctionnement. Images et témoignages.

### 21.40

MUSICA.  
MUSICARCHIVE.  
Dessin animé. Dessin animé. Dessin animé.  
Magazine (65 min).  
838043  
22.15 Baka.  
Documentaire belge-franco-canadien de  
Thierry Krauff (1995, N., 55 min).  
3634287  
Chant et musique dans un village du  
sud-est du Cameroun. Superbe son  
stéréophonique. La mise en scène fait des  
Pygmées des objets de spectacle.  
23.10 Persépolis. Film  
Film suédois d'Ingmar Bergman avec Bibi  
Anderson, Liv Ullmann (1965, N., v.o., 84 min).  
3805005  
0.35 L'Espace de la grâce. Film germano-autrichien  
d'Andreas Gruber (1994, v.o., 108 min). 5710628. 2.25 Sent de  
culture : 50 années d'histoire de la culture.

### M 6

12.25 Les Routes du paradis.  
Le lizzard. Série.  
13.25 M 4 Kid.  
Kidnapé : Napoléon.  
Captain Planète ;  
Crispy Crawlers ;  
Les Rockamls ;  
Robin des Bois Junior ;  
Droculito ;  
Gadget Boy ;  
Highlander.  
16.40 Hit Dance. Magazine.  
17.05 et 2.20 Faits  
comme chez vous.  
Invité : Patrick Ivry.  
18.00 Sliders.  
La fin du monde. Série.  
18.35 Highlander. Série.  
La croix Saint-Antoine.  
19.54 50 minutes  
d'information.  
20.00 Une nouvelle d'enfer.  
20.35 École 6. Magazine.

### 20.50

FLASHBACK  
Série. Aventure, peinture fraîche, de  
Jean Marbœuf, avec Daniel Collin  
(110 min).  
806280  
22.40 Journal. Météo.

### 23.05

PASSIONS  
TROUBLES  
Série. Aventure, peinture fraîche, de  
Jean Marbœuf, avec Daniel Collin  
(110 min).  
806280  
22.40 Journal. Météo.

### Canal +

En clair jusqu'à 13.35  
12.30 La Grande Famille.  
13.35 Décade pas Bunny  
(rediff.).  
14.25 Allen.  
Futurs des Insectes.  
Documentaire (44').  
20 min.  
14.55 The Rock'n'Roll  
Hall of Fame.  
Musique.  
17.00 Football américain.  
Championnat de la NFL :  
San Diego-Jacksonville.  
17.35 Billy the Cat.  
Dessin animé.  
En clair jusqu'à 21.00  
18.35 Nulle part ailleurs.  
20.30 Le Journal du cinéma.

### 21.00

MAVERICK  
Film de Richard Donner  
avec Mel Gibson  
(1994, 122 min).  
801887  
23.05 Flash d'information.  
23.10 Jour de foot.  
La diabolique journée du  
Championnat de France de  
D1 (45 min).  
222285

### 23.55

THE CROW  
Film d'Alex Proyas avec Brandon Lee  
(1994, v.o., 98 min).  
9997869  
Guidé par un corbeau, un jeune  
musicien, qui a été assassiné  
par des loubards avec sa  
fiancée, sort de sa tombe pour  
se venger.  
1.35 The Thing  
Film de John Carpenter  
(1982, v.o., 103 min).  
7038881  
Une expédition  
américaine dans  
l'Arctique est menacée  
par un extraterrestre qui  
s'infiltre dans les  
organismes avant de les  
détruire.

### Radio

#### France-Culture

20.00 Le Rythme et la Raison.  
Sylvio Gaskin, un  
journaliste aujourd'hui  
(30 min).  
20.30 Tire la langue.  
Les peuples forains.  
21.30 Correspondants. Des  
nouvelles de la Belgique, du Canada et  
de la Suisse. 22.00 Communauté des  
radio publiques de langue fran-  
çaise. Bernard Cernez, ethnologue et  
conservateur du Musée  
ethnographique de Genève (31). Une  
émission de la Radio Suisse Romande.  
22.40 Nuits magiques.  
Les championnes.  
9.05 Du jour au lendemain.  
Jean-Sébastien Harang (Gros chagrin).  
0.45 Les Cinglés du Music Hall.  
Journée du jeudi 29 mars 1995 (31).  
0.00 Les Nuits de France-Culture  
(rediff.). 2.21, Jacques Venger  
(l'Amour castel ; Philosophie d'Hélène  
et d'Abelard) ; 3.30, Christian de Troyes  
ou l'invention du roman à la fin du  
XI<sup>e</sup> siècle ; 5.28, Spécial Grands  
Textes : Agrippa d'Aubigné (Les  
Tragiques) ; 5.35, Pierre Corneille.

#### France-Musique

20.00 Concert.  
Donné les 2 et 3 mai, à Evry,  
par le Chœur Régional Victoria  
d'Île-de-France et l'Orchestre  
de la Cité, dir. Michel  
Piquemal. Danielle Bortol,  
soprano, Jean-Louis Soré,  
baryton ; Le Deum op. 105, de  
Dvorák ; Credo de lumière,  
cantate de la Renaissance  
(cantate), de Girard ; Gloria,  
de Pontien.  
22.30 Musique plurielle.  
Les Corps célestes, de Cail.  
23.07 Musicales comédies.  
Claves de George et les  
Carnavals.  
0.00 Jazz vivant. Festival de Vienne.  
La Quatrième du pianiste Tchoungouel  
avec Franz Ols et Noël Macchié.  
Festival de Nancy. Le groupe de  
saxophoniste David S. Ware avec  
l'inventeur du roman à la fin du  
XI<sup>e</sup> siècle ; 5.28, Spécial Grands  
Textes : Agrippa d'Aubigné (Les  
Tragiques) ; 5.35, Pierre Corneille.

#### Radio-Classique

20.40 Les Soirées  
de Radio-Classique.  
La Finta Semplice de Mozart,  
par l'Orchestre du Mozarteum  
de Salzbourg, dir. Hagen.  
Donnati (Florence), Hot  
(Cassandre), Johnson (Don  
Pedro), Bergamas (Clara),  
Moser (Pascual), Lloyd  
(Simone).  
22.50 Les Soirées... (Suite). Claves  
de Haydn, Anne Hunter. 0.00 Les  
Nuits de Radio-Classique.

## Les soirées sur le câble et le satellite

### TV 5

21.00 Au nom de la loi.  
21.55 Météo.  
des cinq continents.  
22.00 Journal (France 2).  
22.35 Les Derniers Par-West.  
23.20 Pulsations.  
0.30 Soir 3 (France 3).  
Planète  
20.35 Des souris  
et des hommes.  
21.25 Cerise, physiologie  
d'une dissolution.  
21.55 La Légende  
des bateaux volants.  
(108 min).  
22.55 Transantartica. (1.14).  
23.50 Femmes soldats.  
0.45 Photos de stars  
signées Horst (45 min).

### Paris Première

21.00 Paris modes.  
21.55 Le J.T.S.  
22.25 Concert : Paolo Conte.  
Enregistré au Spectrum de  
Montreal, en 1988.  
(50 min).  
73010753  
23.15 Concert : Iggy Pop.  
Enregistré au festival de  
Philly, en Angleterre, en  
1994 (50 min).  
33449734

### France Supervision

20.30 World Music.  
O'Jé Sadrini. Chab Mami.  
21.25 Concert : Chab Mami  
(90 min).  
75410837  
22.55 Contes et légendes  
de Bretagne.  
Troisième et quatrième volets.

### Ciné Cinéfil

20.30 Les Mains sales  
Film de Fernand Rivers  
(1951, N., 100 min) 7844294  
22.10 L'Or  
Film muet de Charles Chaplin  
(1923, N., v.o., 75 min).  
8050204  
23.25 Une vie de chien  
Film muet de Charles Chaplin  
(1918, N., v.o., 40 min) 8160802  
0.05 A travers l'orage  
Film de Henry King  
(1935, N., v.o., 85 min) 98184574

### Ciné Cinémas

20.30 Le Brasier  
Film d'Eric Barbier  
(1990, 125 min) 87875005

### Série Club

20.45 Flash.  
Un bébé  
sur les bras.  
21.35 et 0.40  
Médecins de nuit.  
Poulet royal.  
22.30 Colonel March.  
Folle homicide.  
23.00 Les Champions.  
L'appât.  
23.50 Quincy.  
Un travail d'enfant de cœur  
(90 min).

### Canal Jimmy

20.30 VRS.  
Amour et mort.  
21.15 Vidéo.

### Eurosport

19.55 Basket-ball.  
En direct. Eurologie :  
Pénalités-ESP Images  
(125 min).  
5990424  
22.00 Tennis.  
En direct. Tournoi messieurs  
de Lyon (60 min). 877640  
23.30 Course de camions.

## Les films sur les chaînes européennes

### RTL 9

22.25 Les Chariots de feu. Film de Hugh Hudson (1981,  
125 min). Avec Ben Cross. Chronique.  
0.45 Crime et châtiment. Film de Georges Lampa (1956,  
N., 100 min). Avec Jean Gabin. Drame.

### TMC

22.50 Les Séducteurs. Film de Bryan Forbes, Mollan,  
Rid, Wilder (1980, 130 min). Avec Roger Moore. Sketches.

### TSR

23.00 Moonraker. Film de Lewis Gilbert (1978, 125 min).  
Avec Roger Moore. Aventures.

### Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia »

■ On peut voir.  
■ ■ ■ Ne pas manquer.  
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou  
classique.  
♦ Sous-titrage spécial  
pour les sourds et les  
malentendants.

مكتبة الفيديو







## Les incompressibles

par Pierre Georges

LE BUREAU des poètes associés à un phosphore dur à la RATP. Thématique imposée : la fraude. Créativité : libre. Imagination : débridée. Vers : à pieds !

Voici donc, après mûre réflexion et intense remue-ménages, ce que donne la nouvelle campagne d'affichage anti-fraude lancée dans les bus par la régie autonome des transports poétiques. Dissuasif : « Un ticket : 8 francs ; une amende : 150 francs. » Jusque-là, rien à dire. Mais cela se complique avec le proverbe d'accompagnement, frappé au coin du bon sens et des rimes Diesel : « Qui bus resquille / Sa propre poche il pille. » Autant dire le rap du contrôleur. On aimerait voir ce que cela donne en musique, hip hop, poche pille !

Informatif maintenant : « Il y a 2 500 points de vente RATP en plus de ce bus. » Fait incontestable s'il n'était accompagné de cette étrange supplique, de cette sublime envolée : « O resquilleur, suspends ton vol ! » Lamartine aux basques de Filochard, voilà bien du romantisme échevelé.

Mais ne moquons pas davantage l'atellier créativité de la répression des fraudes. La RATP a bien du souci avec ces gens qui rangent le trajet sans ticket au rayon des provocations, nécessités, droits révolutionnaires, envies, jeux de piste, grivèries en commun, incivisme. Bref, avec tous ceux qui considèrent que payer pour voyager participe de la plus imbecille honnêteté.

Ils sont nombreux, les mal payants. Très nombreux. A tel point que, dans sa sagesse, la RATP, faute de pouvoir mettre un contrôleur derrière chaque usager, admet qu'il existe un taux de fraude « incompressible ». De l'ordre de 3 % à 4 %. Chaque métier a ainsi ses déses-

poirs statistiques. Les grandes surfaces, avec le piratage en bout de gondole. Les armées créditées, à tort peut-être, d'un pourcentage de pertes variable selon les aléas du métier. Et même la presse, avec son fameux « bouillon », ces 20 % et plus d'exemplaires invendus, même pas volés, qui désespèrent de trouver lecteurs.

Incompressible, donc. Tout l'art consiste alors à compresser autant que possible ce qui l'est, à tendre à la fraude zéro, c'est-à-dire 3 %. La RATP s'y emploie inlassablement, tas de sable à remonter chaque matin et chaque soir. Elle réprime ce qui est réprimable. Elle juge ce qui peut l'être. Elle s'efforce en somme de faire des bénéfices sur ses pertes. Car la plaisanterie lui coûte - nous coûte - 600 millions de francs par an.

Elle se fixe des objectifs. Des contrats d'objectif. Le RER, par exemple. Cela va plutôt bien. Les brigades ont réalisé l'objectif : objectif, 5,8 % ; taux de fraude, 4,4 %. Le métro aussi, presque au port, si l'on peut dire : objectif, 6 % ; taux de sans-billet, 6,3 %. Reste le bus, ce bus nommé flibuste. Là, c'est l'échec. La RATP l'admet. Elle avait prévu large. Objectif, 10 % : un voyageur sur dix aux frais de la princesse. Elle n'avait pas prévu assez large : taux de fraude, 13,6 %.

Pourquoi ? Mystère ! L'air de la surface, peut-être. Enivrant et libertaire. Ou alors le fait que le conducteur ne puisse être au four et au volant. En tout cas, cela ne peut plus durer, ni rouler ainsi. D'où les rimes « raté-piennes ». Et d'où, probablement, avis aux voyageurs, la multiplication de contrôles moins romantiques de la brigade des incompressibles !

## La France, pays sous-développé en matière de communication

Un rapport du Plan relève « les obstacles » à leur développement

LA FRANCE, pays sous-développé ? En matière de communications, c'est sans aucun doute le cas, estime le rapport rendu public mercredi 2 octobre par le Commissariat général au plan sur *Les réseaux de la société d'information*. C'était déjà vrai pour les services de communication classiques : les Américains, par exemple, utilisent leur ligne téléphonique trois fois et demi plus que les Français. « Cette sous-communication se retrouve dans de nombreux services nouveaux », indique le rapport. Il y a, en France, dix fois moins de foyers abonnés au câble ou au satellite qu'en Allemagne. Et la France occupe l'avant-dernière place en Europe pour la téléphonie mobile.

Pour Thierry Miléo, président du groupe de travail et chef du service « stratégie et affaires extérieures » de Bouygues Télécom, « le phénomène Minitel, les blocages culturels, le manque de produits français », souvent mis en avant pour justifier ce retard, n'expliquent pas tout.

Pour remédier à cette situation, plus question de demander à une entreprise publique de se lancer dans de grands travaux d'infrastructures pour faire passer les « autoroutes de l'information » au pied de chaque foyer, comme le préconisait le rapport de Gérard Théry en octobre 1994. Pour les auteurs du rapport, l'avenir est à la diversité de l'offre et des technolo-

gies. En revanche, l'Etat peut intervenir dans deux domaines : celui des tarifs pratiqués et de la réglementation. « Une réduction des coûts de communication » serait nécessaire, en particulier pour les lignes spécialisées, plus chères en France que dans la plupart des autres pays européens, sans parler des Etats-Unis. La politique tarifaire actuelle constitue un handicap. Pour Thierry Miléo, « la libéralisation effective des télécommunications permettra de réduire le coût des liaisons spécialisées dans un rapport d'au moins 50 %, à condition que l'Etat joue son rôle et fasse en sorte que la concurrence puisse s'exercer de façon saine sur tout le territoire ».

### DIDACTIQUE

Ces dispositions bénéficieront plus aux entreprises qu'au grand public, sachant que les réseaux se développeront surtout pour des applications professionnelles. Ces dernières « représenteront 75 % du marché dans dix ans ».

En matière de réglementation, les auteurs du rapport mettent en garde les autorités indépendantes de régulation soient dotées d'un pouvoir accru, qu'il s'agisse du CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel) ou de la future ART (Autorité de régulation des télécommunications), dont la mise en place est prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 1997. C'est la seule façon de « lever

les obstacles techniques et économiques qui entravent le marché », estime Thierry Miléo. Car de nombreuses initiatives restent bloquées dans l'attente de textes définissant les règles du jeu. « Les décrets d'application de la loi de 1986, concernant la diffusion satellitaire, n'ont toujours pas été publiés, rappelle-t-il, et on ne sait toujours pas quelles seront les règles d'interconnexions après le 1<sup>er</sup> janvier 1998 », date de l'ouverture de tous les réseaux à la concurrence.

Autant de points qui sont loin de faire l'unanimité. On l'a vu cet été, avec l'annulation par le Conseil constitutionnel d'un amendement à la loi sur la réglementation des télécommunications qui devait donner certains pouvoirs au CSA lui permettant de faire respecter la déontologie sur Internet.

Outre le fait de prendre position sur des sujets controversés, ce rapport a le mérite d'être extrêmement didactique tant au plan technique qu'économique et politique. Il replace très clairement le rôle d'Internet au sein de l'ensemble des réseaux d'information, qu'il s'agisse de téléphonie ou de télévision. Un glossaire aide le lecteur novice à comprendre les sigles et technologies dont il est impossible de se passer pour comprendre les évolutions du cyberspace.

Annie Kahn

## Le gouvernement restreint l'utilisation des mines antipersonnel

PARIS s'apprête à faire un nouveau pas en faveur de l'interdiction des mines antipersonnel. Au cours du conseil des ministres du mercredi 2 octobre, Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères, devait préciser les conditions dans lesquelles la France renonce à utiliser ces engins, qui tuent ou mutilent deux mille personnes par mois, le plus souvent dans le tiers-monde. Ce renoncement a fait l'objet d'après discussions ces dernières semaines. Outre le Quai d'Orsay, le ministère de la défense et le secrétariat d'Etat à l'action humanitaire d'urgence y ont été mêlés. Ce sont les militaires qui l'ont finalement emporté, le nouveau code de bonne conduite, adopté après arbitrage de l'Hotel Matignon, laissant la porte ouverte à l'utilisation des mines antipersonnel « en cas de nécessité absolue » à la France par « la protection de ses forces ».

L'autre solution, prônée depuis longtemps par le Comité international de la Croix-Rouge et plusieurs organisations non gouvernementales, dont Handicap international (Lyon), aurait consisté pour la France à renoncer sans restriction à l'utilisation des mines antipersonnel. La formule retenue laisse une marge de manœuvre appréciable aux armées françaises, même s'il est entendu que l'autorisation de recourir, « en cas de nécessité absolue », à de tels engins sera donnée par « les autorités gouvernementales ».

« UN REPET D'ENTRAÎNEMENT » Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, affiche sa satisfaction à l'égard de ce qu'il considère comme une « avancée significative ». « La décision de la France, a-t-il déclaré au Monde, crée une dynamique qui va avoir un effet d'entraînement sur d'autres pays. » Le ministre de la défense exprime officiellement un certain soulagement après un arbitrage dont il craignait qu'il lui soit moins favorable. Parallèlement à cette décision, le gouvernement prépare un projet de loi relatif aux mines antipersonnel. Soumis au Parlement « avant la fin de l'année », il officialisera l'interdiction d'exporter et de produire ces engins, que la France respecte de facto. Enfin, un rapport serait soumis chaque année au Parlement, faisant le point sur la destruction des stocks existants à laquelle Paris a promis de procéder il y a un an.

La décision française coïncide avec la réunion, à partir du jeudi 3 octobre à Ottawa, des représentants des quelque quarante-cinq pays qui se sont prononcés en faveur d'un banissement général des mines antipersonnel.

Bertrand Le Gendre

**RAFAL**

Habille les hommes

**GRANDS FORTS**

15, place du Havre  
Paris 6<sup>e</sup> - Tél. 43.87.34.64

CAP 3000 - NICE  
18, av. J. Médecin  
LYON - FORTY  
80, rue E. Herriot

## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le mercredi 2 octobre, à 10 h 16 (Paris)

PERMETTANT	DES PLACES ASIATIQUES	OUVERTURE	DES PLACES EUROPEENNES
Tokyo Nikkei	7143 -0,45 -8,20	Cours au 9/10	Var. en %
Hong Kong index	11921,20 +0,16 +19,23	Paris CAC 40	2125,21 -0,45 -13,42
		London FT 100	2659,55 -0,55 -1,51
		Zurich	1779,56 -0,16 -1,52
		Milan MIB 30	1517,88 -0,19 -1,57
		Frankfurt Dax 30	2656,89 -0,19 -1,57
		Bruxelles	1242,42 -0,12 -1,52
		Suisse SMI	3585,00 -0,12 -1,52
		Madrid Iboex 35	1515,00 -0,12 -1,52
		Amsterdam CBS	221,14 -0,12 -1,52

Tirage du Monde daté mercredi 2 octobre 1996 : 488 234 exemplaires.

L'édition de référence 96/97

**Code général des impôts**

Code général des impôts des personnes physiques

101 nouveaux textes codifiés  
565 dispositions nouvelles

IMPRIMERIE NATIONALE L.G.D.J.

Editions Renseignements 01 44.41.97.10

## Un rapport révèle les erreurs de conception du tunnel de Toulon

UNE ÉVOLUTION du comportement des sols plus importante que prévu liée à une prévision n'ayant pas résisté aux pressions... Ces deux éléments seraient à l'origine des problèmes qui compromettent les travaux de la traversée souterraine de Toulon (Le Monde du 1<sup>er</sup> octobre). C'est ce qui ressort des explications embarrassées données par Guy Janin, directeur de la Direction départementale de l'équipement du Var, qui, commentant un rapport d'expertise non rendu public, a annoncé un surcoût de 400 à 500 millions de francs (26 à 33 % de l'estimation actuelle) et un retard de deux ans.

Ce rapport relève d'évidentes erreurs de conception. Au chapitre V par exemple, les experts font état de « défauts d'épaisseur et de continuité entre segments de précontrainte ». De plus, « le béton peut présenter des résistances inférieures aux valeurs attendues ». 73 des 116 prévisions sont qualifiées de non conformes. - (Corresp)

■ **CATASTROPHE** : un Boeing 747 de la compagnie AeroPeru, en provenance de Miami, s'est abîmé mercredi 2 octobre au matin dans l'océan Pacifique, au nord de Lima. Il n'y aurait aucun survivant parmi les 200 passagers et membres d'équipage. - (Reuters)

■ **JUSTICE** : la chambre d'accusation de la Cour d'appel de Versailles a donné, mercredi 2 octobre, un « avis favorable » à la demande d'extradition, présentée par les autorités espagnoles, de Santiago Arrospe-Sarasola, considéré comme le « responsable opérationnel des commandos d'ETA » entre 1983 et 1987. Arrospe-Sarasola, quarante-huit ans, purge à la maison d'arrêt d'Orsay (Val-d'Oise), une peine de dix ans de prison prononcée par une juridiction française, pour « association de malfaiteurs ».

■ **ÉCHECS** : les 32<sup>e</sup> Olympiades d'échecs par équipes, qui se sont achevées mardi 1<sup>er</sup> octobre à Erevan (Arménie), ont été remportées par la Russie, chez les messieurs, et par la Georgie, chez les dames. L'équipe russe, emmenée par le champion du monde Garry Kasparov, a totalisé 38,5 points sur 56 possibles, soit 3,5 points d'avance sur l'Ukraine, deuxième.

Michel Alberganti

**MARKETING INDUSTRIEL**

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

- Cours et séminaire d'études de cas (120 h, sur 9 mois : soirs et samedi) coût : 1010 F/m.
- Brochure et dossier : 40-27-22-34 ou sur simple demande écrite au :

Marketing Industriel C.N.A.M.  
292, rue Saint-Martin 75003 Paris

**OISE**

Stages d'anglais à la Toussaint

Newbury, Angleterre

- 1) Pour les classes de 6<sup>ème</sup> à Terminale
- 2) Cours Orale et 8 leçons par classe
- 3) Vie dans une famille accueillante
- 4) Programme d'activités culturelles
- 5) Voyage organisé

20 oct-26 oct / 27 oct-02 nov

Bordeaux : 50 55 28 12  
Lille : 20 40 28 35 / Lyon : 78 24 63 72  
Paris : 01 44 19 61 60  
21 rue Théophraste Reaumur  
75015 Paris

مكتبة المصطفى



Le Monde

# Les habits neufs de l'automobile

**L**a voiture est descendue du socle qu'elle occupait au 13 octobre à Paris, ne peut faire abstraction de cette réalité. Les Français ont désormais une conscience plus aigüe des dangers qui y sont liés (atteintes à la qualité de l'air et risques routiers). En outre, la guerre des prix sans précédent engagée entre constructeurs leur a appris que la valeur de ce bien de consommation, si souvent présentée comme un objet d'exception, est aussi le résultat d'un strict rapport de forces entre un acheteur et un vendeur. Reclamée par la majorité des professionnels, la fin de la mise sous perfusion du marché, à coup de primes d'Etat, confirme ce retour à la normalité dans un pays où l'auto a

toujours eu tendance à être plus chère qu'ailleurs. Mais le million de visiteurs attendus porte de Versailles va aussi constater tout ce que ce glissement peut avoir de stimulant. Car l'industrie automobile est contrainte de prendre des risques en se renouvelant plus vite et dans des directions nouvelles. Pour tenir compte de la diversification croissante des aspirations, le marché s'est transformé en une myriade de « niches » commerciales visant des clientèles bien définies. Le design se renouvelle à vitesse accélérée et l'on voit apparaître des modèles délibérément anticonformistes ou nostalgiques. L'empreinte des loisirs sur les modes de vie donne naissance à des voitures moins agressives et plus astucieuses. Désormais,

la course à la technologie cède la place à la recherche d'une plus grande complicité avec un consommateur qui cherche moins à s'identifier à sa voiture, mais souhaite que celle-ci s'adapte à ses valeurs, lui ressemble.

Pour les firmes françaises, mal placées sur leur propre marché, le Mondial est l'occasion de réagir. Renault présente le premier monospace européen de taille moyenne, Citroën lance un véhicule multi-usages innovant, et Peugeot redécouvre en beauté le charme du coupe après une longue parenthèse. Même si les lendemains restent incertains, l'automobile est loin d'avoir épuisé toutes ses capacités d'adaptation.

Jean-Michel Normand

Initiale, prototype conçu par Renault, illustre un design aux lignes plus affirmées. Son hayon intègre un troisième feu stop, obligatoire à partir du 1. janvier 1998 sur les véhicules neufs.

ouvernement  
reint  
lisation  
mines  
personnel

Le gouvernement a annoncé la mise en œuvre d'un plan de lutte contre le terrorisme. Ce plan vise à renforcer la sécurité intérieure et à améliorer la coopération internationale. Les mesures prévues incluent la mise en place d'un système d'alerte précoce, le renforcement des contrôles aux frontières, et la mise à jour des protocoles d'urgence. Le gouvernement s'engage également à soutenir les efforts de la communauté internationale pour éliminer le terrorisme sous toutes ses formes.

Le gouvernement a également annoncé la mise en œuvre d'un plan de lutte contre la criminalité organisée. Ce plan vise à renforcer la coopération internationale et à améliorer la sécurité intérieure. Les mesures prévues incluent la mise en place d'un système d'alerte précoce, le renforcement des contrôles aux frontières, et la mise à jour des protocoles d'urgence. Le gouvernement s'engage également à soutenir les efforts de la communauté internationale pour éliminer la criminalité organisée sous toutes ses formes.

Le gouvernement a également annoncé la mise en œuvre d'un plan de lutte contre la criminalité organisée. Ce plan vise à renforcer la coopération internationale et à améliorer la sécurité intérieure. Les mesures prévues incluent la mise en place d'un système d'alerte précoce, le renforcement des contrôles aux frontières, et la mise à jour des protocoles d'urgence. Le gouvernement s'engage également à soutenir les efforts de la communauté internationale pour éliminer la criminalité organisée sous toutes ses formes.

RAFA  
CHU  
FOI



**LANCEMENT** Le cru 1996 du Mondial de l'automobile parisien est riche. Les constructeurs français donnent le ton : Citroën présente sa Berlingo (page III), cousine moderne de la 2 CV incarnant un retour au dépouillement, tandis que Renault lance la Mégane Scénic (page IV), un monospace de taille moyenne. Les firmes étrangères, qui ont le vent en poupe sur le marché français, n'ont pas négligé le rendez-vous de la porte de Versailles. Ford tente ouvertement de faire de l'ombre à la Twingo en lançant la petite Ka : Audi s'intéresse aux berlines moyennes inférieures en présentant son A3 et Fiat poursuit son renouvellement avec la Maréa. Le Mondial sera aussi l'occasion de découvrir les derniers-nés des modèles sportifs de plusieurs marques prestigieuses (Mercedes SLK, Jaguar XK8, BMW Z3 et Boxster de Porsche).

**NOUVEAU LOGO.** La firme américaine Chrysler se dote d'un nouveau logo pour ses véhicules vendus en Europe, dont la calandre arborera désormais un badge rond et doré, insigne que portait, en 1924, la première Chrysler.

**PLANÈTE FEMMES.** La soirée du lundi 7 octobre sera dédiée aux femmes. Des magazines féminins ont offert des entrées au Mondial à leurs lectrices, qui éliront leur voiture préférée. Tant d'attentions des constructeurs n'a rien de désintéressé : les études soulignent l'influence croissante des femmes dans la décision d'achat d'un véhicule.

**JAMES BOND.** Le bâtiment 8 du Mondial accueille une exposition sur les véhicules - et notamment l'ASTON-MARTIN DB5 -



conduits par James Bond, le héros de Ian Fleming, dans ses multiples aventures.

**RÉTROSPECTIVE.** Le bâtiment 4 est le théâtre d'une reconstitution du Salon de l'automobile de 1946. L'occasion de retrouver la Peugeot 202, le Coach Hotchkiss, la Renault 4 CV ou le Coach Talbot-Lago.

Photo : Nick Foulkes-Eon Productions Archives, in « James Bond 007 », éd. Flammarion (1996). Photo de « une » : Peter Vann pour Renault.

# Les nouveautés



● **PEUGEOT.** Avec le coupé 406, Peugeot signe son retour dans une catégorie qu'il avait désertée depuis la 504 coupé, il y a quinze ans. Cette vraie quatre places pourra notamment compter sur le nouveau moteur V6 (194 ch) développé avec Renault. Parallèlement, Peugeot présente la 406 break et une 306 16 S (167 ch) à boîte six vitesses à ne pas mettre entre toutes les mains.

● **CITROËN.** L'utilitaire Berlingo (page III) se transforme pour les besoins des particuliers. Le cinq places est présenté en deux motorisations (1,4 litre essence et 1,9 litre diesel) et se veut un véhicule multi-usages résolument novateur.

● **RENAULT.** La Mégane Scénic, petit monospace (page IV) rutilant et maniable, sera la principale attraction du stand de la firme au lo-sange. A ses côtés apparaissent la Mégane Classic, version « trois volumes » avec un coffre très généreux, et la nouvelle génération de l'Espace (habitabilité améliorée, tableau de bord inspiré de celui de la Twingo agrémenté d'un impressionnant vide-poche central). La Safrane est « relookée ».

● **VOLKSWAGEN-AUDI.** Audi se lance sur le marché des « compactes » avec la prometteuse A3, qui risque de faire de l'ombre à la Golf. Volkswagen lance une nouvelle Passat, Skoda, dernier venu dans le groupe VW, étrenne l'Octavia, une berline qui ne manque pas de charme.

● **FIAT-LANCIA.** Le groupe italien nourrit de nouvelles ambitions (page IV) avec la Maréa, équipée de motorisations diesel inédites et musclées. Cette berline se double d'une version break « Week-end ». Autres curiosités transalpines : les versions coupé et break de la Lancia Kappa.

● **OPEL.** Monospace équilibré dont les lignes rappellent une berline, le Sintra, conçu par Opel en Europe et General Motors aux États-Unis, sera visible à Paris. Opel lèvera également le voile sur le break Vectra, la nouvelle évolution du 4x4 Frontera, et un moteur turbo Diesel Ecotec particulièrement « propre ».

● **MERCEDES.** En attendant la révolution que constituera la future petite Mercedes classe A, la firme de Stuttgart lance elle aussi un monospace, la Classe V, luxueux cocon dérivé du Vito, un véhicule utilitaire. A voir également la classe S 300, le plus puissant des diesels (177 ch) et le roadster SLK.



● **FORD.** Présentée pour la première fois à Paris, la Ford Ka pourrait bien semer le trouble sur le marché des petites citadines avec son esthétique plus qu'originale. Le Salon parisien sera aussi l'occasion de découvrir la nouvelle gamme Mondeo, agréablement « restylée ».

● **BMW.** Le constructeur bavarois intègre un moteur V8 sur la série 5 (535 et 540i) et rajoute la série 3, qui hérite d'un nouveau ornement d'une calandre plus bourgeoise. Le roadster Z3 reçoit un redoutable moteur 2,8 litres 24 soupapes (193 ch).

● **PORSCHE.** Sportif et ribâle, le Boxster à moteur central (six cy-

lindres à plat, 204 ch) va faire parler de lui, avec une esthétique remarquable. En option : une boîte de vitesses à cinq rapports Tiptronic commandée par deux boutons situés sur le volant, comme une formule 1.

● **VOLVO.** La nouveauté sera l'apparition du coupé C 70, issue de la berline S 40, disponible dès le printemps 1997 avec, au choix, deux motorisations turbo-compressées (193 et 240 ch).

● **MITSUBISHI.** La Mitsubishi Carisma, sœur presque jumelle de la Volvo S 40 (montrée dans la même usine néerlandaise, les deux voitures partagent une base roulante similaire), fait son apparition.

Les amateurs pourront découvrir le pick-up L 200, rustique et cossu à la fois, et le surprenant moteur GDI à injection directe (Le Monde du 21 septembre).

● **TOYOTA.** Un peu plus gros que la Renault Scénic mais moins original, le Toyota Picnic va lui aussi tenter d'élargir la clientèle des monospaces. Le numéro japonais introduit un nouveau 4x4 Land Cruiser aux qualités routières et au confort améliorés.

● **NISSAN.** « Nippa-européenne » (elle est fabriquée en Grande-Bretagne), la nouvelle Priméra intègre un turbo diesel inédit.

● **HONDA.** Pour la première

Parmi les modèles exposés au Mondial 1996, la Ford Ka (en haut à gauche) est sans conteste la plus originale, la Peugeot 406 coupé (en bas) sans doute la plus réussie esthétiquement et la Porsche Boxster (en haut à droite) la plus prestigieuse.

fois, le constructeur japonais a choisi Paris pour dévoiler un nouveau modèle : le coupé Prélude. En option, il est possible de bénéficier des quatre roues directrices, qui permettent davantage de maniabilité.

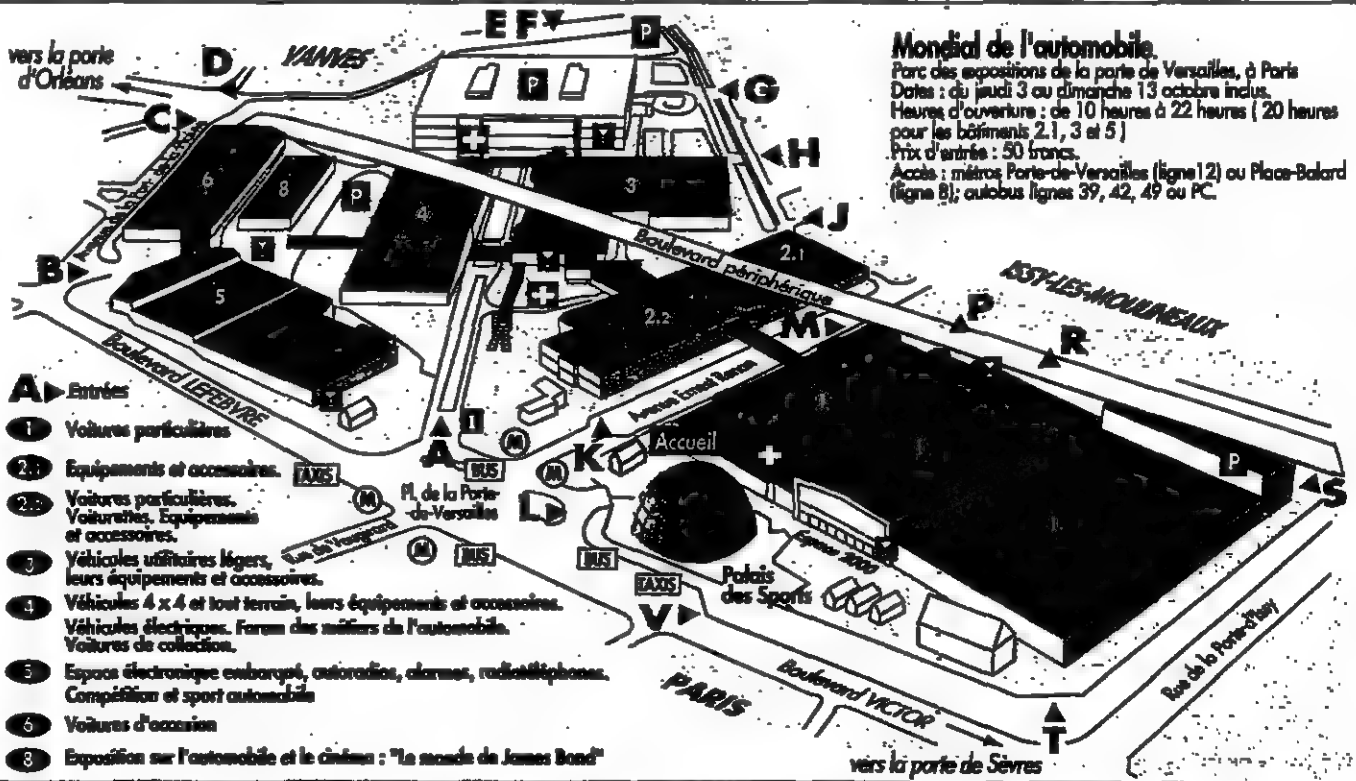
● **HYUNDAI.** La firme coréenne lance un coupé aux motorisations dynamiques et à l'équipement de série très complet.

● **JAGUAR.** Héritière de la mythique Type E, le cabriolet XK8 a de quoi impressionner avec son V8 de près de 300 ch et sa face avant de requin.

● **ROVER.** Le constructeur anglo-allemand équipe la petite Rover 216 d'une boîte automatique et améliore la motorisation des séries 600 et 800. La gamme des Mini, qui devient une marque à part entière, sera présentée sur son propre stand.

● **CHRYSLER.** Le constructeur américain présente la très sportive Viper GTS et modernise la Jeep Wrangler.

● **SAAB.** L'équipement des modèles 900 et 900i, deux voitures désormais disponibles avec des moteurs utilisant le GPL, est amélioré.



## Une sixième vitesse, pour quoi faire ?

INCORRIGIBLES conducteurs européens ! Alors qu'aux États-Unis et au Japon chacun - ou presque - s'est, depuis longtemps, accommodé d'une boîte de vitesses automatique, les Européens restent des inconditionnels de la boîte manuelle. Les fréquences du levier peuvent donc se réjouir : de plus en plus de constructeurs présentent des versions équipées d'une boîte comprenant... six rapports. La nouvelle Peugeot 306 16 S, présentée dans l'enceinte de la porte de Versailles, est la première voiture française équipée en série d'une « boîte six ».

Longtemps, les voitures se sont contentées de quatre vitesses. Dans les années 70 est apparue la « cinquième autoroute », un rapport long destiné à réduire la consommation et soulager le moteur sur les trajets autoroutiers, la vitesse maximale étant atteinte en quatrième. Progressivement s'est généralisée la « vraie » cinquième utilisable en toutes circonstances, des variantes (boîte « longue » ou « courte ») per-

mettant, sur certains modèles, de choisir entre consommation réduite et vélocité.

Pourquoi, dès lors, ajouter une sixième rapport ? « Parce que cela permet une meilleure exploitation du moteur sur une berline à tendance sportive, mais aussi sur la voiture de tous les jours », répond José Mailhé chez Peugeot. La 306 16 S, équipée d'un moteur de 1998 cc (167 ch), est synonyme de sensations fortes. La sixième peut être enclenchée à 170 km/h et, si l'on décide de le faire à 190 km/h, la baisse de régime ne sera que d'un millier de tours/minute. Pied au plancher, le dernier rapport permet d'atteindre 220 km/h... « Le moteur est moins sollicité car les écarts de régime entre deux passages de vitesses sont réduits et la consommation est moindre, ajoute l'expert de Peugeot. Un rapport de boîte supplémentaire engendre aussi une baisse du volume sonore. Un avantage que M. Tout-le-Monde appréciera. »

« Six rapports permettent de parvenir plus rapidement à la même vitesse », résume-t-on chez

Audi, où l'on apprécie depuis 1992 les avantages de cette solution. Tous les gros modèles sportifs de la marque en sont équipés, à moins d'avoir opté pour une transmission automatique. Comparée à la version cinq vitesses, la nouvelle A 6 TDI (140 ch) six vitesses « gazé » 750 tours/minute à 80 km/h. Moteur épuré, consommation réduite... mais vignette en hausse. Selon la fiscalité française, l'A 6 TDI est une 7 CV si elle ne comporte que cinq rapports. Dans le cas contraire, elle affichera 10 CV.

Les prestigieuses Ferrari, Chrysler sur la Viper, Porsche et BMW comptent également des modèles à six vitesses. Et lorsqu'il veut rouler des mécaniques, que fait la Fiat Punto 55 avec son petit moteur de 1,1 litre ? Elle se dote d'un rapport supplémentaire qui permet, souligne le constructeur, « de reproduire la progression semblable à celle des motos... s'adresse plus particulièrement à une clientèle jeune ».

Jean-Michel Normand

**AVEC REPRISE**  
CONDITIONS  
ARGUS  
**+7000 F**  
AVEC  
**VIGNETTE**  
**97**  
SANS REPRISE  
PRIX CATALOGUE  
au 01.68.96  
**-7000 F**  
**CREDIT**  
**4,90%\***  
SUR 12 MOIS SANS APOST

**JAPAUTO**  
AUTOMOBILES  
Du 3 au 13 Octobre 96  
CONDITIONS SPECIALES  
**MONDIAL DE**  
**L'AUTOMOBILE**  
**HONDA**  
**GAMME**  
**CIVIC**  
PARIS COURBOVOIS  
45 00 14 51 41 88 30 33

JAPAUTO



## CONCURRENCE

L'édition 1996 du Mondial de l'automobile de Paris constitue un véritable tournant pour les constructeurs français. Pour s'être trop longtemps persuadés qu'ils pouvaient se permettre de vendre, à voiture égale, plus cher que leurs concurrents, ils se retrouvent malmenés sur leur propre marché. Brutalement, la donne a changé. La France, où les tarifs pratiqués étaient parmi les plus élevés, a découvert la baisse des prix sous l'effet des primes gouvernementales mais aussi de la crise de la consommation, qui avive la concurrence. Alors que la voiture était jusqu'alors l'un des rares produits de grande consommation dont le prix relatif n'avait pas baissé (graphique ci-dessous), le



consommateur exige dorénavant un rapport prix-prestations beaucoup plus avantageux, quitte à reléguer au second plan la part de rêve sur laquelle jouent les marques automobiles. Pour les firmes françaises, il était donc urgent de rebondir. Elles le font, en déployant chacune des stratégies différentes : Renault baisse ses prix, Peugeot améliore l'équipement de ses modèles alors que Citroën lance son Berlingo, une voiture à tout faire confortable mais volontairement dépourvue.

**LES PRIX EN EUROPE.** Une étude, publiée par l'Observatoire de l'automobile (groupe Cofica) sur les stratégies tarifaires des constructeurs, souligne que Renault, PSA Peugeot-Citroën et Volkswagen ont tendance à vendre sensiblement plus cher leurs voitures dans leur pays d'origine. « Cette tendance, propre aux pays à monnaie forte, se manifeste avec une intensité particulière chez les constructeurs français », indiquent ces travaux, qui portent sur la période mai 1993-novembre 1995. Depuis lors, il semble qu'un changement de stratégie se soit dessiné.

**BUDGET ANNUEL.** La hausse de la TVA et des taxes sur les carburants, comme la hausse du prix des voitures et de leur entretien, ont fait croître de 7,5 % le budget annuel de l'automobiliste français en 1995, qui atteint 41 050 francs, selon l'Automobile Club national. Ce calcul a été réalisé à partir d'une Renault Clio de 5 chevaux fiscaux (la voiture la plus vendue dans l'Hexagone). Hormis la vignette, tous les postes du budget de l'automobiliste ont augmenté plus vite que l'inflation.

# Plaire pour moins cher, dur credo des constructeurs

LES beaux jours de l'automobile sont terminés. Que ce soit en Europe ou aux États-Unis, la croissance n'est plus au rendez-vous. En Europe, le marché ne redécoule pas depuis la crise de 1993. L'ensemble des usines du Vieux Continent pourraient produire 18 millions de véhicules par an, quand il ne s'en est vendu que 12 millions en 1995.

Installés sur des marchés de renouvellement, les grands constructeurs connaissent aujourd'hui une crise de la demande, dont la première conséquence est la guerre des prix. Baisse des volumes et généralisation des rabais les contraignent à courir après les économies.

Aussi les collaborations entre constructeurs se multiplient-elles, qui permettent justement de réaliser des économies d'échelle : Ford et Volkswagen fabriquent ensemble un monospace au Portugal, tout comme Fiat, Peugeot et Citroën ; Renault et Peugeot ont développé en commun un nouveau moteur V6. Pour certains, ces collaborations ponctuelles ne suffisent pas et, à terme, le secteur devra connaître un mouvement de concentration. Déjà, Ford a racheté Jaguar, General Motors Saab et BMW Rover. La nationalité reste néanmoins un élément important dans le secteur automobile.

Autre piste, les constructeurs

La crise de la demande oblige les firmes à susciter le besoin, à innover, tout en baissant les coûts

s'emploient à créer une nouvelle demande. « Il faut faire en sorte que les gens aient envie de changer de voiture », résume un spécialiste. Les Américains sont, à cet égard, beaucoup plus en avance que leurs concurrents européens. Chrysler d'abord, puis General Motors et Ford se sont mis aux *light trucks*, ces monospaces, 4 x 4 et autres pick-up (lire page VIII), qui représentent aujourd'hui 42 % des immatriculations américaines, contre moins de 25 % en 1980. En 1995, Ford a vendu, pour la première fois de son histoire, plus de *light trucks* que d'automobiles, ce qui lui a permis de stabiliser ses ventes et de gagner des parts de marché.

En Europe, l'attrait pour les monospaces et autres véhicules « de niche » s'est développé. Les berlins représentaient 95 % du marché français en 1985, 85 % en 1995, et, selon les spécialistes, en représenteront 66 % en 2005. PSA a pour objectif de réaliser 25 % de ses

ventes avec des véhicules « de niche » en 2005.

Avec le lancement de la Mégane Scénic, Renault innove, puisque c'est la première fois qu'un monospace est lancé en gamme moyenne (lire page IV). Élargissement des gammes et renouvellement fréquent des modèles sont l'une des conditions *sine qua non* de la dynamisation de la demande. Fiat a décidé que la durée de vie de ses modèles ne dépasserait plus six ans.

Enfin et surtout, les constructeurs veulent être là où la croissance se trouve, c'est-à-dire sur ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler les marchés émergents. La région asiatique devrait représenter plus de 30 % du marché mondial en 2005, soit 20 millions de véhicules (plus que les marchés européen ou américain).

Au Brésil, 1,5 million d'unités se sont vendues l'an dernier, on en attend 2 millions pour l'an 2000. Ford croit à la voiture mondiale ; General Motors préfère développer le maximum de produits sur une base commune pour répondre aux spécificités de chaque pays ; Fiat est en train de lancer la voiture mondiale pour pays émergents, la Palio. Et Renault et PSA ont pour objectif de réaliser 25 % de leurs ventes hors d'Europe à l'horizon 2000, contre moins de 15 % aujourd'hui.

Virginie Malingre



Le Citroën Berlingo, inspiré d'un véhicule utilitaire, vise une clientèle désireuse de satisfaire des besoins liés à ses loisirs. Une façon de retrouver l'esprit « de la 2 CV ».

## Le retour de la voiture dépouillée

La guerre commerciale n'a pas seulement fait baisser les prix. Elle a aussi élargi la clientèle habituelle des acquéreurs de voitures neuves et fait apparaître de nouveaux comportements d'achat beaucoup plus sensibles aux tarifs qu'aux caractéristiques de l'automobile. Cette quête de simplicité, qui s'inscrit dans une tendance similaire de l'ensemble de la consommation, a profité aux modèles anciens. Les Fiat Panda, Citroën AX, Renault Super-Cinq et Peugeot 205, qui achevaient tranquillement leur carrière, ont bénéficié d'un nouveau souffle au point de se trouver, dans les premiers mois de la prime Balladur, en rupture de stock. Les constructeurs coréens (Hyundai, Daewoo ou Kia) ont également tiré leur épingle du jeu.

Cette nouvelle donne suscite en outre le lancement de véhicules de loisirs originaux, proches des versions utilitaires, comme le Berlingo de Citroën, un modèle relativement peu sophistiqué, dont les principaux atouts sont le prix et la vocation multi-usages. « Ces deux dernières années, constate Luc Epron, directeur général adjoint de Citroën, nous avons assisté à la montée de consommateurs extrêmement exigeants sur le rapport prix-prestations. Ils représentent environ 15 % des acheteurs. Cette clientèle a fait l'apprentissage du marchandage, une notion peu présente dans la culture latine, et recherche systématiquement l'opportunité, la bonne

Le nouvel acheteur s'attarde davantage sur le prix que sur les caractéristiques de la voiture. Les constructeurs se font l'écho de cette quête de simplicité

affaire. » Renault, qui vient d'élaborer une typologie détaillée des automobilistes européens, estime que ces clients particulièrement durs en affaires appartiennent plutôt à des familles contraintes financièrement, au style de vie « conformiste et matérialiste », généralement plus jeunes que la moyenne et qui se distinguent par une approche très cartésienne de leur acte d'achat.

« Il s'agit souvent d'ouvriers et d'employés qui ont fait un calcul bien pesé - de manière sans doute plus rationnelle qu'émotionnelle - avant de déterminer leur choix », résume Nicolas Lutwiler, président de Sonauto, la société qui distribue en France les Hyundai. Pour ces « opportunistes », l'aspect statutaire de l'automobile ou la renommée de la marque passent au second plan.

Résultat : le manque de notoriété des firmes coréennes n'a pas

constitué un handicap insurmontable. Ces « voitures sans marque » se sont imposées parce qu'elles sont bon marché (moins chères, par exemple, que les japonaises), bien équipées et avenantes. Qu'il ne s'agisse pas de véhicules à la pointe de la technologie, que leur esthétique soit un peu passe-partout et leur comportement routier parfois perfectible ne s'est pas révélé rédhibitoire. Forts de leur percée dans le bas de gamme, les Coréens nourrissent d'ailleurs des ambitions sur des segments plus prestigieux.

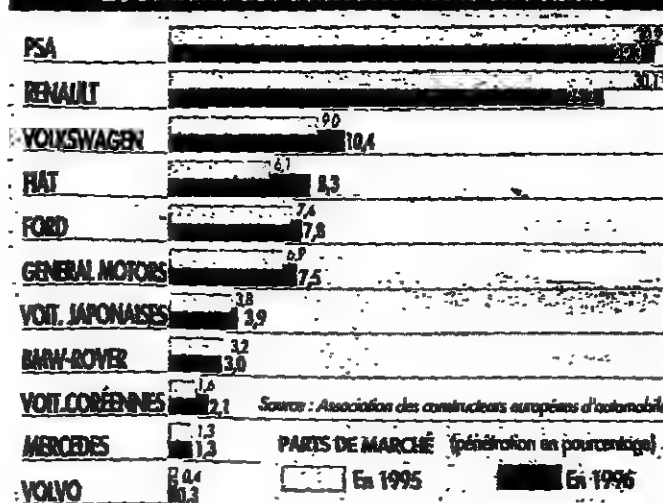
Dans ces conditions, les firmes françaises se trouvent dans l'obligation de réagir en améliorant le rapport prix-équipement de leurs modèles, un domaine dans lequel elles n'ont jamais brillé.

### DES BESOINS TRANSVERSaux

Citroën se propose même d'aller plus loin. Le constructeur présente au Mondial une variante du Berlingo, un « véhicule de loisirs » réalisé sur la base du nouvel utilitaire lancé au début de l'été et dont la ligne générale est proche de celle d'un véhicule destiné aux particuliers. « Le projet nous excite depuis un moment : une voiture différente, hors normes, à la fois robuste, tous usages, esthétiquement réussie et proposée à un prix attractif. Lorsque l'on s'appelle Citroën, on pari que celui-là, il faut le jouer ! », assure Luc Epron.

La variante familiale du Berlingo, disponible cet automne, et, plus encore, la version « multi-

## Le marché des véhicules neufs en France



## Le prix, handicap majeur des Français

LES constructeurs automobiles français se souviennent de 1996. Pas en tant qu'année mirifique ou catastrophique, mais parce qu'elle aura mis en lumière leurs problèmes spécifiques. Dans une conjoncture plutôt porteuse, Renault et, dans une moindre mesure, PSA Peugeot-Citroën ont assisté, depuis janvier, à une diminution de leurs parts de marché et de leurs marges. Sur les huit premiers mois de 1996, les trois marques nationales ont représenté 55,4 % de leur marché d'origine, contre 60,3 % sur la même période de l'année précédente.

Cette glissade a obligé les constructeurs français à admettre, plus ou moins officiellement, que leurs voitures étaient trop chères. Un mal que Louis Schweitzer, PDG de Renault, a été le premier à dénoncer : « Est-ce que nous faisons des voitures que nos clients peuvent payer ? » s'interrogeait-il en mars, à l'occasion de la présentation de ses résultats 1995, qui faisaient notamment apparaître une perte d'exploitation de 1,7 milliard de francs dans l'automobile.

### LES JOIES DU RABAIS

La crise de 1993 et la succession des primes à la casse des gouvernements Balladur et Juppé ont profondément modifié les comportements d'achat. Les consommateurs ont goûté aux joies des rabais, pouvant aller jusqu'à 20 000 francs sur les gros modèles.

Dans ce contexte, les constructeurs français ont multiplié les fautes commerciales. Quand Renault a lancé la Laguna en janvier 1994, elle était plus chère que la

R21 qu'elle remplaçait. De la même manière, la Peugeot 406 a été commercialisée en octobre 1995 à un prix supérieur à celui de la 405, cette différence pouvant aller (à équipements comparables) jusqu'à 8 % dans le cas de la version essence 1.8 litre niveau 2. A l'inverse, la nouvelle Vectra d'Opel, à équipement comparable, était mise sur le marché allemand en septembre 1995 à un prix inférieur de 10 % à celui de l'ancienne.

Les voitures françaises sont donc plus chères que leurs concurrentes étrangères. A titre d'exemple, la Peugeot 406 SV 2 litres coûte 164 700 francs alors que l'Opel Vectra CD 2 litres est inscrite au catalogue au prix de 130 900 francs.

### DES ENVELOIES

Renault et PSA ont certes souffert des dévaluations compétitives. Elles ont amputé de 1,3 milliard de francs les résultats 1995 de PSA. Mais les disparités monétaires n'expliquent pas tout. Si elles ont incontestablement profité à Fiat, elles ne peuvent être invoquées comme fondement des succès de Volkswagen, Opel, ou Ford en France. Même si les Ford Fiesta, Opel Corsa ou Volkswagen Polo sont produites en Espagne.

Aujourd'hui, les constructeurs français sont conscients de leurs erreurs. Les équipes de Renault ont travaillé d'arrache-pied pour réduire le prix de revient de la Laguna. A leur grande surprise, ils ont déjà identifié 6 200 francs d'économies. La Mégane, la remplaçante de la R19 lancée en novembre 1995, a été le premier modèle de l'ex-Régie à ne pas être plus cher que son prédécesseur. La nouvelle Clio est sortie ce printemps à un tarif inférieur à la précédente et il n'y a pas eu d'augmentation de prix millésime sur l'ensemble de la gamme le 1<sup>er</sup> juillet comme c'est traditionnellement le cas.

Louis Schweitzer a lancé en mars un programme de réduction des coûts sur l'ensemble des modèles Renault. Objectif : diminuer de 3 000 francs en moyenne le prix de revient de chaque voiture d'ici à fin 1997. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre, Renault applique une nouvelle politique commerciale, qui se traduit par une baisse moyenne des prix de 3,5 % sur la Clio, 4,8 % sur la Mégane, 3,8 % sur la Laguna et 5 % sur la Safrane.

### PSA MEILLEUR QUE RENAULT

Renault, qui souffre par ailleurs d'un retournement du marché du camion, devrait, selon les déclarations de son PDG, perdre de l'argent en 1996, ce qui serait son premier déficit depuis dix ans. Sur le premier semestre, l'ancienne Régie a enregistré un maigre profit de 158 millions de francs, contre 1,75 milliard au premier semestre 1995, pour un chiffre d'affaires de 94,1 milliards (-2,9 %). Le constructeur, tout juste privatisé, a affiché sur cette période une perte d'exploitation de 911 millions dans l'automobile - qui représente 75 % de ses ventes.

Chez PSA, la situation est moins alarmante même si le constructeur a annoncé un résultat semestriel de 602 millions de francs, en baisse de moitié par rapport au premier semestre 1995. PSA maîtrise mieux ses coûts que Renault et vend proportionnellement moins de petites voitures, peu rentables, que son concurrent.

J.-M. N.

V. Ma.





**DESIGN** Qui a dit que les constructeurs ne savaient plus prendre de risques ? Même si beaucoup de voitures se ressemblent – mais le phénomène n'est pas vraiment nouveau –, les firmes automobiles sont condamnées à oser. Le style « bio », tout en rondeurs, est sur le point de s'effacer au profit d'une esthétique « plus architecturale », selon Patrick Le Quément, directeur du design de Renault (chez Ford, on parle de l'avènement du *new edge design*, ou « design tendu »). Lorsqu'elles sont originales et réussies, les autos se vendent mieux. Fiat, qui a su renouveler l'esthétique et améliorer la qualité de ses modèles, en apporte la démonstration. Mais l'effort d'imagination doit aussi porter sur les concepts automobiles eux-mêmes. Dernière née de la gamme Renault, la Scénic (photo ci-dessus) constitue une intéressante tentative de renouvellement du monospace. L'originalité de cette voiture, plus compacte et moins chère que l'Espace, réside davantage dans son habitacle que dans son design ou ses caractéristiques techniques.

Patrick Le Quément, directeur de la qualité et du design de Renault

## « La beauté automobile ne doit pas exclure un certain déséquilibre »

« Dans le monde automobile actuel, quelle est la fonction des designers ? Quelles évolutions de la société doivent-ils prendre en compte dans leurs choix ? » L'importance de la ligne d'une voiture est très grande, mais elle l'a toujours été. La nouveauté vient du fait que les designers travaillent davantage avec les gens du produit et du marketing, dont une des fonctions est d'identifier les signaux les plus faibles venant de la clientèle, c'est-à-dire de la société. Chacun utilise son intelligence pour évaluer ces signaux, qui proviennent de groupes socioculturels multiples : les motivations et les attentes sont donc rarement convergentes. Pour déterminer l'esthétique d'une voiture, il faut cibler de plus en plus des clientèles qui correspondent à des « autoportraits » aussi différents que le célibataire individualiste, le couple retraité traditionaliste ou la mère de famille qui harmonise travail et vie familiale. Il faut avancer et répondre à des attentes morcelées, à ce kaléidoscope qui est le reflet de cette diversité.

« Avec l'Espace, Renault et Matra ont eu la bonne intuition. Ils ont estimé qu'une demande pouvait exister et ont pris un risque qui s'est révélé payant. Avec la Twingo, nous avons perçu l'expression de valeurs telles que le refus de l'agressivité. D'où la recherche de complicité avec un véhicule, comparable à celle que l'on peut avoir avec un animal familier. Ces dernières années ont été marquées par l'apparition du « bio design » avec ses formes enveloppantes, particulièrement chez Ford. Il semble que cette page soit tournée. Quelle sera le prochain style ? »

« Le renouvellement de l'esthétique automobile n'est, bien sûr, pas un phénomène nouveau. Toutefois, le mouvement s'accélère. Entre le moment où le style d'un modèle est « gelé » et la présentation au public, il ne s'écoule plus que quatre ans, contre six ans il y a pas si longtemps. »

« Désormais, je crois à l'avènement de formes plus architecturales et mieux identifiables. L'idéal est de parvenir à un savant mé-

lange entre des formes pleines et des formes marquées afin de parvenir à un ensemble structuré. En fait, ces lignes doivent donner naissance à une mémoire visuelle, capable de reconstituer les lignes. On peut reprocher au style bio une fluidité excessive qui aboutit à déstructurer les formes. Notre conception est différente : des formes bien définies.

« La beauté automobile doit être dynamique. Elle ne doit pas exclure un certain déséquilibre : cela permet de suggérer le mouvement lorsque la voiture est à l'arrêt, de donner une impression de propulsion. La voiture ne doit pas seulement plaire au premier coup d'œil. Avec la Mégane, nous avons opté pour des lignes elles aussi très structurées, pour éviter l'impression de « savonnette ».

« Les prochains Renault auront un nouveau style, plus marquant, avec des silhouettes inhabituelles, car nous cherchons à accentuer le graphisme de notre design. La référence de Renault, en la matière, est le concept-car Initiale, présenté en 1995. Lorsqu'on a vu Initiale, on

se souvient de ses formes, on peut les reconstituer mentalement. C'est aussi ce que nous avons tenté de faire avec le Spider Renault. Au-delà de notre firme, cette recherche de graphisme est sans doute une démarche spécifique à notre pays, une sorte de signature du design français.

« Est-ce à dire que la remplaçante de la Safrane qui verra le jour autour de l'an 2000 s'inspirera étroitement des lignes de l'Initiale ? »

« Un concept-car n'a pas vocation à se présenter comme la préfiguration exacte des véhicules futurs. La prochaine Renault haut de gamme ne sera donc pas une version assagie de l'Initiale. Mais on devrait y trouver des traits de style directement issus de ce projet. En particulier, ce retour des lignes tendues.

« En prenant le parti d'une certaine originalité, ne prenez-vous pas le risque de créer de fortes réactions de rejet ? »

« Il faut accepter, surtout dans une époque de crise, qu'une partie des acheteurs potentiels – mais ce

n'est pas une majorité – rejettent l'originalité et préfèrent se fondre dans la masse.

« Bon nombre de vos concurrents cultivent un « air de famille » entre les modèles de leur gamme, notamment pour ce qui concerne la face avant. Ce n'est apparemment pas l'option choisie par Renault. »

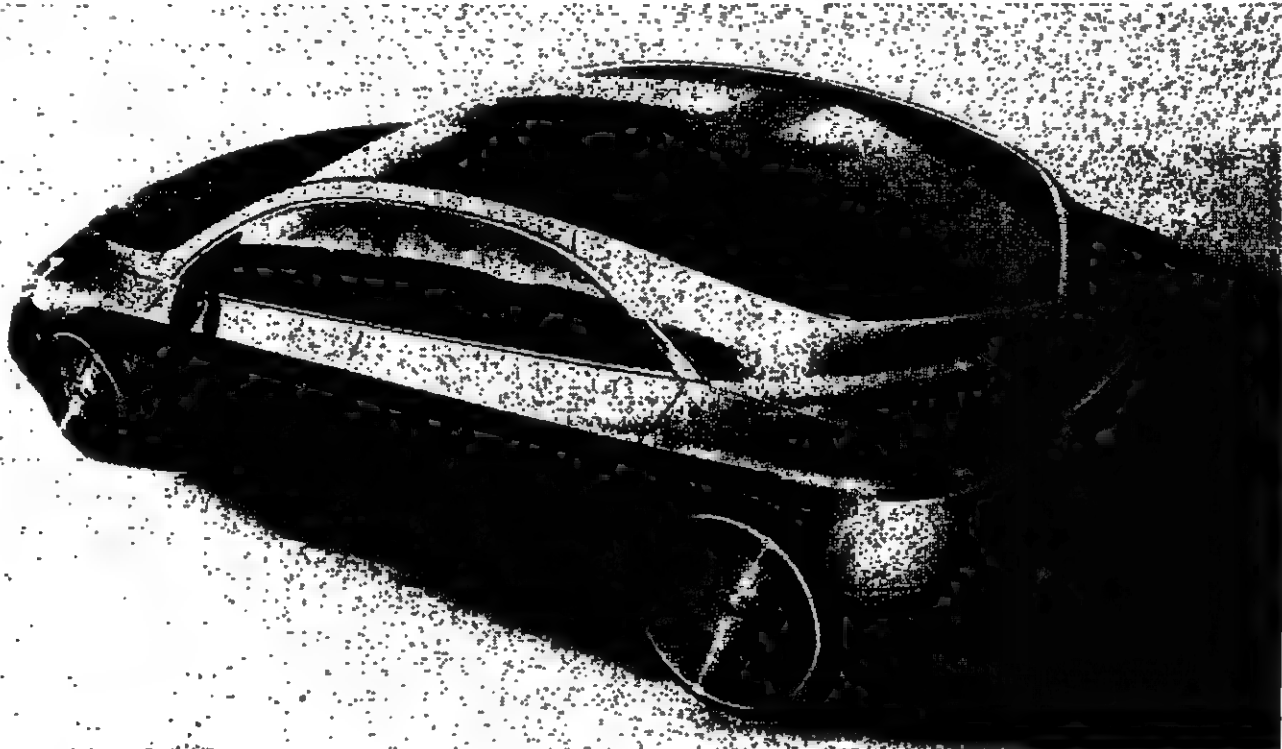
« Une majorité de constructeurs européens développent une approche générique, avec un style codé et répété. Après les spécialistes, comme BMW, des généralistes ont également fait ce choix. Renault a choisi une tout autre voie. Selon nous, on ne vend pas une gamme à un client. On lui vend un véhicule bien spécifique.

« Depuis plusieurs années, les firmes françaises semblent avoir découvert – avec retard – l'importance du design intérieur de leurs modèles.

« Le style intérieur est devenu un élément essentiel de la culture automobile. Trop longtemps, les constructeurs français ont en effet négligé cet aspect des choses. Résultat : la qualité perçue des voitures n'était pas fameuse, et on leur reprochait un style insuffisamment abouti. A une certaine époque, les designers vieillissants étaient d'ailleurs relégués dans l'habitacle. Le design intérieur était un design inférieur. Fort heureusement, cette époque est bel et bien révolue.

« Il reste que, si l'habitacle d'un véhicule est un terrain où peut s'exprimer le talent d'un créateur, celui-ci doit prendre en considération de multiples contraintes. En effet, la miniaturisation des composants n'a, dans l'habitacle, pas encore suffisamment progressé. Imaginez qu'un chauffage de voiture ait aussi encombrant qu'un bloc-moteur des années 60 ! En outre, l'intégration des équipements tels que les airbags côté passager occupe beaucoup de place. On comprend, dès lors, que réaliser un habitacle à la fois ergonomique et beau, mettant à la disposition du conducteur et des passagers un maximum d'espaces de rangement, n'est pas une mince affaire. »

Propos recueillis par Jean-Michel Normand



Initiale, le concept-car imaginé par Renault, n'est pas un exercice de style gratuit : le futur haut de gamme du constructeur s'inspirera en partie de ce prototype.

## Le monospace se démocratise

Au début des années 90, les experts étaient formels : le monospace, voiture un brin encombrante mais parfaitement adaptée aux valeurs montées – cocooning et réhabilitation de la famille –, allait s'imposer comme une figure automobile incontournable de la décennie.

Alors que viennent à peine d'être commercialisés les projets lancés à cette époque (Peugeot 306 et Citroën Evasion, Volkswagen Sharan et Ford Galaxy, Opel Sintra, Mercedes classe V, etc.), ces prévisions apparaissent aujourd'hui cruellement optimistes. Si le monospace, inauguré outre-Atlantique par Chrysler et en Europe par Renault, est bien devenu une sorte de *must*, il est resté un modèle cantonné au haut de gamme. En France, il ne représente guère plus de 2 % des ventes, et son prix est souvent dissuasif : impossible de trouver son bonheur en dessous de 130 000 francs. Résultat : populaire aux États-Unis, le monospace reste bourgeois en Europe.

Tout cela n'empêche pas des milliers de familles de rêver à ces modèles sympathiques et ventrus. N'y aurait-il pas, dès lors, un avenir pour une version aux dimensions moins extravagantes, adaptée à une famille de deux – plutôt que de trois – enfants et proposée au tarif d'une berline moyenne ?

### L'IMAGINOSITÉ DE LA SCÉNIC

La Scénic est la réponse affirmative à cette question. Renault, qui a pris quelques années d'avance en lançant l'Espace en 1984, a intégré ce modèle d'un genre nouveau dans la famille des Mégane (près de 14 milliards de francs d'investissements pour six versions différentes). La philosophie de la Scénic est, pour l'essentiel, celle de l'Espace (Le Monde du 24 septembre). Son originalité se trouve davantage à l'intérieur qu'à l'extérieur, avec une modularité exceptionnelle. L'arrière compte trois sièges amovibles, coulissants et agréablement surélevés, et des trésors d'ingéniosité ont été déployés pour multiplier les espaces de rangement (dont deux petites trappes

dans le plancher). Quant au coffre, il est des plus généreux, alors que, dans les monospaces plus imposants, le volume utile est largement occupé par la troisième rangée de sièges.

La Scénic conserve les mêmes proportions que la berline Mégane, lancée en 1995, hormis 18 centimètres supplémentaires en hauteur. Moins lourde, et donc beaucoup plus agile en ville et sur les routes sinueuses qu'un monospace classique, elle demeure compatible avec des motorisations de puissance modeste, peu gourmandes. Si le 1,4 litre (75 ch) est un peu juste, le 1,6 litre (90 ch) se défend plus qu'honorablement, sans parler du 2 litres (115 ch). Quant aux versions turbo-diesel (92 ch et 95 ch), qui feront une bonne part des ventes, elles sont équipées d'un groupe propulseur de 1,9 litre.

La Scénic est proposée à un prix plancher de 99 700 francs (pour son lancement), qui la place certes en deçà des autres monospaces, mais qui reste hors de portée de la plupart des familles. Cependant, la firme au losange, qui veut oublier ses revers commerciaux du premier semestre 1996, croit dur comme fer au succès de cette auto, dont la cadence prévue de fabrication (600 unités par jour) peut être augmentée. Pionnier du bayon arrière avec la R16 et de la voiture décalée avec la Twingo, Renault vient peut-être de renouveler de façon décisive le concept de l'auto modulaire inventé avec l'Espace. Sur son stand du Salon de Paris, Fiat présentera un concept-car étrangement proche de la Scénic. A Billancourt, on se dit que c'est très bon signe.

J.-M. N.

## Le charme italien retrouvé

Fiat a repris des couleurs, l'Italie respire. Il n'y a pas si longtemps, le héros industriel national, balayé par l'adversité, ne proposait plus que des modèles ternes, parfois vieillissants. Même ses plus fidèles soutiens se dérobaient : la part du groupe sur son propre marché était passée de 55 % à 37 %.

Déjouant les plus sombres pronostics, le groupe, qui rassemble, autour de la firme de Turin, les marques Alfa Romeo et Lancia, a rebondi de manière spectaculaire. Fiat n'a pas totalement reconquis ses positions domestiques mais collectionne les succès en Europe, après avoir lancé pas moins de vingt-trois nouveautés depuis l'apparition de la Cinquecento, en 1992. Progrès en fiabilité, design renouvelé et original. Les Français ne sont pas restés insensibles : ils sont devenus les premiers clients étrangers de Fiat.

Comment fait-on pour passer en un an (de septembre 1995 à septembre 1996) de 6,1 % à 8,3 % des immatriculations réalisées en France, ce qui représente quelque 40 000 ventes supplémentaires ? Petit à petit et son équipement généreux, Fiat a bénéficié de la faiblesse de la lire, comme se plaît à le souligner la concurrence. Mais son redressement, opéré à coups de milliards de lires d'investissements, est d'abord le fruit du réveil de la créativité automobile italienne. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder la Punto, l'excentrique petite Lancia Ypsilon ou le couple Bravo (trois portes) et Brava (quatre portes) pour constater qu'un souffle nouveau anime les designs transalpins, qui manient avec bonheur lignes courbes et droites.

Un souffle nouveau anime les designers transalpins. Lignes originales, équipement généreux et... petits prix. Les Français sont séduits

A côté de ces modèles de grande diffusion, Turin a présenté des « voitures d'image » (Fiat Barchetta et coupé, spider Alfa Romeo), propres à ramener quelques mythes fondateurs. Ce dynamisme doit aussi à l'utilisation systématique d'une technique devenue courante dans l'industrie automobile consistant à élaborer des voitures au caractère propre mais issues d'une plate-forme identique. Cela permet d'utiliser les mêmes lignes de machines-outils tout en gardant la possibilité de faire varier l'empattement, la largeur des voies, les ancres de suspension ou la rigidité.

### LE SOUCI DU DÉTAIL

Ainsi, la Fiat Punto a donné naissance à la Fiat Barchetta et à la Lancia Ypsilon, et les Bravo-Brava ont servi de socle à la Fiat Marza ou aux Alfa Romeo 145, 146, 155, et spider. « Nous avons retrouvé notre côté pétillant des années 50 et 60. Les Fiat d'aujourd'hui ont de la personnalité et nous avons même élargi la palette des couleurs, plus gaies ! », assure Nicola Migliore, le président de Fiat France.

Les Italiens ont aussi appris à cultiver le souci du détail. Paolo Cantarella, administrateur délégué

du groupe, a beaucoup insisté pour que la porte d'une Fiat qui se ferme émette un bruit mat du meilleur effet.

Commercialisée depuis quelques jours (à partir de 95 900 francs), la Fiat Marza boucle un cycle de renouvellement complet de la gamme et vise le segment des berlines moyennes-supérieures. Rupture avec le passé oblige, l'insonorisation de ce modèle assez compact et qui dispose de moteurs brillants (dont trois nouveaux turbodiesel) a été particulièrement soignée. Points faibles : l'arrière de la berline est un peu lourd (le break, baptisé « Week-end », est en revanche très réussi) et l'espace disponible aux places arrière paraît un peu juste.

Pourtant, le contraste est flagrant entre la réussite de Fiat et les tracas de Lancia et d'Alfa Romeo. Spécialiste du haut de gamme, Lancia réussit bien avec la Ypsilon, mais la Kappa, une grosse berline cossue, n'a pas su faire valoir ses réelles qualités.

Alfa Romeo, qui fut dans les années 60 l'équivalent de ce qu'est aujourd'hui BMW, souffre de n'avoir pas su modifier sa réputation de fabricant de piètre qualité et d'avoir trop mis sur une esthétique trop agressive. « Aujourd'hui, la sportivité doit être tempérée. Avec Alfa, nous avons sans doute été trop abrupts », admet Nicola Migliore. Deux nouveaux modèles tenteront de redresser la situation : une remplaçante de la 164 (élaborée à partir de la plate-forme de la Kappa) et une berline plus petite, qui pourrait être dénommée « Giulietta », une appellation synonyme d'un passé glorieux.

J.-M. N.

EN AVANT PREMIERE DU MONDIAL 97 découvrez

**LA NOUVELLE MONDEO**

- Sécurité globale
- Tenue de route exemplaire
- équipement incomparable

☎ 47.39.71.13

Ford SADEVA PARIS OUEST - 129 bd. Jean-Jaures - 92 CLICHY

مكتبة جازي



(Publicité)

# Nouvelle Mondeo. Vous ne verrez plus la route comme avant.



Ford lance la nouvelle Mondeo.

Pour juger par vous-même de ses qualités routières exceptionnelles,

rendez vous chez votre concessionnaire Ford

qui vous réserve un essai libre jusqu'à 24 heures,

ou appelez dès aujourd'hui le 05 11 10 00.

Nouvelle Mondeo. On n'a jamais vu la route comme ça.



Mondeo Ghia, AM 97.



## ENVIRONNEMENT

L'automobiliste français évolue. Il témoigne d'une conscience plus aigüe des dangers de la route et devient sensible aux équipements de sécurité. Les firmes en ont pris conscience. Cette préoccupation, autrefois considérée comme anticommerciale, est devenue un argument de vente essentiel, y compris chez les constructeurs français. Parallèlement, la réflexion évolue sur la conception des infrastructures routières et les effets pervers de certains équipements. La problématique de l'environnement a changé elle aussi de nature ces derniers mois. Clairement mise en position d'accusée, la voiture doit faire la preuve de ses capacités à respecter la santé des citadins. Les automobilistes commencent, quoique timidement, à se sentir concernés par ce débat. Alors que les écologistes de Greenpeace cherchent à les interpellés, les firmes automobiles s'efforcent de mettre au point des véhicules hybrides, en attendant que la technologie des accumulateurs permette aux véhicules électriques de gagner en autonomie.

**AIR CONDITIONNÉ.** La climatisation automobile accroît la pollution et l'effet de serre dans des conditions non négligeables, selon l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie). Les émissions polluantes dues aux gaz réfrigérants et à la surconsommation des systèmes de climatisation représentent déjà en France 2,2 millions de tonnes de gaz carbonique (CO<sub>2</sub>) par an, soit 2,5 % de l'ensemble des rejets automobiles.

**VOITURE ÉLECTRIQUE.** La voiture électrique sera à l'honneur dans le bâtiment 4 de la porte de Versailles. Constructeurs de véhicules (Peugeot, Citroën, Renault, Voita), équipementiers et utilisateurs institutionnels (EDF, municipalités) seront présents.

**COÛT DU DIESEL.** L'Automobile Club national a évalué le budget annuel des possesseurs de voitures diesel. Celui-ci atteint 50 483 francs, soit environ 9 000 francs de plus que le budget d'une voiture à essence. Cette différence permet au propriétaire d'un diesel de parcourir 8 000 kilomètres de plus chaque année, mais, remarque l'Automobile Club, « il n'y a pas un automobiliste sur deux qui parcourt 22 000 kilomètres par an ». Conclusion : l'achat d'un diesel n'est pas forcément un bon calcul pour l'automobiliste.

## L'écologie, timide argument commercial

**H**ORMIS le durcissement des règles du jeu commercial, le plus grand changement intervenu dans l'univers automobile depuis le dernier Mondial de Paris, en 1994, est sans doute la montée des préoccupations liées à l'environnement. Désormais, l'auto se trouve dans la situation de devoir contre-argumenter face à un lobby anti-voiture qui a incontestablement marqué des points. Il n'en reste pas moins que, en France, le débat est dominé par la dimension santé : le citoyen craint pour ses voies respiratoires, mais la notion de protection de l'environnement reste encore largement étrangère à l'objet automobile.

Ainsi, il est symptomatique de relever l'absence presque totale de thèmes liés à la nature dans les messages publicitaires. La problématique de la consommation de carburant y est abordée sous l'angle des économies qui peuvent être réalisées, et non sous celui de la qualité de l'air. Sur ce terrain, les firmes adoptent un profil bas. Aussi ne fait-il guère de doute que la récente baisse des ventes de modèles diesel en France ne tient pas à un quelconque réflexe écologique,

Encore jugé secondaire, le caractère non polluant d'un véhicule va, à terme, devenir essentiel

mais bien davantage à la crainte d'une modification de la fiscalité et, surtout, à une plus grande maturité du public, conscient que le seuil de rentabilité n'est atteint qu'au bout de plusieurs dizaines de milliers de kilomètres.

Par rapport à un pays aussi proche que l'Allemagne, le décalage est flagrant. Les catalyseurs diesel, qui commencent à se généraliser en France, équipent depuis longtemps les moteurs outre-Rhin. Chez Mercedes, par exemple, tous les modèles comportent un filtre à air qui protège l'habitacle (dans l'Hexagone, le filtre anti-pollen n'est que très rarement demandé) et la firme à l'étoile, grosse utilisatrice de bois pour agrémente l'intérieur de ses voitures, s'est contractuellement engagée à re-

planter un arbre nouveau pour chaque arbre abattu.

« Pour l'instant, la consommation citoyenne n'est pas encore entrée dans l'univers de l'automobiliste français. Les Voito sont équipées d'un pot d'échappement à catalyseur depuis vingt ans, mais je doute fort que cela nous ait directement rapporté des clients », constate Alain Gillet, directeur du marketing de la filiale française du constructeur suédois. Pourtant, je suis persuadé qu'il est commercialement très néfaste pour une marque que ses véhicules crachent de la fumée noire sur l'autoroute », ajoute-t-il, convaincu que « les gens ont malgré tout tendance à vouloir devenir un peu plus acteur dans ce domaine ».

La situation n'est, en effet, peut-être pas désespérée. Si la plupart des firmes automobiles n'ont que modérément popularisé le recours au carburant très peu polluant qu'est le GPL ou aux véhicules électriques, elles ne se désintéressent pas totalement de l'environnement. Début septembre, Renault et PSA ont pris officiellement l'engagement de ramener d'ici à 2005 « le niveau des émissions des véhicules neufs (...) à 150 grammes de gaz carbonique par kilomètre », ce qui correspond à une consom-

mation de carburant n'excédant pas 6 litres aux 100 kilomètres. Outre que les contraintes réglementaires européennes les obligent à se mettre en conformité avec des normes toujours plus sévères, les professionnels de l'automobile considèrent que les Français ne sont pas condamnés à boudier les performances écologiques de leur véhicule.

## « ESCALES VERTES »

« D'une enquête sur l'automobile que nous avons menée auprès de jeunes de 16 à 18 ans, sont clairement ressorties deux revendications : plus de sécurité et moins d'atteintes à l'environnement », assure Ernest Ferrari, directeur du marketing de Renault. Cela dit, il ne faut pas croire que l'on vendra demain à ces jeunes davantage de voitures en mettant en avant l'argument de la non-pollution. Pour eux, il est naturel qu'un véhicule ait ces qualités, de même qu'il va sans dire qu'un litre de lait acheté dans le commerce est comestible. »

Depuis deux ans déjà, Renault a installé des « escalas vertes » dans son réseau, qui permettent aux particuliers de se débarrasser dans les meilleures conditions écologiques d'une batterie usagée ou

d'un bidon d'huile de vidange. Quant à Peugeot et Citroën, ils participent aux côtés du Conseil national des professionnels de l'automobile (CNPA) à une opération destinée à améliorer la collecte et la gestion des déchets des garages.

Plus directement impliqués, les pétroliers ont, pour leur part, déjà fait de l'environnement un argument commercial. Considérant que « l'attente d'un gazole moins polluant est devenue prioritaire », Elf a lancé depuis le 19 septembre dans ses stations-service un nouveau produit, le diesel Evolution. Conforme à la réglementation européenne réduisant, dès le 1<sup>er</sup> octobre, de 0,2 % à 0,05 % la teneur maximum en soufre des gazoles, ce carburant est destiné à « contribuer au respect de l'environnement en réduisant de 25 % à 30 % les émissions de particules et, de manière significative, les émissions de fumées noires et de monoxyde de carbone à l'échappement ». Et pour ajouter à l'utile (dépollution, moindre consommation, préservation du moteur) un brin d'agréable, Elf a enrichi l'additif de son carburant avec « une composition florale, légère et fraîche ».

Jean-Michel Normand



Rejets et échappements, problème universel de l'ère automobile... (Doris Day et Gordon Macrae, in « By the Light of the Silvery Moon », 1953.)

## Le diesel tente une opération-séduction

**L**A baisse des ventes d'automobiles particulières fonctionnant au gazole s'accroît en France. Sur les huit premiers mois de 1996, la chute des immatriculations se situe à 9,1 % par rapport à 1995. Ce mouvement de repli reste dû davantage aux rumeurs persistantes qui circulent sur une prochaine augmentation de la fiscalité qu'aux effets de la campagne du printemps dernier sur la pollution spécifique de ce type de carburant (Le Monde des 10 février et 13 juin).

Pour la majorité des constructeurs européens, seules les particules émises par un moteur Diesel doivent être prises en compte dans la nocivité des émissions. Les autres polluants ne sont pas, après la combustion, rejetés de façon plus significative quand le groupe fonctionne au gazole et non à l'essence, comme le rappelle une récente étude de Lucas Diesel Systems portant sur le parc automobile français (quelque 30 millions de véhicules en 1995, dont 83 % de voitures particulières). De fait, tous les moteurs rejettent des particules, mais dans un diesel elles sont imprégnées de carbone chargé d'hydrocarbures lourds et de sulfates. Visibles à l'œil nu dès que le réglage des injecteurs et du mélange air-carburant est douteux, les émissions ne manquent pas d'attirer l'attention, surtout lors des changements de rapports.

Conscients de cette réalité, les constructeurs s'efforcent de répondre à la crise qui touche les ventes du diesel. Tarifs, équipements, amélioration des techniques... les signes d'une offensive de séduction se multiplient. L'heure n'est plus seulement à jouer la carte de la solidité et de la faible consommation.

Chez BMW (série 5 et série 7), le six-cylindres qui fit et fait encore les beaux jours de la 325 TD a été

adapté à de nouvelles missions plus ambitieuses. La puissance du moteur a été augmentée, le couple (l'effort de propulsion) a été élevé en bas des tours et étendu sur des plages de régime plus larges. Mercedes lance un groupe en cinq cylindres, comme chez Audi, sur la série E : beaucoup de souplesse et une diminution de consommation substantielle, malgré le poids du véhicule, qui reste dans la tradition de la marque.

## INJECTION DIRECTE

Chez Volkswagen, la Golf la plus récente a pris des comportements de voiture de sport sous l'appellation GTI. Les 110 chevaux présents sous le capot rappellent la cavalerie jadis confiée à la GTI à essence. Le moteur est à injection

directe, comme pour la Mercedes. Côté français, l'injection directe fait l'objet d'études poussées proches de la réalisation, voire de la série. Renault, qui PSA devraient présenter deux groupes avant fin 1997.

Rendement en nette augmentation, meilleure combustion et donc propriété accrue, appétit d'huile : ces dernières années, la technique a incontestablement fait faire un grand pas en avant. L'avenir des véhicules fonctionnant au gazole n'apparaît pas, malgré les particules, aussi noir. D'autant que le prochain millénaire devrait amener à l'égalité, en matière de dépollution, les moteurs à essence et ceux au gazole.

Claude Lamotte

## L'automobile rêve d'un second moteur d'ici à l'an 2000

**L**A voiture électrique n'en finit pas de démarquer. Ses batteries actuelles au nickel-cadmium lui assurent une autonomie limitée à 80 km. Le nouveau couple électrolytique en cours d'industrialisation, le métal hydrure, permettra d'atteindre les 120 km, tandis que les batteries au lithium-carbone franchiront la barre des 200 km. Mais Patrick Blin, adjoint au directeur de la recherche de PSA, ne les attend pas dans la rue avant 2005.

Cette performance, encore bien inférieure à celle des voitures à moteur thermique, ne supprimera pas la contrainte de la recharge. Il faudra toujours trouver une prise électrique et patienter plusieurs heures pour faire le plein d'électricité. Tel est le prix de la pollution zéro. Sans compter le prix d'achat, qui met une Clio électrique au tarif d'une Safrane à essence...

L'idée du véhicule hybride est née des difficultés de l'électricité à répondre seuls aux besoins de l'automobiliste. Les ingénieurs font donc appel à une seconde source d'énergie pour créer des « hybrides ». Dès le début des années 80, les différentes combinaisons sont étudiées par les deux constructeurs français. L'hybride peut être réalisé en série (deux moteurs, dont l'un, électrique, actionne les roues tandis que l'autre, thermique, recharge le premier) ou en parallèle (les deux moteurs peuvent actionner les roues). Dès 1991, Peugeot présente un break 405 dont les moteurs électriques entraînent les roues arrière sont rechargés par un moteur Diesel.

Entre 1990 et 1995, le programme de recherche VERT (véhicule électronique routier à turbine), commun aux deux constructeurs

français, conduit aux premiers prototypes dans lesquels une turbine à gaz remplace les moteurs à piston. C'est le cas de la 406 VERT de Peugeot et de l'Espace turboélectrique de Renault. Le véhicule laboratoire Next, de Renault, pousse à son extrême le concept d'hybride.

## FONCTIONNEMENT SIMULTANÉ

De la famille « parallèle », Next a également recours au fonctionnement en série. En ville, il n'utilise que ses moteurs électriques. Sur route, le moteur thermique prend le relais. Mais, en cas de besoin, les deux modes de propulsion peuvent fonctionner simultanément. Une telle souplesse impose un dispositif électronique de commande complexe pour optimiser le mode de motorisation en fonction de la charge. Le conducteur ne se préoccupe pas du type de propulsion, sauf lorsqu'il veut supprimer toute

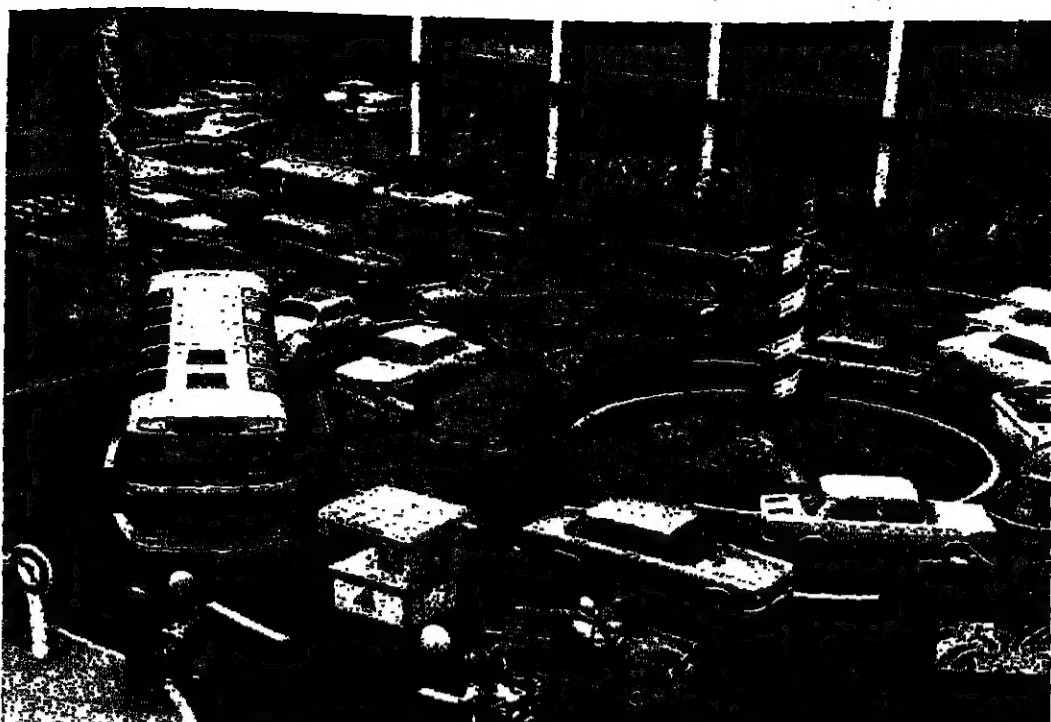
pollution en passant à l'électrique pur. Renault travaille également sur une version hybride de son véhicule utilitaire Express.

Le prototype Hymne fait appel à un moteur électrique de 15 kW et un nouveau moteur à essence qui équipe les Twingo (1 200 cm<sup>3</sup> et 43 kW). Les deux systèmes de propulsion, situés à l'avant du véhicule, sont montés en parallèle. Au-delà de 60 km/h, le moteur thermique prend progressivement le pas sur le moteur électrique, qui ne sert plus que d'appoint de puissance lors des fortes accélérations. Renault estime que ce modèle pourrait voir le jour « aux alentours de l'an 2000 ». C'est vers cette date que les premières versions industrielles des automobiles à deux moteurs vont probablement le jour. En attendant, les prototypes peuplent les Salons.

Michel Alberganti

هنا هو الجاني





Extrait du film « Playtime », de Jacques Tati (1967).

## Les nouvelles armes de la sécurité

**L**ES équipements de sécurité automobile se font plus humbles pour devenir plus efficaces. L'ère des inventions spectaculaires n'est certes pas révolue, mais le temps est désormais aux innovations plus terre-à-terre, plus rapides à diffuser.

### DÉTECTEUR D'ALCOOLÉMIÉ

Même si cela y ressemble, ce n'est pas un gadget : le détecteur d'alcoolémie intégré fait son apparition. Lancé par Renault, cet alcooltest développé en collaboration avec Plastio (filiale du groupe pharmaceutique Fournier) se charge comme un album-cigare. Une fois prêt à être utilisé, il suffit de l'extraire de son boîtier situé sur le tableau de bord, de souffler dedans jusqu'à l'extinction d'un signal sonore puis de le replacer dans son logement.

Au bout de onze secondes environ, le « verdict » s'inscrit sur l'écran à cristaux liquides multifonctions : pour éviter la tentation d'organiser des concours entre buveurs, le taux d'alcoolémie n'est pas précisé au-delà de 0,8 gramme (le seuil légal est à 0,5 gramme). Renault compte commercialiser cet éthylotest au prix de 300 francs environ avant l'an 2000.

### AIRBAG LATÉRAL

L'airbag latéral, qui équipait les Volvo, puis les BMW, était la vedette du Mondial parisien de 1994. Deux ans plus tard, cet équipement arrive sur une voiture française : la Renault Safrane. Disponible à partir de la mi-1997 (en série sur le haut de gamme initiale), ce coussin gonflable inspiré de la technique Volvo est installé latéralement dans le siège. Opel va également équiper progressivement sa gamme. La Vectra est la première à inaugurer un airbag latéral.

### RÉVEIL-CONDUCTEUR

Renault testera l'an prochain auprès de conducteurs de poids lourds un système capable de prévenir les risques d'endormissement. Une caméra filme le visage de l'automobiliste, éclairé par des diodes infrarouges, et mesure le temps de fermeture des paupières. Au-delà de 200 millisecondes, une alarme est

déclenchée. De quel genre ? La question n'est pas encore tranchée. Les Japonais de Nissan, eux, ont opté pour des effluves de menthol.

### RÉGULATEUR DE VITESSE

La firme allemande Hella présente un régulateur de vitesse (équipement cher aux Américains qui permet de circuler à vitesse stabilisée sans que le pied touche l'accélérateur) « intelligent ». Couplé à un capteur télémétrique (radar ou laser infrarouge), il ajuste la vitesse lorsque l'on suit un véhicule plus lent.

### PÉDALIER RÉTRACTABLE

La sécurité, ce sont aussi des dispositifs très discrets, mais qui peuvent, en cas d'accident, se révéler essentiels. Ainsi, Opel équipe ses nouvelles Vectra d'une colonne de direction qui se désolidarise du pédalier en cas de choc, ce qui permet d'éviter de graves blessures aux jambes. L'intégration de mousses spéciales dans les portières afin d'atténuer les chocs, l'installation de renforts latéraux des sièges « anti-sous-marriage » (qui évitent de glisser vers l'avant en cas de collision), mais aussi des ceintures de sécurité arrière réglables en hauteur (qui ne gênent pas les enfants, les incitant ainsi à boucler leur ceinture), constituent autant d'arguments de sécurité discrets, mais efficaces.

## L'infrastructure routière, ange et démon

**D**EPUIS que, dans les années 70, une véritable politique de sécurité routière a été mise en place, c'est sur la réduction de la vitesse qu'ont porté tous les efforts. L'amélioration des infrastructures routières a moins souvent été mise en avant. Pourtant, tous les spécialistes s'accordent à dire qu'elles sont en cause dans environ 20 % des sinistres. Et, comme l'explique Christian Machu, directeur d'études au service d'études techniques des routes et autoroutes (Setra), « plus le nombre des accidents va baisser, plus l'usager sera exigeant sur la qualité des infrastructures ».

Les décennies qui ont suivi la seconde guerre mondiale ont été consacrées à la réfection des chaussées, mais ce choix n'a pas toujours permis de réduire le nombre des accidents : l'automobiliste, se sentant plus en sécurité, avait tendance à être moins attentif. S'appuyant sur ces constatations, les politiques d'amélioration des infrastructures ont alors pris un autre chemin.

L'innovation la plus marquante dans ce domaine a été la construction de ronds-points, à l'exemple de ce qui se faisait depuis de nombreuses années en Grande-Bretagne. La France en compte aujourd'hui près de 12 000. Obstacle

largeur de certaines voies, la construction de terre-pleins centraux, principalement dans les agglomérations traversées par des voies très fréquentées, etc., le but avoué étant d'obliger l'automobiliste à ralentir.

Les ingénieurs se soucient également de la sécurité des autres usagers de la route : piétons, cyclistes et cyclomotoristes. Les pistes cyclables, les refuges centraux sur les passages-piétons ou les glissières en béton armé sur autoroute permettent de diminuer les risques de « contact » entre usagers et, donc, les accidents.

### ROMPRE LA MONOTONIE

Afin de réduire la gravité des accidents de moto, les glissières installées au bord de certaines routes et autoroutes sont peu à peu modifiées pour éviter qu'un cyclomotoriste ne vienne heurter les poteaux de soutien. La parade consiste à installer des protections inférieures. Étant donné leur coût, ces aménagements sont pour l'instant réservés aux points les plus dangereux. En Ile-de-France, 85 kilomètres de routes seront traités d'ici à la fin 1997, principalement dans les virages.

« Chaque amélioration des infrastructures est conçue dans le but de modifier le comportement de l'usager par des signes visuels immédiatement perceptibles », explique Jacques Robin, chef du département sécurité et voirie au Certu (Centre d'études sur les réseaux, les transports et l'urbanisme). L'installation de chicane à l'entrée d'une ville par exemple, parfois accompagnée d'un dispositif paysager particulier, vise à indiquer que les conditions de circulation sont modifiées et que le conducteur doit adapter sa vitesse à ce nouvel environnement.

L'aboutissement le plus récent de cette démarche a été la mise en place de « zones 30 » en agglomération, conçues avec un aménagement spécifique pour une meilleure cohabitation de tous. « L'automobiliste n'est plus ici l'usager principal, mais seulement un usager invité, précise Yves Robichon, responsable des aménagements de sécurité à la direction des routes. Ces zones permettent de rompre la continuité de l'axe et sa monotonie et obligent l'usager à passer d'une attention diffuse à une attention soutenue. »

Toutes ces modifications ont parfois leurs revers. Dans certains cas précis, et plutôt rares, la création d'un giratoire peut provoquer un ralentissement générant parfois de nouveaux accidents. De même, le remplacement de l'asphalte traditionnel sur certaines portions de routes et d'autoroutes par un enrobé drainant, conçu pour améliorer la visibilité en temps de pluie, peut avoir un effet pervers : sécurité, le conducteur ne réduit pas sa vitesse lorsque la chaussée est mouillée. Les techniciens sont devenus si prudents que parfois ils préfèrent laisser une situation en l'état si le remède risque d'être pire que le mal. « Plus une route paraît dangereuse aux utilisateurs, moins elle l'est en réalité, puisqu'ils font plus attention », résume Yves Robichon.

Acacio Peretru

## Les Français sont plus prudents

La baisse du nombre de tués sur les routes françaises est une réalité qui semble bien ancrée. En juin, le recul atteignait 4,2 % par rapport au même mois de 1995. Sur douze mois, on comptabilise 8 105 morts, un chiffre énorme mais qui apparaît pourtant comme le plus faible depuis le début du recensement systématique engagé en 1954.

On peut donc espérer que 1996 permettra de passer sous la barre des 8 000 tués (on en comptait 9 000 en 1991). Toutefois, le bilan français reste bien plus mauvais que celui de la plupart de ses voisins européens. Le nombre de morts par million de véhicules atteint 306 en France contre, notamment, 148 en Grande-Bretagne, 151 en Suède et 269 en Allemagne.

La BNP vous offre  
la dernière mensualité de votre Crédit Auto.\*  
Oui, vous avez bien lu.



Vous voulez acheter une voiture. Vous allez le faire avec beaucoup de soin : essayer, comparer, réfléchir. Pourquoi, une fois votre choix réalisé, prendre n'importe quel crédit qui risque d'être inadapté ou au prix fort. Ayez le bon réflexe et consultez d'abord la BNP. Vous disposez d'une gamme très large de financements personnalisés. Pour l'achat d'une voiture neuve, vous pouvez opter pour un prêt personnel ou pour une formule originale de location avec option d'achat, DIXIT. Pour un achat avec revente d'un véhicule,



ou, vous pouvez choisir le prêt relais auto et pour une occasion, un crédit sur mesure. Enfin, à l'occasion du Mondial de l'Automobile et du 14/09 au 15/11/96, la BNP vous offre la dernière mensualité de votre financement\*. Alors, pour bien choisir, contactez l'une des 2000 agences BNP ou appelez BNP en ligne au 36.83.06.06, (et après le 18 octobre le 8.01.63.06.06), n° Azur. Pendant le Mondial de l'Automobile, vous pouvez aussi vous renseigner auprès de BNP Bail, Bailment 1, Allée A, Stand 60.

A CHAQUE INSTANT ON DOIT POUVOIR COMPTER SUR SA BANQUE.

\* Pour tout crédit automobile de 140 000 F maximum, rattaché à la BNP et total financé (DXT ou L.O.A.) d'une durée d'un an ou plus de 45 000 F, 40 mensualités de 1 307,20 F (assurance incluse), TEG ramené de 9,97 % à 8,61 % par remboursement de la dernière mensualité (taux d'assurance 8,50 % hors assurance). Coût total du crédit pour le client : 7 559 F. Taux au 16/09/96.

agine  
ropre»

à Pan 20



## Aux Etats-Unis, la passion insouciance du 4x4

**G**ARY BURKE est chef régional des ventes dans la confection. Il joue au golf et au tennis, aime le jardinage. Sa femme s'appelle Lesley, sa fille Erika, ses chats Nicky et Molly.

L'un des derniers modèles 4x4 (quatre roues motrices) de General Motors s'appelle Jimmy. Son intérieur est spacieux et ses sièges en cuir. L'arrière peut accueillir plusieurs sacs de golf. On y change et décharge aisément plantes et arbustes.

Si l'on croit la page de publicité faite en ce moment par General Motors dans les magazines américains, Gary Burke, moustache conquérante, complet-veston et ordinateur portable, et Jimmy, vif, fumé, vert bouteille discret et élégance sportive, sont faits l'un pour l'autre.

Preuve que la publicité n'est pas toujours mensongère, l'Amérique vit depuis deux ans une grande histoire d'amour avec les « SUV », les sport utility vehicles, 4x4 et autres pick-up. Ces véhicules à la fois sportifs et utilitaires, comme leur nom l'indique, ne sont plus l'apanage de quelques gros bras qu'il faut attirer, comme le fait encore le magazine *Sport Truck*, par des pin-up en maillot de bain. Ils sont devenus la voiture de M. et Mme Tout-le-Monde.

## Au Japon, l'indispensable navigation électronique

**A**Tokyo, comme dans les autres grandes agglomérations japonaises, la plupart des rues n'ont pas de nom. En l'absence d'une logique linéaire dans la numérotation, la ville est une juxtaposition de labyrinthes, de lacs de ruelles reproduits à l'infinitif, sillonnés par quelques autoroutes surélevées et d'immenses artères. Ici, on ne se déplace pas sans croquis, imprimés au dos des cartes de visite, sur les publicités, faxés avant les rendez-vous.

Tout cela explique pourquoi les systèmes d'aide à la navigation automobile sont devenus si populaires : 1,2 million d'appareils sont déjà en service, dont 520 000 vendus en 1995. Les prévisions tablent sur plus de 5 millions d'utilisateurs en l'an 2000.

La première génération est apparue en 1990. Le produit coûtait alors près de 500 000 yens (23 500 francs). Aujourd'hui, la plupart des grandes sociétés d'électronique - Pioneer, Sony, Matsushita et quelques autres - offrent une gamme de produits allant de 200 000 à 400 000 yens (de 9 500 à 19 000 francs).

L'équipement de guidage comprend un petit écran à cristaux liquides, monté sur la planche de bord, et une série de capteurs et d'antennes pour relayer les informations sur la vitesse et le positionnement de la voiture. Un récepteur GPS (Global Positioning System) permet la localisation par satellite, comme pour le système Carminat que Renault proposera dès l'an prochain sur la Scénic, pour environ 8 000 francs. Au Japon, le moins cher est un modèle compact, de Pioneer, que l'utilisateur peut poser lui-même.

Dans le haut de gamme, le lecteur de CD-ROM charge six disques à la fois. « Le point fort du système de navigation est capable de trouver une adresse, puis de vous guider », explique Teruhito Yamaki,

tées : les ventes aux Etats-Unis ont augmenté de 30 % au cours des six premiers mois de 1996. Les Japonais se sont engouffrés dans la brèche et Mercedes construit en Alabama une usine qui produira un 4x4 en 1997.

« Elles se conduisent comme une voiture mais se chargent comme une camionnette, elles durent plus longtemps, sont plus résistantes et, grâce aux quatre roues motrices, on peut les utiliser quand il neige », résume un concessionnaire Jeep-Eagle (une division de Chrysler) de Silver Spring, dans la banlieue de Washington.

**« CHASSE À L'ÉLÉPHANT »**  
La Grand Cherokee, par exemple, le grand succès de Jeep, n'est plus seulement la voiture des yuppies des banlieues cossues. Elle a rendu d'innombrables services durant l'hiver 1995, lorsque les autorités de Washington paralysées par le blizzard appelaient au secours à la télévision tous les propriétaires de 4x4 pour transporter médecins et malades vers les hôpitaux. Les SUV, affirment les experts, présentent un autre avantage : la hauteur rassure sur la route et donne aux femmes qui les conduisent un sentiment de sécurité.

Dernier élément qui contribue à expliquer le succès des SUV : le prix de l'essence aux Etats-Unis, près de quatre fois inférieur aux prix français. Lorsque le litre a légèrement augmenté au printemps, provoquant une levée de boucliers dans l'opinion, un chroniqueur du *Washington Post* s'est tout de même étonné. « Mais pourquoi les gens vont-ils au bureau avec des véhicules équipés pour la chasse à l'éléphant ? » Bienheureux, les automobilistes américains n'avaient même pas pensé à ce revers de la médaille.

De notre correspondante à Washington, Sylvie Kauffmann

## En Chine, l'émancipation par la voiture

**L**Y A vingt ans, à la mort de Mao Zedong, la Chine était un pays qui s'était volontairement privé de l'automobile. Trois décennies de communisme auraient fait apparaître la Trabant est-allemande comme un luxe individuel autant que conceptuel. Les Chinois faisaient alors dans le collectif à tout crin.

Les rares véhicules motorisés qu'on pouvait croiser sur les quelques routes accessibles à l'étranger étaient des autocars d'une très manifeste conception soviétique, des camions de la même inspiration bizarrement vidés de marchandises, des motoculteurs tirant des remorques de passagers et, à l'occasion, la Shanghai aux formes arrondies et surannées, conduite par un chauffeur aux gans d'un blanc douteux véhiculant un cadre en mission officielle, au mandarin anonyme dissimulé des regards du vulgum par des rideaux crasseux.

Aujourd'hui, le parking de l'hôtel d'une ville de taille moyenne accueille immanquablement non seulement plusieurs limousines modernes appartenant aux « notables rouges », locaux, mais aussi les véhicules flambant neufs, importés ou *made in China*, de négociants enrichis, qui poussent parfois la confiance dans le système jusqu'à la Cadillac ultralongue.

Entre-temps, la Chine s'est motorisée sur une échelle qu'il aurait été difficile d'imaginer il y a deux

**Banni par le communisme, le transport individuel s'impose désormais. Et permet aux Chinois de briser leur enracinement. A travers l'automobile, c'est l'ouverture du pays qui se dessine**

décennies. Finies la domination du bitume par les rivières de vélos. Désormais, il s'agit de survivre dans un flot de berlines très bourgeoises qui, par leur seule existence en nombre croissant, narguent les thèses conservatrices selon lesquelles il ne saurait exister de classe moyenne en Chine.

Cette « non-classe » moyenne s'entasse donc par familles entières ou bandes de jeunes dans ce qu'il faut bien appeler la « bagnole » à l'occidentale. On croise des Santana (appellation locale de la Volkswagen Passat) construites à Shanghai, des petites Daihatsu construites à Tianjin, des Peugeot de Canton et, plus rarement, des Citroën (disposant d'un hayon ar-

rière, le modèle ZX, construit à Wuhan, est jugé trop utilitaire par les Chinois, qui préfèrent les modèles trois volumes, à coffre apparent) et des Cherokee désormais très chinoises, produites à Pékin.

On rencontre également une infinie variété de copies plus ou moins réussies de modèles étrangers. Jusqu'à la très militaire Beijing Jeep, elle-même dérivée de la Jeep soviétique, qui a subi une cure de jeunesse plutôt sympathique, avec un zeste de technologie américaine, et est devenue la voiture « branchée » par excellence, avec jantes en aluminium, rangées de phares de toutes sortes, capote amovible et peinture métallisée autorisant l'appellation « City Cruiser ». Car l'industrie de l'accessoire automobile, permettant de personnaliser sa monture, est elle aussi apparue en Chine.

**CAPACITÉ D'ADAPTATION**  
En se répandant, l'outil de transport a généré sa culture, contribuant à rapprocher la Chine du reste de la planète. Les Chinois sont entrés dans l'univers automobile avec une facilité rassurante quant à leur capacité d'adaptation. Sur les routes prospectent garages et stations-service alors que les restaurateurs, alignés par dizaines à la sortie des agglomérations, rivalisent de néons et de jeunes « serveuses », héant le

chauffeur pour lui offrir la meilleure table et, au besoin, exercer le plus vieux métier du monde.

Désormais, le seul fait de se trouver au volant permet de réaliser un rêve qui aurait été autrefois impossible à des étrangers : traverser le pays de long en large, ce qui reste en principe interdit. Pour cela, il faut, bien sûr, disposer de papiers en règle et de suffisamment d'espèces pour franchir les multiples barrières dressées par des policiers, des villageois, des bandits, tous rivaux et concurrents pour « taxer » le voyageur.

Mais le fait principal est là : si la voiture demeure inaccessible au plus grand nombre en raison de son coût, les automobilistes ont d'ores et déjà contribué à modifier les comportements d'un pays dont la population était autrefois vissée à son lieu d'origine.

En traversant le pays, on s'aperçoit qu'il est sillonné par des professionnels de la route, mais aussi par quantité de particuliers en goguette ou à la recherche d'ouvertures économiques. Les uns et les autres donnent l'impression d'un peuple qui s'arrache à sa pathétique problématique paysanne d'enracinement local. Difficile, dorénavant, de vanter à un peuple farouchement individualiste les mérites de la propriété publique des moyens de transport.

De notre correspondant à Pékin, Francis Deron

## NOUVELLE OPEL VECTRA



*La pureté dans le mouvement :*

*il n'y a pas de plus belle inspiration pour un moteur.*



**MOTEUR ECOTEC** En art comme en science, tous ceux qui cherchent le savent : il n'y a rien de plus difficile que d'arriver à quelque chose de plus pur. Opel travaille depuis de nombreuses années sur la gamme de moteurs ECOTEC. Objectif : des moteurs multisoupapes plus précis et plus efficaces. Résultat : plus de performances avec moins

de carburant et moins d'émissions polluantes. Même un moteur peut être inspiré. Votre concessionnaire Opel vous dira encore beaucoup de choses sur la Nouvelle Opel Vectra (ou tapez 3615 Opel 1,29F/mn) - Disponible à partir de 109 900 (hors options) en 4 ou 5 portes. Tarif au 12/07/96 AM 97. Cons. CE 93/116 (2.5iV6) : 14,1/7,8/5,1.

NOUVELLE OPEL VECTRA. L'ART DU MOUVEMENT.

